

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°233-234
JUILLET 1998

38 FF - 230 FB - 10 FS

NORD-SUD :
MONDE UNIQUE OU
NOMBREUX MONDES

SANTÉ :
DIOXINES A TOUS
LES REPAS

FEMMES :
LES CENTRES DE
SANTÉ PRIMAIRES

EL NIÑO ET LE
DEVELOPPEMENT DE
LA TERRE BRULEE

NAMIBIE :
HIMBAS MENACÉS
PAR LE "PROGRES"

La nature,
à protéger ou
à aimer !

PRESENTE
DIFFERENTE
+ DE 300
TITRES

Sommaire

La nature, à protéger ou à aimer ?

du *Groupe du Chêne* page 4

Environnement

- Chambonchard : barrage inutile
- USA : dédommagement si vous ne roulez pas
- Train de vie, train de fête

Presse différente

Nord-Sud

- Abolition de l'esclavage

Nord-Sud : Un monde unique ou de nombreux mondes

de *Wolfgang Sachs* page 44

Alternatives

- Grande-Bretagne : Fermes bios
- Espéranto : toute la grammaire
- Droit paysan

Santé : Dioxines à tous les repas

de *Michel Bernard* page 49

Santé Femmes

Annonces

Femmes et santé : Les centres de santé primaires

de *Françoise Desailly* page 52

Politique

- Le mythe écologiste : de la rupture à la banalisation
- Allemagne : 17 F le litre d'essence
- La poésie du CAC 40

Non-violence : Réflexions sur le changement

de *Gregg West* page 58

Nucléaire

- Tchernobyl
- Civaux : incident grave
- Superphénix : démobilitation
- La Hague : trains d'enfer

Energies

- La route du Soleil
- Conservation de l'énergie

Ecologie : El Niño et le développement de la terre brûlée

d'*Alain-Claude Galtié* page 66

Paix

- Inde-Pakistan : essais nucléaires
- Actions contre les armes nucléaires

Société

Namibie : Les Himbas menacés de "progrès"

de *René Hamm* page 70

Débat : Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

d'*Alain-Claude Galtié* page 72

Livres

Courrier

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 29 mai 1998.

Vu de l'intérieur...

OPERATION DECOUVREZ SILENCE

Le développement actuel de la revue nous permet de maintenir les prix actuels et en particulier le tarif "Abonnement découverte" à 100 F. Ce développement est pour une bonne part dû au 6000 adresses collectées par les lecteurs en 1997. C'est pourquoi nous avons décidé de renouveler l'*Opération Découvrez Silence* pendant le deuxième semestre de l'année... en espérant atteindre ainsi les 3000 abonnés. Vous trouverez en pages centrales un quatre pages qui vous explique la démarche à suivre. Les nouveaux abonnés (environ 700 depuis la précédente campagne) sont particulièrement sollicités : à vous de nous faire découvrir vos relations.

DEUX VICE-PRESIDENTES

Lors de son assemblée générale, le conseil d'administration de l'association Silence a vu la création de deux nouveaux postes de vice-présidentes. *Sylviane Poulenard* aura la charge de suivre les colloques, fêtes et autres manifestations pour s'assurer que la revue y est représentée. Cela devrait nous permettre de répondre un peu mieux aux multiples invitations que nous recevons. *Madeleine Nutchey* sera elle à l'écoute des lecteurs et lectrices qui nous sollicitent pour participer à des réunions de présentation de la revue. Sous réserve de prise en charge de ses frais, elle peut se déplacer pour vous rencontrer et animer une "réunion de lecteurs-trices".

TROISIEME SALARIE

La revue se portant bien, nous avons décidé d'aller vers l'en-

gagement d'un troisième poste salarié qui portera sur la maquette de la revue et les échanges publicitaires (avec d'autres revues et avec les fêtes et salons écoles). Ce poste — à quart temps soit 10 heures par semaine — devrait démarrer au 1er octobre, le temps pour nous d'augmenter la puissance de notre ordinateur et de réaliser une maquette plus lisible mais qui conservera le découpage actuel : cette nouvelle maquette devrait permettre d'utiliser les gris — ce que nous faisons actuellement peu —, d'intégrer des logos pour mieux identifier les sous-rubriques... Ce poste est basé dans nos locaux. Il nécessite une bonne connaissance de la mise en page (Quark X-Press sur Mac) et pourrait convenir à un dessinateur ou à un graphiste comme complément d'activité. Salaire : 2000 F net. Si cela vous intéresse, vous pouvez nous écrire jusqu'au 1er septembre.

L'ARPEMENT VERT

L'Arpent Vert a publié le livre "Terres de fraternité" (voir numéro de juin). Nous avons omis d'indiquer son adresse : c/o *La Paquette, 03160 Bourbon l'Archambault*.

LES BONS COMPTES

Vous trouverez ci-dessous les résultats financiers de la revue qui ont dégagé un excédent de 46 000 F en 1997. Ce bon résultat se poursuit actuellement : la hausse sensible des abonnements nous permet de finir de combler nos retards de salaire et nous permet de maintenir les prix d'abonnement à leur niveau actuel. Après 4 ans sans changements, les salaires nets des deux salariés ont été réévalués de 5500 F à 6000 F nets (pour des 3/5ème de temps).

Compte d'exploitation simplifié (en milliers de francs)

Charges	1996	1997	Produits	1996	1997
Achat marchandises	54	112	Ventes marchandises	74	107
Imprimeur	228	246	Ventes de Silence	504	658
Autres travaux	4	3	Variations de stocks	23	-20
Achat & charges externes	110	141			
Salaires & charges sociales	215	216	Reprise provision stocks	29	18
Amortissements	15	16	Soutiens, dons cotisations	14	38
Provision stocks	18	17	Produits financiers	0	0
Droits d'auteurs	3	2	Produits exceptionnels	0	1
Charges financières	1	0	Pertes	4	
Charges exceptionnelles	0	3	Total produits	648	802
Exédent		46			
Total charges	648	802			

Bilan d'exploitation simplifié (au 31 décembre, en milliers de francs)

Actifs	1996	1997	Passif	1996	1997
Investissements	23	40	Fonds associatif	38	163
			Un toit pour l'écologie	184	
			Report à nouveau	-113	
			Excédent		46
			Perte	4	
			Total fonds propres	105	209
Titres participation	124	132			
Clients	24	34	Fournisseurs	158	102
Divers à recevoir	14	10	Frais dus au personnel	70	72
Trésorerie	58	59	Divers dettes	65	30
			Total passif	398	412
Charges avancées	3	4			
Total actif	398	412			

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 CHAÎN

Imprimé sur papier 100% recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél. 04 75 85 61 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 3ème trimestre 1998
Tirage : 4200 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vices-présidentes : Sylviane Poulenard
Madeleine Nutchey
Mylriam Cognard
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorière : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda

Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité et abonnements : Michel Janu

Relations commerciales : Eve Maloïsse

Raymond Rasse

Rédaction : Alain-Claude Galtié

René Hamm

Sylviane Poulenard

Francis Vergier

Conseillers scientifiques :

Roger Bernard

Richard Grantham

Jacques Grinevald

Henri Pissat

André Picot

Correspondants :

Georges David

José Oria

Mireille Oria

Perline

Jean-Luc Thierry

Dessinateurs :

Altha

Dédé

Lasserpe

Lébra

Mulo

Alexis Nouaillat

Véesse

Iconographie :

Loïc Gaudin

Madeleine Nutchey

Xavier Sérédine

Correçteurs :

Charlène Grasmollard

Raymond Vignal

Expédition :

Christiane Chapon

Wolfgang Sachs

Claude Crolet

Jean-Pierre Siméon

Déborah Gaudin

Christiane Hubus

Maloin

Vincent Martin

Olivier Montmagnon

Bernard Parez

Gregg West

Venez nous voir !

N°235 - Septembre

Comité de clôture des articles
samedi 20 juin à 14 h

(clôture brèves : vendredi 7 août à 12 h)

Expédition

vendredi 21 août à 18 h

N°236 - Octobre

Comité de clôture des articles

samedi 29 août à 14 h

(clôture brèves : vendredi 4 septembre à 12 h)

Expédition

vendredi 18 septembre à 18 h

Cette revue est réalisée en grande

partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un

repas à 21h30 offert par Silence.



ÉDITORIAL

Nature choisie

« La forêt amazonienne est, en vérité, fort peu naturelle, mais peut au contraire être considérée comme le produit culturel d'une manipulation très ancienne de la faune et de la flore » (1). Il semblerait que l'ensemble des croyances religieuses et mythologiques des indiens permet le fonctionnement et l'équilibre de leur écosystème. Dans ce contexte, il n'est pas utile de faire appel à ce qui est appelé **la nature**, qui, pour les modernistes, n'a de sens qu'en opposition aux œuvres humaines. La même conception animiste d'un environnement gouverné par des principes qui ne discriminent pas les humains des non-humains est partagée par les peuples du subarctique canadien, même si ceux-ci vivent dans un écosystème beaucoup plus pauvre.

L'Europe des anciens celtes était couverte de forêts, et ces derniers étaient en « communion intime avec les forces invisibles qui circulent dans l'univers, analogues à ces vents qui viennent du plus lointain de l'horizon » (2). La sagesse de nos anciens a été dissoute par les créationnistes et les forêts transformées en petits bois aseptisés par les adeptes de l'économie (attention quand même aux déchets !).

Le paysage, ce « monument historique » (3), nous renvoie l'image de l'environnement, de la « nature » telle que nous la transformons. Le paysage est l'objet de débats par le royaume, puis la nation et maintenant par le marché. Les habitants du paysage sont sous la pression de l'espèce humaine qui a le droit de vie et de mort. Le constat est le suivant : prisonniers de l'idéologie utilitariste et des spiritualités nombrilistes, nos choix posent problème à l'harmonie et à l'équilibre de la Biosphère.

Dominique ZANDA

(1) «Les cosmologies des indiens d'Amazonie» de Philippe Descola, *La Recherche*, 292, novembre 96, pp.62-67.

(2) «Les trois spirales. Méditation sur la spiritualité celtique» de Jean Markale, *La table ronde*, Paris, 1996. Dommage que l'auteur insiste trop sur les influences chrétiennes tardives qu'il considère comme positives.

(3) «Les lieux de mémoire. II La nation» sous la direction de Pierre Nora : *Paysages*, pp.432-597, Gallimard, 1986.

J'AIME LA NATURE

Mais qu'est-ce que la beauté ? Pourquoi trouvée-je beau, par exemple, le ruisseau qui coule doucement au pied de mon village ? Des mots me viennent au cœur en le contemplant : paix, équilibre, joie tranquille, certitude, unité intérieure : il y a de tout cela dans la beauté. On pourrait le résumer en disant que la beauté ouvre à l'amour. Ce qui est évident en parlant du visage humain est également vrai de la nature que contemplant nos regards.

Beauté du visage, beauté du paysage

La beauté de la nature, celle du visage humain, comme celle du paysage humanisé fonde toute beauté en ce monde. Il est tout à fait évident dans nos vieux villages français, lorsqu'ils n'ont pas été trop "modernisés", que les matériaux de construction, issus du substrat local (brique et tuile dans les pays d'argile, pierre, lauze ou ardoise dans les pays rocheux) situent la beau-

J'aime la nature parce qu'elle est belle, et parce que j'ai besoin de beauté pour vivre, autant que de pain et de vin. Il est vrai que beaucoup de gens paraissent indifférents à la beauté ou à la laideur. En fait, beaucoup tombent malades par carence de beauté, sans même savoir pourquoi. La beauté est une nourriture essentielle.

Mais, de même que nos visages humains sont modelés par notre histoire personnelle et sociale, de même, le paysage l'est par l'histoire des sociétés qui l'habitent. La "nature" que je contemple est, dans nos pays, profondément transformée par l'homme. Il n'est plus guère chez nous de nature sauvage, sinon au sommet des plus hautes montagnes, ou dans quelques criques marines oubliées. Cette nature sauvage, lorsque je la rencontre, me parle toujours de beauté. Et si la nature humanisée, mon ruisseau par exemple, peut aussi me parler de beauté, c'est parce que les hommes, en l'aménageant ont, non pas "respecté" sa beauté originelle, mais su allier leur propre beauté à celle de la nature. Un beau paysage est la rencontre de la beauté du visage humain, donc de l'âme humaine, et de celle de la nature.

té du village dans la continuité de celle du paysage environnant. On ne trouve pas de haute flèche d'église — ancienne du moins — en pays de montagne : les architectes d'autrefois savaient qu'il est ridicule de se faire remarquer auprès de plus grand que soi. En revanche, les flèches de Chartres, sont "les plus beaux épis" de la plaine comme Péguy l'a vu... Je ne crois pas pourtant que les forêts druidiques aient inspiré directement l'architecture gothique, comme l'a écrit un peu naïvement Chateaubriand mais il y a quelque chose de vrai dans cette idée, en ce sens que la sensibilité aux formes et aux espaces du style gothique naît dans le mystère de l'espace forestier. Tandis que les formes romanes les plus modestes (je pense à Merlande, en Périgord) se réfèrent implicitement à nos espaces familiers, domestiques notamment. Le

grand débat entre transcendance et immanence s'enracine ainsi, par la médiation de l'architecture, dans notre rapport même à la nature, redoutable parfois dans ses aspects sauvages, ailleurs familière, belle toujours.

Parlons maintenant de Venise. Pourquoi Venise ? Cette étonnante ville où tout est artificiel, où les rares arbres sont tous d'importation, où chaque tuile, chaque brique, chaque marbre, chaque pilotis, est venu du continent, cette ville si évidemment belle, quel rapport vais-je bien pouvoir lui trouver avec la nature ? La mer y est partout, et peut-on plus parfaitement y exprimer l'union de deux éléments contraires, la terre et l'eau ? Fortes et fragiles comme l'amour, ne fallait-il pas que ces épousailles paradoxales de deux contraires fussent célébrées solennellement, par celles du Doge et de la mer ? Faut-il s'étonner qu'une cité où le rapport de l'homme à la nature est ainsi réduit à l'essentiel, et souvent rendu présent par son absence même, ait suscité tant d'artistes ? Ville sans saisons où Vivaldi les chante d'une manière inimitable... N'est-ce pas aussi ce rapport de l'homme et de la nature que manifeste essentiellement la peinture, partout présente à Venise ?

Celle-ci, en Occident du moins, s'est d'abord inspirée du visage, puis du corps humain. Elle s'est progressivement intéressée au paysage, jusqu'à en faire un élément essentiel de sa recherche. S'agissait-il de reproduire la nature ? Non, mais plutôt d'en mettre en valeur tel ou tel trait remarquable, capable de stimuler la contemplation humaine : un tableau est une fenêtre, tant par rapport à l'espace, dont il ne révèle qu'une partie, que par rapport aux éléments du monde, parmi lesquels l'artiste sélectionne ceux qui alertent sur le moment sa sensibilité. Quant à la beauté que nous trouvons dans une fresque ou une toile, fût-elle abstraite, elle s'inspire toujours de l'harmonie élémentaire que nous avons découverte dans nos rapports avec la nature ; on n'a pas inventé d'autres couleurs que celles de l'arc-en-ciel, n'en déplaise à tous les impudents "créateurs" que suscite notre époque...

Qu'est-ce que la laideur ?

Il faut peut-être nous demander maintenant ce que c'est que la laideur. Au-delà des appréciations subjectives ("des goûts et des couleurs..."), il y a — je crois — une laideur objective, y compris dans ce qu'on appelle l'art : malhonnêteté, fausseté, tromperie, lucre en sont les maîtres-mots. L'artiste est beaucoup plus proche de l'artisan qu'on ne veut bien le dire aujourd'hui où l'on en fait trop souvent un demiurge : de même qu'on ne fait pas une belle porte avec un vilain bois, on ne peint

pas un bon portrait si l'on ne sait emmancher un bras sur un buste. Il convient de rappeler ces vérités simples aujourd'hui quand, dans l'art — plus que jamais sans doute — on habille du nom de liberté toutes sortes de licences. L'architecture de nos villages eux-mêmes subit une foule d'agressions qui, insidieusement, la dénaturent, au sens propre du terme, c'est-à-dire en détruisent le rapport à la nature : couvertures de toits (tôles sur des chalets alpins, ou tuiles mécaniques dans les Cévennes), crépis de teinte choquante, poteaux EDF en béton, éclairages massifs (oh, la louche nationale !), goudronnages sans vergogne, poubelles énormes vert-pré à tous les coins de rue, sans parler de la grotesque flore de pépiniériste qui orne les jardins des résidences, et dont la fonction essentielle est de signaler la supériorité sociale de son possesseur (d'accord, c'est Louis XIV qui a commencé à Versailles ; mais dommage que la Révolution ait permis à tout le monde de continuer !). Quant au paysage agricole et forestier, il faudrait tout un livre, et sans doute davantage, pour seulement décrire toutes les destructions dont il est victime. Citons seulement quelques-unes parmi les plus évidentes : pollution des ruisseaux et des rivières, enrésinement systématique de forêts, monoculture viticole ou maïsicole, bâtiments agricoles faits de brique et de broc, voies rapides pour automobiles, autant de laideurs qui non seulement offensent le regard, mais révèlent

Le groupe du Chêne s'est constitué en 1982. Il a pour vocation de contribuer au débat sur l'évolution de notre société industrielle et technicienne et sur les rapports qu'elle entretient tant avec l'environnement naturel qu'avec les autres sociétés de la planète.

Il a jusqu'à présent publié les textes suivants :

- *Réflexions sur la guerre nucléaire* (1983)
- *Pour une agriculture paysanne* (1986)
- *Pour une agriculture paysanne* (résumé en dix thèses du texte précédent, publié dans *Le monde diplomatique*, traduction en allemand disponible)
- *L'exigence de démocratie* (1990)
- *Le travail en question* (1993)

La plupart des membres du Groupe du Chêne partagent des préoccupations qu'on peut qualifier d'écologiques. Certains d'entre eux participent activement, à titre personnel, à diverses associations. D'où le thème de réflexion qui fait l'objet de ce travail.

Aujourd'hui le rôle prudentiel de l'écologie face aux dégradations de l'environnement est majoritairement admis ; il n'en est pas moins nécessaire de s'interroger sur un point souvent négligé : quel est le rapport profond, charnel, qu'entretiennent l'homme et la nature ?

Pourquoi, pour vivre humainement, l'homme a-t-il besoin d'un certain rapport à la nature ?

La réflexion du groupe s'étant appuyée sur des témoignages et des "études de cas", il nous a paru nécessaire d'insérer certains d'entre eux dans le fil du texte, non seulement comme soubassements théoriques mais aussi comme gages d'authenticité. Au-delà de tous ceux qui, par leurs études, leur profession, leurs engagements sont conduits à réfléchir sur de telles questions, le texte s'adresse à tous les hommes qui trouvent dans la nature une part de leur humanité.

Les membres du groupe du Chêne sont : Jacques Berbessou, Daniel Cérézuelle, Simon Charbonneau, Jean-François Médard, Michel Papy, Jacques Prades, Clothilde et François de Ravignan, Michel, Nicole et Pierre-Jean Roca, Jean-Pierre Siméon, Marc Terrades, Jean-Luc Vallet et André Vitalis.

Groupe du Chêne,
6, rue Saint-Joseph, 33000 Bordeaux

la rupture du pacte d'amour entre l'homme et sa terre, et le caractère hideux de la culture qui nous inspire. Devant la question ainsi posée, parcs na-

tionaux, musées ruraux et autres réserves ne sont nullement des réponses. Ils ne peuvent servir qu'à alimenter nos regrets ou nos rêves,

POUR RESTER NATUREL...

Le texte précédent répond par deux exemples apparemment opposés à la question : "qu'est-ce qu'un paysage naturel ?". Que l'on bâtit avec la pierre ou contre l'eau, on se comporte *naturellement*. Certes la rémanence de la pierre brute proclamée dans l'édifice roman semble une évidence plus massive du naturel que la changeante profondeur du reflet vénitien, mais, dans les deux cas, il a fallu *faire avec* la nature. J'ai cru sentir que la préférence de l'auteur allait plutôt au premier mode du naturel quand le clocher cherche moins à défier qu'à se nicher dans le paysage. En homme de plaine, je pense que l'on peut, plus loin qu'il ne le dit, *artialiser* — le mot est de Montaigne — le paysage et rester naturel. Pour moi, un vignoble de monoculture est encore un paysage naturel. Que reste-t-il en ces champs palissés et géométriques de naturel ? La formidable indifférence du ciel aux dessins de la terre : les *règes* alignées ne font que tracer la partition que le ciel viendra exécuter. Avec la rage assassine de la grêle ou la

maestria des beaux jours de septembre. Le temps naturel, celui des saisons, celui qui nourrit si profondément notre rêverie, celui qui se rit de nos pauvres projets, nous rappelle à la modestie : "*il est un temps pour planter, un temps pour récolter*", et ce temps n'est pas nôtre.

Notre moderne agriculture, avec ses plans d'amortissement a voulu réduire ce temps à celui des banquiers et des marchands pour lesquels toute année n'est réputée valoir que trois cent soixante jours. Après avoir amendé les sols dont l'inégale richesse était source de divines surprises, elle cherche à se protéger des aléas du temps sans lesquels il ne saurait y avoir de grandes années. Rester naturel, ce serait pourtant accepter une temporalité radicalement autre et avec laquelle il nous est donné en des instants de grâce de communier. Deux passages de *Gargantua* me viennent à l'esprit. Le premier évoque les préludes de la guerre : Rabelais y déclare que "*c'est plaisir divin que de manger fouaces fraîches et raisins*

mûrs". Entendons par là que lorsque les fruits du labeur des hommes rejoignent les fruits du soleil, la terre peut redevenir un paradis. Mais il faut savoir recueillir, non seulement les délices du jour mais leur heureuse conjonction avec le travail humain. C'est ce que n'ont pas su faire les fouaciers qui déclenchent la guerre. L'autre passage est celui où, écrivant à son fils, Gargantua lui rappelle qu'il n'y a pour nous, hommes, qu'une espèce d'éternité, c'est de "*nous perpétuer en nos fils*" : il est un temps pour semer... Accepter cette temporalité-là, faite de la bénédiction d'un instant et du consentement à un avenir qui n'est pas nôtre, c'est sans doute se mettre dans de bonnes dispositions pour évoquer le pacte qui doit nous unir à la nature. Car c'est bien d'un pacte et non d'un contrat qu'il peut s'agir. Le contrat, avec sa conception un peu courte d'un sujet qui s'éteindrait avec la mort et d'une responsabilité dont la durée serait limitée, ne peut tracer les voies de notre grand devoir.

LA NATURE, A PROTÉGER OU A AIMER ?

INVITATION AU DEBAT

Ces questions sont centrales pour la pensée écologiste, et la condition humaine les rend inévitables. L'homme, en effet, semble faire exception parmi les êtres naturels, à s'en tenir du moins à la description de certaines de ses manières d'être. Et, cependant, il apparaît aussi comme un être de la nature : non seulement la nature est présente en lui, mais encore il n'a vécu jusqu'à nos jours qu'en prenant appui sur elle, qu'en tirant d'elle — tantôt dans une sorte de symbiose, tantôt en lui faisant violence — ses moyens de subsistance.

naturel et leur gravité mais, contrairement aux façons de voir du sens commun actuel, la science n'est pas seule à même de parler de l'homme et de la nature. Elle se borne à dire ce qui est ou, plutôt, ce qu'elle "voit" de ce qui est, ce qu'elle en élabore en ses modèles. Et l'histoire des sciences nous apprend que la science en vient tôt ou tard à avouer : ce que j'affirmais hier avoir vu n'était pas vraiment bien vu. Elle ne peut dire ni le sens de ce qui est, ni les fins, les valeurs que l'homme doit poursuivre. Elle ne peut dire ce qu'est une vie humaine.

*Notre interrogation porte sur les rapports de l'homme et de la nature. Quels pourraient-ils, quels devraient-ils être ? Que serait une relation juste, une relation correctement ajustée de l'homme avec la nature ? S'agit-il de la dominer, de la maîtriser ? De simplement s'en défendre ? S'agit-il, au contraire, de la respecter, voire de la vénérer comme quelque chose de sacré ? Faut-il parler d'un *modus vivendi* par lequel l'homme instaurerait avec la nature un équilibre au moins relatif ? D'un contrat ? De noces ?*

Jusqu'à présent, son travail, sa méditation, son souci et son recueillement, ses craintes et son apaisement étaient, d'une manière ou d'une autre, reliés à la nature.

La réponse à ces questions excède les compétences de la science. Certes, les données de la science ont un grand intérêt pour l'écologie : elles l'aident à mieux préciser et mettre en évidence certaines dégradations du milieu

Le sens de la nature

Le terme de nature s'utilise en plusieurs sens. On parle de la "nature" d'une chose, de son essence propre ; de la "nature" comme de cet ensemble d'énergies soumises à certaines lois qu'étudient les sciences physiques, biologiques, etc. ; de la "nature humaine" — que l'on accepte ou dénie la légitimité de cette notion.

Nous entendons par "nature", au long de notre réflexion, le milieu au sein duquel et en interaction avec lequel les hommes ont vécu jusqu'à nos jours. Milieu fait d'êtres et de réalités offerts à notre perception sensible : la mer, les montagnes, le froid et la chaleur, les plantes, les animaux. Nous sommes en ce milieu, il agit sur nous et, nous appuyant sur lui, nous agissons sur lui. Nous ne nous référons donc pas au mythe d'une pure nature sur laquelle aucune action humaine ne serait exercée.

"Nature" désigne, pour nous, ce milieu qui a sa réalité et ses équilibres propres, qui doivent être respectés sous peine d'en entraîner la destruction ou qui, du moins, doivent évoluer avec assez de lenteur pour avoir le temps de se reconstituer.

Milieu qui résulte, à un moment quelconque, de l'action exercée par l'homme sur le donné géographique, climatique, biologique. Milieu qui est donc, pour une part, fait par l'homme, mais non pas intégralement fait par lui puisque êtres vivants comme réalités géographiques obéissent à leurs propres lois et réagissent en fonction de ces lois. Concrètement, la nature prend pour nous la forme de paysages divers, de "pays", avec leur climat, leur répartition propre d'espèces végétales et animales, leur sol et leur relief.

Jusqu'à présent, les hommes ont vécu en référence, en interaction avec la nature ainsi conçue, même lorsqu'ils vivaient dans des villes à première vue entièrement artificielles. Et, jusqu'à une date récente, il semblait évident qu'il en serait toujours ainsi : la production, par le travail humain, des ressources indispensables ne compromettait pas, en gros, le maintien et la reproduction des milieux naturels.

Une nature menacée

Or la nature, cette nature, la planète terre, est aujourd'hui menacée par l'activité même des hommes : par le déchaînement des guerres parfois, par certaines formes de loisir et de tourisme souvent, enfin et surtout par l'impact de nos techniques. Et cette menace ne peut, semble-t-il, que s'accroître.

On pourrait faire valoir qu'il en a toujours été ainsi, que l'homme a toujours agi sur la nature et l'a, par certains côtés, mise en péril, mais que néanmoins de nouveaux équilibres se sont établis, qui ont rendu possible, à leur tour, la vie humaine. Mais il n'est plus possible de se rassurer à aussi bon compte car les sociétés modernes ont franchi un seuil. Les énergies mises aujourd'hui en œuvre par l'humanité ne sont plus négligeables à l'échelle de la planète du fait de nos techniques et de nos modes de consommation, ainsi que de l'accroissement du nombre des

hommes. Or tandis que l'homme traditionnel avait le temps d'effectuer les adaptations nécessaires, ou qu'elles avaient le temps de s'effectuer, nous sommes pris dans une avalanche d'innovations déclenchant de proche en proche, à un rythme accéléré, des bouleversements difficilement prévisibles.

Et les sociétés humaines ont connu une mutation : elles se donnent désormais pour but de créer leur ordre propre, n'acceptant plus de le recevoir, fût-ce imaginativement, comme un "ordre des choses" soustrait, pour l'essentiel, à leur prise. Elles en viennent ainsi à voir dans le changement, dans le fait même d'évoluer, une valeur fondamentale, voire une raison d'être. En même temps, l'activité économique est devenue l'activité primordiale et, comme elle obéit essentiellement à des objectifs de rentabilité et d'efficacité, elle ne se soucie aucunement des destructions qu'elle occasionne.

L'homme face à sa survie

Pour toutes ces raisons, le rapport de l'homme moderne à la nature est devenu un rapport de destruction et il est pour le moins douteux que les équilibres détruits puissent se restaurer d'eux-mêmes comme cela a été jusqu'ici le plus souvent le cas. La critique écologiste a mis en lumière les dangers d'une telle situation. A détruire la nature, l'homme risque de se détruire lui-même, de rendre sa propre survie matériellement impossible, en même temps que de détruire toutes les autres formes de vie.

C'est, de toute évidence, une question essentielle qu'il nous faudra aborder. Mais il est un autre problème, plus rarement aperçu : n'est-il pas à craindre qu'à détruire la nature, l'homme ne se mette aussi en danger spirituellement, qu'il ne détruise les conditions de sa liberté et celles de son "équilibre psychologique", pour parler le langage actuel ? Nous nous proposons d'insister sur ce point.

S'il est vrai qu'il s'agit pour nous aujourd'hui, comme à chaque époque, de faire un monde vivable pour les hommes, devons-nous, pouvons-nous accepter l'éventualité d'une destruction de la nature et de son remplacement par un monde artificiel, quasi entièrement modelé par l'intervention humaine ? Ou bien faut-il tâcher de préserver l'existence de la nature, ou du moins d'une certaine forme de nature — qui pourrait, certes, ne pas être la nature que nous avons connue et que nous connaissons aujourd'hui ?

En d'autres termes : la nature est-elle pour l'homme quelque chose de bon ? Est-elle indispensable, et en quoi, pour qu'existent un monde, une société vivables pour les hommes ?

LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

LA GARONNE A VAU L'EAU

En dépit d'une abondante littérature touristique-bucolico-régionaliste, on dirait que les Bordelais aiment mal leur rivière. Dès les années trente, ils l'ont fait disparaître du panorama de leur ville en la cachant derrière des installations portuaires hideuses et de solides

Côte Basque. Dès lors, que le populogaronnais patauge, si bon lui semble, dans des eaux souillées ! Cela ne compte plus. Certes on a créé, avec beaucoup de retard, quantité de stations d'épuration mais beaucoup marchent mal et, à l'évidence, la quantité globale d'effluents polluants augmente plus vite

Depuis une cinquantaine d'années, la Garonne est victime du développement économique... comme ceci se fait de manière progressive, cela passe pour une bonne part inaperçu... et pourtant...

grilles interdisant l'accès aux quais. Depuis les années soixante-dix, les installations portuaires du centre ville sont désaffectées au profit des avant-ports et depuis plus de vingt ans, tout cet espace est laissé à l'abandon et clochardisé. Désormais une autoroute urbaine (six voies !), une friche portuaire et des parkings s'interposent entre les habitants et le fleuve. Espérons qu'un jour, une municipalité imaginative déviera le trafic pour transformer les quais en promenades et espaces verts.

En attendant ces jours incertains, il reste à ceux qui aiment la balade au bord de l'eau — ils sont nombreux — le loisir d'aller vers Cambes, Portets ou Podensac. Ce ne sont pas les Seychelles, mais c'est un plaisir simple à la portée de tous. Bien sûr, depuis au moins trente ans, on ne se baigne plus en Garonne. Avec les progrès de l'urbanisation, la généralisation du tout-à-l'égout s'est traduite la plupart du temps par tout-à-la-rivière. C'est le progrès !

La pollution augmente plus vite que son traitement

Il faut dire aussi que depuis cinquante ans la bourgeoisie locale, autrefois plus sourcilieuse, ne se préoccupe plus de l'état du fleuve, le long duquel s'égrènaient pourtant, du Bec d'Ambès à La Réole, de superbes demeures. Ces demeures ont souvent été négligées, parfois laissées à l'abandon, voire détruites, cependant qu'on multipliait les villas sur le Bassin d'Arcachon et la

que la capacité de traitement. D'ailleurs aux plus délicats, on a jeté un os : en même temps que l'état de la rivière se dégradait, on s'est mis à construire des piscines privées et publiques. On a ainsi troqué en Gironde deux cent kilomètres d'eau vive contre quelques kilomètres d'eau en cage additionnée de chlore, sans que personne s'en plaigne. Cet abandon général de la baignade en rivière a résulté non seulement de la baisse catastrophique de la qualité des eaux mais aussi des modifications physiques du lit du fleuve causées par l'extraction industrielle des graves en rivière. Les plages de gravier ont presque partout disparu, laissant la place à des berges escarpées et vaseuses. L'intensification des dragages a entraîné une sérieuse détérioration de la qualité des eaux. Celles-ci sont devenues très boueuses, les fonds de gravier ont presque disparu et les rives sont colmatées par une vase noirâtre et visqueuse qui ne donne pas envie de patauger.

Les poissons ne peuvent plus se reproduire

L'exploitation industrielle des granulats présents dans le lit du fleuve a eu également des effets désastreux sur la faune. D'abord il en résulte la disparition de la plupart des frayères. Les poissons, étant "programmés" pour déposer leurs oeufs sur des fonds de grave présentant une granulométrie très précise, ont de plus en plus de mal à trouver des lieux de ponte. De plus, même s'ils trouvent des

fonds adaptés, la vase très fine qui est soulevée par l'extraction des graves se dépose sur les œufs des poissons et les asphyxie. Enfin la disparition des bancs et des fonds de grave entraîne la disparition des divers micro-organismes qui se développent entre les galets et les graviers. Cette "faune interstitielle" fournit l'amont de la chaîne alimentaire dont dépend la survie des diverses espèces de poissons. Les graviers disparus, les fonds colmatés par la vase, de nombreuses espèces sont privées à la fois de possibilité de reproduction et de source de nourriture. Ainsi, entre les années soixante-dix et quatre-vingt, les pêcheurs professionnels de la région ont vu leurs prises diminuer de moitié environ.

Bien entendu il serait naïf d'imaginer que la Garonne était restée un espace "naturel" intégral jusqu'à la dernière guerre. En fait depuis le milieu du dix-neuvième siècle, la Garonne, tout comme le Rhin et d'autres grandes rivières françaises, avait fait l'objet d'importants travaux d'aménagement, qui avaient eu un impact très sérieux sur sa richesse biologique. La construction de barrages parfois infranchissables par les espèces migratrices avait provoqué la quasi disparition du saumon, autrefois très abondant, et bloqué les remontées d'aloses. Les travaux de chenalisation entrepris pour favoriser la navigation fluviale avaient entraîné la modification du cours et la suppression de la plupart des bras et des îles du fleuve. La suppression des bras morts réduisait considérablement les lieux favorables à la ponte ainsi que les "nurseries" d'alevins. L'endiguement des palus et le drainage des marais, biologiquement très riches, renforçèrent cet appauvrissement biologique, compensé il est vrai par la création d'espaces riverains agricoles et paysagers très originaux.

Mais en fin de compte, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, rien d'irréparable : en témoignait la présence de nombreux pêcheurs professionnels qui faisaient de la pêche leur activité à temps plein ou à temps partiel. En revanche, au cours des cinquante dernières années, les atteintes au milieu, aux espèces qui y vivent, aux paysages, se sont multipliées à un rythme accéléré. Les extractions de granulats, selon les déclarations de la profession, atteignent le chiffre de quinze millions de tonnes par an (bien entendu, ce chiffre est très en-dessous des prélèvements réels). Du coup les populations de poissons furent très menacées, comme on l'a vu, d'autant plus que les pêcheurs eux-mêmes, ne résistant pas aux nouvelles facilités techniques (bateaux rapides, filets en nylon transparents et très résistants) se livrèrent à la surpêche de certaines espèces. L'esturgeon atlantique, autrefois présent du Tage à la mer du Nord et qui ne se reproduit plus qu'en Gironde, fut presque exterminé par les pêcheurs et on ne sait toujours

pas si la mesure de protection, décidée en 1982, permettra de sauver l'espèce. L'anguille dont le biotope a été dramatiquement réduit par la pollution, le recalibrage intempestif des petits ruisseaux et toute la politique "d'hydraulique agricole" patronnée par le soi-disant Génie Rural, a été pêchée à la fois au stade adulte et au stade juvénile (comme civelle ou pibale). Résultat : les populations déclinent à très grande vitesse et la consommation de ce poisson, naguère "populaire", ne sera bientôt plus accessible qu'aux riches. Seule l'alose reste remarquablement prolifique, mais cela n'empêche pas les pêches fluviales traditionnelles de décliner ainsi que le nombre des pêcheurs professionnels.

Pollutions par les effluents chimiques

Signalons aussi que la Garonne n'est pas exempte de pollutions chimiques diverses. La plus préoccupante est celle qui est due au cadmium, un métal lourd très toxique. Cette substance provient surtout d'une mine de zinc qui en a rejeté depuis très longtemps dans le Lot sans qu'on s'en préoccupe et aussi d'une usine bordelaise. Ce cadmium, après un long voyage fluvial se retrouve à des taux de concentrations élevés dans les huîtres de l'estuaire, lesquelles sont depuis longtemps impropres à la consommation. Or, actuellement, c'est la zone ostréicole de Marennes Oléron qui semble très menacée car une partie du "panache" pollué qui se déverse dans la mer est poussée vers ce bassin ostréicole. Enfin l'évocation précédente de l'hydraulique agricole appelle des remarques quant aux effets négatifs de l'industrialisation de l'agriculture sur l'état du fleuve. L'eau d'un fleuve ne vaut que ce que vaut l'eau des rivières et des ruisseaux de son bassin. Or, l'usage massif des engrais chimiques ainsi que la multiplication des retenues collinaires pour l'irrigation des cultures industrielles entraîne l'eutrophisation des eaux par surcharge en nitrate et réchauffement. De plus le "recalibrage" de la plupart des cours d'eau, le nettoyage mécanique des berges, voire le désherbage chimique aggravent leur réchauffement par suite de la disparition de la bordure végétale arborée. Nous ne nous attarderons pas sur l'impact thermique de deux centrales nucléaires (Golfech - Blayais) construites sur les rives. En fin de compte, des causes très diverses ont entraîné la dégradation de la qualité des eaux et l'affaiblissement de ses capacités d'auto-épuration. Résultat : en été la rivière s'asphyxie. Il arrive qu'elle pue.

Si on ne peut plus se baigner ou pêcher dans la Garonne, on pourrait penser qu'il reste aux Bordelais la possibilité de se promener le long de la rivière. Pourtant, ils sont en train de perdre ce plaisir car les rives du fleuve

sont dangereusement menacées. En effet, depuis longtemps les bords de la rivière ne sont plus entretenus. Les servitudes qui incombent aux propriétaires riverains ne sont pas respectées et de nombreuses sections de rives sont devenues impraticables, envahies de ronces, souvent clôturées. Il semble que l'Administration qui fut responsable de l'ancien chemin de halage s'en désintéresse depuis longtemps et rares sont les secteurs de rivière où l'on peut faire une longue promenade au bord de l'eau : il faut de l'agilité et de la persévérance. C'est d'autant plus regrettable qu'une remise en usage des bords de la rivière pour le public pédestre, même aux abords de Bordeaux, ne serait pas très coûteuse et offrirait aux Bordelais un moyen facile et gratuit d'échapper aux embarras de la ville. A Londres, par exemple, beaucoup de citadins se délassent le long du chemin de halage bordé d'arbres magnifiques que l'on a su conserver le long de la Tamise en amont de la ville. Rien n'empêche d'en faire autant en Bordelais, si ce n'est l'étonnante indifférence des Girondins à l'égard de la qualité de leur rivière. Surcreusé souvent de dix mètres ou plus, le lit s'est enfoncé, le courant accéléré et il en est résulté de très importants effondrements des berges. A certains endroits elles ont reculé d'au moins vingt mètres. La stabilisation des berges est urgente et sera très coûteuse : aux frais du contribuable alors que les entreprises d'extraction du granulat ne payaient qu'une taxe dérisoire de quelques centimes par tonne.

Devant l'ampleur de cette situation catastrophique et après avoir tergiversé pendant des années sous la pression des entreprises, l'administration "responsable" a fini par interdire l'extraction massive de graves entre Bordeaux et Langon. En Médoc, on a autorisé l'extraction de "grave noble", ruinant définitivement d'importantes surfaces à vocation viticole. C'est ainsi que l'espace périurbain est progressivement grignoté par des gravières qui au bout de quelques années se transforment en trous d'eau improductifs, souvent pollués. Or il faut observer que les entreprises réalisent un profit rapide en utilisant un matériau non-renouvelable qu'elles ne produisent pas. Souvent cette opération se fait en détruisant des surfaces considérables de terres agricoles, de palus ou de plaine, très riches, qui pourraient produire indéfiniment un revenu. Des administrations comme la Direction de l'Agriculture s'inquiètent de ce processus mais sont impuissantes face à la soif de gain des entreprises, qui s'accorde bien avec la manière des élus locaux de détourner la loi. Enfin ces gravières enlaidissent considérablement la région. Pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir des week-ends au Pays Basque, ce saccage est une perte sensible.

Les bancs de grave sont exploités sur une si grande profondeur qu'en plusieurs endroits les eaux polluées de l'estuaire menacent de contaminer la nappe d'eau fossile de l'Eocène qui approvisionne le Médoc et l'agglomération bordelaise. En effet, la surexploitation de la nappe phréatique profonde, dont le niveau baisse de un mètre par an, crée un appel par dépression. Il en résulte une pénétration des eaux saumâtres de l'estuaire. Ce phénomène risque d'être amplifié par la chenalisation de l'estuaire, soit du fait des extractions autorisées, soit du fait de l'approfondissement excessif du chenal de navigation. Mais comme ces dégâts ont lieu là où l'estuaire est très large (plusieurs kilomètres) et comme l'atteinte aux fonds s'effectue sous une bonne profondeur d'eau limoneuse, rien n'est visible et les conséquences mettront du temps à se faire sentir. Ainsi, que ce soit en amont ou en aval de Bordeaux, partout les intérêts immédiats, liés à la logique du développement économique rapide, poussent au saccage du fleuve et à la multiplication, à un rythme qui ne cesse de s'accroître, des atteintes difficilement réversibles.

Dégradation inaperçue

La Garonne, comme bien d'autres fleuves et rivières est victime d'un lent processus de dégradation diffus, cumulatif et auquel contribue une multitude de causes. On a vu que les atteintes au milieu sont d'origines techniques très diverses : industrielles, agricoles, urbaines, mécaniques (extraction, etc), liées à l'équipement... Bien sûr, ces atteintes sont encouragées par le jeu des intérêts économiques et certaines sont aggravées par des pratiques de corruption directe ou indirecte. Mais elles sont aussi liées à des évolutions sociales (mobilité accrue et transformation des pratiques de loisirs, par exemple) et à des évolutions culturelles et psychologiques. Ainsi pendant cinquante ans le fleuve a été un non-lieu, un espace méconnu et inintéressant, totalement absent des médias.

Toutes ces causes font système, de sorte qu'on peut dire que la Garonne est victime non pas de telle ou telle atteinte mais qu'elle est malade du développement. Et le développement se présente comme un fait technique, économique, social et culturel global auquel toute la société participe et dont personnel ne se sent directement responsable.

Ce que montre aussi le cas de la Garonne, du point de vue de la psychologie sociale, c'est qu'un phénomène aussi grave que la destruction d'une rivière peut passer totalement inaperçu — socialement parlant — pourvu qu'il soit progressif. Et la cécité ou l'anesthésie collective contribue tout autant à la dégradation de la situation que l'irresponsabilité des acteurs économiques, techniques ou institutionnels.

LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

L'AGRICULTURE DENATUREE

Manger est, pour l'homme, son premier rapport à la nature. Avant l'agriculture, il y eut chasse et cueillette : l'homme prend et mange. Dans l'agriculture, il enfoûit, patiente, récolte, cuit et mange. Il assimile la nature sauvage à la sienne propre, soumettant la fructification à une lente gestation : le mot travail a aussi le sens d'accouchement. De fait, l'agriculture nourricière a souvent été, dans la tradition, une affaire de femmes, et il en a peut-être été ainsi

vier, dans leur complexité et la complémentarité de leurs éléments, à celle de nos cités. L'ensemble de ces paysages, la campagne, nous charme et nous séduit, en cela qu'elle est un miroir du travail et de l'histoire humaine, même lorsque nous n'en sommes pas conscients. Elle est le lieu privilégié où l'homme peut parler de la terre, tandis que la terre parle de l'homme.

Le bocage, encore présent sous forme résiduelle dans l'ouest de la France ou dans les piémonts exprime,

L'agriculture, longtemps première activité humaine, a su vivre avec la nature jusqu'à une période récente. Aujourd'hui, pourtant, les monocultures intensives sont en train de tout détruire.

à son origine... Quoi qu'il en soit, les révolutions néolithiques, en un petit nombre de points du Globe, inventèrent l'agriculture, fondèrent par là-même les alimentations paysannes autonomes qui perdurent — en se transformant cependant — jusqu'au siècle dernier. Au-delà, elles fondent nos cultures, c'est-à-dire les représentations et significations que nous donnons de notre rapport à la terre, à la nature et à la société. C'est ainsi qu'à la base de toute culture paysanne, et donc de toute culture jusqu'à une date récente, il y a une agriculture.

Très rares sont les régions du monde où existe encore une nature brute, non modelée par l'homme à son image par le truchement de l'agriculture. Ce que les citadins de nos pays appellent la nature n'a plus rien à voir avec les forêts primitives qui recouvraient presque entièrement nos régions. Un pré, un champ, une haie, un bois même, et les ensembles composés de tels éléments que nous appelons paysages sont le fruit du patient travail de générations de paysans qui ont défriché, épierré, construit des murs et des chemins, terrassé, labouré, en somme édifié, à partir du substrat naturel, des architectures qui n'ont rien à en-

par exemple, une forte commensalité de l'homme et de la nature. Dans les haies, les arbres sont sélectionnés en vue de différents usages (fourrage, feu ou outillage) ; oiseaux et petits mammifères régulent la faune des insectes ; à l'abri du vent, un microclimat s'instaure ; l'eau en excès est éliminée par les fossés et évaporée par les arbres ; la pente du terrain est corrigée par des terrasses... Un tel paysage est significatif de ce à quoi était parvenue l'agriculture paysanne européenne, lors de son apogée, situé en France vers 1850. Elle effectuait alors une triple reproduction : celle de sa force de travail, humaine comme animale, par l'alimentation ; celle de sa terre, celle de ses capitaux enfin, notamment à travers l'entretien et le perfectionnement de l'outillage. Ce n'était pas venu tout seul ni d'un coup : en fait, depuis le Néolithique, les hommes avaient peu à peu conçu — à travers une série d'expériences malheureuses — la nécessité non seulement de produire, mais de reproduire le milieu naturel aux dépens duquel ils se nourrissaient. Le dessèchement des terres d'élevage du Sahara, la salinisation des plaines irriguées de la Mésopotamie, aux environs du



Paysage agricole moderne

premier millénaire avant notre ère et, à la même époque, mais plus près de nous, la dégradation des régions méditerranéennes par le surpâturage sont les témoins encore présents de ces ratages. Le relatif équilibre atteint au XIX^e siècle en Europe était loin de représenter une situation stable, moins encore de sous-tendre une société idéale. Il était fondé cependant sur les bases conceptuelles d'une agriculture paysanne durable, capable d'approvisionner principalement une population à partir de son propre territoire, et de maîtriser ainsi son devenir (1).

L'illusion de ressources illimitées

Mais, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'économie promue au rang de science autonome et souveraine ne supporte plus ce conditionnement terreux et humain. Elle postule le caractère illimité des richesses de la nature. Celle-ci n'est plus un ensemble autonome avec lequel on cherche à dialoguer et à s'entendre, pas même une esclave, mais une carrière inerte que l'on se doit seulement d'exploiter. Les économistes donnent aux nations pour seul objectif l'accumula-

tion des richesses. Dès lors, la reproduction des capitaux est le seul problème économique. On ne doit pas s'étonner, par conséquent, de voir l'homme se détruire en même temps que sa terre. Dès la première révolution industrielle, celle de Grande-Bretagne, vont se poser d'énormes problèmes de chômage et de misère : la baisse des prix agricoles, voulue pour limiter la hausse des salaires industriels et préserver l'investissement, chasse les paysans des campagnes pour en faire des désœuvrés et des affamés. Pour être moins brutal, le processus n'en est pas moins efficace, dans tout le reste de l'Europe, depuis cette époque jusqu'aujourd'hui. L'exode rural entraîne une raréfaction des relations sociales dans les villages. L'entraide fait place à l'individualisme, voire à la concurrence, car on a besoin de davantage de terres par agriculteur pour lutter contre la baisse de revenus. En même temps les terres que l'on considère comme moins rentables sont abandonnées à la friche puis à l'affleurement spontanée ou volontaire. Les plus aptes à l'agriculture industrielle, gorgées d'engrais, s'empoisonnent, ainsi que les eaux qui les drainent. Les produits alimentaires perdent de leur qualité, tandis que les nourritures régionales

disparaissent dans les villes, et même dans les campagnes, attestant, s'il fallait encore le démontrer, le lien vital qui relie l'évolution de l'agriculture à celle de nos cultures, même dans leurs aspects les plus matériels... Les choix culturels de la société industrielle, les représentations et le sens qu'elle se donne, notamment sa relation purement utilitaire à la nature s'expriment dans les paysages qu'elle a modelés : pour ne parler que de la France, uniformité des monocultures céréalières dans la Beauce ou dans les Landes, vignoble du Midi, destruction des bocages, abandon pur et simple de zones de montagne ou de piémont.

Dans le tiers-monde, l'orientation forcée des agricultures vers les cultures de rente suscite tous les problèmes économiques et écologiques liés aux monocultures, tandis que les agricultures vivrières s'étiolent, laminées par la concurrence sur les marchés des agricultures du Nord et par la pression, sur des terres de moins en moins fertiles, d'une population paysanne croissante. En effet l'agriculture modernisée coûte cher et donne peu de travail. Or les ressources en argent sont rares tandis qu'à l'inverse celles de main-d'œuvre se multiplient rapidement. Souvent confinée sur des terres trop exigües la population paysanne les dégrade pour survivre, quand elle ne détruit pas les forêts riveraines pour faire pâturer le bétail, couper du bois de feu et étendre les cultures.

Rupture du dialogue entre l'homme et la nature

Toute cette aventure moderne de l'agriculture est expressive de la rupture du dialogue de l'homme et de la nature, comme d'une dégradation du lien des hommes entre eux. Les deux vont d'ailleurs de pair : l'*homo œconomicus* est par définition parfaitement égoïste : s'il n'y a pas d'autre, s'il n'y a que moi, il n'y a pas non plus de nature autre que moi... Mais par là même, la nature ne peut plus répondre ; elle ne me renvoie plus aucune image transformée de moi-même, je n'y trouve plus que ce que j'y mets : la plante répond mécaniquement à l'engrais, comme l'animal aux unités fourragères et aux manipulations génétiques. La nature violée ne peut plus être ce profond miroir où l'homme se percevait au-delà de ses limites spatiales et temporelles. Elle n'est plus qu'un trou béant et obscur, dépourvu de sens, suscitant même une agressivité destructrice à la mesure de l'absence des réponses au besoin d'altérité, toujours secrètement présent, voire exaspéré.

Toujours est-il que, dans nos pays, ce ne sont plus les seuls écologistes "politiques" qui s'émouvent de la dégradation des paysages ruraux. La reconnaissance tardive de leur intérêt

(1) cf. Pour une agriculture paysanne Groupe du Chêne, 1986.

culturel, voire touristique, incite les pouvoirs publics à proposer une sauvegarde par le moyen de parcs nationaux, et autres périmètres protégés, voire à développer une théorie de l'"agriculteur gardien de la nature". Nous avons déjà dit ce qu'il fallait penser de cette "nature" que nous admirons : qu'il s'agisse du Marais poitevin ou du Causse du Larzac, ces paysages résultent d'un peuplement, d'un type d'agriculture, d'une économie et d'une culture paysanne. Il est totalement absurde de prétendre les maintenir, les préserver ou les reproduire en dehors de la culture qui leur a donné naissance. Pour le faire comprendre, prenons une comparaison urbaine qui parlera mieux aux trois quarts de nos concitoyens : imaginons que, dans une ville, certains édiles s'émeuvent de la dégradation du cœur ancien de la cité qui présente un indéniable intérêt artistique, mais qui, étrié et peu aéré, ne correspond plus aux normes actuelles de logement. Les propriétaires vont habiter à l'extérieur et ont du mal à louer ces immeubles qui, ne rapportant plus, ne sont plus réparés et se dégradent. La commune peut racheter un ou deux, mais ne peut subventionner l'ensemble des travaux à effectuer. Et, même si cela était possible, l'intérêt touristique serait-il suffisant pour allécher les propriétaires ? Sauver le cœur de la ville reviendrait en somme à le repeupler. Certes on continuera de sauver Carcassonne, mais que de trésors perdus dans telle bourgade du Gers ou de l'Ariège, sans parler des innombrables agressions irréparables faites à l'encontre du patrimoine bâti !... Imagine-t-on qu'il en puisse être autrement pour les paysages agraires ? On sauvera sans doute, à l'aide de crédits de l'Etat, quelques terrasses cévenoles ; on multipliera les musées ruraux, on subventionnera les quelques survivants de la civilisation agraire des Pyrénées, mais rien de tout cela n'est en mesure de faire beaucoup plus que sauvegarder quelques îlots démonstratifs d'un passé révolu, des Disneyland de la campagne oubliée, propres à réveiller peut-être nos frustrations, mais certainement pas à fournir à notre culture des références quotidiennes.

Une prise de conscience encore minoritaire

Dans le tiers-monde, en dépit de protestations de masse, souvent plus populaires et spectaculaires que dans nos pays, l'idéologie des cadres dirigeants, mais aussi la dépendance plus grande à l'égard de décideurs et financiers étrangers incite, plutôt qu'à la recherche de solutions originales, à une fuite en avant coûteuse pour les Etats dont elle accroît l'endettement, qui ne peut que multiplier les exclus et par conséquent le mécontentement et le

désordre à l'intérieur (qu'on songe par exemple aux politiques, destructrices, de grands barrages comme celui de Narmada en Inde). Ne pourrait-on, dans tel ou tel pays du tiers-monde, plutôt que d'encourager de grands projets agricoles coûteux et dangereux pour l'environnement, mettre un maximum de population au travail avec des améliorations simples, enracinées dans les cultures locales et peu dispendieuses des méthodes agricoles ? Notre propre situation, dans les pays du Nord, n'est pas moins caricaturale : nous surproduisons sur certaines terres, que nous épuisons ou empoisonnons à force d'engrais et de pesticides ; nous abandonnons les autres à la friche ; nous payons d'un côté pour résorber des excédents et mettre des terres en friche, et nous continuons à encourager de l'autre les hausses de rendement. Logiquement, on devrait plafonner les rendements et mieux répartir la production. Mais cela pourrait obliger à payer un peu plus cher les produits agricoles et, surtout, cela serait contraire à la libre concurrence. Dans ce cas comme dans le premier, on ne le peut pas. Du moins n'est-ce pas du ressort des Etats qui, quand bien même ils le voudraient, ne peuvent pas se déconnecter d'un seul coup de l'ensemble économique auquel ils sont liés (souvent pieds et poings, de par l'endettement et les obligations qui en découlent). Que faire alors ? Le salut ne peut être que volontariste. Si beaux et attachants qu'en aient été bien des aspects, l'agriculture ancienne ne résultait pas à l'évidence d'un choix délibéré. Pour la première fois peut-être dans son histoire, à l'échelle mondiale et dans un très court laps de temps, l'homme est acculé à un choix, et ne pas choisir revient à faire des choix irréversibles.

Même si la remise en question de l'agro-industrie paraît aujourd'hui impossible dans le cadre des Etats, comme dans celui des organisations internationales, nul ne peut prétendre qu'il en sera toujours ainsi, ni que cette remise en cause ne puisse s'envisager aujourd'hui, du moins partiellement et à des échelles

plus restreintes. Il y a certes peu de chances, étant donné non seulement une prise de conscience encore très minoritaire, mais l'incapacité que nous venons de décrire d'agir globalement, notamment dans le cadre étatique, pour éviter de véritables catastrophes écologiques et sociales dont certaines sont déjà en marche. Mais il faut constater que la reconstruction est, elle aussi, à l'œuvre, et qu'elle s'opère en même temps que les destructions inévitables : agricultures biologique, biodynamique et, plus largement, agroécologie ; installation, dans des conditions réputées "non rentables", de communautés ou d'associations localisées développant leur capacité d'auto-subsistance ; création de circuits d'échanges courts, que pourrait favoriser, du moins en Europe occidentale, la reprise de croissance de la population rurale ; engouement pour le jardin... Difficile de dire si une généralisation sera un jour possible, ou même de dire qui gagnera. On sait, en tout cas, de quel côté il y a un avenir, et de quel côté il n'y en a pas. Raison suffisante pour choisir son camp.

Depuis le néolithique, l'agriculture, historiquement la première des activités laborieuses de l'homme vivant en société, a été aussi la première des activités humaines à souffrir de la destruction du rapport à la nature et du lien social dans la société capitaliste. Nous constatons aujourd'hui que la dégradation de l'agriculture n'a fait que prélude à celle de l'ensemble de l'économie : à cette exclusion de l'homme par souci de rentabilité des capitaux qu'a été l'exode des agriculteurs, succède aujourd'hui l'exclusion des chômeurs de toutes professions pour des causes analogues... Mais, inversement, c'est peut-être dans l'agriculture que pourront aujourd'hui par priorité se renouveler les rapports sociaux. Un autre rapport que l'exploitation pure et simple pourrait en effet aller de pair avec une attitude de respect de l'homme au travail... L'agriculture pourrait alors devenir ou redevenir, comme le disait François Partant, une des plus belles contributions de l'homme à l'expansion de la vie.

LA MENACE CLIMATIQUE

Hors-série n°3 de la revue Silence

Au sommaire : du soleil à l'effet de serre - gaz et effet de serre - prévoir le climat - effet de serre et histoire des sciences - les esprits chauffent ! - les nouveaux déserts tropicaux - ces forêts que l'on détruit - pour que vivent les forêts - quelle énergie pour demain ? - qui a dit nucléaire ? - les économies d'énergie - les énergies renouvelables - pratiques agricoles - apprendre à guérir..

Rédaction : Dominique Zanda avec la collaboration de Bulle Bleue et Ecoropa

60 pages 21 x 29,7 cm

Bon de commande en avant-dernière page.



LES EQUIVOQUES DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

S'il y a un thème jusqu'à présent peu abordé par les spécialistes en écologie, par les agronomes comme d'ailleurs par les militants écologistes c'est bien celui de l'impact socio-écologique de la recherche agronomique depuis trente ans. Ce sont surtout les mécanismes économiques qui ont été mis en cause et fort peu l'innovation technologique en tant que telle; pourtant cette dernière a joué et joue

mettant d'augmenter les rendements à l'hectare. Il était dorénavant possible de faire produire la terre plus rapidement, en réduisant la main-d'œuvre agricole et en faisant croître la productivité de manière vertigineuse. Comme tout progrès technique, cette révolution agronomique s'avéra rapidement ambivalente (1). Dès les années 60, il fallut bien reconnaître que cette révolution n'était pas sans conséquences négatives pour les équilibres écologiques (arase-

de l'INRA, réunissant quelques chercheurs contestant l'orientation productiviste de la Recherche agronomique, commença à se manifester. Un chercheur comme Chaboussou, dont les thèses sont contestées par ses collègues, prétend par exemple démontrer que les traitements phytosanitaires par des produits de synthèse contribuent à affaiblir les plants de vigne face aux maladies. Une véritable guerre de religion va alors commencer entre les tenants de l'agrobiologie et ceux de la révolution verte représentés par Bergmann. Ce conflit contribua incontestablement dans le monde de la recherche agronomique à une prise de conscience de ses responsabilités environnementales.

(1) J. Ellul, "La Technique ou l'enjeu du siècle", Ed. Economica 1990.

Si la recherche agronomique commence à prendre en compte la question écologique, la remise en cause du productivisme comme moteur de la recherche n'est pas encore à l'ordre du jour.

Prise en compte de la question écologique

A l'heure actuelle, après une période de violente réaction orthodoxe, on peut dire que la recherche agronomique commence à "digérer" la question écologique. La création récente d'une "délégation à l'environnement" au sein de l'INRA destinée à coordonner l'action des différents secteurs de la recherche en matière d'environnement en est la preuve la plus flagrante. On propose désormais de faire intervenir transversalement la problématique environnementale dans toutes les disciplines. Plus précisément, cette nouvelle politique de recherche devrait prioritairement conduire à "inciter à une plus forte intégration des recherches ayant trait au milieu physique, au monde végétal, microbien et animal ainsi qu'aux transformations anthropiques" - "pousser à l'évaluation systématique et par anticipation de la faisabilité, de l'intérêt à long terme et des effets environnementaux potentiellement positifs et négatifs des systèmes de pratiques proposés comme des programmes de recherche". Autrement dit, le défi écologique devient pour la recherche une occasion de rebondir au lieu d'être perçu comme une contrainte négative. C'est l'occasion de voir s'ouvrir, par delà les domaines classiques comme

plus que jamais un rôle fondamental dans le processus d'industrialisation de l'agriculture comme cela a déjà été le cas dans d'autres domaines économiques (industrie, transports, communications etc)...

En France, après la guerre, c'est surtout l'Etat qui a pris l'initiative d'organiser la recherche agronomique dans le cadre de la politique productiviste de l'époque. C'est ainsi que furent institués des établissements publics de recherche tels que l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) et le Centre d'Etude sur le Machinisme Agricole, le Génie Rural et les Eaux et Forêts (CEMAGREF) qui mirent au point les innovations technologiques indispensables à leur efficacité. Celles-ci se manifestèrent non seulement par une généralisation de la mécanisation dans nos campagnes mais aussi par la synthèse de molécules chimiques nouvelles destinées à lutter contre les ravageurs et les parasites, la sélection de variétés animales et végétales hautement productives ainsi que par la mise au point de techniques culturales innovantes per-

ment du bocage par les travaux connexes du remembrement, pollution des sols et des eaux et réduction de la biodiversité), sociaux (exode rural et déprise agricole), culturels (impact paysager, perte de saveur de notre alimentation). Quelques rares auteurs crièrent alors dans le désert, mais leur parole se perdit dans le bruit de fond progressiste de l'époque. Plus précisément, il faut dire que dans cette fantastique révolution, la recherche agronomique a eu des responsabilités directes en matière de réduction de la biodiversité animale et végétale en sélectionnant quelques espèces et variétés les plus productives qui s'imposèrent rapidement sur le marché, et en éliminant celles qui ne possédaient pas ces qualités mais en avaient d'autres (rusticité, saveur etc). Sans le savoir, la recherche était alors politiquement orientée.

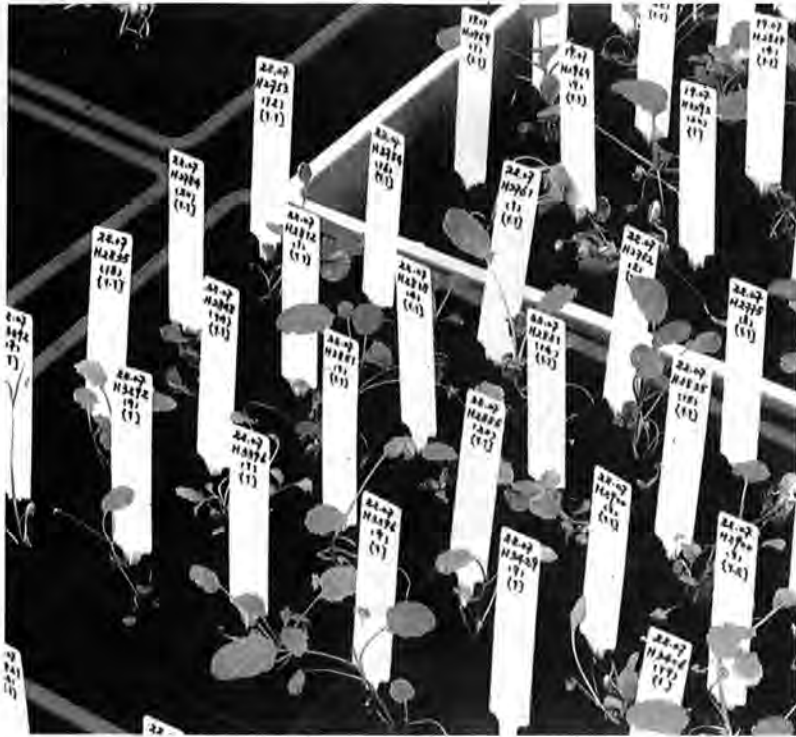
Ce sont les années soixante-dix qui vont infléchir la recherche agronomique en direction d'une meilleure prise en compte des paramètres environnementaux. En effet, dès la fin des années 60, une dissidence minoritaire au sein

ceux de l'hydrobiologie et de l'écotoxicologie, un énorme et nouveau champ d'investigation axé sur les grands cycles biogéochimiques, sur le rôle de l'agriculture dans l'effet de serre, la gestion de l'espace et des paysages, etc. De ce point de vue, il faut donc être conscient que la conversion de la recherche agronomique vers l'écologie ne fait que commencer surtout dans la mesure où la crise environnementale ira sans doute en s'aggravant.

Cette réorientation signifierait-elle que la recherche agronomique aurait par conséquent renoncé à ses vieux démons ? Certainement pas ! Car parallèlement à la nouvelle démarche environnementale, les problèmes hérités du passé demeurent et vont en s'aggravant, surtout dans la mesure où maintenant nos vieux établissements publics sont concurrencés par des laboratoires de recherche appartenant à de grands groupes industriels internationaux (Rhône-Poulenc - Limagrain - Sanofi, etc). Il faut savoir en effet que, de par le monde, des centaines d'équipes de recherche du secteur public comme privé travaillent à des découvertes scientifiques et à la mise au point de techniques qui immanquablement vont conduire à artificialiser un peu plus rapidement cette activité millénaire qu'est l'agriculture.

Cela est particulièrement vrai dans des domaines comme ceux des biotechnologies et du génie génétique qui peuvent d'ailleurs avoir des motifs parfaitement louables (ex. : tomate américaine Flavr Savr qui permet de commercialiser des fruits frais car ne pourrissant pas immédiatement) ou au contraire des intentions classiquement productivistes ne pouvant conduire qu'à renforcer la couverture chimique (plantes cultivées résistantes aux herbicides). Et dans ce domaine, on n'a encore rien vu ! Les conséquences socio-écologiques de ces innovations restent totalement imprévisibles et nos laboratoires sont à ce titre de véritables boîtes de Pandore ! La prévision des risques est encore aujourd'hui trop incertaine pour anticiper quoi que ce soit dans un tel domaine. Comme par le passé, il faudra attendre alors le retour d'expérience qui risque d'être douloureusement irréversible. De plus, ces innovations technoscientifiques voient le jour dans un contexte de féroce compétition économique internationale, ce qui n'incite guère les laboratoires concernés à procéder à de sérieuses évaluations préliminaires du risque.

Face à des menaces aussi graves, de simples réaménagements internes aux institutions de recherche apparaissent notoirement insuffisants. Les rapports entre recherche agronomique et problématique environnementale doivent être envisagés globalement et non pas limités aux portes du laboratoire. Les questions qu'ils soulèvent ne sauraient relever seulement de la communauté scientifique mais aussi de l'ensemble des citoyens.



C'est ce qu'a très timidement commencé à envisager notre législation actuelle (loi du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés) adoptée sur la base de deux directives européennes (90/219-220 du 23 avril 1990). Mais ces textes ne procèdent en fait qu'à un simple encadrement administratif de ces nouvelles activités où la régulation est monopolisée par la négociation entre chercheurs, industriels et fonctionnaires. Le droit de regard du public est ici quasi inexistant.

L'exigence de transparence

Dans ce domaine, il y a un besoin urgent de transparence. Les programmes de recherche en cours d'exécution et d'élaboration devraient recevoir une certaine publicité et être accompagnés de quelques explications sur les enjeux écologiques, sociaux et économiques qu'ils supposent. Parallèlement, il serait utile de procéder périodiquement à un éco-audit des activités de recherche agronomique menées par les laboratoires privés et publics, un peu à l'image de ce que le règlement européen de 1993 prévoit facultativement pour les entreprises communautaires.

Par delà cet effort nécessaire de transparence, on pourrait aussi envisager l'institution de certaines formes de contrôle démocratique sur des activités qui, immanquablement, auront dans le futur d'importantes répercussions sur la vie quotidienne du citoyen comme sur son environnement. Il faudra bien en effet qu'un jour la communauté scientifique accepte qu'un regard extérieur soit jeté sur ses activités qui ne peuvent plus

être isolées de l'ensemble des enjeux socio-économiques. L'orientation de certaines recherches ainsi que leur financement échappent encore à tout débat public contradictoire alors même que la problématique de leur acceptabilité socio-écologique touche à des considérations d'ordre culturel, moral et politique (2). L'affaire de l'hormone laitière qui, il y a quelques années, a défrayé la chronique communautaire européenne est exemplaire à cet égard : la somatotropine qui a pour caractéristique principale d'augmenter le rendement laitier des vaches a fait l'objet de virulentes critiques autant de la part des institutions communautaires européennes obligées de financer les excédents laitiers que de la part de certains milieux agricoles craignant que cette innovation n'accélére encore la concentration des exploitations et la déprise agricole concomitante. Pour répondre à ces critiques justifiées, le groupe de pression pharmaceutique à l'origine de cette technique préféra placer le débat sur le plan des risques sanitaires subis par les animaux comme par les consommateurs, risques qui étaient jugés minimes. Même si finalement la commercialisation de cette substance fut interdite, on n'en avait pas moins contesté les critères de refus communautaire comme étant de nature politique (donc non scientifiques!). Aujourd'hui les laboratoires sont en train de mettre au point de nouveaux produits, organismes, substances et techniques variées qui demain poseront d'énormes problèmes écologiques, sanitaires, sociaux et économiques dans nos campagnes, nos familles et nos assiettes. Serait-il donc indécent de demander quelques comptes à la recherche agronomique sur ce sujet ?

(2) Simon Charbonneau, "La gestion de l'impossible", Ed. Economica 1992 p. 120.

DEVELOPPEMENT ET NATURE

Malgré l'inflation des discours que l'on a pu connaître en matière d'environnement depuis la fin des années 80, malgré l'adoption de politiques publiques au niveau national et surtout européen, malgré enfin les investissements que l'industrie a bien voulu consacrer en particulier à la prévention des pollutions et des risques majeurs, la situation a continué à se dégrader.

Si l'on prend tout d'abord le cas des pays les plus industrialisés membres de l'OCDE, il existe à l'heure actuelle trois secteurs de forte tension écologique.

Le premier est le secteur agricole, en lien avec ses travaux connexes si destructeurs pour le bocage et les haies. Prises dans la course à la productivité, les exploitations agricoles agrandissent alors leur superficie : les marais sont asséchés par des opérations de drainage subventionnées qui, à leur tour, entraînent la nécessité d'irriguer les cultures au détriment des rivières et des ruisseaux ; des bois jugés non rentables sont défrichés, provoquant alors des inondations catastrophiques. L'élevage lui-même, jadis extensif, est victime des techniques industrielles : le bétail est désormais engraisé dans des "tunnels" qui sont à l'origine d'une surproduction de

efforts des gestionnaires portent davantage sur l'aval du processus que sur l'amont. Les quantités de déchets potentiels mises sur le marché continuent en effet à augmenter, en particulier en matière d'emballage et d'objets jetables, malgré les textes récents adoptés au niveau européen et national qui parlent de réduction à la source. Faute de s'attaquer aux racines du mal, la maîtrise de la production de déchets s'avère impossible, créant ainsi de multiples conflits environnementaux à l'occasion de l'implantation des centres de traitement.

La situation du tiers monde est beaucoup plus contrastée. Il faut distinguer ici les régions en voie de développement rapide comme celles d'Extrême-Orient, de celles vouées à la "clochardisation rampante". Les premières sont en train de maîtriser en partie leur croissance démographique mais connaissent une dégradation accélérée de leur environnement car elles mettent les bouchées doubles pour rattraper leur retard. La déforestation de régions entières, la construction d'immenses barrages hydroélectriques, l'industrialisation sauvage et l'intensification du trafic automobile dans les villes sont les conséquences de leur taux de croissance. Dans d'autres pays, c'est la conjonction de la misère provoquée par l'internationalisation des échanges et de la pression démographique qui est à l'origine des détériorations de l'écosystème.

Cette crise écologique ne pourra aller qu'en s'aggravant, surtout au rythme actuel du développement des nouveaux pays industrialisés et des échanges économiques internationaux. En particulier, il se peut qu'un jour, l'eau consommable vienne à manquer, les mesures prises au niveau mondial étant toujours décalées par rapport à l'évolution rapide des problèmes. Pour l'instant ni l'oligarchie technicienne internationale, ni les opinions publiques ne semblent prêtes à bouleverser leurs habitudes. Les habitants des régions les plus développées n'ont pas pleinement conscience du prix qu'ils paient et qu'ils auront à payer pour poursuivre leur fuite en avant. Quant aux autres peuples de la planète, ils commencent juste à goûter aux joies de la consommation de masse : ce n'est donc pas d'eux non plus qu'il faut attendre une attitude critique vis-à-vis du développement...

Le développement butte aujourd'hui sur les dégâts provoqués dans les domaines des transports, de l'agriculture et de l'industrie. Pourtant aucune remise en cause ne semble apparaître.

En premier lieu, il y a l'ensemble des impacts causés par les transports routiers. L'expansion mondiale de l'industrie automobile et la multiplication des infrastructures qui en résulte sont à l'origine d'une énorme consommation-destruction d'espace et dégradent de façon spectaculaire la qualité de la vie urbaine. L'augmentation continue de la pollution atmosphérique, le gaspillage énergétique — que ne compensent pas les progrès techniques — en sont les conséquences les plus tangibles. Cette expansion est allée de pair avec celle de bâtiment et des travaux publics.

En second lieu, il faut souligner le rôle extrêmement négatif joué depuis trente ans par l'industrialisation de l'agriculture qui a profondément bouleversé les paysages ruraux et porté atteinte à la qualité des eaux sur de très vastes superficies. Alors que certaines régions défavorisées étaient frappées par une déprise agricole accélérée, d'autres campagnes comme le Béarn, la Charente ou la Bretagne connaissaient d'extraordinaires mutations. En l'espace d'une génération, la monoculture a entraîné la mécanisation à outrance ainsi que le re-

lisier entraînant une pollution chronique des eaux superficielles et souterraines. Aujourd'hui la pisciculture et l'aquaculture empruntent la même voie, avec les mêmes effets sur les milieux aquatiques. La campagne se transforme alors en une monotone zone agro-industrielle où les cultures s'étendent à perte de vue, ponctuées çà et là par des hangars et des silos d'aliments artificiels. Dans les champs, la faune et la flore sauvages se raréfient, tandis que les espèces domestiques autochtones, tant animales que végétales, disparaissent au profit de quelques espèces à "haut rendement". L'appauvrissement du patrimoine génétique va ainsi de pair avec l'effacement de la diversité des espaces et des espèces et cette standardisation accroît la fragilité des écosystèmes. Dans cette mutation, la recherche agronomique a joué un rôle particulièrement important dans la mise au point des techniques d'artificialisation de l'agriculture.

Le dernier secteur de forte tension est celui des déchets produits par le système industriel. Dans ce domaine, les résultats des politiques publiques environnementales sont loin d'emporter la conviction dans la mesure où les

LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

L'ECUEIL ECOCRATIQUE : EXEMPLE DU PARC NATIONAL DES PYRENEES

Ici au contraire, l'homme est présent partout et il a beaucoup contribué à façonner le paysage actuel en exploitant les prairies de haute montagne ou estives. Or le pastoralisme est aujourd'hui en déclin et les défenseurs de la nature jugent indispensable son maintien. Mais il est impossible de créer un parc dans les zones de présence humaine permanente ; il faut

raines de la mise à l'étude et de la réalisation de la plupart des stations de ski béarnaises et bigourdanes, la délimitation de l'espace protégé a été fonction de ces projets, ce qui a entraîné l'exclusion de plusieurs milliers d'hectares de zones biologiquement remarquables (Anie, Ansabère, Soussouéou, Néouvielle...). En fin de compte, le refus de certaines communes et l'accord des

tacle aux activités pastorales, dont elle veut au contraire éviter le déclin, mais tout le reste pouvait être à négocier. A côté du parc proprement dit, a été créée une zone périphérique beaucoup plus vaste (plus de 200 000 ha répartis sur 86 communes des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées regroupant au recensement de 1990 près de 40 000 habitants), particularité des parcs nationaux français. Ce fut aussi un moyen de rallier à l'idée de parc des populations très réticentes au départ, en faisant espérer la multiplication, à proximité du parc proprement dit, d'infrastructures d'accueil d'un tourisme familial.

Le parc national des Pyrénées occidentales a été créé par décret le 23 mars 1967. Comme beaucoup de parcs européens, il diffère des premiers parcs créés au siècle précédent par les Etats-Unis et les dominions britanniques dans des contrées en général éloignées des parties habitées et seulement accessibles par quelques routes spécialement construites.

Le respect des us et coutumes

Les règles édictées sont la conséquence des arbitrages et des choix effectués. Dans la zone du parc, rien n'est changé au système d'exploitation pastorale : les us et coutumes sont respectés ; le berger a "droit" à ses chiens et à son transistor, à la différence des touristes, et on prévoit d'autoriser et de subventionner des améliorations diverses (adduction d'eau, constructions de bâtiments d'exploitation et de voies d'accès). Rien n'est changé non plus à l'exploitation forestière, du fait de l'insistance de l'O.N.F., pas plus qu'aux droits de pêche. Le ski de randonnée est bien entendu autorisé, et le ski de fond lui-même, qui suppose un minimum d'infrastructure, est jugé compatible avec le respect du milieu naturel. La randonnée d'été est encouragée. Les interdictions portent sur la chasse, les remontées mécaniques pour la pratique du ski alpin (sauf autorisation expresse de la direction du Parc), et tous les équipements lourds destinés à l'hébergement des touristes et des sportifs. Sans oublier, parmi les activités de prédation interdites, la cueillette des fleurs. On prévoit des travaux de sauvegarde des terrains de montagne (par la correction des torrents et des reboi-

le limiter aux zones de présence intermittente : l'étage forestier et surtout les estives. Etant donné la configuration de la chaîne et la présence de la frontière espagnole, cela donne un territoire très étiré d'ouest en est, et très étroit dans la direction nord-sud, manquant de véritable continuité géographique. La délimitation de ses limites est le résultat de longues négociations avec les communes, qui tenaient au maintien du pastoralisme, de l'exploitation forestière et du *tourisme sous toutes ses formes*. Elles ont fait reculer au maximum les limites du Parc pour pouvoir faire des aménagements le plus près possible de la haute montagne. Elles ont réussi, avec l'appui de l'O.N.F., à faire exclure du Parc la majeure partie des forêts, ce qui empêche de protéger les zones écologiquement les plus riches. En outre, la création du Parc se trouvant contempo-

autres a donné au Parc des contours bizarres. De la haute vallée d'Aspe à la haute vallée du gave de Pau (cirque de Troumouse), il est pour les trois quarts en milieu pastoral, le reste se partageant entre le milieu minéral des sommets et le milieu forestier à l'étage inférieur. Il a plus de 45 000 ha et englobe des sites déjà "protégés" en application de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des monuments naturels et des sites : le bassin du gave de Cauterets, les cirques de Gavarnie et de Troumouse ; il rejoint la réserve du Néouvielle créée en 1968 et comprend une réserve de nidification des vautours fauves créée en Ossau en 1974. Dans ces zones-là, l'homme est berger, mais aussi chasseur, pêcheur et forestier, et enfin touriste l'été ; il est randonneur l'été comme l'hiver.

Il ne fut jamais question de la part de l'Administration de faire obs-

sements), des alevinages et des repeuplements grâce à l'interdiction de la chasse, à des opérations de nourrissage et même à la réintroduction d'animaux disparus. En ce qui concerne la faune, il faut signaler le défaut le plus flagrant du parc, son principal paradoxe : l'ours, espèce la plus proche de la disparition, a l'essentiel de son territoire en dehors des limites du parc ; il s'agit des couverts forestiers compris dans la zone périphérique ; bien entendu, sa chasse reste interdite (depuis 1954), mais les autres activités de cette zone n'étant pratiquement pas freinées, quand elles ne sont pas encouragées, sa survie est, de fait, de plus en plus problématique. D'une façon générale, les collectivités restent maîtresses de la gestion de leurs biens (biens communaux et intercommunaux) sauf les cas limités où le directeur du Parc assure des pouvoirs de police : circulation du public, divagation des chiens, destruction des nuisibles, police des cours d'eau, permis de construire, permissions de voirie et équipements hydroélectriques pour lesquels son accord est nécessaire.

L'organisation du parc reflète la volonté de l'administration centrale d'associer les populations des vallées à la gestion. Cela correspond bien au double but de l'institution : *la protection de la nature*, souci "national" et seule raison d'être, à l'origine et en principe, des parcs nationaux, et le *développement local*. Le directeur, nommé par le ministre chargé de l'environnement, est assisté d'un conseil d'administration, où les élus locaux sont majoritaires et qui choisit son président, d'une commission permanente et d'un comité scientifique. Le personnel permanent est d'une cinquantaine de personnes : agents administratifs, chargés de mission, chefs de secteurs et gardes-moniteurs. Les pouvoirs du directeur ont déjà été décrits, mais, à la requête des maires, le préfet peut annuler ou suspendre l'exécution de ses arrêtés.

Une histoire politique tourmentée

L'histoire "politique" du Parc reflète l'état de tension presque permanent, qui a régné entre les collectivités locales et l'administration centrale au sujet de la politique de la montagne. La décentralisation décidée en 1982, a, de ce point de vue, plutôt compliqué les choses, car les conseils généraux ont dans l'ensemble, dans les cas de conflit, appuyé les communes récalcitrantes. Cet état de choses était déjà perceptible lors des négociations préalables à la création du Parc. Les conflits portent dans leur grande majorité sur des *projets d'aménagement* susceptibles d'apporter des ressources complémentaires aux populations au prix de nouvelles atteintes à l'équilibre instable de la nature montagnarde.

Précisons que les conflits les plus médiatisés ne concernent pas le Parc national. Un projet d'aménagement de la vallée du Soussouéou pour le ski alpin dans les années 1970 se heurta à une vigoureuse campagne des écologistes, qui l'emportèrent de haute lutte, mais la vallée en question, malgré son grand intérêt écologique, était en dehors du Parc, et l'affaire avait précisément illustré combien était peu satisfaisant le bricolage qui avait abouti à sa délimitation.

La question de la survie de l'ours pourrait ne pas être du ressort du Parc, puisque son habitat et ses tanières hivernales sont situés dans la zone périphérique, où le Parc est juridiquement impuissant. Cependant, dans la mesure où c'est le Parc qui est chargé de la procédure d'indemnisation des dégâts des ours, il peut réclamer un droit de regard sur la "gestion" du problème. Or, dans le biotope de l'ours, la chasse s'exerce librement, et l'exploitation forestière a tendance à s'intensifier. Le gouvernement mit donc en place en 1984 un "plan ours", et, surtout, le 5 septembre 1990 Brice Lalonde créa en vallée d'Aspe une réserve de 6 500 ha dans laquelle toute chasse était interdite ; un comité intervalléen (Ossau, Aspe et Barétous) réagit violemment par des manifestations spectaculaires, appuyées par une majorité des habitants des vallées, et par la majeure partie des hommes politiques béarnais, et le 9 octobre 1993, Michel Barnier, aux termes d'un accord conclu avec les élus de la montagne et les représentants des bergers et des chasseurs, annonça la suppression des "réserves Lalonde" et la préparation d'un nouveau plan ours, dans lequel il impliquait ses interlocuteurs. Dans tout cet affrontement, le Parc fut absent, quoique indirectement concerné.

Enfin, ce qu'on appelle l'affaire du Somport le dépasse complètement, mais on doit l'avoir présente à l'esprit, car elle éclaire les affaires propres au Parc et explique sans doute en partie pourquoi la situation est beaucoup plus conflictuelle dans les Pyrénées-Atlantiques que dans les Hautes-Pyrénées. La réalisation du tunnel routier sous le Somport ne concerne plus le Parc depuis que le ministère a fait avancer de quelques mètres (!) l'entrée de l'ouvrage pour qu'il soit en dehors de ses limites. Dans les débats relatifs à l'ours comme dans ceux sur le Somport, partout, les élus s'insurgent contre les interventions de ces étrangers que sont les écologistes et contre les menaces que l'Etat fait peser sur les antiques libertés. C'étaient déjà les thèmes que dans les années 1960 avaient avancés les maires hostiles au projet de parc national.

Certaines communes poussèrent loin leur hostilité à toute mesure susceptible de porter atteinte à leur souveraineté. Le malaise fut particulièrement net en novembre 1987 : le comité scien-

tifique refusa de cautionner les projets d'extension de la station du Somport, l'ouverture du col du Pourtalet l'hiver et l'équipement de la vallée du Marcadau et rappela qu'il avait toujours souhaité des compensations "dissuasives" pour ne pas inciter d'autres communes à solliciter de nouvelles autorisations d'aménagement. Au même moment, le personnel, placé dans une position délicate entre les populations et une direction dont la politique n'apparaît pas claire, proclama lui aussi son refus de cautionner la nouvelle politique, "qui consiste à privilégier le court terme et à faire plaisir au maximum. Elle ouvre toutes les vannes réglementaires en bradant aussi bien l'esprit que le terrain et le personnel du Parc national des Pyrénées". Or cette tendance s'est encore renforcée avec l'élection en octobre 1989 à la présidence du conseil d'administration, du conseiller général du canton d'Accous, en vallée d'Aspe, un des principaux partisans des projets d'équipement en question.

Cette élection a montré les représentants des populations solidaires face à des représentants de l'administration centrale hésitants. Les choses ne sont pas si simples en réalité. Il y a une grande différence entre les Hautes-Pyrénées, où la collaboration l'emporte souvent entre les communes et le Parc, et où certaines communes jouent le jeu d'une certaine protection de l'environnement, et les Pyrénées-Atlantiques, où l'affrontement est la règle.

Dès l'origine, les crédits "d'accompagnement économique" avaient été considérés, de fait, par l'Administration comme un moyen d'éviter des relations trop conflictuelles avec les collectivités locales. Ils n'ont pas vraiment réussi en ce domaine, mais les communes de montagne en ont tiré des bénéfices financiers. Ce sont d'abord les salaires versés aux gardes-moniteurs, tous recrutés parmi les valléens ; ils ont parfois pour contrepartie l'abandon de l'exploitation mais constituent, au niveau individuel, un facteur de stabilisation et ont quelque impact indirect sur le milieu. Le Parc n'a que 33 salariés au niveau valléen, mais il est une des 17 entreprises les plus importantes des six vallées concernées. Les redevances pour privation de droit de chasse dans le parc proprement dit peuvent aujourd'hui être considérées comme un véritable cadeau, car le Parc a permis la multiplication du gibier et cela se traduit, dans la zone périphérique voisine, où la chasse est autorisée, par une forte augmentation des prélèvements, qui compense l'interdiction de la chasse en zone centrale. Les subventions directes sont variées : aides au pastoralisme (rénovation et construction de cabanes, pistes, parcs, barrières canadiennes, points d'eau, débroussaillages, hélicoptages...) et aux activités forestières, rénovation de l'habitat, actions de déve-

loppement touristique (refuges, gîtes, campings, parcs de stationnement, centres de ski de fond, musées...), réalisation de programmes scientifiques et d'actions pédagogiques et éducatives. La majeure partie, 63 %, en est consacrée à l'amélioration du cadre de vie des populations, 19 % aux investissements liés au tourisme et seulement 18 % à la protection de l'environnement, principale raison d'être du Parc.

La répartition géographique des crédits montre le poids de quelques communes particulièrement importantes, souvent celles sur le territoire desquelles se trouve la zone centrale, celle du parc proprement dit, dont les maires sont membres de droit du conseil d'administration. Rien n'illustre mieux la raison de ces aides financières : les communes y voient uniquement des compensations à l'aliénation des droits d'usage et aux servitudes qu'impose la présence de la zone protégée. Rien n'illustre mieux le poids des élus présents au conseil d'administration et surtout à la commission permanente, qui a en charge l'instruction des dossiers et l'attribution finale des subventions. En somme, il est bien difficile d'estimer globalement les effets du Parc sur l'économie locale, puisqu'il n'y a pas de politique générale à l'échelle de la région concernée, zone périphérique comprise. S'il y a bien une visée d'ensemble, c'est celle qui résulte de l'attitude commune des collectivités : toutes considèrent le Parc comme un moyen supplémentaire de faire aboutir leurs projets propres.

Un bilan contrasté

On s'accorde en général à juger positifs les résultats dans les domaines pédagogique et scientifique. Les actions pédagogiques et culturelles sont parfois remarquables comme le recueil et la transcription de témoignages d'"histoires au coin du feu". S'il y a danger dans la diffusion des connaissances, il est très général et ne concerne pas le Parc spécialement ; il est dans une *médiatisation excessive*, qui peut faire perdre de vue les richesses et l'émerveillement du contact intime et personnel. Sur le plan scientifique, on a mis en place progressivement un inventaire écologique et l'on suit l'évolution de la flore et de la faune, ainsi que celle des paysages. C'est pourtant à double tranchant, car cela doit permettre une "gestion" systématique des espèces analogue à celle pratiquée par les sociétés de chasse : l'on va progressivement vers une nature de plus en plus artificielle. La question rejoint celle du bilan écologique.

Ce dernier est très contrasté. La "gestion" des espèces est assurée de diverses façons selon les cas : nourrissage pour les vautours, transferts pour les isards, tirs d'élimination pour les sangliers... On a implanté les marmottes et on projette de réintroduire le bouquetin



ibérique. La sauvegarde des espèces est dans l'ensemble une réussite dans la zone centrale, celle du parc proprement dit : les isards se sont multipliés, le nombre des vautours augmente, l'aigle et le gypaète semblent se maintenir...

Le grand échec est évidemment l'ours. On l'a déjà vu : malgré ce qu'on aurait pu attendre, le parc n'englobe pas l'essentiel de son biotope. Le déclin des ours est un phénomène ancien et continu ; *il semble avoir été accéléré par la protection* dont il a été l'objet avant même la création du Parc national : les empoisonnements se sont multipliés. En fait, nous touchons là une des principales difficultés des mesures de protection, dès lors qu'elles ne correspondent pas à un mouvement général des idées. L'ours, animal nuisible et concurrent de l'homme, était dans la société pastorale, un gibier, et par là-même d'une certaine manière noble et respectable. Protégé par un pouvoir extérieur, il perd son statut de gibier, avec sa noblesse et le "permis de séjour" que ce statut lui conférerait. Il n'a plus sa place dans la société montagnarde ; dans l'esprit des valléens, il apparaît comme imposé par un pouvoir citoyen ignorant, il devient presque un étranger. Nous touchons là un des aspects pervers de toute gestion technocratique de la nature. Selon toutes les apparences, l'ours pyrénéen est appelé à disparaître prochainement ; si l'on décide d'étendre l'expérience de réintroduction décidée dans le Val d'Aran français, il se maintiendra, certes, mais ce sera une tout autre histoire.

La situation est aussi contrastée en ce qui concerne la protection du monde végétal et minéral, celle des sites et des paysages. Alors que dans la zone périphérique l'exploitation forestière est continuée, il y a dans la zone centrale des actions de reboisement (dans le Marcadau, par exemple). Il est des cas où la résistance aux projets communaux d'équipement a réussi à renverser le cours des choses ; ainsi le projet de route du pont d'Espagne au

Marcadau a été abandonné et c'est la commune de Cauterets elle-même qui, inversant la politique de la municipalité précédente, a proposé que l'on ramène plus bas la possibilité d'accès en auto. Le conseil scientifique a dénoncé à plusieurs reprises la tentation d'utiliser le label "Parc national" pour promouvoir le tourisme. Or cette politique est toujours d'actualité : le colloque de juillet 1993 sur les parcs nationaux, tenu à Chambéry, prévoyait en effet des "chartes d'excellence écologique passées avec les collectivités de communes ou les syndicats intercommunaux, qui permettraient de faire bénéficier de l'image "parc national" les collectivités locales qui s'imposeraient en revanche de véritables obligations quant au respect de l'environnement".

Actuellement, le personnel du Parc vit une sorte de désenchantement. L'institution n'a pas de ligne directrice claire. C'est ce qui ressort des marchandages perpétuels avec les communes. Cela est ressenti comme un abandon feutré des objectifs premiers, qui avaient provoqué un certain enthousiasme.

Le véritable problème du Parc est inscrit dans le projet d'ensemble, tel que l'a décrit un des membres de son comité scientifique : dans sa main-mise de plus en plus grande sur la nature, l'homme tombe dans son propre piège et ne maîtrise plus sa démarche. Il est tenté de reconstituer des ensembles de vie. L'action relative aux espaces dits naturels s'apparente aux travaux actuels de la génétique : en réintroduisant des espèces disparues, en reconstituant des biotopes, l'homme croit reconstruire ce qu'il a détruit ; il croit pouvoir tout faire et conserver toutes les espèces, modifier le milieu naturel comme il le veut tout en sauvegardant la nature au moyen d'une "gestion active". La nature devient alors un gigantesque hôpital, où l'on s'acharne à maintenir la vie pour compenser les effets des activités humaines et cette conception des choses est, à terme, profondément perverse.

QUELLE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE

Le désastre écologique qui menace l'Afrique contemporaine trouve son origine historique dans la période coloniale, la période post-coloniale ne faisant qu'en prolonger la logique. Ce qu'on appelle le "progrès" a constitué une rupture essentielle dans les rapports entre l'homme et la nature en Afrique comme ailleurs. C'est la colonisation qui, en Afrique, a introduit le progrès. Après une première phase de pure prédation, la "mise en valeur" du

fournira d'excellentes raisons pour la contrôler et la spolier davantage. On aboutira ainsi à aggraver le mal qu'on prétendait combattre.

Les contradictions de la politique de l'environnement en Afrique

La politique "conservationniste" en Afrique est enfermée dans des contradictions liées à la façon dont les politiques coloniales et post-coloniales

On crée alors des parcs nationaux, où l'on interdit aux habitants de faire paître leurs troupeaux et aux paysans de défricher les parcs et la forêt. Comme dit F. Constantin : "*Lé pouvoir politique, guidé par la Science s'érige en gardien au nom des intérêts supérieurs de l'humanité, intérêts définis par d'éminents savants soucieux de préserver les richesses du monde présent*". On prend ainsi l'effet pour la cause. On oublie que c'est la spoliation coloniale et post-coloniale des terres, combinée aux résultats des politiques agricoles menées au nom du développement et aux effets indirects du développement sur la démographie qui ont entraîné la raréfaction des terres et la menace sur l'équilibre écologique.

On utilise alors les politiques les plus répressives et les plus coercitives qui soient, puisqu'on part du principe que seule la contrainte peut obliger la population à se soumettre à la raison technocratique. Cela engendre bien entendu un effet pervers auprès des populations qui auront alors tendance à refuser par principe toute politique de conservation. D'abord imposée par le colonisateur, celle-ci a été reprise par le pouvoir post-colonial en fonction de ses objectifs à lui qui sont totalement étrangers aux aspirations des populations. Tout repose ainsi sur le postulat que l'exclusion des populations est le réquisit de la bonne gestion des parcs. Ces politiques artificielles de l'environnement ne tiennent aucun compte des pratiques élaborées de longue date par lesquelles les populations africaines ont assuré leur propre survie ainsi que celle du sol, des plantes et de la faune. Elles font totalement abstraction du contexte social et politique, comme si l'on pouvait mener une politique conservationniste contre et sans les populations et en ne tenant pas compte de l'articulation des problèmes environnementaux et des pratiques concrètes du pouvoir.

Cette politique d'exclusion de l'homme est en effet aggravée par les logiques du développement et les logiques politiques qui correspondent à

La protection de la nature vue par les Occidentaux est-elle compatible avec la vie des populations locales ? Est-ce une nouvelle forme de colonialisme ?

continent, c'est-à-dire son développement, est placée au premier plan. L'Afrique devient un réservoir de matières premières (minerais et produits tropicaux) pour l'Europe. Elle devient aussi la réserve naturelle des Occidentaux qui y retrouvent l'Eden, le paradis perdu, l'incarnation de la nature inviolée, éternelle et sauvage. C'est l'Afrique de nos livres d'enfants : lion, girafe, antilope, éléphants...

Très rapidement, les effets du développement sur l'environnement se manifestent et on prend conscience que la faune doit être protégée. Aussi, dès la colonisation, apparaissent des politiques de l'environnement axées sur la préservation des sols et de la forêt d'une part, la protection de la faune sauvage (la "wildlife") par la création de parcs nationaux d'autre part.

Mais on ne perçoit pas le lien entre le "développement" et la destruction de l'environnement et de la nature. La responsable de l'érosion, du surpâturage, ou de la disparition de l'éléphant, ce sera la population africaine avec ses pratiques traditionnelles inadaptées au monde moderne. Cela

ont été conçues : en reposant sur l'exclusion de l'homme, elles se sont trompées de cible. Pire, comme le remarque François Constantin, la politique de l'environnement s'articule avec les logiques du développement et celles de la domination, ce qui en accentue d'autant les conséquences néfastes.

Du point de vue des "conservationnistes intégristes", ce sont les paysans et les éleveurs africains qui sont la cause de la crise écologique. Abordant la question écologique en tant qu'experts biologistes et économistes, ils constatent par exemple que s'il y a érosion des sols, c'est parce qu'il y a surpâturage et que s'il y a un surpâturage, c'est parce qu'il y a trop de bétail et que les pratiques d'élevage ne sont pas rationnelles. Il faut donc rationaliser l'élevage et l'orienter vers la production et le marché et non vers le prestige social. De même, l'Afrique constituant une des dernières réserves de faune sauvage, si l'on veut préserver cette faune pour le bien de l'Humanité, il faut créer des parcs nationaux dont le principe repose sur la séparation de la faune et de l'homme avec son bétail.

des enjeux à la fois internes et internationaux. La nécessaire préservation de la faune sauvage a des enjeux économiques considérables liés au tourisme international. Sur ce plan, les intérêts du lobby de la wildlife et ceux des voyageurs coincident. Le tourisme international est lui-même une des sources principales de devises étrangères pour certains pays comme le Kenya. Il s'agit donc d'une des bases de l'accumulation économique pour la classe dirigeante et il est évident que si la préservation de la faune sauvage n'était pas rentabilisée par le tourisme international, les Etats n'auraient ni la volonté ni les moyens d'entretenir ces réserves naturelles. Cette classe dirigeante d'autre part, tout en poursuivant la politique de prédation et de spoliation lancée autrefois par les colonisateurs non seulement aggrave la crise rurale et écologique par son comportement, mais se fait aussi souvent complice des braconniers et des trafiquants d'ivoire. Cynique et opportuniste, elle va même jusqu'à utiliser les arguments de l'écologie pour légitimer ses pratiques de spoliation. L'exemple des Masai illustre parfaitement ce qui précède.

La spoliation des Masai au Kenya

Tout a commencé avec l'expropriation massive des Masai de 1904 à 1911 des terres qu'ils occupaient sur une grande partie de la Rift Valley au Kenya. Il s'agit de la spoliation la plus importante de toute l'histoire coloniale de l'Empire britannique. Il s'agissait alors de concentrer les Masai dans une seule réserve correspondant à peu près aux districts actuels de Narok et de Kadjiado. Ils ont ainsi perdu la moitié de leurs territoires et la majeure partie de leurs pâturages de saison sèche où se trouvait la plupart des ressources en eau permanente. Ceci a eu pour conséquence de saper les fondements du mode de vie des Masai. Ils en furent réduits à surexploiter ce territoire plus aride et plus petit, ce qui provoqua une détérioration progressive des conditions de reproduction de l'environnement pastoral. Ce sont les Masai qui furent tenus pour responsables de cette dégradation, alors qu'elle était la conséquence de la réduction de leur territoire amputé au profit des exploitations commerciales et des parcs naturels. Entre 1945 et 1960, on impose aux Masai un programme de pâturage géré en rotation. Ceci aboutit à des conséquences catastrophiques, en augmentant l'érosion des sols et la désertification qu'il était pourtant censé résoudre. Ce programme ne fit qu'exacerber encore plus les problèmes de gestion pastorale au détriment de l'écologie globale du pays. Xavier Pérou conclut ainsi que "la plupart des effets nuisibles sur l'environnement



Des troupeaux appartenant à la tribu Masai sont assemblés autour d'un point d'eau au Kenya. Ils ont épuisé les terres environnantes.

nement au pays Masai ont paradoxalement été provoqués par les politiques de développement qui leur ont été imposées". Depuis la fin des années soixante, a été lancé un programme foncier de "group ranches". Déguisé en politique communautaire, il a visé à assurer l'expansion d'un élevage commercial individualiste au profit d'une catégorie d'éleveurs orientés vers le marché. Ce programme favorise l'émergence d'une classe sociale liée au pouvoir politique et attachée à la privatisation individuelle de la terre. Ceci est en contradiction radicale avec la culture Masai pour laquelle "nul n'est propriétaire de l'herbe". Les terres privatisées sont clôturées, ce qui empêche la migration des antilopes. Les terres collectives se réduisent comme une peau de chagrin, ce qui entraîne l'accélération de l'exode rural vers les bidonvilles de Nairobi. A cela s'ajoute l'aliénation d'immenses étendues de terres aux membres de la classe politique et à des étrangers, en vue de la culture des céréales, alors même que les Kikuyu sont chassés violemment des terres qu'ils occupaient depuis longtemps sur le territoire Masai. En 1989, le président Moi a décidé la généralisation des "group ranches". Toute cette politique, il faut le souligner, a été menée avec les encouragements de la Banque Mondiale et du tout puissant lobby international de la Wildlife, des O.N.G. de la protection de la nature et des voyageurs spécialisés dans le tourisme international. Pour l'Etat, l'enjeu est à la fois économique et politique. Cette politique permet le développement du tourisme et un contrôle plus efficace de la population Masai ainsi sédentarisée, tout en permettant d'entretenir des réseaux de clientèle. Le bilan écologique est désastreux. Xavier Pérou conclut ainsi : "N'ayant jamais tenu compte du facteur humain et de son interaction positive avec la faune sauvage, l'application du concept uniforme de parc national consacre le cuisant échec de la protection des espaces naturels com-

prise dans le sens étroit de la préservation artificielle". De plus, la protection privilégie les fameux "big five" (panthères, buffles, éléphants, lions et rhinocéros) aux dépens des autres espèces et notamment des antilopes. Il existe en effet une sorte de symbiose entre une activité pastorale intense et le développement de vastes troupeaux d'ongulés sauvages. Cette politique, dont les coûts sociaux et économiques ne sont pas pris en compte, fait peser ses contraintes sur la population rurale sans qu'elle puisse en partager les bénéfices. Ce sont des touristes étrangers et la classe dirigeante qui en tirent profit. D'où un refus global de toute politique conservacionniste, une délinquance et une répression généralisée.

On commence heureusement à comprendre qu'on ne peut priver les populations de leurs droits d'usage immémoriaux sans en avoir discuté auparavant ni sans confronter les savoirs et les intérêts. On commence de plus en plus à reconnaître l'échec des politiques de développement pour le milieu social et pour le milieu naturel, ce qui met en cause la survie des espèces. On prend aussi conscience qu'il n'est pas possible de mener une politique conservacionniste sans impliquer les habitants aussi bien financièrement que sur le plan de la décision et de l'évaluation de l'expérience. Un certain nombre d'expériences intéressantes ont été lancées au Zimbabwe (Campfire) et même au Kenya. Mais il ne faut pas méconnaître ni sous-estimer les difficultés considérables que pose la mise en œuvre de ces politiques. En particulier, la confiscation du pouvoir par les notables de mèche avec les élites politiques centrales qui les manipulent, aboutit souvent au détournement de politiques qui partent pourtant d'une prise de conscience salutaire. On le voit dans la tentative pour associer le district council de Kadjiado à la gestion du parc national d'Amboseli. Une fois de plus, ce sont les notables politiques qui en profitent aux dépens des populations.

LES LIMITES DE LA GESTION ECOCRATIQUE

Du "développement" — qu'on ne saurait réduire à une notion trop étroitement économique — nous pouvons tenter de décrire la dynamique. Les innovations techniques y jouent au même

d'hui rendent les biens et les personnes toujours plus mobiles et toujours plus instables. A la recherche de l'efficacité optimale, les techniques de gestion mises en place gagnent peu à peu tous les secteurs de l'activité humaine. Elles

tion. Les exemples seraient nombreux qui montreraient que loin de rétablir l'équilibre menacé, ces "solutions" — toujours plus coûteuses — créent une nouvelle — et souvent plus grave — difficulté. Ce processus ne semble pas capable de s'imposer des limites et, en même temps que la nature, il menace la liberté. Les effets préoccupants de cet emballement sont aggravés par nos croyances collectives : tout se passe en effet comme si cette loi du "changement pour le changement" était vécue comme une nécessité et une fatalité à laquelle l'humanité ne saurait se soustraire. La doctrine officielle du "développement durable" formulée au sommet de Rio en 1992 est un nouvel avatar de cette idéologie : demain sera forcément mieux qu'aujourd'hui puisque les nouvelles générations disposeront de plus de moyens encore et que leur heureuse conjonction rendra le développement "supportable" en répondant aux préoccupations environnementales. Certes, les contestations des écologistes d'hier ont été prises en compte par les gestionnaires d'aujourd'hui. De cette volonté témoigne la mise en place du PNUBG (Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement). Mais cette gestion technoscientifique du développement n'est pas en soi une solution. La multiplication des lois, décrets et règlements peut faire craindre l'instauration d'un régime d'urgence où l'accès aux dernières réserves — eau pure, espaces verts — serait strictement réglementé tandis qu'on continuerait par ailleurs de rendre stériles et laides les portions de la planète affectées à la production du "nécessaire".

Si on se refuse à lui imposer des limites au nom de valeurs morales compréhensibles par tous, la logique du développement nous conduira inéluctablement vers une gestion "écocratique" de la planète. Un tel aboutissement ne nous paraît ni une issue ni une fin : ce serait consentir à sacrifier sur l'autel du progrès et la nature et la liberté.

Le "développement", doctrine aujourd'hui majoritaire, peut nous entraîner dans une dérive "écocratique" qui nous obligerait à sacrifier la liberté et la nature au nom du progrès.

titre que l'argent un rôle fondamental. A peine sont-elles mises au point que déjà elles sont exploitées à l'échelle industrielle : un réseau est alors nécessaire qui en permette une utilisation généralisée. C'est la multiplication et la densification de ces réseaux qui aujourd'hui

concentrent toujours plus la richesse entraînant ici la désertification, là la désindustrialisation qui sont à l'origine du chômage et de l'exclusion. Ce processus s'accélère : depuis 1945, en France, l'envolée du taux de croissance a eu pour corollaire un exode rural massif et une profonde modification du tissu industriel. Dans le tiers-monde, le bouleversement est plus spectaculaire : en Arabie saoudite, on est passé sans transition de la vie nomade à l'ordinateur ! Cette évolution qui tend à uniformiser paysages et modes de vie (partout les mêmes mégapoles, les mêmes supermarchés, les mêmes autoroutes) se fait, semble-t-il, de façon autonome. Les considérations politiques ou morales y sont de peu de poids : ainsi a-t-on vu partout se développer l'industrie automobile au plus complet mépris des vies humaines. Du reste, devant les maux qu'engendrent les bouleversements du monde, on ne sait guère répondre que par la technique : l'industrie entraîne-t-elle des problèmes écologiques ? des écoindustries chargées de lutter contre les nuisances vont les prendre en charge ; les travaux de drainage et de remembrement favorisent-ils les inondations ? on multipliera les retenues permettant irrigation et régula-

LES METIERS DE L'ÉCOLOGIE

Hors-série n°6 Coédition Silence / A Faire

Au sommaire : l'environnement, l'agriculture biologique, la santé, l'éducation, le social, les énergies renouvelables, la coopération Nord-Sud, l'édition, etc... 40 reportages pour montrer que l'on peut vivre autrement.

Rédaction coordonnée par Michel Bernard

Bon de commande page 39.



LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

QUELLES LIMITES ?

Voilà qui nous conduit à nous interroger sur la pertinence de la notion de limite en matière de "développement". Peut-on vraiment, dans le souci de protéger la nature et la liberté envisager de fixer des limites au développement ? Ce concept de "limites" n'est-il pas, en soi, problématique ? Les remarques précédentes sur l'"écueil écocratique" montrent assez qu'en pareil domaine la tentation existe d'une solution radicale consistant à court-circuiter les institutions, les régulations et les pratiques démocratiques, voire à leur substituer purement et simplement la dictature d'un collège d'"experts", bien plus à

time, rurale ou montagnarde prend la décision d'"aménager" (nous disons "bétonner") le site qui fut pour nous, naguère, une source de joie, faut-il systématiquement invoquer le pot de vin versé à l'élus par l'entrepreneur, au grand dam d'une population locale évidemment "surprise dans son sommeil" ? Il est trop facile de dénoncer les seuls décideurs ! Dénoncer les profits financiers ne suffit pas. A qui profite le crime ? Qui en est l'instigateur, par ses désirs autant que par ses besoins ? Le syndicat des élus de l'Ardèche entend "aménager" les magnifiques gorges du département. Qui sont les centaines de milliers de touristes qui, chaque été,

Il ne suffit pas de dénoncer le développement. Il faut aussi s'interroger sur ce qui pousse les gens à demander — ou en tout cas à consommer — toujours plus d'aménagements destructeurs.

même que "le peuple" de juger ce qui est bon pour lui. Nous n'avons pas à refaire ici la démonstration, déjà faite ailleurs (1), qu'il s'agit évidemment d'une impasse, au regard même de ce qui est à défendre et que nous baptisons une expérience humaine heureuse de la nature.

Le problème doit être posé autrement et cela passe par une compréhension plus juste de ce que sont les institutions démocratiques et la pratique de la démocratie dans les sociétés modernes. Il n'est certes pas question de nier que les phénomènes de corruption et de manipulation existent dans ces sociétés : nous n'en connaissons que trop, suffisamment pour justifier la plus extrême vigilance. Mais cela ne doit pas détourner notre attention du phénomène fondamental : à savoir qu'en matière de ce que nous, nous appelons destruction de la nature, de la nature que nous aimons, la connivence, pour ne pas dire la complicité, est le plus souvent totale entre les édiles et une bonne majorité de la population. Lorsque le maire d'une commune mari-

exigent leur tour de canoé (en toute sécurité bien entendu) et toutes les installations indispensables à leur hygiène et à leur confort de travailleurs en vacances ? Et qui sont ces commerçants et artisans qui trouvent là la manne indispensable à leur survie au pays ? Et d'ailleurs, quel écologiste, inquiet à juste titre de l'épouvantable entassement urbain et héritier, le plus souvent, des luttes régionalistes, peut contester la légitimité du "volem viure al pays", principe au nom duquel on justifie parfois les pires dégradations ?

On pourrait multiplier les exemples mais, d'ores et déjà, un constat s'impose : dans le régime démocratique qui est le nôtre, un régime qu'aucun écologiste ne songe sérieusement à remettre en cause dans son principe, il sera toujours bien difficile d'en appeler au "peuple" pour fixer des limites, dès lors que ces limites, aussi nécessaires soient-elles à nos yeux, seront perçues comme des obstacles au "développement". En d'autres termes, la démocratie, ici encore "le pire des régimes à l'exception de tous les autres", ne

constitue malheureusement pas une garantie de respect de la nature (ni d'ailleurs de la liberté).

Un changement de mentalité

Reste donc à "changer les mentalités" ou à "sensibiliser l'opinion" ? Nombre d'initiatives "pédagogiques" s'inscrivent désormais dans cette démarche qui est, elle, d'essence démocratique. Si nous refusons l'impasse écocratique, tâchons au moins de susciter un minimum de consensus autour de certaines valeurs à préserver en éveillant la conscience collective, en formant la sensibilité, celle des jeunes tout particulièrement. Démarche qui n'est pas sans noblesse ni mérite mais dont il ne faut pas ignorer les... limites. Celles-ci ne tiennent pas uniquement au conflit, inhérent à la "crise", entre intérêts économiques et valeurs sensibles, conflit qui, à notre époque, tourne rarement en faveur des secondes, surtout lorsque l'essentiel est en jeu : l'emploi, le niveau de vie...

La célèbre plaisanterie de Coluche "pas un troquet, pas une mobylette : la zone I" recèle une vérité profonde. Le bouleversement permanent et accéléré des conditions de vie que recouvre le beau nom de "progrès" ne se résume pas à la transformation des cadres matériels de l'existence, l'apparition et la disparition incessante de nouveaux objets, de nouveaux moyens. L'innovation technique modifie non seulement la réalité extérieure mais, bien plus profondément, la réalité intérieure, le psychisme de l'homme. On sait depuis longtemps que l'automobile crée l'*homo automobilis*, doté d'une nouvelle psychologie, de nouvelles exigences, de nouveaux réflexes... L'automobile a bouleversé notre rapport à la nature, au temps et à l'espace, aux autres. De même aussi — et peut-être surtout — les modèles dominants d'architecture et d'urbanisme. Sensibiliser les jeunes générations aux limites qu'il conviendrait d'opposer au processus de destruction de la nature que nous aimons ? Une fois de plus, qui le fera et au nom de quoi ? Quelle pourra être la réception d'un tel message ? Bien souvent nous ne sommes réceptifs qu'aux messages pour lesquels nous sommes en quelque sorte prédisposés par notre société. Quelle sorte de consensus pouvons-nous espérer susciter chez ceux dont la sensibilité n'a pas été formée au même moule ? Chez ceux qui ont déjà fortement intégré les valeurs d'un monde auquel nous, du fond de notre mémoire et de notre vieille culture résistantes, nous opposons un non catégorique que nous baptisons "nature".

Dira-t-on une fois de plus qu'il ne s'agit là que d'aberrations imposées aux gens malgré eux par des entrepreneurs cyniques avides de profit ? Le

(1) Nous renvoyons à notre précédente contribution : l'exigence démocratique.



goût du profit à tout prix existe, bien entendu, mais il ne trouve à se satisfaire qu'en réponse à une demande, laquelle émane d'une psychologie déjà bien structurée. Que ceux qui en doutent se mêlent à un groupe de touristes. Pareillement, que ceux qui continuent de penser que la destruction du paysage français par le réseau autoroutier n'est qu'un effet de "lobbying", au bénéfice d'une minorité de comploteurs, sondent le cœur et les reins des millions d'automobilistes quotidiennement coincés dans les embouteillages. Alors qu'une infime minorité répondra : "la civilisation du tout automobile est à présent dans l'impasse. Il faut tout revoir", une immense majorité répondra : "les infrastructures sont insuffisantes. Que font les Pouvoirs Publics" ?

S'agit-il d'endoctrinement, de bourrage de crâne publicitaire ? En débattre nous entraînerait trop loin dans le champ conflictuel de la psychologie de l'acteur social. Il nous suffit d'insister encore et toujours sur ce point : aucune innovation technique de grande ampleur ne laisse l'homme indemne. Les innovations techniques majeures tendent à susciter à terme, des sujets adaptés. *L'homo automobilis* a désormais le plus grand mal à comprendre que l'automobile individuelle pour tous, en tant que telle, est une impasse. Son problème, c'est davantage d'autoroutes et de rocadés urbaines, des voitures moins polluantes, plus sûres, etc. C'est le contexte technique, qui bien souvent, définit l'horizon des problèmes et des solutions. Pour *l'homo automobilis*, qui a intégré au plus profond de son psychisme des schémas spécifiques de maîtrise individuelle du temps et de

l'espace, l'existence de l'automobile va de soi. On voit donc à quel point il est difficile dans un cadre démocratique de poser le problème des limites à imposer au "développement". Pour la majorité, une critique radicale du développement semble émaner de sujets inadaptés ou désadaptés. C'est pourquoi, elle a bien peu de chances d'être reçue.

Expertise scientifique contre sensibilité écologique

On fera valoir, sans doute, qu'une certaine forme de conscience écologique s'est tout de même progressivement constituée, jusqu'à faire entendre sa voix dans les plus hautes sphères de l'Etat. Dans la mesure où elle s'exprime en actes concrets — et cela, certes, n'est pas sans importance — ne faut-il pas voir là la preuve qu'une démocratie, même emportée dans le tourbillon du "développement" est capable de se fixer des limites ? Voire ! La plupart du temps un tel consensus, lorsqu'il se produit, reste inscrit, répétons-le, dans l'horizon déterminé par l'évolution technologique : voitures moins polluantes (mais pas moins nombreuses), aménagement paysager des autoroutes (mais pas moins d'autoroutes), architecture "mieux intégrée au site" (mais pas moins de stations de sport d'hiver ou de marinas), etc. De même lorsqu'on obtient un tel consensus c'est presque toujours autour de données construites par l'expertise de type scientifique, modèle de toute expertise. On peut imaginer qu'une population rejette un projet dont on aura scientifiquement démontré la nocivité. Mais comment démontrer (ce qui est

notre préoccupation) qu'une marina, même parfaitement "écologique" du point de vue scientifique, constitue un désastre en ce qui regarde la possibilité d'une expérience heureuse du monde ? C'est très difficile dans la mesure où il n'existe aucune possibilité de produire une expertise de type scientifique sur ce qui, par définition, échappe à la science : les valeurs sensibles, le Beau. Aucune science ne saurait évaluer le "déficit ontologique" introduit par telle ou telle initiative d'aménagement dans notre expérience du paysage et, plus largement, dans notre rapport au monde.

Il ne faut donc pas sous-estimer les difficultés auxquelles se heurte toute tentative sérieuse d'imposer des limites au développement afin de défendre "la nature". Il ne suffit pas de dénoncer l'imprudence, la volonté de puissance, la démagogie ou la corruption d'une minorité de décideurs. Tôt ou tard il faut accepter d'aller à l'encontre des représentations et des désirs profonds de la conscience collective qui sont puissamment modelés par le milieu technique dans lequel nous vivons. On rencontre alors deux difficultés. D'un côté il est très difficile, dès qu'il ne s'agit plus de danger ou de risque objectif, de convaincre la majorité de renoncer à des opportunités techniques et économiques au nom de la qualité d'une expérience heureuse du monde. Comment prétendre échapper démocratiquement au saccage du monde ? D'un autre côté, vouloir imposer auxiliairement des limites aux effets destructeurs du développement c'est contribuer à l'avènement d'une gestion écocratique planétaire du risque, incompatible avec la liberté et incapable par nature de prendre en compte la qualité de notre rapport au monde.

N'y a-t-il pas d'issue à cette alternative ? La porte de sortie semble bien étroite ! Certes la diffusion d'une attitude critique à l'égard de l'idéologie du développement semble bien improbable dans le contexte technique et économique qui est le nôtre. Mais bien que le poids des déterminations qui façonnent la conscience collective soit considérable, nous gardons la conviction que l'homme n'est pas seulement un être social (ce qu'il est assurément !) : si, la plupart du temps, il est conduit par une conscience collective rigoureusement déterminée, il est parfois aussi capable d'une prise de conscience personnelle qui peut l'éveiller à la contradiction entre la logique du développement et son besoin vital de nature et de liberté. Passage obligé, mais imprévisible et fragile, cette prise de conscience personnelle peut être favorisée, mais non produite, par l'éducation ; elle peut se nourrir du partage et de l'approfondissement des expériences que chacun peut faire. Tel est le pari, peut-être déraisonnable, qui nous pousse à livrer ces pages au public.

LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

AVENTURE ET LIBERTE

Nul ne conteste sur le fond l'attitude écologiste lorsqu'au nom des sciences de la nature elle nous met en garde contre les dangers d'un usage immodéré de notre puissance technique. Même si on pense que c'est en s'opposant à la nature que l'homme a conquis son humanité, on ne peut plus nier désormais que la taille de notre planète et le rythme des cycles écologiques interdisent à l'homme de faire n'importe quoi à son milieu. Que ce soit pour des raisons de toxicité ou de rupture des équilibres thermodynamiques à l'échelle de la planète, nul ne conteste plus que dans un monde fini le

Conservationnisme et conservatisme

Aussi notre souci de préserver un certain type de rapport sensible au monde nous met-il en présence de deux objections. Premièrement, au plan sociologique il est aisé de ne voir dans l'écologisme qu'un élitisme réactionnaire, attaché à des formes périmées de rapport à l'espace. Les préoccupations environnementalistes peuvent être liées à un "goût" particulier dont nous prétendons faire un critère de choix pour tous. On s'expose donc au reproche de vouloir imposer aux autres ce qui n'est que

Au nom de la liberté, des penseurs artificialistes dénigrent la pensée écologiste. S'il est vrai qu'il n'y a pas de modèle naturel de la vie humaine, cela ne signifie en aucun cas que l'homme se situe en dehors de la nature.

recours à la puissance technique doit être soumis à des limites. Sur ce plan, lorsqu'il nous rappelle que nous dépendons d'équilibres et d'interactions que nous connaissons à peine et qu'il nous incite à la prudence, le discours écologiste est désormais légitimé, ne serait-ce que par la menace nucléaire.

Par contre, cette légitimité est contestée dès que l'écologisme se fait "conservationniste" et prétend préserver des sites, des types d'espaces, de mise en valeur du milieu ou des modes de vie au nom de leur beauté ou de leur qualité. Plus généralement dès qu'on propose de contrôler les capacités technoscientifiques de l'humanité et, par là, son aptitude à créer de nouveaux rapports au monde, voire à se transformer elle-même, non plus au nom de dangers mais au nom d'un "bel" environnement ou d'un "bon" mode de vie, on voit surgir les objections de principe rappelant qu'il ne s'agit là que de conceptions particulières du bon et du beau sur lesquelles on ne saurait fonder d'obligations.

l'expression d'une sensibilité particulière qui s'érigerait en juge universel. De fait en reprochant aux "autres" (bétonneurs, technocrates, élus, touristes, etc) d'avoir "mauvais" goût, de n'être pas sensibles aux "dégradations" qui le chagrinent tant, l'écologiste reconnaît implicitement qu'il a un "autre" goût que le leur, façonné par d'autres forces sociales, d'autres histoires familiales, professionnelles et personnelles. La preuve c'est qu'en cherchant à se distinguer de la foule des autres au nom d'une recherche de l'authentique, il contribue inconsciemment à la formation de la nouvelle sous-foule de ceux qui partagent ses goûts. Et ce n'est possible que parce que ce goût pour un certain rapport à la "nature" et à l'espace est, lui aussi, social. On peut très bien montrer qu'il est l'expression d'une position de classe, qu'il est conditionné par une forme historique de développement technique, par des rapports ville/campagne en voie de disparition et que l'écologisme a un côté réactionnaire.

On pourrait même ajouter à l'appui de cette critique que c'est pour cela que, en France, le mouvement associatif écologiste a tant de mal à se renouveler et que son recrutement tend à se tarir. En effet, parmi les "protecteurs de la nature" la plupart des militants actifs ont entre quarante et soixante-dix ans. C'est que les écologistes qui se sont groupés et ont manifesté pendant les années soixante-dix sont ceux qui ont assisté au basculement du monde rural, à la disparition de la vie campagnarde et villageoise et au démantèlement des paysages liés à l'agriculture paysanne. Les "écologues" de terrain se recrutent parmi ceux qui ont été confrontés à cette mutation et en ont souffert. Ayant connu l'avant et l'après, ils réagissent car ils se sentent mal dans le monde de l'après. C'est une réaction "naturelle" mais peut-être provisoire et que, tout aussi naturellement, ne partagent pas ceux qui ont grandi une fois le fait accompli et qui s'accoutument beaucoup mieux du rapport au monde, à l'espace rural, à la ville, à l'eau, à la montagne, etc, qui résulte de cette modification. A bien des égards, l'écologisme peut être interprété comme l'expression d'une génération de transition : comment peut-il prétendre être porteur de valeurs universelles et engager le futur au nom de son attachement à des formes de rapport à la nature vouées à disparaître tôt ou tard ? D'ailleurs l'homme peut s'adapter à une grande variété d'environnements et de milieux. L'histoire et la géographie montrent abondamment qu'il n'y a pas de modèle "naturel" d'être au monde de l'homme et que les rapports qu'il entretient avec la nature peuvent être extrêmement divers ; ce qu'il en attend et le contenu effectif de ces rapports se transforme avec, entre autres, l'évolution de ses capacités techniques. Il est possible que l'homme saura toujours s'adapter aux défis posés par son environnement et, pour ce qui relève de la qualité de la vie et de l'environnement, il n'y aurait donc pas de critères objectifs et universels du bon "ménagement", de la bonne mise en ménage, de l'homme et de la nature. L'idéal dont se réclament les écologistes ne serait donc que l'expression d'un imaginaire socialement conditionné, de représentations de la "bonne nature" qui évoluent en fonction des capacités techniques de l'homme. (1)

Par ailleurs, à un niveau plus profond, nous allons voir comment et pourquoi tout un courant d'anthropologie qu'on peut appeler "artificialiste" récuse l'idée même de limite au nom de l'ouverture et de l'imprévisibilité du futur et parce qu'il est, selon lui impossible de fonder des valeurs et de définir un "bon" rapport à la nature sur une prétendue essence fixe de l'homme. Résumons cette anthropologie artificialiste, telle qu'elle s'exprime dans les

(1) Note de la rédaction : Cette présentation ne nous paraît contestable : si un certain milieu associatif de la protection de la nature a vieilli (France-Nature-Environnement), ce n'est pas le cas de tous les domaines : il suffit d'aller voir dans les associations non subventionnées (ex : Greenpeace) pour retrouver les jeunes dans des démarches plus radicales.

débats quotidiens suscités par la critique écologiste. L'homme est, et a toujours été, un créateur d'artifices. Il ne peut vivre sans mettre en œuvre des médiations techniques entre le donné naturel et lui. Dès son origine, il a façonné son milieu et, ce faisant, s'est modifié lui-même. Il y a implication réciproque, renvoi de l'un à l'autre : l'homme modifie la nature et, dans ce processus, se modifie lui-même. Alors, le donné naturel ainsi modifié appelle de nouvelles modalités de travail humain, le recours à de nouveaux artifices qui le modifient à leur tour, etc. Ainsi, les médiations techniques instituent en quelque sorte la manière proprement humaine d'exister. Elles sont à l'origine, non seulement de nos représentations et de nos désirs, mais de l'évolution de notre corps, dans la mesure où le milieu qu'elles ont créé modifie les pressions de sélection s'exerçant sur le génome humain.

Dès l'origine, il faut donc parler d'une "co-évolution de la technique et de l'homme" (2). Pour S. Moscovici, l'homme est un "créateur d'homme" : pour lui, "l'enjeu constant est moins de conquérir la nature que de faire l'homme" (3). De son côté, L. Sève écrit que l'homme "est le créateur de lui-même. (...) C'est par le travail outillé et le langage articulé, la production matérielle et symbolique dans les rapports sociaux correspondants que l'humanité s'est arachée à son animalité native pour se faire ce qu'elle est maintenant" (4).

D'où l'affirmation, souvent rencontrée jusque dans les conversations quotidiennes, que découvrir de nouvelles vérités scientifiques (multiplier les "recherches"), produire davantage de moyens techniques d'action et de richesses à consommer, imaginer de nouvelles dimensions d'activité humaine sont en soi de bonnes choses. Dès lors, l'attitude conservatrice qui vise à préserver l'homme et la nature tels qu'ils sont aujourd'hui — l'attitude écologiste, puisqu'il faut l'appeler par son nom — serait vide de sens. Elle reposerait sur une méconnaissance de l'histoire des hommes et de leur évolution puisque "la nature" n'a jamais existé : elle a toujours été travaillée, façonnée par des mains humaines (5). C'est en outre une attitude infantile : les défenseurs de la nature voudraient préserver la forêt, la prairie, la colline, la rivière de leur enfance, telle qu'ils les ont aimées. Mais de ce que tel homme aime la nature (entendez : la campagne), il n'en résulte pas qu'on ne puisse vivre de façon humainement satisfaisante et épanouie dans une ville et un milieu artificiel. Un enfant des villes a, lui aussi, la nostalgie du quartier de son enfance !

Non. C'est à la suite d'un processus d'auto-création, de sa co-évolution avec la technique et la nature, que l'homme est devenu ce qu'il est aujourd'hui. Aurait-on voulu qu'il en reste à

l'âge des cavernes ? En somme, selon les tenants de l'attitude conservatrice — les "écologistes" — l'homme "pour ne pas outrepasser ce que la nature a fait de lui, n'aurait pas dû chercher d'humanité hors de son authenticité première : celle de primate" (6). Vouloir arrêter ce processus d'auto-création est suicidaire. L'humanité en viendrait alors à se scléroser, courait, sous prétexte d'éviter le risque que représente l'inconnu de l'avenir, le risque bien plus grave de périr pour avoir perdu la capacité de s'adapter à une situation nouvelle.

La nouveauté de la situation actuelle est que l'homme moderne, par les pouvoirs qu'il a acquis, semble en mesure de prendre en quelque sorte le relais des mécanismes aveugles de l'évolution et de décider lui-même de sa propre évolution ainsi que de celle des autres espèces et de son milieu. Encore cette nouveauté ne constitue-t-elle, par rapport à la situation "traditionnelle" de l'humanité, qu'une différence de degré plutôt qu'une différence de nature. Le recours actuel aux biotechnologies ne fait que prolonger le mouvement par lequel l'humanité s'est dotée de prothèses diverses : stimulateurs cardiaques, jambes et mains artificielles, lunettes, sans parler des prothèses chimiques — drogues, euphorisants — socialement admises. Dès lors, si l'on accepte comme légitime et bonne l'implantation de valvules plastiques dans le cœur, pourquoi refuserait-on l'implantation d'un stimulateur dans le cerveau ou une intervention bénéfique sur le génome humain ? Les sociétés elles-mêmes, avec l'incroyable diversité de leurs institutions, avec leur capacité à s'instituer et se réinstituer elles-mêmes en permanence en produisant leurs propres lois, ne cessent de modifier en profondeur la prétendue "nature humaine" et ont toujours constitué un relais essentiel de la co-évolution de l'homme, de la technique et de la nature. Or, de toute évidence, rien de tout ceci n'aurait pu avoir lieu si la nature humaine et, plus généralement la nature, avaient été considérées comme sacrées et absolument intouchables.

Dès lors, on ne voit pas de quel droit prétendre limiter l'inventivité humaine et assigner des bornes au processus d'auto-création de l'humanité. Au nom de quoi contester à l'homme "la faculté responsable d'ajouter de nouveaux chapitres à cette geste" ? (7). Au nom de quoi lui interdire de tenter d'éradiquer telle maladie génétique, d'accroître et diversifier ses pouvoirs ou encore d'améliorer l'amenité de la vie sociale et le sentiment de bonheur des individus en mettant au point, par exemple, un euphorisant parfait (c'est-à-dire sans effets secondaires nocifs), une pilule de non-agressivité ou en éliminant, si on le découvre, le gène de l'agressivité ? "Il est difficile", écrit H.T.

Engelhardt, de concevoir une objection sérieuse de principe contre ces entreprises. Si des drogues contrôlant et améliorant l'humeur sont sans effets marginaux sérieux, aident, au contraire, l'individu à mieux remplir ses buts professionnels, à être meilleur époux et amant, à agir plus aimablement vis-à-vis des autres, quelles seraient les raisons pour y objecter, sinon celles afférentes à une vision particulière de la bonne vie considérant que le bonheur durement conquis par l'auto-discipline doit être préféré à la tranquillité due en partie à l'intervention médicale". "Il n'y a rien de sacro-saint dans la nature humaine. Nous, en tant que personnes, sommes libres de la refaçoner, pour autant que nous procédions avec prudence et avec des collaborateurs consentants" (8).

Bien plus, stopper, ou seulement limiter, l'accroissement des capacités technoscientifiques et, par là, le processus d'auto-création de l'humanité, serait, nous dit-on, faire tort aux générations à venir et attenter à leur liberté. A nous de leur transmettre le champ des possibles offerts par la technoscience, à eux de faire leurs choix. Nous n'avons pas le droit de les décharger de ce choix, qui définit leur dignité d'hommes, sous prétexte que telle de ces possibilités suscite nos peurs. Il ne faut pas que la responsabilité — notamment à l'égard de "générations futures" — devienne obsessionnelle, compulsive et, finalement, négatrice de la liberté et de l'ouvert où toute responsabilité s'enracine. L'éthique de la responsabilité doit être ouverte et évolutive. Elle ne peut pas "minoriser" le futur, c'est-à-dire le planifier pour son plus grand bien en lui évitant à tout prix des errements ou des tentations qui sont les nôtres. Nous avons avant tout la responsabilité de ménager aux générations futures une situation où elles pourront elles aussi être responsables, c'est-à-dire choisir librement leur voie, leur identité, leur futur. Au reste, il peut se faire que "ce qu'on écarte ici, ou aujourd'hui, comme moralement inacceptable" puisse devenir le bien ailleurs, ou demain.

Quant aux craintes qu'on pourrait nourrir pour l'avenir de l'humanité, pour sa survie physique comme pour sa qualité d'existence, elles sont sans fondement. Jusqu'à présent, en effet, l'humanité a toujours survécu aux bouleversements intervenus dans ses divers modes d'existence. La révolution néolithique, pour ne prendre que cet exemple, a vraisemblablement représenté un bouleversement autrement considérable que celui que nous vivons actuellement. Elle pouvait apparaître à un homme d'alors tout aussi menaçante pour son "être homme", pour ses références symboliques, pour le maintien de ses institutions que la révolution technoscientifique aujourd'hui. Et pourtant, non seu-

(2) G. Hottois, "L'impossible symbole ou la question de la "culture technique", in *Sur Jacques Ellul*, Bordeaux, L'esprit du temps, 1994, p. 277 et passim.

(3) S. Moscovici, *La société contre nature*, Paris, UGE, 1972, p. 408.

(4) L. Sève, *Pour une critique de la raison bioéthique*, Paris, Odile Jacob, 1994, p. 249. L. Sève ne saurait certes être rangé purement et simplement parmi les auteurs "artificialistes", mais il a très bien su caractériser une telle attitude, qui est pour lui comme une tentation constante.

(5) F. Dagognet, "Plier l'homme à la nature est la pire des aliénations", in *Le Monde*, 2 novembre 1993.

(6) L. Sève, op. cit., p. 249.

(7) L. Sève, op. cit., p. 249. Le problème serait de savoir si ces "nouveaux chapitres" sont vraiment ajoutés de façon entièrement "responsable" ! Ce terme n'est-il pas ici de pure rhétorique ?

(8) Cité in G. Hottois, *Le paradigme bioéthique*, Bruxelles, De Boeck Université, 1990, respectivement p. 185 et 179.

lement l'humanité a survécu à la révolution néolithique, mais elle a "grandi" à travers elle et à travers la multitude des autres bouleversements qu'elle a connus. Elle n'a pas seulement grandi en puissance, mais aussi du point de vue moral et spirituel : l'homme moderne, en effet, en a fini avec les sacrifices humains, les mutilations sexuelles (infligées notamment aux femmes), avec la domination absolue du père patriarcale, avec tout ce qui est dressage dans l'acculturation traditionnelle, avec les dogmes figés, la superstition, la brutalité des mœurs primitives, sans parler de la malnutrition et de la maladie.

L'humanité à venir méritera-t-elle encore le nom d'humanité ? L'homme de demain sera-t-il encore un homme ? Question vide de sens. Y répondre, ou même simplement la poser, supposerait, une fois de plus, que l'on sache ce qu'est l'homme en son essence authentique, et qu'on le sache de manière définitive, figeant ainsi à jamais l'humanité dans une de ses modalités historiques particulières. Comment prévoir ce que sera l'homme de demain ? Quel préhistorien aurait-il pu prévoir ce que l'homme actuel est devenu, ce qu'il s'est fait et qui, on vient de le voir, constitue une certaine réussite ? Il est donc raisonnable de faire confiance au processus d'autocréation de l'humanité. La dignité de l'homme est de se libérer progressivement de tout ce qui est contrainte imposée de l'extérieur par le donné naturel brut. Enfin, créer ses propres conditions d'existence et, par là, se créer lui-même, inventer ses modes de vie et ses valeurs constitue la grandeur de l'homme, sa dignité. Toute autre liberté est dérisoire : elle ne serait que la liberté de transgresser ou non une loi imposée par une instance extérieure, par rapport à laquelle nous nous trouverions donc, ontologiquement pour ainsi dire, en position d'infériorité et de soumission. Liberté d'esclave ! C'est pourquoi, encore une fois, inventer de nouvelles façons de vivre, de nouvelles dimensions symboliques, etc. est en soi une chose bonne. Telle est la forme sous laquelle l'artificialisme se présente dans les débats quotidiens, qu'il soit ou non formulé explicitement.

Pas de liberté sans altérité

L'anthropologie artificialiste a raison sur un point que nous lui concéderons volontiers : l'homme se fait, en quelque sorte contre la nature et il n'y a pas de modèle naturel de la bonne vie humaine et de la bonne relation entre l'homme et son milieu. Lorsque les écologistes prétendent parler au nom d'une nature pure, d'un ordre immuable, auquel l'homme devrait se conformer, ils s'enferment dans une attitude naturaliste qui est intenable car elle

nie une part essentielle de l'homme : à savoir qu'il est une liberté qui se construit en partie contre le donné naturel.

Mais nous ferons deux objections à l'anthropologie artificialiste. D'abord c'est parce que l'homme est pour partie un "animal dénaturé" qu'il a besoin d'une nature en face de lui pour se construire comme homme libre. D'autre part, en dépit de son amour de la nouveauté, l'homme ne peut aimer que ce qui dure : plus il a la capacité à bouleverser son environnement et plus il doit se soucier de le maintenir. C'est au nom de la liberté autocréatrice de l'homme que le courant artificialiste récuse toute prétention à limiter la technique au nom de normes soi-disant transcendantales : tout possible augmente la liberté, laquelle est la valeur suprême. Soit. Mais si c'est au nom de la liberté que l'artificialisme valorise la création de possibles techniques, alors il risque de se mettre en contradiction avec lui-même. D'abord en pratique, en ruinant la possibilité d'un rapport libre avec le monde, ensuite en ruinant, dans son principe, l'idée même de valeur. Première limite : c'est l'imagination et le désir qui animent la volonté de connaissance et de maîtrise technique de la nature. L'aventure technique est alimentée par l'expérience du mystère et du possible. Elle suppose que face à l'homme, la richesse du monde se manifeste comme susceptible de multiples réaménagements imprévus. La technique suppose un désir d'aventure et de dépassement. Le dynamisme "faustien" de la recherche technico-scientifique s'enracine dans l'infini du désir qui a pour corrélat l'ouverture du monde, son caractère inépuisable, une "réserve ontologique" qui font que le monde et la nature recèlent bien plus de possibles qu'on n'en connaît. Cette richesse de l'être suscite l'ingéniosité technique de l'homme et lui répond. Les romans de Jules Verne illustrent très bien cette dimension fondamentale de l'esprit technicien.

Or, on peut se demander si, poussée jusqu'au bout, l'action technicienne ne détruit pas les propriétés du monde qui ont mis en mouvement l'imagination technique, la créativité et, finalement, la liberté de l'*homo faber*. Par exemple l'organisation et l'aménagement intégral du territoire visent à éliminer toute imprévisibilité. La saturation fonctionnelle fait perdre toute épaisseur à la temporalité. La nature étant dépouillée de toute opacité dans laquelle des possibles peuvent se tenir en réserve, l'avenir perd sa consistance et, tout devenant prévisible, le désir est condamné à s'éteindre. La liberté ne trouvant plus face à elle que les produits de sa propre activité, perd son sens, sombre dans la frivolité ou l'exaspération. Poussée jusqu'au bout, la technicisation engendre un monde fer-

mé, réduit à son concept, dépourvu de cette réserve de possibles (le mystère) qui met en mouvement la liberté. Dès lors, il n'y a plus de place pour la réalisation du désir, mais seulement pour la gestion des besoins. Enfin, plus le monde est organisé techniquement, plus il se constitue en système difficile à réaménager. D'où le paradoxe : pas de liberté sans pouvoir sur la nature, plus de liberté quand la nature perd son pouvoir et son altérité. Il n'y a plus qu'un poisson rouge dans un bocal... Dupont devant sa piscine.

Deuxième limite : nous sommes condamnés à la liberté, et donc à choisir : le principe d'ouverture et de maintien des possibles est un excellent principe mais il connaît forcément des limites. En effet, l'homme ne peut pas ne pas choisir, il ne peut pas s'installer dans la neutralité éthique. Il est condamné aux valeurs, à faire des choix pour les générations futures et à déterminer des possibles. Ou bien il fait consciemment des choix qui engagent le futur en fonction de ses valeurs actuelles ; ou bien il se refuse à imposer au futur des références symboliques humaines... trop humaines. Mais alors les choix se feront tout seuls, imposés par une technoévolution anonyme. Or, cette technoévolution fait advenir certains possibles et pas d'autres. Elle n'est pas neutre ; elle est portée par les valeurs immanentes à la science et à la technique. Par exemple, si l'homme ne veut pas prendre en main l'aménagement de son monde au nom de ses valeurs, ce sont les valeurs d'EDF, de Microsoft ou de la NASA qui transformeront ce monde, en imposant une certaine représentation du réel, une idée de l'homme, et de ses besoins, éliminant sans le dire, au nom de l'efficacité et de la neutralité technico-scientifique d'autres possibles humains ou écologiques. L'empiétement du présent sur le futur est inévitable. Vouloir transmettre toutes les ouvertures aux générations futures n'est pas réalisable car certains possibles s'excluent mutuellement et si un progrès technique ouvre des possibles, en pratique il en ferme d'autres. Par exemple l'avion permet le déplacement rapide, mais il tue le voyage. Les moyens retentissent sur l'utilisateur, modèlent sa sensibilité, son rapport au temps et à l'espace. L'automobile engendre "l'homme pressé" et tue le voyageur, l'*homo viator*, le "bipède sans pneus" aurait dit Socrate.

De plus, on va voir que si l'empiétement du présent sur l'avenir est inévitable, il est également nécessaire. Admettons avec les artificialistes qu'on peut trouver le moyen de vivre humainement dans n'importe quel contexte technoécologique grâce à une production symbolique de sens et de normes. Admettons que tout possible écotechnique puisse être humanisé, que l'homme puisse s'y sentir chez lui et qu'il n'y



a donc pas lieu de refuser tel ou tel type de réorganisation du monde. Soit, mais cet aménagement humain ne peut se faire que si le rythme de l'innovation n'excède pas celui de la production symbolique de sens, de normes et d'usages, production qui exige une temporalité, étalée sur plusieurs générations. L'humanisation symbolique du monde, quel que soit le contexte technocéologique, exige forcément que l'on impose des limites au rythme des transformations. Cela implique un empiètement inévitable du présent sur le futur et, pour le moins, l'ajournement de certains possibles. Mais on peut faire un pas de plus et argumenter qu'il est nécessaire de protéger ce que nous connaissons de mieux dans ce monde d'aujourd'hui et que nous avons un devoir de fidélité à l'égard de la nature que nous aimons.

Le présent face au futur

L'hypothèse que d'autres hommes forcément différents de ce que nous sommes puissent à l'avenir trouver d'autres satisfactions dans la construction d'autres environnements ne constitue pas une objection suffisante au devoir de protection et d'amélioration des environnements que nous aimons. La fidélité à l'égard de certaines réalités périssables est un devoir inhérent à la condition humaine. Y renoncer c'est ruiner l'idée même de valeur qui exige l'empiètement du présent sur le futur et la fermeture de certains possibles. Nous ne pouvons suivre ceux qui affirment qu'il est immoral de légiférer pour l'avenir au nom de nos valeurs présentes. Poussée jusqu'au bout, cette conception anéantit l'idée même de morale et de valeur.

Admettons à nouveau avec les artificialistes qu'il n'y a pas d'essence déterminée de l'homme ni de modèle de la bonne nature, qu'il n'y a que l'homme provisoire et ses valeurs du moment. Il n'en reste pas moins qu'il est conscient de pouvoir faire des choix en ce moment-ci, à partir de ces valeurs-là. Or tout choix, toute décision éthique suppose une prise en charge de l'avenir au nom de valeurs présentes. La moralité suppose une projection temporelle hors de l'instant. La notion de valeur suppose une sortie hors de l'immanence, c'est-à-dire la volonté de transformer le futur, et l'acceptation de ce devoir. Sinon la notion de responsabilité s'effondre. S'interdire aujourd'hui la mise en pratique de nos valeurs au nom de leur relativité historique c'est ruiner toute éthicité future. Le respect du futur interdit le non-engagement à son égard. On le voit bien dans l'éducation des enfants. Respecter ce n'est pas laisser venir ou être neutre. Ainsi, l'éducation exige que l'on fasse des choix pour l'autre, en vue de sa liberté. Il ne faut pas confondre respect et neutralité. Le respect doit être actif.

L'homme est obligé de choisir dès maintenant ce qu'il veut être à l'avenir et le genre de monde dans lequel il veut vivre, lui et ses enfants. Libre, il est condamné à choisir pour eux, à imposer une figure et des limites au devenir du monde et de l'homme. A partir de ses valeurs présentes, il doit choisir ou exclure certains possibles technocéologiques et forcément restreindre la liberté de choix des hommes de demain avant qu'ils puissent l'exercer. C'est inévitable et nécessaire. Et c'est incompatible avec l'absolu souci de ne pas empiéter sur l'avenir.

On peut objecter, en effet, à cette attitude que si le choix constitue la dignité de nos descendants, il constitue

la nôtre *a fortiori*. Le souci de transmettre aux générations futures toutes les ouvertures possibles, outre que c'est impossible, débouche sur une conception obsessionnelle de la responsabilité, négatrice de notre liberté et de notre dignité. De plus, si notre monde est aujourd'hui vivable, s'il n'est pas complètement chaotique, si nous l'aimons, c'est parce que les générations précédentes se sont efforcées de le modeler, physiquement et moralement en fonction de leurs valeurs. La volonté des générations passées d'affirmer et transmettre leurs valeurs, de résister au temps, n'a pas empêché l'humanité de vivre. Sans doute même a-t-elle été une condition et de nos choix actuels et de notre liberté.

Que serait à l'opposé le destin de générations qui auraient à vivre dans un monde que, pour la première fois dans l'histoire, les générations précédentes n'auraient pas voulu modeler selon leurs valeurs ? Quel exemple, quel message donne-t-on aux enfants si on refuse d'incarner des valeurs, de les transmettre et de leur donner une consistance temporelle ? Un tel abandon n'est pas compatible avec le respect : il disqualifie à l'avance l'idée de liberté active puisque tout acte élimine forcément des voies en en créant d'autres. Comment nos héritiers pourraient-ils croire à la valeur et à la nécessité d'effectuer des choix libres s'ils ont été élevés par des pères incapables de choisir ou même rebelles à l'idée de choix ? Bien sûr, il se peut fort bien que ce qu'on écarte aujourd'hui comme moralement inacceptable puisse "devenir le bien ailleurs ou demain". Mais ce n'est ni notre problème ni notre responsabilité. Au contraire : nous interdire aujourd'hui la mise en pratique de nos valeurs au nom de la liberté des générations à venir, n'est-ce pas disqualifier

toute moralité future ? Il faut donc prendre nos valeurs, c'est-à-dire notre amour de l'homme tel qu'il est et notre amour de la nature, absolument au sérieux. En lui-même l'avenir est informe et innommable. C'est à nous de le faire. Nous n'avons pas plus le droit de transmettre une terre irréversiblement appauvrie et empoisonnée qu'une terre transformée en terrain vague. Il faut transmettre une terre bien aménagée. Mais, objectera-t-on, quel modèle suivre ? Nous soutiendrons que ce devoir exige la conservation, la protection, l'amélioration et le respect des formes de "ménagement" que nous aimons déjà et avec lesquelles nous avons un rapport enrichissant, qu'il faut être fidèle à notre expérience du bien, du beau et de l'utile ; que cela implique la fermeture de certains possibles écotecniques au nom de notre conception présente de la vie bonne, et que c'est l'amour de ce qui, aujourd'hui, se révèle à nous comme beau et bon, qui doit guider notre liberté.

Pas d'amour sans durée

Arrivés à ce point, nous pouvons tenter maintenant de répondre à l'objection culturaliste que nous avons évoquée précédemment selon laquelle il n'existe pas de modèle unique du bon rapport à la nature, que nous ne pouvons pas ériger en valeur universelle et durable le rapport au monde qui nous permet une expérience sensible heureuse. Au nom de quels critères devrait-on renoncer à certaines possibilités techniques et préserver les types d'espace, d'activité, d'aménagement du territoire qui nous offrent un rapport pluridimensionnel au monde et qualitativement satisfaisant. Nous savons bien que ces expériences heureuses nous ne pouvons les éprouver que dans des contextes particuliers auxquels nous sommes sensibles et que d'autres les éprouvent dans de tout autres contextes qui ne nous touchent pas forcément ! Que peut-on répondre, enfin, à celui qui n'est pas du tout touché par l'expérience sensible d'un tel rapport et qui trouve son bonheur à Disneyland, dans la fréquentation des piscines et des téléphériques ?

Pourtant cette objection n'est pas forcément paralysante car, quelles que soient les modalités de cette expérience, il nous semble essentiel que l'homme puisse éprouver, à travers des rencontres forcément particulières, la richesse et l'altérité d'un monde qu'il n'a pas fait et auquel il peut s'attacher. Or, sans auto-limitation de notre capacité à artificialiser le monde, c'est la possibilité même d'aimer le monde qui s'évanouit. Si certains s'imaginent que l'amour du monde n'est qu'une dimension insignifiante de l'existence, pour nous au contraire c'est une valeur hu-

maine essentielle dont le respect requiert une maîtrise du rythme de l'évolution technique.

Lorsqu'ils ont voulu préciser les raisons de leur attachement à la nature, plusieurs membres du Groupe du Chêne ont eu recours à la métaphore du "mariage" entre l'homme et la nature. Nous pensons que cette image des noces de l'homme et du monde est importante, qu'il s'agit d'autre chose que d'une figure de style bucolique et sentimentale et que cette référence à l'amour humain éclaire les conditions nécessaires à un bon rapport entre l'homme et la nature. Elle permet de mieux comprendre pourquoi, même si l'on admet qu'il n'y a pas a priori d'environnement où l'homme ne puisse trouver des satisfactions et qu'il ne finisse par devenir capable d'aimer, cela ne supprime pas pour autant la nécessité de ménager le monde que nous aimons.

Admettons avec le courant culturaliste et artificialiste qu'on ne peut pas plus définir un idéal de la bonne nature qu'un idéal de la belle femme et encore moins qu'un idéal de la femme aimable. Certes il ne sert à rien de chanter l'amour partagé à celui qui se satisfait de relations occasionnelles, voire du sexe vénal. Pourtant, même si on ne peut "prouver" la valeur universelle de la relation d'amour, on peut essayer de préciser des conditions sans lesquelles tout le monde conviendra que l'amour n'est pas possible. Par exemple, au contraire de la relation de plaisir qui peut s'accommoder de l'anonymat, de la brièveté et de la vénalité, la relation d'amour suppose l'individualité de l'aimé, l'engagement durable et le choix libre. Aimer c'est désirer non pas la femme mais *cette* femme, différente de toutes les autres ; cela suppose un engagement dans la durée et enfin le renoncement à d'autres possibles : autant d'exigences qui n'ont pas de sens pour celui qui n'aime pas. Il en va de même pour l'amour du monde. (9)

Si les hommes veulent vivre dans un monde qu'ils puissent aimer, cela ne peut pas se faire à n'importe quelles conditions. Premièrement l'homme ne peut aimer que des modes individualisés de coexistence avec le monde. C'est pour cela que l'amour du monde, de la nature aussi bien que de la ville, ne peut s'éprouver que pour certains espaces, construits par une histoire, fût-elle géologique. Et cet amour est lui-même le résultat d'une histoire, d'une rencontre. C'est pour cela que certains environnements nous laissent indifférents. Et si nous disons que les paysages que nous aimons, la Scanie ou la Virginie, sont le fruit du mariage entre l'homme et le monde, c'est qu'ils sont fondés sur une relation et qu'ils se sont formés au cours d'une lente histoire. Par contre on ne peut pas aimer un environnement bâclé, inachevé et en

particulier ce type d'espace authentiquement moderne qu'on appelle avec beaucoup de profondeur "la zone" ou le "terrain vague", c'est-à-dire le terrain qui appelle sa suppression par une individualisation qui lui apportera sa spécificité et fondera sa différence. L'indifférencié n'est pas aimable. Les espaces désindividualisés ne demandent pas à être parcourus, mais franchis et oubliés : ce sont des "non-lieux".

Deuxièmement, l'individualisation de l'espace exige du temps, de la durée. Même si l'homme peut finir par trouver du plaisir, voire du bonheur, dans des types très variés d'environnement, il ne pourra aimer le monde que s'il prend le temps d'élaborer un compromis délicat entre valeurs, techniques et diversité des forces naturelles locales. Sinon, il se condamne à vivre dans une sorte de "terrain vague" généralisé, parsemé de parcs de loisirs et de quelques réserves étroitement surveillées. En effet la dynamique spontanée du progrès techno-scientifique c'est le renouvellement accéléré et donc l'obsolescence rapide de tous les modes de vie et de coexistence avec le monde non-humain. Faute de durée suffisante, la dynamique technicienne condamne l'homme à vivre dans des espaces insignifiants, sans aucune individualité ni profondeur symbolique, complètement banalisés par l'exploitation industrielle ou touristique et la fonctionnalisation technique : mondes provisoires, que chacun sait voués à l'obsolescence rapide et donc impossibles à aimer et à investir symboliquement.

Pour un ministère du ménagement du territoire

Troisièmement, pour qu'il puisse aimer le monde, l'homme doit le cultiver et le garder, c'est-à-dire ne pas se borner à l'exploiter. En d'autres termes, il doit lui être fidèle. Cela suppose une certaine résistance au "déménagement" du territoire imposé par le changement technique. Compte tenu des immenses possibilités dont ils disposent, les hommes sont condamnés à choisir dans quelle sorte de monde ils veulent vivre pour réaliser leur humanité. Le désir de voir durer ce que nous aimons maintenant doit être pris au sérieux, même si nous savons que l'objet de cet amour n'est pas éternel. L'amour suppose un choix libre entre les possibles, avons nous dit. Or nous savons que les types de paysages, de ville, les formes de rapport à la nature que nous aimons ne dureront que si nous le voulons, que si nous les protégeons. L'amour suppose aussi le renoncement à d'autres possibles au profit de celui qui est choisi. Ainsi l'amour de la nature doit être conservateur de ce que nous aimons ce qui, comme en amour, n'exclut pas son amélioration.

(9) Note de la rédaction : le groupe du Chêne devrait peut-être penser à s'ouvrir à des femmes.

LA NATURE, A PROTÉGER OU A AIMER ?

LA PEAU DE CHAGRIN

Je le reconnais sans honte : ma préoccupation pour le devenir et la protection de la "nature" est d'abord affaire de sensibilité. Je souffre d'assister à la dégradation, voire à la disparition des types d'espaces qui me font aimer le monde. Ainsi, pour clarifier ce qui motive mon souci de protéger et de conserver non pas des espèces mais des milieux, non pas des réserves mais des espaces de vie, je ne me placerai pas d'abord sur un plan théorique : chez moi l'expérience est première ; la réflexion, les idées ne viennent qu'ensuite. Je commencerai donc par les impressions encore fraîches de l'été dernier.

gner, bien qu'en aval de Sauveterre-de-Béarn, lors des grosses chaleurs, l'eau dégage une suspecte odeur de "fraîchin". L'observateur attentif remarquera également que les galets et les roches qui forment le lit de la rivière sont recouverts d'algues brunes, absentes il y a dix ou quinze ans et qui "signent" un état de saturation en matières azotées. Pourtant cela ne trouble ni les baigneurs ni les touristes que des guides promènent par douze dans de gros canots pneumatiques qui se suivent par dizaines. Ils ne perçoivent pas que la rivière est malade.

Même observation, même malaise à Fontarabie, en face de Hendaye, au

qui n'est pas consacré à l'agro-industrie. Je souffre d'assister à un processus d'enlaidissement qui s'étend partout, prenant des formes diverses mais solidaires : l'entassement de Gavarnie (pour la montagne) et celui de Fontarabie (pour la côte) répondent à l'enfrichement des coteaux du piémont et à l'agro-industrie des plaines. Au fond ces vacances auront été plutôt décourageantes et une fois de plus je constate que les lieux où je me sens bien rétrécissent, comme la peau de chagrin du roman de Balzac. L'espace me devient de plus en plus étranger, et même hostile, car au milieu des maïs de la plaine du Gave, tout comme dans les chemins des coteaux envahis de ronces, je me sens mal. Et ce sentiment de malaise est provoqué par certaines transformations de l'environnement qui me chagrinent où que j'aieille.

Je citerai d'abord le problème de l'eau : cet élément joue un rôle essentiel dans ma sensibilité, mon imaginaire et même dans mes rêves. Je suis fasciné par l'eau et par tout lieu aquatique. Petit ruisseau, vasière d'estuaire ou lac. Et ce qui me touche le plus et revient constamment dans mes rêves, c'est l'eau en mouvement, la rivière. Pendant des années j'ai exploré à vélo diverses provinces françaises et à chaque pont, petit ou grand, je ne puis m'empêcher d'inspecter l'eau. Le bilan est désastreux. En France, l'eau de surface est presque partout malade. Non seulement les grands fleuves, comme la Garonne et la Dordogne, non seulement les grands torrents de plaine comme les gaves du piémont pyrénéen, mais aussi tout le chevelu des innombrables ruisseaux qui drainent le territoire. Au fin fond de l'Auvergne les torrents à truites qui dévalent des planèzes du Cantal et se jettent dans la Truyère sont peuplés d'algues filamenteuses vert foncé et de mousses brunes, nourries par un excès de lisier. Même chose pour les fontaines des villages du vignoble alsacien, pourtant alimentées par des nappes vosgiennes : l'eau de surface est partout impropre à la consommation. En Bourgogne, Bretagne, Normandie, Marche limousine, partout le même constat d'une eau imbuivable, impèchable et de plus en plus souvent imbaignable.

Depuis mon enfance je ne cesse de battre en retraite : cette partie du monde, l'univers des eaux courantes avec lequel je puis établir un rapport intime, ne cesse de se dérober, de se réduire, de par l'action des hommes. Il en va de même des paysages. L'industrialisation de l'agriculture entraîne la banalisation de l'espace par aplatissement des zones cultivées et par l'enfrichement des zones qui ne sont plus cultivées, vouées à la broussaille et au roncier. Plus l'agriculture se "modernise", moins le paysage m'intéresse. Patientez, me dira-t-on : lorsque la plus gran-

Il y a un siècle, les artistes n'avaient qu'à sortir de la ville pour retrouver la beauté de la nature. Aujourd'hui, il faut aller beaucoup plus loin. Et demain ?

J'ai passé mes vacances dans un petit village situé au sud du gave d'Oloron, au pied des coteaux du Béarn, à moins de cinq kilomètres du Pays Basque. Dès que le temps est clair, on voit distinctement la chaîne pyrénéenne et les montagnes basques dont les sommets ne sont qu'à quarante kilomètres. Cela fait longtemps que je séjourne dans ce village, attiré par la proximité du Gave, qui fut une des plus belles rivières à truites et à saumons de France. Il y a dix ans, il m'arrivait d'y pêcher trois ou quatre jolis poissons dans l'après-midi. Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de truites dans cette rivière désertée désormais par les pêcheurs. Il y a deux ans j'ai pêché tous les jours pendant une semaine sans rien attraper ! Depuis, j'ai renoncé à prendre un permis de pêche. Or le Gave descend tout droit des Pyrénées et, hormis la petite ville d'Oloron, il ne traverse que de la campagne. La rivière reste d'ailleurs assez claire et coule dans le paysage somptueux d'une gorge de plaine où elle est encore encadrée par de superbes frondaisons. Si on ne peut plus y pêcher, on peut encore s'y bai-

débouché de la Bidassoa, où j'ai passé une journée avec des amis. La foule se baigne dans un jus noirâtre, déversoir des égouts d'Irun. Je n'ai pas osé m'y tremper. Même mes enfants ont été révoltés par la saleté de l'eau, et n'ont apprécié que la douche d'eau claire qui a suivi leur baignade. Mais ce dégoût n'est manifestement pas partagé par la foule qui se presse dans ce lieu très touristique.

Quinze jours plus tard l'ascension du Vignemale, m'a donné l'occasion de découvrir la cohue qui se presse dans la vallée de Gavarnie : terrains de camping hallucinants de promiscuité, trafic automobile ininterrompu jusque sur les routes d'altitude ; l'industrie touristique partout présente et pour seul exutoire le Gave, égout universel. Pourtant on comprend que les gens se pressent dans ces endroits exceptionnels quitte à les défigurer, quand on voit l'état des campagnes du piémont vouées à la maïsiculture intensive, saccagées par le remembrement, défigurées par les constructions de tôle, empuanties par le lisier des élevages industriels, où la friche envahit tout ce

de partie du territoire français ne sera plus cultivée (et c'est à cela que risque d'aboutir le "développement" des pays de l'Est !), alors la nature forestière reprendra ses droits. Mais j'ai vu dans l'est des États-Unis ce qui résulte d'une telle déprise agricole. L'immense manitou forestier qui recouvre ce qui était il y a un siècle la campagne de la Nouvelle Angleterre engendre un paysage très ennuyeux et monotone de forêts soumises à coupe rase tous les cinquante ans. Rien de plus triste que les paysages associés à la sylviculture moderne. Voyez l'alignement militaire des pins des Landes ! L'organisation techno économique du territoire liée à l'agro-industrie rend inévitable la disparition des espaces où je me sens bien (et que j'appelle beaux) et l'extension de ceux où je me sens mal (et que j'appelle laids).

La ville peut-elle être belle ?

Tout ceci me chagrine d'autant plus que ce que deviennent les villes me déplaît également. Imaginons qu'on les délivre un jour du cancer automobile qui rend impossible d'y flâner, mon problème ne sera pas résolu. En effet, je n'ai rien à faire ni rien à voir et donc rien à vivre dans les espaces urbains contemporains : le même processus qui banalise les espaces ruraux les banalise aussi et mon appétit de déambulation y trouve de moins en moins d'aliments. Pourtant j'aime la ville, y marcher pour découvrir les diverses activités humaines qui se devinent depuis la rue et les cours : les métiers, les occupations ordinaires de ceux qui y travaillent et y vivent. Mais aujourd'hui la coupure entre espace économique et professionnel, espace privé et espace public, interdit ce plaisir. On peut marcher des heures dans les villes nouvelles : aucun mystère ne s'y offre. Aucun monde différent ne s'y laisse entrevoir, et en particulier le monde du travail et des métiers s'est totalement coupé de la rue. Dans les centres anciens, il n'y a plus à regarder en ville que des façades et des vitrines commerciales. Ajoutons à cela l'aplatissement des rapports sociaux publics : la rue n'est plus qu'un lieu de passage qui évoque le titre d'un film récent "circulez, il n'y a rien à voir". Et, de fait, comme il n'y a rien à voir ni à faire, il ne reste plus qu'à circuler, ce à quoi nous consacrons l'essentiel de notre temps soi-disant "libre", courant d'un magasin à un musée, d'un lieu spécialisé à un autre, faute de pouvoir flâner et profiter de la vie publique ordinaire.

C'est cette expérience de la banalisation de l'espace qui fait de moi un "écologiste", c'est-à-dire un mécontent qui se sent privé de ce qui fait le sel de sa vie. Car pour moi ce qui se transforme c'est non seulement l'apparence des

choses et de l'espace, mais aussi un rapport au monde qui m'est essentiel et sans lequel je ne puis imaginer de bonheur ni pour moi ni pour les autres.

Un monde pluridimensionnel

Pour caractériser le type de rapport au monde dont dépend mon bien-être tant moral que sensible, je préciserai d'abord ce que j'attends d'un monde où je puis avoir du bonheur : qu'est-ce qui me permet un heureux "usage du monde" pour reprendre le titre du beau livre de Nicolas Bouvier ? Je ne parlerai ici que de la nature et laisserai de côté la question de la ville, pourtant complémentaire.

Pourquoi donc ce sentiment de bonheur intense lorsque après avoir traversé à vélo les montagnes arides et dépeuplées du Tras os Montes portugais, ma femme et moi avons dévalé dans les campagnes toujours vivantes de l'Alto Minho, qui s'étagent le long des vallées des rios Cavado, Homem et Lima ? C'est que j'y ai fait l'expérience d'une exceptionnelle épaisseur ontologique.

D'abord, ce qui compte pour moi c'est la pluridimensionnalité qualitative de l'espace qui offre densité et diversité. Dans une campagne vivante, je suis à tout moment confronté à quelque chose de nouveau. A un ordre qui est à la fois différent de moi, autonome, expression de l'altérité des choses naturelles, qui ont leur propre loi de développement et, en même temps, à un ordre humanisé. L'espace campagnard est aussi modelé par une action qui exprime un projet humain, une pensée dans laquelle je me reconnais. Mais il garde en même temps un mystère dans la mesure où il incorpore en les laissant dialoguer plusieurs dimensions du réel : les règnes minéral, végétal, animal y sont en interaction complexe avec l'ordre humain. A cette pluridimensionnalité d'ordres complexes en coprésence il faut ajouter l'épaisseur temporelle et historique : l'organisation et la disposition des choses nous mettent en relation avec toute une histoire encore sensible. Voilà plus de mille ans que les paysans de l'Alto Minho sculptent la montagne de milliers de terrasses et la forêt d'innombrables galeries qui alimentent un système d'irrigation extraordinairement compliqué ; qu'ils dénudent par le feu le sommet des montagnes pour les livrer à l'élevage. Le paysage nous parle d'eux à chaque détour.

J'ai besoin d'être confronté à ces espaces dont la cohérence, l'organisation, ne peuvent s'offrir d'un coup et complètement et qui exigent un mouvement de découverte progressive, spatiale et temporelle. C'est ce qui me rend intéressant et charnellement proches, non seulement l'espace campagnard mais aussi les forêts, le littoral ou les ri-

vières : par ce qu'ils réservent de surprises et par ce qu'ils exigent d'attente en vue d'une compréhension, d'une découverte qui ne pourra jamais être complète. Précisons encore. La nature que j'aime n'est jamais pour moi un spectacle, mais le partenaire d'un rapport actif. Je ne suis pas contemplatif et au bout d'une heure passée en haut du Vignemale je m'ennuie. J'ai besoin de vivre dans un espace qui demande un rapport d'investigation et spontanément j'ai un rapport ambulatoire au monde, chaque déplacement révélant un nouveau point de vue sur un ordre complexe qui m'appelle, par sa réserve de mystère, à aller toujours plus loin, ce qui ne veut pas nécessairement dire ailleurs, mais aussi plus avant ou plus profond. C'est pourquoi un tel "usage du monde" favorise la découverte de soi-même.

Ainsi dans *La rivière du sixième jour*, Norman Maclean dit avec beaucoup de justesse du pêcheur qu'il a pour vocation de traquer ce qui ne se voit pas : c'est en quelque sorte l'invisible qui occupe son esprit. Pour trivialisier le propos on touche là une des différences fondamentales entre une piscine et une rivière et une des raisons pour lesquelles la multiplication des premières ne me dédommagera jamais de la dégradation des secondes.

Le contre-exemple de cette "épaisseur d'être" que m'offrent certains types d'espaces, ce n'est pas le désert, terrestre ou maritime dont la richesse est moins absente que cachée, c'est — entre autres — le paysage agro-industriel. Espaces où il n'y a rien à imaginer, à anticiper, où tout est prévisible, donné à la vue car soumis à la seule fonctionnalité humaine. Dans ce genre d'espaces, je n'ai rien à découvrir : ni les choses, ni la terre, ni les vivants, ni les gens. Je m'y ennue. Pourquoi ?

Je tenterai une réponse indirecte : Pour critiquer l'idéal planificateur Bakounine écrivait : "*Que serait une société qui ne nous présenterait rien que l'application (...) d'une science, lors même que cette science serait la plus parfaite et la plus complète du monde ? Imaginez-vous un univers qui ne contiendrait rien que ce que l'esprit humain a jusqu'ici perçu, reconnu et compris, ne serait-ce pas une misérable bicoque à côté de l'univers qui existe ?*" Ni beauté ni liberté sans ouverture pluridimensionnelle de l'être. Voilà l'enjeu. Au recto du politique répond le verso du sensible.

Notons que passée la première surprise l'espace purement technique perd rapidement tout intérêt intrinsèque dès qu'il ne "sert" plus car il est dépourvu de réserve d'être. Va-t-on visiter les gares de triage, les dépôts d'autobus les jours de grève ? Qui irait visiter la Cité des Sciences de La Villette un jour de panne d'électricité ? L'objet

LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

NATURE ET HUMANITE

purement technique dès qu'il ne fonctionne plus ne permet aucun accrochage de l'imagination, aucune appropriation symbolique par le désir. Curieusement, à l'état d'épave ou de ruine, c'est-à-dire lorsqu'il se défonctionnalise et se temporalise, le technocosme retrouve une pluri-dimensionnalité et une épaisseur temporelle où l'imagination et le désir peuvent à nouveau se projeter, et il peut s'offrir par exemple à une récréation artistique. La surhumanisation, c'est-à-dire la saturation fonctionnelle de l'espace, appauvrit notre rapport au monde car elle empêche sa "réserve ontologique" de s'exprimer et de se prêter à une appropriation symbolique. Du coup, faute de pouvoir parcourir les surprises de la rivière, du bocage — voire celles de la ville — nous tentons de retrouver le mystère du monde dans les rivières souterraines, au sommet des montagnes, dans l'extrême de la vitesse, de la profondeur, de l'effort, etc. Dès lors qu'importe que la rivière soit biologiquement morte : ce qui intéresse désormais c'est d'en descendre en canot les rapides dangereux. Mais, ce faisant, c'est le monde tout entier qui se soumet à un rapport instrumental dominé par la performance technique et qui détruit très vite ce qu'il cherche à saisir. Résultat : il faut se déplacer de plus en plus vite et de plus en plus loin pour retrouver cette épaisseur d'être qui était naguère disponible tout près de chez soi. En effet, l'enchantement de la rivière, que décrit Bosco, je l'ai vécu non pas sur la Casamance mais sur le Gave et la Dordogne. Les impressionnistes le trouvaient aux portes de Paris en 1900. Par contre, en 1995 il m'a fallu aller jusqu'aux bords du Rio Lima.

Ce que je veux donc protéger, ce n'est pas la nature : son énormité, son indifférence cosmique n'ont guère besoin de moi. Ce que je veux préserver c'est la possibilité d'un monde dans lequel l'homme puisse, selon le mot de Heidegger "habiter en poète", au sein d'un riche réseau de correspondances, en relation avec d'autres ordres que l'ordre humain. Comme Bakounine, comme Hamlet, je veux vivre dans un monde qui contient plus de choses qu'il n'y a d'idées dans ma tête, un monde qui se prête simultanément à une diversité d'usages, à une réinterprétation créatrice et à une "histoire humaine de la nature". C'est cette ouverture pluridimensionnelle du réel, sans laquelle l'imagination, le désir et finalement la liberté perdent leur sens, que je veux préserver autour de moi. C'est au nom de ces "raisons" que je refuse de tout mon être l'agro-industrialisation de l'espace et la liquidation des campagnes.

Nous défendons la nature, la planète Terre, et nous efforçons de la préserver parce qu'elle est, ou a été, pour nous le lieu et l'occasion d'une expérience heureuse : source de paix, de pensée, d'éveil — d'humanité. Et nous voudrions que nos enfants puissent, eux aussi, jouir de cela. Plusieurs textes tentent, ici même, de décrire cette expérience. En un sens, il ne devrait pas être besoin d'en dire plus. De fait, nombre de ceux qui se sont engagés dans des actions de "défense de la nature" l'ont fait parce qu'ils souffraient des dommages qui lui sont infligés et ressentaient la nécessité d'y remédier.

core faut-il en avoir le temps ! Au cours de leur histoire, les hommes ont toujours entretenu des rapports avec la nature : rapports de crainte, d'hostilité, de prédation, de respect, de confiance, d'équilibre, de paix ; rapports changeants et multiformes, s'effectuant parfois selon des modalités apparemment contradictoires, confiance et hostilité mêlées. Mais toujours, du chasseur primitif aux villes du début du XXe siècle, en passant par les diverses communautés agricoles, il y a eu rapport à la nature. Or l'existence même de ce que nous appelons couramment nature — les espèces végétales et animales en leur infinie diversité, certains au moins des

Réfléchir à son lien avec la nature, c'est ouvrir une réflexion sur sa place dans la société, c'est s'interroger sur le sens de la liberté et du désir de domination de certains.

Mais le propre d'un homme est de tenter de réfléchir ses expériences, d'en dégager le sens pour lui et pour les autres hommes. C'est pourquoi nous tenterons ici de dire ce qui nous paraît bon dans le rapport à la nature tel que nous l'avons vécu. Nous ne défendons pas le maintien de la nature en son état sauvage, la conservation à tout prix des espèces végétales et animales et de zones vierges. Nous défendons, si l'on nous permet un terme barbare, la "non artificialisation" totale du milieu où les hommes sont appelés à vivre. Il nous paraît essentiel, vital, qu'il subsiste "de la nature", une dimension, un "pôle" de nature auquel les sociétés et les individus humains puissent se référer.

Il ne s'agit pas de dire, de façon dogmatique et une fois pour toutes, ce que serait un rapport "juste", bien ajusté, à la nature et nous ne prétendons pas le faire. Mais il est, nous semble-t-il, vital pour les êtres humains que subsiste un rapport à la nature. Et il appartient à chaque individu d'instaurer ce rapport — son rapport — à la nature. En-

équilibres de la planète Terre — est aujourd'hui mise en péril. Il semble que nous soyons aujourd'hui — peu importe ici de savoir pour quelles raisons — parvenus à un seuil, à une limite qu'il serait dangereux de dépasser.

On peut nous opposer deux objections. Certains, comme Hervé Le Bras (1), soutiennent que les limites à ne pas dépasser sont loin d'être atteintes, que les principaux équilibres écologiques vitaux pour l'homme et la plupart des êtres vivants ont une capacité de résistance et de reconstitution telle qu'ils ne sont pas sérieusement menacés, que la Terre est virtuellement capable — sous certaines conditions et grâce, notamment, aux progrès des biotechnologies, à l'introduction de nouvelles techniques de production et de conservation, etc — de nourrir une humanité bien plus nombreuse encore qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il demeure que le développement des capacités techniques et de l'effervescence économique ne peut pas se poursuivre indéfiniment dans un monde fini comme l'est

(1) *Les limites de la planète : mythes de la nature et de la population*, Paris, Flammarion, 1994

notre planète, à moins d'envisager une situation où, conformément au projet d'une domination totale de la nature, l'homme créerait entièrement son propre environnement. Ce qui ne va pas sans susciter de redoutables difficultés. Nous sommes aujourd'hui à un point où, précisément parce que les possibilités dont nous disposons sont immenses, il nous faut affronter consciemment et dans l'urgence des problèmes que jusqu'à présent l'humanité s'était efforcée de résoudre par des séries de microadaptations effectuées au coup par coup et mises à l'épreuve sur de longues périodes. Il nous faut aujourd'hui choisir dans quelle sorte de monde nous voulons vivre.

On soutient également, parfois, que les dégradations infligées à la nature, par l'agro-industrie notamment, sont hélas inévitables si l'on veut parvenir à nourrir les hommes. Elles seraient un moindre mal ou un mal nécessaire. Mais cet argument n'est pas recevable, parce que l'intensification de l'agriculture en certaines zones a pour contrepartie la mise en jachères d'autres zones ou leur abandon pour cause d'urbanisation ou de désertification ; parce que l'accroissement des rendements est loin de suivre l'accroissement des apports en engrais, pesticides, matériels, etc et qu'ainsi la "modernisation" de l'agriculture est de moins en moins rentable ; parce que les famines actuelles sont moins dues à une sous-production globale qu'à des facteurs politiques divers, à des problèmes de répartition et de transport ou aux aléas du commerce international ainsi qu'à l'actuel "ordre économique" mondial qui détruit le travail humain ; parce que, enfin, de nombreuses activités parmi les plus polluantes et les plus destructrices — le tourisme, l'automobile, certaines formes de loisirs — n'ont pas pour but de produire davantage de nourriture, mais résultent de l'accroissement du niveau de vie, dans certains pays du moins. On ne saurait donc justifier vertueusement les dégradations infligées à la nature par la nécessité de nourrir les hommes.

Notre première raison de défendre la nature est une raison de prudence : il y va des conditions de survie de l'humanité. Nous l'avons indiqué et nous n'y reviendrons pas. Cela est d'ailleurs, aujourd'hui, bien connu et généralement admis. Nous voudrions, en revanche, insister sur un autre point plus rarement mis en lumière : la nature, la persistance d'une dimension de nature, est indispensable pour que l'individu puisse se constituer en sujet authentiquement humain.

Nous n'ignorons pas qu'une représentation couramment admise attribue le malheur et la souffrance des hommes du passé à l'existence, "face à eux", d'une nature indifférente ou hostile sur laquelle ils n'avaient alors

qu'un pouvoir insuffisant. Et, certes, la vie alors était souvent rude et difficile (du moins elle paraît telle à nos yeux) et l'introduction de certaines techniques — techniques de production et d'habitation, techniques médicales — a pu améliorer sensiblement les choses. Mais la difficulté de la vie dans les sociétés traditionnelles, de la vie en ce qu'elle a de plus quotidien, ne tenait pas seulement à la dureté des conditions naturelles. Elle tenait, pour une grande part, aux formes politiques et sociales de domination et d'exploitation. Et cela n'empêche pas que la nature ait pu jouer aussi à leur égard un rôle bénéfique, aidant les hommes à devenir plus profondément humains.

En quoi donc la nature permet-elle aux hommes de devenir humains ? L'homme est un être de chair : ses sens doivent être satisfaits. Or la nature, précisément, lui apporte une profusion de couleurs, de formes, de lumières, toute une richesse de sons, d'odeurs, de saveurs, le chaud et le froid, de multiples sortes de contacts. Comparativement les apports que le milieu technique fait à la sensibilité, même s'ils sont parfois plus stimulants (ou agressifs) ont tendance à privilégier la vue et l'ouïe au détriment des autres modes de sensation et à présenter des stimulations relativement répétitives et stéréotypées. Les lumières d'une ville sont toujours semblables à elles-mêmes et s'il y a malgré tout de multiples et subtiles variations, cela est dû aux changements de luminosité du ciel, à la pluie, au soleil qui luit, au nuage qui passe. C'est-à-dire à ce que nous appelons la nature. Et il est douteux que le recours à des créations en "réalité virtuelle" puisse jamais compenser un tel appauvrissement.

L'homme vit dans le temps et a sa temporalité propre. Un enfant humain a besoin de temps pour constituer sa personnalité d'homme. Cette temporalité ne peut pas être contrainte, forcée au-delà de certaines limites. Or le temps de l'industrie, de l'économie et de l'administration obéit à sa logique propre, qui n'est pas celle des rythmes biologiques et psychologiques de l'individu humain. Au contraire, ne pas être totalement coupé de toute référence à une dimension de nature conduit à mieux respecter la temporalité humaine.

Avoir rapport à la nature aide l'homme à instituer sa liberté d'homme

L'homme moderne prétend créer ses propres conditions d'existence. Mais la maîtrise qu'il pense avoir acquise est partielle : il ne maîtrise pas sa propre "maîtrise" de la nature. Qu'on pense aux pollutions, destructions de divers équilibres et de ressources non renouvelables. Et il ne maîtrise pas non plus — ou il maîtrise mal — les institutions qu'il a lui-même créées. Difficulté

à contrôler les processus économiques et financiers, l'impact des nouvelles techniques, etc. Aussi, contrairement à ce qu'il s'imagine, l'homme moderne n'a-t-il gagné en tout ceci qu'une liberté partielle. Le plus souvent, il n'a fait que changer la nature des contraintes qui pèsent sur lui : moins soumis aux aléas climatiques, l'agriculteur moderne est soumis aux aléas des processus techniques et économiques et aux fluctuations du marché.

Une liberté humaine qui ne rencontre pas un autre qu'elle-même risque de devenir folle. Nous constituer en sujet libre exige que nous ayons affaire, à un moment ou à un autre, à quelque chose d'autre : ce "quelque chose d'autre", c'est bien sûr, la loi, l'autorité, les institutions humaines. Mais il faut aussi que l'individu humain, principalement l'enfant, rencontre quelque chose qui ne soit pas d'origine purement humaine. Quelles actions pourrait accomplir, quels buts pourrait se donner une liberté qui n'aurait jamais eu à se référer qu'à d'autres volontés, d'autres désirs humains et aux diverses "productions" (lois, institutions, etc.) de ces volontés ? Sauf improbable conversion massive à l'amour réciproque, il est à craindre que le principal contenu de l'action ne soit alors de tenter de s'imposer à autrui et de le dominer, autrui étant alors le seul à présenter comme une résistance et une opacité. C'est du moins une éventualité qu'on ne saurait négliger. Une liberté qui ne rencontrerait pas un "quelque chose" dont elle doit tenir compte soit s'absorberait dans la simple gestion répétitive des besoins (le "meilleur des mondes"), soit sombrerait dans la frivolité et l'exaspération des fantasmes : création d'"expériences" et de "situations" inouïes — comme nous en promet d'ailleurs le virtuel. Pas de liberté, certes, sans pouvoir sur la nature. Mais plus de liberté quand la nature perd son altérité.

A l'inverse, la nature est donnée. Elle est quelque chose avec quoi notre liberté ne peut faire ce qu'elle veut, mais doit entrer en tension. Ce qui la préserve de sombrer dans le délire de visées et de satisfactions purement imaginaires. La nature est belle, d'une beauté que nous n'avons pas faite, du moins pas intégralement, et dont nous ne pouvons qu'accepter qu'elle nous ait été donnée. Et l'homme est le seul être sur terre qui soit à même d'apprécier cette beauté et d'en jouir. La nature est une réserve de mystère. Elle nous offre la possibilité d'un rapport riche, susceptible de satisfaire non seulement nos sens mais notre intellectuel. La nature suscite notre capacité à nous étonner et nous émerveiller. Elle constitue une réalité qui a ses rythmes, son ordre propre — un ordre complexe qui ne se livre pas immédiatement et devant lequel nous sommes en situation d'attente, qui offre quelque chose à découvrir

et peut à tout moment nous surprendre. Elle se présente comme un monde dans lequel les hommes peuvent "habiter en poètes", au sein d'un réseau de correspondances avec divers ordres de réalités, un monde qui contient plus de choses qu'il n'y a d'idées dans nos têtes. Dans l'altérité de la nature, dans son étrangeté, des possibles se tiennent en réserve, infiniment. Et ils sont offerts à tout homme et non pas seulement, comme certaines œuvres en réalité virtuelle, aux esprits entraînés à un haut degré d'abstraction ou encore aux seuls qui possèdent une fortune suffisante pour bénéficier des techniques les plus sophistiquées.

L'homme a besoin de vivre dans un monde qu'il puisse aimer. A quelles conditions pouvons-nous aimer le monde où nous vivons ? A quelles conditions pouvons-nous avoir avec la nature un rapport que nous puissions aimer ? Il faut d'abord que nous soyons éduqués en vue de ce rapport. Loin de penser qu'il faut à tout prix sauvegarder la nature sauvage et que, pour cela, il faut renoncer à la culture et à la civilisation — "en revenir à l'âge des cavernes", pour reprendre un argument devenu rituel — nous estimons qu'un rapport riche et satisfaisant avec la nature implique toute une culture. Le rapport à la nature n'est jamais purement naturel et n'est possible que sous la forme d'un rapport de culture. La nature

ne dit rien à qui ne sait l'entendre. Il faut avoir appris à la voir, la nommer. Sinon elle n'est pour nous que de l'herbe (de la nourriture pour herbivores), de l'eau (H₂O) ou de l'air (de l'oxygène et de l'azote).

Pour établir un rapport riche et satisfaisant avec la nature, il faut ensuite du temps : celui d'appropriation par des symboles ce monde où nous avons à vivre. Une nature et plus généralement un environnement constamment bouleversés par les nouveautés techno-scientifiques ou les aléas et les reconversions de l'économie, ne peuvent pas être humanisés par des symboles. Certes les jeux vidéo et les diverses expériences virtuelles portent, intégrées à leur structure même, les valeurs symboliques que leurs concepteurs désiraient illustrer. Mais les utilisateurs n'ont pas alors à découvrir et élaborer personnellement ces symboles.

Enfin un homme ne peut aimer que des modes individualisés de rapport à la nature. La relation d'amour suppose l'individualité de l'être aimé, l'engagement durable et le choix libre. Aimer, c'est désirer cette femme, cet homme, différent de tous les autres. Cela implique un engagement dans la durée et le renoncement à d'autres possibles. De même nous ne pouvons aimer que des lieux construits par une histoire, fondés sur une relation d'aménagement ou, plutôt, de "ménage-

ment". On ne peut aimer — même si l'on peut y vivre ou survivre, difficilement — un environnement inachevé, indifférencié, constamment défait et refait tel que celui qui résulte de la dynamique des progrès scientifiques et techniques ou des fluctuations de l'économie. Faute de durée suffisante, la civilisation techno-économique condamne l'homme à vivre dans des espaces insignifiants, privé d'individualité et de profondeur. Mondes provisoires que chacun sait voués à l'obsolescence rapide, impossibles à investir symboliquement, donc à aimer.

C'est pourquoi le délire de puissance et d'affirmation de soi par la technique qui semble obséder l'humanité moderne, ainsi que l'emprise grandissante de l'économie doivent être remis en question. Cela ne saurait constituer le but de la vie humaine. La technique et l'économie ne sont que des moyens au service de la saveur, de la richesse, de la profondeur de la vie humaine considérée en sa quotidienneté. Et pour qu'il y ait saveur à vivre il faut, s'opposant à la logique propre des processus techno-scientifiques et économiques modernes, préserver l'existence d'une dimension de nature. Les sociétés modernes se laissent fasciner par les moyens qu'elles déploient au point que ces moyens, désormais érigés en fins ultimes, se retournent contre ce qu'initialement ils visaient.

QUELQUES PROPOSITIONS

- Ralentissement, et si possible abandon, des modes de production et de consommation les plus destructeurs. D'autant plus qu'ils s'avèrent souvent, à l'analyse, peu efficaces, voire contre-productifs.
- Instauration d'un droit au moratoire lorsque des projets techniques ou économiques comportent des risques écologiques graves. Ce droit aurait pour objet de permettre aux habitants d'un pays de ne plus être mis, comme c'est l'habitude, devant le fait accompli.
- Instauration, en cas de contestation sur les effets d'une nouvelle orientation technico-économique, du droit à une expertise contradictoire et indépendante. La règle des droits de la défense applicable aux débats judiciaires doit désormais être étendue aux débats relatifs aux choix techniques et scientifiques. Bien entendu, la mise en cause juridique d'un projet d'aménagement ou de développement industriel devrait avoir un effet suspensif de l'autorisation délivrée par les "pouvoirs publics".
- Introduction de la notion de responsabilité de la haute fonction publique, comme cela existe en Grande Bretagne. Un chef d'entreprise peut faire faillite, un député peut ne pas être réélu. En revanche un préfet, dont le pouvoir est énorme, particulièrement en matière d'aménagement du territoire, ne court quasiment aucun risque personnel.
- Il serait souhaitable enfin que les associations de défense de l'environnement puissent percevoir des dommages et intérêts substantiels de la part des créateurs reconnus de nuisances, comme cela se pratique dans certains pays.

Mais ces mesures sont simplement conservatoires. Il nous faut instaurer des devoirs envers la nature. Certes, il n'y a guère de sens à sacrifier la nature, à lui reconnaître des "droits" au sens où un individu humain a des droits. La nature n'est pas une personne douée de conscience et de liberté. Mais nous pouvons instituer des devoirs à l'égard de la nature, nous pouvons nous donner une discipline. C'est la définition d'une telle discipline qui se cherche, difficilement, à travers certaines interrogations et tentatives du mouvement écologiste.

Toutefois si, pour donner vie à cette discipline, nous ne disposons pas d'un enracinement préalable dans une symbolique donnant forme à la beauté, à la richesse, au mystère de la nature et amenant à l'aimer, alors nous sommes voués à l'échec.

LA NATURE, A PROTEGER OU A AIMER ?

JE SUIS NE DANS UN CHOU

Mes parents habitaient une petite maison au fond d'un jardin lié à une "maison de maître" située au centre de ce qui est maintenant le vieux village. Le jardin était constitué de trois grandes plates-bandes carrées d'environ trente mètres de côté, ce qui me paraissait immense. Face à la

ter un appartement (une conciergerie) en plein centre de Toulouse, rue du Sénéchal, à deux pas de la place du Capitole. C'est à Blagnac que j'ai eu un premier contact avec la nature, avec les végétaux et les animaux (mes parents ont toujours eu et aimé des chats et des tortues).

Ici ont pris naissance mes premiers étonnements au monde.

Mon enfance, à Blagnac, village de la banlieue de Toulouse, s'est écoulée dans un jardin dont je conserve le souvenir ému.

maison, il y avait le jardin potager familial. A la droite de la maison, il y avait le verger avec des poiriers et des pommiers palissés, des abricotiers, des cerisiers. A la gauche de la maison, la parcelle était plantée de vigne et d'asperges. Un peu plus loin, à gauche un espace était réservé au poulailler et aux clapiers des lapins. A côté du poulailler, un lavoir à l'ancienne. La maison du propriétaire, Monsieur Théophile Bleys, était plus éloignée, bordée d'un parc composé de beaux arbres, résineux exotiques comme le cèdre du Liban, ou feuillus nobles comme le chêne ou le marronnier. Le jardin était tracé géométriquement, à angles droits. Les allées de séparation étaient construites de tonnelles de vigne grimpante. Des chemins aux formes plus fantaisistes, cachés par des buissons de buis, d'aucubas ou de fusains, débouchant sur de petites clairières au carrefour de plusieurs sentes, serpentaient dans le parc. Ce n'est que bien plus tard que j'ai appris à analyser l'organisation caractéristique de ces parcs de la région toulousaine, signe de distinction d'une certaine classe bourgeoise rentière et cultivée.

C'est dans ce jardin et dans cette maison que j'ai vécu jusqu'à l'entrée en sixième où mes parents sont venus habi-

ter. Chaque année j'assistais aux vendanges. Je revois mon père fouler aux pieds dans une grande cuve de bois les grappes de raisin et le jus couler. Je me souviens de la culture des diverses plantes potagères, les tomates, les salades, les poireaux, les choux, les oignons, les aubergines, les carottes, les pommes de terre. Souvent les pommes de terre étaient attaquées par les doryphores ou par les courtilières (animal souterrain étrange, taupe-grillon, dont je conserve en mémoire le parfait souvenir bien que je n'en aie jamais revu depuis ce temps). Les tomates, sans doute des Saint-Pierre, lourdes, charnues, étaient traitées à la bouillie bordelaise, ce qui rehaussait leur rouge d'Orient. Je me souviens du goût exquis, quasi mythique de toutes les productions du jardin familial. Je me souviens de la cueillette printanière des asperges dont on voit à peine poindre la tête et de la belle plante à fruits rouges qui suit. Je me souviens d'un guignier qui produisait en abondance un fruit acide et aqueux que l'on pouvait aspirer délicatement dans la bouche, le noyau restant attaché à la queue. Je me souviens des saisons rythmées par les différentes floraisons et végétations. La vigne vierge aux feuilles violettes et les vendangeuses de l'automne, la florai-

son hâtive de l'amandier au printemps, suivi par les cerisiers précoces et les pommiers. Je me souviens de la floraison exubérante, rose, du marronnier. Je me souviens de la bogue et des marrons que l'on emporte à l'école, bien serrés sous le poing et qui servent de ballon de football. Je me souviens des hivers enneigés et des traces des oiseaux sur la neige. L'hiver 56, tout le jardin s'est figé, j'ai ramassé des oiseaux, des merles et des moineaux, pétrifiés. Certains petits espaces, d'accès facile, du potager ainsi que le devant de la maison, étaient consacrés à la culture des plantes florales, dahlias, rosiers, zinnias, anémones. Un bouquet de fleurs du jardin trônait en permanence sur la table de la salle à manger.

En été nous partions passer les vacances à la campagne, à Saint-Paul-de-Mamiac, dans le Tarn, chez Aurore Bleys (la sœur de Théophile) que mon père avait connue pendant la résistance et qui partageait sa passion de l'hindouisme. A Saint-Paul j'avais affaire à une nature beaucoup plus sauvage, mais aussi à la nature du paysan. Mes jeux d'enfance se passaient dans les chemins du hameau, mais aussi sur le causse qui, au grand virage de La Tour près de la route du Penne où nous allions rituellement nous promener tous les après-midi, était caractérisé par une végétation, un espace spécifiques. Ici le grand chêne vert, sombre et ombrageux ; là les petits chênes hybrides du causse, si propices à la construction de cabanes, à la "grimpe" et aux parcours labyrinthiques. Ici une prairie assez fertile ; là les rocailles affleurant sur le sol, brûlantes au soleil, striées de sauterelles. Je me souviens de nos jeux où les jeunes pousses des noisetiers, droites, souples, quasiment lisses et tachetées, étaient si pratiques pour confectionner des bâtons sculptés et surtout des arcs et des flèches. Quelquefois nous allions faire une excursion, une véritable expédition, dans la forêt de la Grésigne, toute proche, où la nature prenait un aspect monumental de cathédrale aux colonnes majestueuses de chênes rouvres. Je me souviens du sol rougeâtre de la forêt, des ruisseaux (les rûs) à l'eau claire sur un fond de pierres brillantes, brunes et noires. Je me souviens, comme d'une saillance de la mémoire, d'un départ à pied de très bonne heure, à l'aurore, par le chemin qui descend à l'Aveyron par la crête, avec le père Palach, pour aller avec lui à la pêche, dans la brume évanescence de la rivière. Notre silence est religieux. Les oiseaux chantent à tue-tête, assourdissants. Notre écoute est première. Nous quittons les ténèbres.

Il faut avoir, au moins une fois dans la vie, assisté, quand la rosée du matin vient encore mouiller les chaussures, à la naissance d'un paysage. Il faut avoir, en haut, sur le plateau, vu la campagne prendre des couleurs et ap-

paraître dans la clarté naissante les veines blanches des vallées embrumées par la rivière. Il faut avoir assisté à la renaissance des falaises, des arbres et de l'eau, quand le brouillard se dissipe enfin à la vitesse du galop d'un cheval timide. Il faut avoir vu naître la lumière.

Il y a autant d'être que d'apparaître.

Le hameau de Saint-Paul était encore peuplé de paysans et de bergers. Une bergerie était située en face de notre maison, "Mon Refuge". Tous les soirs la bergère, coiffée d'un large chapeau de paille, rentrait les brebis (les fêdes) qui laissaient sur l'unique partie goudronnée leur petites punctuations noires. Quelques troupeaux de vaches, du type Salers à longues cornes et robe acajou, mais aussi des laitières blanches et noires, passaient également matin et soir par le hameau pour aller et venir de l'étable aux pâturages. Chaque jour cet événement se reproduisait, dans un cortège de mouches et de taons, d'odeurs et de sons. Il fallait les empêcher de manger les fleurs et les plantes qui ornaient les maisons. Elles aussi laissaient sur la route des monticules qui m'impressionnaient. Il m'arrivait de participer ou d'accompagner les travaux paysans, fenaions ou garde des moutons. L'apothéose tant attendue étant la moisson des céréales et surtout le dépiquage, véritable fête collective et votive du hameau. A Saint-Paul, s'est donc aussi joué mon rapport secret à la nature qui a pris aussi d'autres formes, moins bucoliques.

Cruautés et sadismes d'enfance

Je me souviens de quelques manipulations expérimentales portant sur diverses espèces animales qui n'avaient pas beaucoup de moyens de défense face à un jeune enfant. Les escargots me fascinaient. Leurs appendices visuels, leurs yeux, ces petites cornes qui se déploient ou qui se cachent dans la tête selon les circonstances et où apparaît par transparence une colonne visuelle de couleur noire quelques instants après l'évagination de son conduit, me passionnaient. Combien d'heures ai-je passées à étudier et observer ce phénomène et de quelle manière, armé de ciseaux et d'aiguilles ! Un autre sujet de mes études était la reviviscence des fourmis. Prenez, en été, une casserole d'eau. Prenez également quelques fourmis, ouvrières ou gardiens, que ne manquera pas de vous fournir la fourmière toute proche. Notez le temps que les fourmis, déposées à la surface de l'eau, mettent pour se noyer et gésir inanimées au fond du récipient. Quand toutes les fourmis déposées apparaissent inertes, versez rapidement sur une surface cimentée, en plein soleil, le contenu de la casserole. Quelle sera votre surprise de constater que

quelques fourmis vont, petit à petit, remuer, marcher, fuir pour ne pas dire ressusciter. Je n'avais de cesse de contempler ces miracles, de les reproduire, de les vérifier, d'établir des statistiques. Je ne pouvais pas mettre en œuvre de tels protocoles avec les chats domestiques, mais je ne peux pas affirmer que l'idée n'ait pas traversé ma blonde tête. Quant à la tortue familiale, c'était un animal sacré. Il faudra bien qu'un jour j'expie ces crimes de l'enfance. Déjà je cherche à me faire pardonner. Mais il y a mille manières d'aller aux choses mêmes.

Le temps de l'empreinte

Je n'ai jamais eu affaire à une nature "naturelle", mais à une nature déjà transformée, plantée, aménagée, cultivée par l'homme, que ce soit le jardin ou la forêt. Une vraie nature sauvage relève du mythe dans un pays comme le nôtre. Même chez Jean-Jacques, l'état de Nature est une fiction nécessaire. Il peut sembler y avoir parfois des mixtes de nature sauvage (la lande du causse) et de champs cultivés, mais en cherchant bien, même dans l'arrière-pays le plus reculé, le plus abandonné on trouvera une trace ou des traces matérielles d'une activité humaine de la préhistoire au vingtième siècle, un vestige des sociétés agro-pastorales. Aujourd'hui, avec la disparition accélérée des activités agricoles et l'extension des friches, le paysage, la nature se dirigent peut-être vers un état de climat où "toutes les vaches sont grises".

L'enfance est bien le temps et le territoire de l'empreinte. Une grande partie des goûts, des comportements, de l'histoire à venir de l'être s'y jouent. Je ne crois pas que l'on puisse aisément aimer la nature sans avoir eu un contact immédiat, précoce et direct avec elle. Bien sûr, il est possible de commencer à aimer la nature plus tard. Une passion esthétique peut naître au cours d'une existence. L'éveil à la nature, est avant tout un éveil de la sensibilité aux couleurs, aux odeurs, aux formes et paysages. La raison, la réflexion peuvent venir donner une autre dimension, une fondation ou une refondation, un approfondissement à ce donné immédiat. On ne sait pas pourquoi on aime. Il n'y a pas de raison rationnelle. L'amour est plus que l'amour et quand la raison s'en mêle trop, ce n'est peut-être pas bon signe. Souvenons-nous du : "Parce que c'était lui, parce que c'était moi" et disons : "Parce que c'était elle, parce que c'était moi" !

La vie urbaine

Arrivé à Toulouse, j'ai très durement vécu la transition brutale d'une vie par bien des aspects rurale à une vie purement urbaine. L'appartement petit et

vétuste, la cour de l'immeuble, la rue, les voitures, la disparition du ciel et des étoiles, tout me désolait. J'ai pleuré, beaucoup pleuré et mes rêves étaient fréquemment peuplés de ce paradis perdu, de ce jardin perdu, de cette nature perdue et que, sans doute, je n'allais jamais retrouver. Puis la fréquence de tels rêves, de tels pleurs, a diminué. La ville a exercé ses attraits. Je suis devenu un enfant, puis un adolescent de la ville, connaissant les rues, les passages publics et les passages secrets, les moindres recoins du quartier de la rue du Taur et de la rue de Rémusat, entre la place du Capitole et la basilique Saint-Sernin. J'ai goûté aux appâts et aux poisons délicieux de la vie urbaine (le dernier étant le métro). J'ai compris que la ville était aussi un fantastique espace de liberté, que le champ des possibles, des activités, des cultures y était presque infini. Je me suis intéressé à l'architecture, au cinéma. Je me suis mis réellement à lire, à fréquenter la bibliothèque municipale qui se trouvait, rue du Périgord, dans mon périmètre de chasse. Les fruits et légumes du marché du boulevard, sans valoir ceux du jardin, n'étaient pas trop détestables et le dimanche, ma mère achetait des fruits exotiques jusque-là méconnus chez le Fauchon toulousain, à la maison Busquets. C'est ainsi que nous avons dégusté un dessert inoubliable d'avocats au sucre et au vin blanc.

Je me suis donc urbanisé pour ne pas dire civilisé. Mon périmètre d'investigation s'est étendu à la ville entière. Sur la couche géologique que Blagnac avait laissé dans ma jeune conscience s'est déposée, comme un sédiment, une couche Toulouse qui l'a petit à petit recouverte et enfouie dans la mémoire. De petites strates Saint-Paul sont venue veiner chaque été cet épais falun.

A Saint-Paul aussi j'élargissais mon aire vitale. Je passais de nombreux moments en forêt de Grésigne, j'explorais plus profondément les sentiers et les sites, j'éprouvais une grande joie à la découverte de monuments dans la nature comme l'oppidum de San Clemente et la mine de gypse, ou de monuments de la nature où la forêt apparaissait comme une forêt vierge, ou plutôt comme l'idée que je me faisais de la forêt vierge, impénétrable, barrée de lianes, de ronces. Des lichens et des mousses tombaient des branches et des rameaux, comme dans un film de Corman. J'aimais particulièrement les grands arbres de la futaie, de la hêtraie ou de la chênaie. Peut-on imaginer que notre monde sera un jour dépeuplé de ses arbres ? De retour à Saint-Paul, j'essayais de reconstituer en aquarium un milieu humide forestier, avec les plantes aquatiques et les habitants des ruisseaux de la forêt : écrevisses, vairons, limnées, notonectes, etc. Mes jeux naturels d'adolescent étaient devenus plus inoffensifs.

Quelques choix de vie

Je me rends compte seulement aujourd'hui comment, quand est venu l'heure de choisir, après le baccalauréat, une voie professionnelle, un métier, le choix effectué a été conditionné par un désir souterrain de nature et pourquoi, en fin de compte, ces études terminées, je ne me suis pas installé à la campagne. Il y avait, il y a encore en moi, sans doute, conflit de deux influences, de deux déterminations, de deux fantasmes : la ville et la campagne.

De la préparation au concours, je me souviens de la constitution obligatoire d'un herbier qu'il fallait présenter au jury si l'on était admissible à l'oral. Aujourd'hui cette épreuve a été depuis longtemps supprimée. C'est pourtant grâce à elle que je me suis vraiment intéressé à la botanique, que j'ai enfin pu nommer quelques plantes de la région déterminées sur le terrain à l'aide de la petite flore de Gaston Bonnier et à la maison grâce à la flore de l'Abbé Coste ou aux planches en couleurs de la grande flore de Bonnier. Depuis ce moment je n'ai cessé d'herboriser quand l'occasion se présente. J'ai consulté de nombreuses autres flores et ouvrages de botanique. A la joie immédiate que procure une espèce végétale, sa fleur, son odeur, son port, sa forme et son aspect est venu s'ajouter le plaisir intense de pouvoir nommer la plante en question, l'application à son égard d'un vocabulaire à la fois savant et exquis.

La confrontation du donné de la nature avec sa représentation. Ce va et vient de la plante à son nom et à sa description, du terrain au livre, de la théorie à la pratique, du paysage au texte, me paraît être, non seulement une bonne méthode de la raison, cette économie de la pensée, mais aussi une source intarissable de plaisirs et d'émotions esthétiques. Comment peut-on comprendre les rapports de l'art et de la nature, comment peut-on aimer la peinture, figurative ou abstraite, ancienne ou contemporaine, sans toujours revenir, puis quitter, puis revenir, à ce socle de l'immédiat qui constituent la nature et les formes naturelles ? En retour un tableau de Bissières ou d'Henri Martin, une photographie de Pierre de Fenoyl me font aimer encore davantage la nature. Je vois différemment le monde, la lumière de Boissierette, la Prairie des Filtres de Toulouse, les paysages de Castelnau de Montmiral. Qu'il est beau et nécessaire, ce plancher où toutes les vaches ne sont pas grises.

Dans mon métier, je dois mettre en œuvre le même schème de travail. Cet aller-retour permanent entre l'animal, l'animal souffrant, et la connaissance théorique de l'affection, entre culture et nature. Un profond respect nous anime face à cet élément vivant de

la nature qui nous est confié et à qui nous devons restituer l'intégrité des fonctions, de la vie. L'émotion esthétique devant la perfection de la forme du chat, du chien ou de cheval, côtoie une émotion plus tragique, plus essentielle, quand, par exemple, il faut euthanasier. La question de la douleur, si rarement, si stoïquement exprimée par l'animal, doit hanter en permanence notre conscience d'hommes civilisés et nous devons tout faire pour l'atténuer, si ce n'est l'abolir. Avec le monde animal, la nature prend une toute autre dimension, une sorte de couronnement. Ces êtres à la fois si loin et si proches de nous, ne cessent, énigmatiques, de nous interroger. "Tu ne comptes pas un seul ami parmi les animaux. Et tu appelles cela vivre ?" nous dit Elias Canetti. Peut-on imaginer sans effroi un monde où ne resteraient que quelques espèces animales, vénérées comme des reliques ?

Engagements, dégagements

De l'âge de quinze ans à l'âge de trente ans j'ai été marxiste, communiste. Je vivais dans un milieu communiste ou communistant. Mes parents, mes beaux parents, mon épouse, mes amis, tous communistes, le climat pour ne pas dire l'hérédité, étaient très déterminés et déterminants. La vie urbaine, ses criantes injustices et inégalités, venait conforter cette orientation. Je passais une grande partie de mon temps à militer et à approfondir la "philosophie marxiste". Je réunissais à Saint-Paul des séminaires sur le Capital où la lecture ne s'arrêtait pas au livre Un. Je n'avais plus le temps ni le goût de la promenade. Je ne voyais plus la nature ! J'avais une soi-disant "conception du monde et de la nature", telle que nous la propose le marxisme, si prompt à nous offrir des lunettes ou des grilles pour comprendre la réalité. Une vue en fin de compte utilitariste et instrumentaliste de la nature qui doit être, en der-

nière instance, pour reprendre le vocabulaire officiel, mise au service de l'homme. La fine restriction cartésienne, le petit "comme" de Descartes, du "comme maîtres et possesseurs de la nature" avait disparu. Il ne restait plus que les plates thèses d'Engels sur la nature développées dans "Dialectique de la nature". L'affaire Lyssenko n'est, sans doute, que la mise en œuvre de telles thèses sur la nature, avec les résultats que l'on sait.

Le capitalisme étant intrinsèquement pervers, il était naturellement pollueur. Le communisme étant intrinsèquement bon, il ne pouvait pas polluer. Tchernobyl, Aral, Tcheliabinsk, Totsk, vous ont-ils ouverts les yeux, camarades ? Passons. Petit à petit, je trouvais cela assez terrible, pour ne pas dire irrespirable. Je ressentais inconsciemment le sourd besoin d'ouvrir les portes et les fenêtres, d'élargir mes horizons intellectuels et de revenir à mes premières amours. Des études universitaires de philosophie m'ont aidé à briser le carcan, à quitter l'horizon clos du marxisme, à prendre conscience de l'existence d'autres philosophies (si tant est que le marxisme soit une philosophie) qui me semblent plus profondes, plus éloquentes sur le monde, la nature, la vie.

Naturalisme sans rivages

Aujourd'hui, la nature ou ma nature ayant horreur du vide, je milite dans une association de protection de la nature. Nature Midi-Pyrénées où je fais partie du conseil d'administration, où j'ai dirigé une revue, etc. Je ne peux pas dire que j'y sois pleinement heureux tant y sont malheureusement présentes des dérives techniciennes, juridiques, intégristes et claniques. Le noyau dur des naturalistes fervents est souvent intolérant.

La protection de la nature qui se traduit de fait par l'achat, la gestion, l'aménagement de certains territoires



transformés en réserves protégées et par des actions ponctuelles pour sauver telle ou telle espèce ou espace menacés, l'ours des Pyrénées ou le busard cendré, ne s'accompagne que rarement d'une vision globale des données du problème et de l'évolution de la société. Nous ne nous alarmons pas de la disparition accélérée d'une France de petites exploitations paysannes qui, bon an mal an, conservaient, "faisaient", le paysage et contribuaient au maintien de nombreuses espèces dans nos campagnes.

Nous ne remettons pas souvent en cause le modèle économique dominant, fondé sur le postulat indiscutable d'un nécessaire développement ici ou dans le tiers monde. Pourtant ne voyons-nous pas que la Camargue, pour ne prendre qu'un exemple, est réduite, petit à petit, à une peau de chagrin ? Cette région la plus symbolique de la protection de la nature en France, avec sa réserve de la Tour du Valat, ses espaces et espèces d'oiseaux sous haute protection, a perdu ces dernières décennies, selon les travaux d'Alain Tamié, plusieurs milliers d'hectares d'espaces naturels (mille hectares de ces milieux ont disparu chaque année depuis vingt ans sous la pression du développement économique dominant,

sous l'extension des activités consacrées à l'agriculture, au sel et à l'industrie). De plus, la nature donnée à voir au public dans les réserves protégées est souvent une fausse nature, une fausse reconstruction, donnant l'illusion d'une nature "vraie".

Les associations de protection de la nature ont, par ailleurs, un rôle pédagogique important et louable, pour la découverte et l'amour de la nature par les citadins. Si certains, à l'instar d'Arielle Dombasle dans le film d'Eric Rohmer "L'arbre, la médiathèque et le maire", découvrent enfin que la végétation est verte et qu'une vache ou un mouton ne sont pas des animaux préhistoriques, tous les espoirs sont permis.

Malgré tout et faute de mieux, malgré la forme de corporatisme qu'elles expriment, en l'absence d'un parti de l'écologie politique crédible et sérieux, ces associations constituent peut-être le dernier rempart face à une dégradation accélérée de la nature, empêchant que de nouveaux seuils soient franchis.

Hymen

Automne, le soleil, transmué en un cercle rouge que l'œil peut enfin fixer sans crainte, commence à dispa-

raître. Ailleurs, dans le ciel, la lune transparait. La voix de la plupart des oiseaux de l'été s'est tue. Seul, un pic vert éclate encore une fois de rire. Une corneille noire bat la campagne, essemblée. Un faucon crécerelle quitte le "Saint Esprit". Une chouette effraie prend doucement son vol, chuintante. Quelques abeilles gourdes rejoignent in extremis la ruche. Deux lapins de garenne quittent l'orée du bois. Un cheval alezan galope de plaisir. Les couleurs de la nature s'estompent lentement. Des êtres meurent, des êtres naissent. Je viens de trouver une plume de geai. Bleue. Mes yeux fixent le soleil. En quête du rayon vert.

A l'étonnement que m'a procuré et me procure toujours l'existence, la naissance et la mort des formes naturelles du monde, se substitue un émerveillement.

Etre vivant, je me sens en continuité de la nature. Etre de pensée, suis-je en rupture ? D'où vient tout cela ? D'où vient cette intense adéquation ? D'où vient l'émotion qui me saisit dans cette attitude essentiellement contemplative, la nature est-elle un don ? Sacré comme un don ? Y a-t-il sous la nature naturée, une nature naturante, un Dieu ? Sur le chemin de Valeyres, en chemin, je suis conduit à le penser.



une seule branche de Hêtre
me camouflait de ce spectacle
que mon rayon tremblant ne pouvait
retravaux...

Alain 34



ENVIRONNEMENT

CLIMAT : CHANGEMENT D'OPTIQUE CHEZ SHELL

Le 21 avril 1998, Mark Moody-Stuart, le chef de la division Shell Transport and Trading et successeur désigné du PDG Cornelius Herkstroter, a annoncé à Londres que la firme au coquillage jaune quitte le lobby industriel Global Climate Coalition, imitant en cela la BP qui l'avait déserté en mai 1997. La GCC, qui regroupe plus de 230 000 entreprises américaines et internationales, actives dans la chimie, l'énergie, l'automobile, l'aéronautique..., pourfend toute mesure de protection climatique, considérant les connaissances sur l'effet de serre comme "insuffisantes" pour justifier des dispositions restrictives. Elle mène vigoureusement campagne pour empêcher la ratification par le Congrès américain du protocole approuvé à Kyoto, le 11 décembre 1997, recommandant aux nations industrialisées de réduire d'ici 2010 de 5,2 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de CO₂. Les boss de Shell perçoivent dans ces orientations comme dans les énergies renouvelables des opportunités bénéfiques. La compagnie pétrolière néerlandaise-britannique investira dans ce secteur 2,745 milliards de francs dans les cinq prochaines années. Sous le feu des critiques dans l'affaire de la plateforme "Brent-Spar" il y a trois ans et suite à la dévastation au Nigeria du territoire des Ogonis, elle tente de redorer son blason. (correspondance René Hamm)

ESPAGNE : CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

Le samedi 25 avril vers 4h30 du matin, un réservoir géant de l'entreprise suédoise Bolindén explose sur un site minier. Ce réservoir de décontamination contient des métaux lourds extrêmement toxiques : zinc et plomb notam-

ment. Des millions de m³ se répandent. Les bassins prévus par la sécurité ne résistent pas et débordent. Le mélange toxique se répand dans la rivière Guadalimar. Des barrages flottants sont alors mis en place et le gouvernement espagnol annonce un moment avoir stoppé la pollution. Mais celle-ci s'enfonce dans la nappe phréatique et, dès le 29 avril, l'eau est contaminée en aval des barrages. Or la rivière se jette dans le Guadalquivir, un fleuve dont l'estuaire est une immense réserve naturelle qui abrite cerfs, lynx et oiseaux migrateurs sur 75 000 hectares de marais. L'hécatombe des poissons laisse alors la place début mai à une pollution totale du parc naturel andalou.

La direction du parc estime aujourd'hui qu'il faudra trente ans pour éliminer les éléments toxiques et que le parc ne pourra jamais retrou-

ver son écosystème d'avant la pollution.

En 1992 et 1996, les associations écologistes locales avaient organisé des manifestations pour dénoncer la vétusté des installations de l'usine. En vain.

ITALIE : FLEUVE DE BOUE PREVISIBLE

Plus d'une centaine de personnes sont mortes ensevelies sous des coulées de boue, au sud de Naples, le 6 mai, après les importantes précipitations du printemps. Le 9 mai, près de 100 000 personnes ont manifesté dans les rues de Rome, à l'appel des associations de protection de l'environnement pour dénoncer les causes connues d'un tel accident : déforestation abusive, autorisation de construire dans des zones à risque, manque de connaissances géologiques.

PUBERTE ET PESTICIDES

Une étude de longue durée a été réalisée à l'institut américain des sciences environnementales sur le devenir de 600 jeunes filles dont les mères ont été exposées à des pesticides entre 1978 et 1982. Ces pesticides transmis par le lait ont provoqué une puberté précoce chez les adolescentes. Ce résultat est à rapprocher d'une autre étude qui montre qu'une puberté précoce augmente le risque de cancer du sein. (source : *Sciences et Vie*, novembre 1997)

DANGER DE L'HYGIENE FEMININE

De multiples cas toxico-infectieux ont été signalés dans le monde du fait de l'usage des tampons hygiéniques. La cause exacte n'est pas connue, mais les pistes sont les suivantes : les fibres absorbantes sont à base de rayonne, de polyester ou de polyéthylène qui sont des fibres plus absorbantes que le coton. Or ces produits sont souvent traités au chlore qui pourrait avoir un rôle irritant. Le coton utilisé a le plus souvent reçu de nombreux traitements pesticides que l'on retrouve dans le tampon. La solution : fabriquer des tampons en coton issu de l'agriculture biologique. Une so-

CHAMBONCHARD : BARRAGE INUTILE

L'EPALA, établissement public d'aménagement de la Loire et de ses Affluents, voulait construire des barrages "écrêteurs de crues" pour éviter les inondations dans des zones où les maires soucieux de gagner de l'argent ont autorisé des constructions. Ainsi démarre il y a plus de dix ans, un projet comportant de multiples barrages. Le premier d'entre eux, à Serre-de-la-Fare, va faire l'objet d'une intense campagne d'opposition de la part des écologistes regroupés au sein de SOS-Loire Vivante. Une contre-proposition prévoyant la réouverture de zones inondables pour absorber les crues sera faite et un référendum régional donnera l'aval à ce projet des écologistes. Le gouvernement finira par céder et depuis les solutions alternatives ont prouvé leur efficacité : il n'est pas besoin de barrages pour écrêter les crues.

Que cela ne tienne, après avoir abandonné le barrage de Serre-de-la-Fare, contraint et forcé, l'EPALA se replie sur le projet de Chambonchard, sur l'Allier, en prétextant qu'il s'agit cette fois de créer des réserves d'eau pour l'irrigation. Nouvelle lutte qui vient de se terminer, en décembre 1997, le président du Comité de Bassin reconnaissant qu'il n'y avait pas de besoins dans ce domaine.

L'EPALA change alors de discours une nouvelle fois en mettant en avant le tourisme vert que peut engendrer une retenue d'eau et publie une étude qui prévoit même une augmentation du volume du barrage de 50 à 80 millions de m³. Le WWF, fonds mondial pour la nature, qui suit le dossier depuis de nombreuses années, a alors fait une contre-étude économique en comparant avec d'autres barrages conçus aussi pour des activités de loisirs. Ses conclusions, rendues publiques ce printemps, sont sans appels : tous les chiffres de l'EPALA sont gonflés pour essayer de trouver un équilibre économique peu prévisible : ainsi l'EPALA prévoit une affluence touristique que n'ont pas des plans d'eau situés depuis de longues années en région parisienne. Si l'on se met seulement au niveau de ces plans d'eau déjà existants, le barrage n'a plus aucune viabilité économique et le WWF annonce que la réalisation d'un tel barrage entraînera une charge importante pour les communes. Le 14 mars dernier, à l'occasion de la journée mondiale pour les rivières, l'eau et la vie, une vingtaine de militants ont organisé un "camp d'avertissement" sur le futur site du chantier rappelant ainsi que l'occupation du site de Serre-de-la-Fare avait duré plus de deux ans.

Pour en savoir plus : WWF 151, boulevard de la Reine, 78000 Versailles, tél : 01 39 24 24 24.

TRAIN DE VIE, TRAIN DE FETE

Affluence inhabituelle en gare de Grenoble le dimanche 26 avril à la mi-journée. Le train de Gap est pris d'assaut par près de 250 voyageurs — contre une quarantaine à l'accoutumée. Venu à l'appel de plusieurs associations de défense de la nature ou impliquées dans l'aménagement du territoire pour promouvoir une alternative à la voiture reine, ces voyageurs se rendent à Monastier-de-Clermont, la porte du Trièves. A l'arrivée, en sept minutes chrono, les 120 vélos déchargés, un pique-nique fut organisé. Il y régna une aimable convivialité, concrétisée par une omelette géante. Des comédiens lirent des textes de Giono, plus que jamais d'actualité. Puis, qui à pieds, qui à vélo, tout ce monde rejoignit pour le retour la gare de Saint-Martin-de-la-Cluze, lieu symbolique pour bon nombre, partisans d'alternatives à l'A51, qui voudraient voir là le début des travaux de modernisation de la RN75 (et en premier lieu une vraie déviation de Monestier) et l'arrêt de l'autoroute. Grâce à la complaisance des services de la SNCF, cette gare désaffectée fut remise, pour l'occasion, en service. Une expérience à renouveler et à initier dans d'autres régions. Pour en savoir plus : FRAPNA-Isère, 5, place Bir-Hakelm, 38000 Grenoble.



ce et l'Espagne par la voie ferrée. Des délégations hollandaise, allemande, espagnole, suisse, belge... étaient présentes pour rappeler que le problème se situe au niveau de l'Europe et qu'il est également présent chaque fois que la route s'élève. La manifestation a démarré de manière symbolique sur le quai de la gare d'Orlon avec l'arrivée — en cul de sac — du train de 14h27 en provenance de Pau. Les manifestants ont alors demandé symboliquement au guichet des billets pour l'Espagne. La manifestation s'est terminée sur la lettre de soutien du cosmonaute Léopold Eyharts : "Nos sociétés prennent de plus en plus conscience que le progrès ne justifie pas tout et que la Terre n'est pas invulnérable".

Cette manifestation marquait les dix ans d'opposition au projet autoroutier dans la vallée d'Aspe, l'occasion de constater que seul le tunnel a vu le jour, que le fuseau des 300 mètres de large nécessaire à l'autoroute n'est toujours pas défini et que les problèmes financiers d'accumulent.

Les opposants ont rappelé qu'en trois ans seulement, pour dix fois moins cher, la liaison Pau-Canfranc-Saragosse pourrait être ouverte par le rail, en respectant les Pyrénées, les hommes et la nature. Contact : Collectif Alternatives Sompport, BP131, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 41 45.

VALLEE D'ASPE : FESTIVAL-MANIF

Du 11 au 14 juillet, La Goutte d'Eau organise un festival-manif dans la vallée d'Aspe contre le projet autoroutier. Plusieurs chanteurs seront sur place, en particulier le chanteur lyonnais Jean-Marc Le Bihan.

Renseignements : Eric Pétetin, La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.

JOURNEE SANS VOITURE

Après le succès de la Journée sans voiture à La Rochelle, l'année dernière, le ministère de l'environnement annonce la reconduction de cette opération le 22 septembre dans toutes les villes qui le souhaitent. Les maires des communes d'Amiens, Chambéry, Grenoble, La Rochelle, Montpellier, Montreuil, Morlaix, Nantes, Rouen, Tours, Strasbourg, Chambly, Lons-le-Saunier, Quimper, Saint-Germain-en-Laye ont déjà donné leur accord...

VIVEMENT LE RAIL

Lancé à l'occasion du rassemblement en Vallée d'Aspe, la troisième campagne d'Agir pour l'Environnement, avec le soutien d'Initiatives Pyrénées, Initiative des Alpes, la FNAUT, et des collectifs locaux, porte sur la réouverture de la ligne Oloron-Canfranc qui représente une alternative concrète au projet autoroutier en vallée d'Aspe. La campagne propose des cartes postales adressées aux ministres de l'environnement et des transports, ainsi qu'au commissaire européen aux transports. La campagne a été initialement prévue jusqu'au 30 juin mais il est encore possible de faire signer des cartes pendant l'été.

Les cartes sont disponibles au prix de 5 F (de 1 à 9 ex), 2 F (de 10 à 49 ex), 1,50 F (au delà de 50 ex) auprès de : Agir pour l'environnement, 105, rue des Moines, 75017 Paris, tél : 01 40 25 95 15.

VALLEE D'ASPE : 1500 PERSONNES

Après une période de démobilisation, l'initiative d'un rassemblement contre l'axe E7 en vallée d'Aspe a réveillé la flamme des opposants : ce sont plus de 1500 personnes qui se sont retrouvées le 2 mai à Oloron-Sainte-Marie pour demander le réaménagement de l'ancienne voie ferrée, fermée en 1970, et permettre le passage des marchandises entre la Fran-

ciété américaine Organic Essentials commercialise de tels tampons. Elle a proposé son procédé à Tambrands (le fabricant des Tampax) mais la firme ne s'est pas déclarée intéressée. Contact : Organic Essentials, Route 1, Box 120, O'Donnel, Texas 79351, USA, tél : 001 800 765 6491, (source : Ecologue XXI, janvier 1998)

LA HAVRE : ARSENIC ET VIEILLES POUBELLES

L'association Robin des Bois a alerté les autorités à propos de la construction d'un complexe multisalles Gaumont Cinéma dans la banlieue du Havre. Cette construction se fait en effet sur un ancien terrain marécageux réhaussé par des mâchefers d'incinération contenant des

métaux lourds toxiques (arsenic entre autres) et des dioxines. Une étude réalisée en urgence en mars dernier a montré que de l'arsenic s'écoule dans le lit de la rivière mitoyenne, la Lézarde. Robin des Bois demande que le site soit nettoyé avant la construction du complexe. Contact : Robin des Bois, 15, rue Ferdinand Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36.

CHAUVES-SOURIS

Le groupe Ecovolontaires de Jean-François Noblet organise un camp scientifique sur les chauves-souris du 4 au 12 juillet à Entrepierre dans les Alpes de Haute-Provence. Renseignements : Jean-François Noblet, 52, chemin de Rochesson, 38240 Meylan, tél : 04 76 90 75 69 heures repas.

USA : DEDOMMAGEMENT SI VOUS NE ROULEZ PAS !

Le patronat des USA vient de découvrir qu'il coûte moins cher de payer les déplacements par transport en commun à leurs employés plutôt que devoir construire d'immenses parkings devant les entreprises. Des calculs faits à San Francisco montrent que l'économie pour l'entreprise peut atteindre 1500 F par mois et par salarié ! Même calcul dans les universités : celle de Stanford offre 40 F par mois aux étudiants qui renoncent à venir sur le campus en voiture... ce qui fait faire une économie de 900 F par mois par étudiant à l'université ! Cette mesure a permis de faire baisser de 45 % le nombre de voitures sur le campus. Apple Computer (ordinateurs) paie 5 F par jour pour renoncer à la voiture, Alza (pharmacie) paie 10 F par jour... (source : ADTC Infos, juin 1997).



NORD-SUD

SOUDAN : DIFFICULTES DE L'AIDE HUMANITAIRE

Le 25 janvier 1997, le CRIDEV, centre rennais d'information pour le développement et la solidarité entre les peuples, organisait un colloque sur le thème : "Les difficultés de l'action humanitaire en situation de crise : l'exemple du Soudan". Les actes de colloque, avec entre autres une importante intervention de Rony Braumann, sont aujourd'hui disponibles contre 30 F (+11,50 F de port) auprès de : CRIDEV, 41, avenue Janvier, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 27 20.

CHILI : INDIENS MENACES

Le projet de barrage hydro-électrique de Ralco sur le fleuve Bio Bio menace les terres des Indiens Mapuche-Pehuenche. C'est le deuxième barrage sur ce fleuve. Le gouvernement envisage d'en construire six au total. Alors que la controverse se poursuit sur les conséquences environnementales du premier barrage, ce deuxième ouvrage prévu plus en amont détruirait une vallée réputée pour la richesse de son éco-système et provoquerait des déplacements de population. La Fédération internationale des Liges des droits de l'Homme a publié un rapport sur le sujet que l'on peut obtenir contre 25 F à l'adresse suivante : FIDH, 17, passage de la Main d'Or, 75011 Paris, tél : 01 43 55 25 18.

DE QUEL BOIS BRICOLONS-NOUS ?

Agir Ici anime actuellement une campagne pour obtenir que l'étiquetage des bois vendus dans les magasins indique le nom courant de l'essence en français, le nom latin, le pays d'origine du bois. Cette campagne qui durera jusqu'en septembre a pour but de sensibiliser l'opinion sur l'exploitation des forêts tropicales. La diminution

de la surface de celles-ci menace l'existence de certaines espèces. La campagne espère obtenir de la part des distributeurs, une plus grande rigueur dans l'achat des bois et de la part des consommateurs, un refus des espèces menacées. Cette campagne est relayée au niveau international, entre autres par Greenpeace et Robin des Bois. On peut obtenir des exemplaires de la plaquette explicative et des cartes à adresser aux grands distributeurs contre 5 F l'ex jusqu'à 10, 4 F l'ex au delà, auprès de : Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris.

UNIVERSITE D'ETE JEUNES SOLIDAIRES

Le Réseau Jeunes de Peuples Solidaires, avec le soutien de Terré des Hommes, d'Acteurs Solidaires et du CRID, organise du 20 au 25 août, à Bombannes, en Gironde (50 km au nord-ouest de Bordeaux), la deuxième édition de l'"Université d'été jeunes solidaires". Outre de

nombreuses activités de vacances, l'université d'été sera l'occasion de suivre de multiples ateliers sur le développement et la culture, les modes de communication, la mondialisation...

Programme complet : Jeunes Solidaires, 4, rue Franklin, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 09 30 90.

ELF : L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE

La campagne "Elf ne doit pas faire la loi en Afrique" lancée par le Cedetim (voir Silence 231 de mai dernier) a provoqué une réaction : Elf a assigné en justice le collectif en réclamant 300 000 F de provision et une condamnation pour l'usage détourné de son logo. Les plaintes ont été déposées contre le Cedetim, centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) et Noël Mamère, député des Verts, considérés comme les initiateurs de la campagne.

Un appel de personnalités a immédiatement été mis en place qui soutient la démarche de Noël Mamère qui, au nom du groupe des députés Verts, a demandé la mise en place d'une commission parlementaire sur les pratiques d'Elf et le collectif d'associations s'est depuis agrandi, de nombreuses associations étant d'accord pour demander cette enquête. L'appel des personnalités explique que "c'est parce qu'elle n'admet pas que ce débat soit mis sur la place

publique, que l'entreprise Elf, qui dégage des milliards de bénéfices, voudrait faire taire cette exigence citoyenne en s'en prenant financièrement à ceux qui veulent la clarté dans la politique africaine de la France".

Une plainte qui arrive à un moment où Elf ferait mieux de se faire discrète tant les révélations sur ses pratiques se multiplient tant au niveau juridique (affaire Roland Dumas) qu'au niveau médiatique (le Canard enchaîné vient de publier un hors-série : "Elf : l'empire d'essence, enquête sur un super scandale d'Etat").

Le tribunal a franchi en déboutant Elf de sa demande estimant que l'utilisation du logo d'Elf n'a pas de vocation commerciale mais uniquement de dénoncer des pratiques illicites.

VOSGES : L'AFRIQUE DANS TOUS SES ETATS

Un collectif de huit associations organise du 27 au 30 août à Remiremont, dans les Vosges, une manifestation "L'Afrique dans tous ses états" qui, cette année, a pour thème "le métissage". Au programme : expos ventes, expos photos, ateliers culinaires, peintures, sculptures, animations pour les enfants, défilé de mode, musique, commerce équitable, conférences, percussion, etc. Renseignements : Pascal Lemble, 7, Impasse du rivage, 88550 Jarrenil, tél : 03 29 36 97 34.

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

A lors que 1998 marque le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, de nombreuses associations de défense des peuples indigènes dénoncent l'hypocrisie de la situation actuelle. En effet, si l'esclavage conventionnel a été supprimé, il a été remplacé dans de nombreux pays par "l'esclavage de la dette" dont le principe est simple : un riche prête à un pauvre une somme nécessaire à la construction d'une petite habitation et lui propose de rembourser en travaillant pour lui... mais avec un taux d'intérêt tellement gros que le pauvre ne peut jamais rembourser cette dette... et qu'il va devoir travailler toute sa vie pour essayer de se sortir de cette situation. En 1974, Survival International avait collecté de l'argent pour racheter les dettes contractées par les Indiens Colombiens Putumayo qui travaillaient ainsi dans des plantations de caoutchouc. En 1994, l'organisation Anti-Slavery International publia un rapport sur le Brésil qui observait qu'au moins treize peuples indigènes avaient connu dans les 25 dernières années des conditions assimilables à l'esclavage. En 1995, le président Cardoso reconnut que l'esclavage restait un problème au Brésil, 107 ans après son abolition officielle, un comité fut mis en place pour lutter contre ces pratiques, mais les gros propriétaires et les fonctionnaires locaux bloquèrent toute action d'envergure. Dans les années 1990, l'esclavage proprement dit se maintient en Mauritanie et se répand, avec la caution du régime, au Soudan. En Birmanie, plusieurs rapports ont révélé en 1995 la pratique massive du travail forcé pour la construction d'infrastructures (notamment une ligne de chemin de fer rebaptisée le "train de la mort"). Des dizaines de milliers de membres des minorités rohingya et mon ont dû fuir vers la Thaïlande pour éviter d'être exploités, ce qui n'a pas empêché la France — et Total — de continuer à investir en Birmanie. Les Dayak ont été soumis à l'esclavage de la dette dans les exploitations forestières de Bornéo, et les Guarani de Bolivie connaissent des conditions de travail et d'existence dans les haciendas qui présentent des aspects nettement esclavagistes. Plus près de nous, des agriculteurs, des artisans font faillite tous les jours après avoir passer des années à essayer de rembourser leurs dettes auprès des banques...

(source : Survival International, printemps 1998)

UN MONDE UNIQUE OU DE NOMBREUX MONDES

Sur la planète, à l'heure actuelle, il se parle environ 5100 langues. Un peu moins de 99 pour cent d'entre elles sont originaires de l'Asie et de l'Afrique, du Pacifique et du continent américain ; un pour cent seulement de l'Europe. Au Nigéria, on a recensé plus de 400 langues, aux Indes, 1682 ; même l'Amérique centrale, très petite géographiquement, compte 260 langues. Les vallées et les îles, les déserts et les régions sauvages sont les lieux où se maintiennent les plus petits univers linguistiques. Les ères linguistiques couvrent la planète comme un *patchwork*. Tout porte à croire qu'en l'espace d'une génération, la diversité linguistique sera réduite à 100 langues au plus.

le constat de ses conséquences soit assez souvent superficiel, un bouleversement sans précédent suit son cours par le truchement des transistors et de séries comme *Dallas*, des experts agricoles et des infirmières, de la soumission à la discipline de la montre et aux lois du marché que l'on sait être d'airain. Quel que soit l'angle sous lequel on la considère, l'uniformisation du monde est en pleine marche, engendrant une monoculture mondiale qui fait tache d'huile sur la planète.

Quarante ans de développement se sont déroulés selon l'idéal d'un *monde unique*. Cela risque de devenir une vision d'horreur lorsque les signes ne feront plus illusion. De nos jours, des idées comme la *politique mondiale*, le

te Charte promulguait les principes qui devaient instaurer une ère de paix. Finis les égoïsmes nationaux, vive l'entente des peuples ! L'unité mondiale était proclamée sur tous les tons, l'universalisme devenait le nouveau commandement. « Dans toutes les parties du monde » les quatre libertés de Roosevelt devaient être respectées et « les conditions du progrès économique » devaient être assurées « à tous les êtres humains, dans tous les pays ». Selon cette vision, ce n'est que dans la perspective d'une société mondiale d'êtres humains égaux en droit qu'il est possible de bannir la violence et la guerre de la surface de la Terre.

Les Nations Unies se sont réclamées d'idéaux issus du rationalisme qui a marqué le XVIII^e siècle en Europe. La *chrétienté* avait alors fini son service et l'*humanité* devenait l'idée collective dominante. Cependant, l'idée mère de la filiation divine continuait d'avoir une profonde influence. Si, pendant des siècles, les différences de statut, de sexe et de race avaient été considérées comme illusoire, du moins devant Dieu, le rationalisme considérait la nature humaine comme le fondement même de l'égalité. Après l'abolition du Ciel, l'universalité de la filiation divine se convertissait en universalité de la dignité humaine. L'humanité devint dès lors un dénominateur commun qui rassemble tous les peuples et leurs différences de couleur de peau, de religion et d'organisation sociale sont considérées comme futiles.

Non pas que l'image de l'Autre eut disparu pour l'Europe ! Comme les chrétiens avaient eu leurs païens, les rationalistes avaient leurs *sauvages*. Mais alors que les païens avaient peuplé des régions géographiquement éloignées, les sauvages, eux, vivaient à une étape historiquement moins évoluée selon le concept d'humanité ; l'Europe rationaliste se sentait séparée de l'Autre non plus spatialement, mais temporellement. L'humanité unique, c'est-à-dire un monde excluant l'Autre, pouvait se concevoir en plaçant les différences dans une perspective temporelle : les sauvages n'étaient pas encore des êtres humains pleinement responsables et émancipés.

La conception rationaliste de l'humanité unique cherche à supprimer les différences grâce à la *civilisation* au cours de l'accomplissement de l'Histoire.

Si les sous-développés ont remplacé les sauvages, le rationalisme humanitaire poursuivre l'œuvre de monoculture commencée par le christianisme. La biodiversité culturelle est pourtant aussi importante que la biodiversité végétale et animale. Saurons-nous éviter le monde unique géré par la pensée unique ?

La mort d'une langue a autant d'importance que la mort d'une espèce ; tandis que des plantes et des animaux font à jamais leurs adieux à l'histoire de la nature, des cultures entières disparaissent de l'histoire de la civilisation. Ainsi que certaines plantes et espèces animales répondent de la continuation de la vie d'un vaste écosystème, les langues témoignent souvent de la riche histoire des groupes humains à travers le temps, car dans les langues sont préservés l'ordonnement du monde, les sentiments qui animent un groupe, le sens du tout. Avec les langues disparaissent sous le rouleau compresseur du développement des ébauches entières de l'humanité.

En fait, la disparition de milliers de langues n'est que le signe le plus dramatique de la volatilisation de la culture dans le monde entier. Bien que

marché commun mondial ou encore la *responsabilité mondiale* inspirent de nobles esprits et sont prônées sur un ton plus pathétique que encore qu'il y a quelques années. Leur innocence s'est émoussée au fur et à mesure que se volatilisait la culture.

La part d'ombre de l'idée d'humanité

Dans l'hôtel Fremont, situé sur Union Square, à San Francisco, une plaque de cuivre rappelle aux hôtes de passage venus participer à un congrès qu'en ce lieu, le 4 mai 1945, un accord mondial fut paraphé. Dans la salle 210 de l'hôtel, les délégués de 46 pays s'étaient entendus sur le texte de la Charte des Nations Unies. L'Allemagne d'Hitler avait été enfin terrassée et l'heure du Japon sonnerait bientôt ; cet-

re. Comme l'atteste précisément la Charte de l'ONU, le développement reste dans la tradition qui conçoit le monde d'un point de vue évolutionniste. Certes, les *sous-développés* ont remplacé les sauvages, mais l'ordonnement conceptuel reste le même : la société mondiale pacifiée n'existe pas encore, mais le développement des peuples retardataires y conduira. L'altérité est perçue comme une menace qu'il faut dissoudre dans un ordre supérieur. L'unité du monde passe par son occidentalisation.

Sous la férule du marché mondial

Cela peut étonner aujourd'hui, mais les fondateurs des Nations Unies, tout comme les architectes de la politique de développement d'après-guerre s'inspirèrent de la vision selon laquelle la mondialisation des relations mercantiles est le gage de la paix dans le monde. Au lieu de l'autorité, c'est l'esprit du commerce qui doit régner ; au lieu de la puissance des armes, c'est la puissance de production qui doit régir la concurrence entre nations. L'unité du monde, pense-t-on, ne se fera qu'au moyen d'un filet de relations économiques largement tendu et tissé serré ; là où les marchandises circulent, espère-t-on, les armes se taisent. L'ordre mondial a été conçu, après la Seconde Guerre mondiale, à l'image d'un marché mondial unifié.

Avec une ingénuité qui frise la mystification, les prophètes du développement ont poli une utopie sortie tout droit du XVIII^e siècle, comme s'il n'y avait eu, entre-temps, ni le capitalisme ni l'impérialisme. Depuis Montesquieu, les rationalistes avaient découvert le commerce comme moyen de raffinement des mœurs. À leurs yeux se propagent avec le commerce le calcul prosaïque et le froid intérêt personnel, attitudes qui font disparaître la passion de la guerre ou l'arbitraire du tyran. Le commerce engendre la dépendance et la dépendance apprivoise, comme le dit la logique qui va de Montesquieu à la nouvelle politique de l'Est en passant par les Nations Unies. On ne saurait nier que cette logique s'est avérée juste dans une certaine mesure après la Seconde Guerre mondiale : comme le montre dans l'ensemble l'intégration européenne ou la *pax americana*, la conquête de territoires étrangers par des États belliqueux a fait place à la conquête de marchés étrangers par des industries avides de profit.

À l'époque des banques et des multinationales, il est impossible de savoir à quels pièges peut conduire l'attachement à cette utopie née avant les Temps Modernes. Le marché mondial, autrefois invoqué contre le despotisme politique, est lui-même devenu un dictateur déguisé dont le knout fait trem-



bler aussi bien les pays riches que les pays pauvres. La peur de régresser dans la concurrence internationale en est arrivée à déterminer les mobiles de la politique dans le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest. Elle pousse les pays en voie de développement à accentuer l'autoexploitation pour augmenter les exportations, et les pays industrialisés à s'enfoncer plus profondément dans un délire de production destructrice. Les entreprises comme les États se voient acculés à une concurrence inexorable où chaque participant dépend des décisions de tous les autres concurrents. La possibilité d'une politique autonome s'efface dans cette chasse à courre ; l'impératif catégorique de la concurrence du marché mondial annule tout élan innovateur vers la réalisation d'une société nouvelle ; les uns ne peuvent renoncer à l'exportation agricole, les autres, à la course à la haute technologie. Aucun pays, de nos jours, ne semble pouvoir contrôler sa propre histoire. Les différences entre les pays à cet égard ne sont qu'une question de degré : la République fédérale allemande a certainement plus de marge de manœuvre que l'Inde, mais elle subit une forte pression de la part du Japon. Pour les gagnants aussi bien que pour les perdants, les contraintes du marché mondial ont viré au cauchemar.

Unis à bord du vaisseau spatial Terre ?

Depuis la fin des années 1960, l'image d'un monde unique s'est étendue au globe terrestre dans sa limite physique. De la désertification insidieuse à la crise climatique croissante, les signes que les processus de vie déraillent se multiplient et offrent un concert strident. Des actions locales destructrices telles que la déforestation ou la conduite automobile s'ajoutent à la fatalité mondiale ; l'unité des êtres humains n'est plus une question d'idéal rationaliste, mais une réalité biophysique.

Ce qui d'abord était conçu comme une tâche historique — réaliser l'unité de l'humanité — se révèle maintenant un hasard néfaste ; au lieu d'appels pleins d'espoir, ce sont de sombres avertissements qui l'accompagnent. Cela s'exprime dans la formule *un monde unique ou pas de monde du tout*. La puissance destructrice de l'être humain est devenue telle que sous peine d'autodestruction, il lui faut se contrôler et prendre conscience de sa responsabilité mondiale. L'humanité ressemble sous cet angle à un vaisseau en péril sur lequel on ne peut se permettre la moindre escapade, sinon, d'un seul coup, l'unité se fera définitivement — dans le naufrage.

Le hurlement de corne de brume de cette éthique du sauvetage ne favorise certes pas la diversité des mondes. Car l'amour de la différence meurt vite quand, pour sauver le navire en détresse, il s'agit d'appliquer des stratégies mondiales jusque dans des villages éloignés. Peut-on alors se représenter un mobile plus puissant pour l'uniformisation du monde que le sauvetage de la planète ? Il est tout à fait concevable que contraindre le consommateur à un comportement efficace et le soumettre à une vaste planification des ressources — si possible assistée de l'observation satellite et des ordinateurs — conduit chaque façon raisonnable de vivre et de comprendre à se marginaliser de plus en plus. Une écocratie qui agit au nom de *la Terre unique* et qui sort le monde de sa routine criminelle peut devenir sans peine une menace pour les communautés locales et leurs modes de vie propres.

Pourtant il est à craindre que cette perspective n'aide pas à sortir du dilemme qui déterminera les décennies à venir : il est aussi autodestructeur de penser en catégorie de la Terre unique que de ne pas le faire. D'une part, il est sacrilège à notre époque de volatilité de la culture, de protéger l'espace mondial comme un monde uniforme et hautement intégré. D'autre part, une vision de l'espace terrestre comme une multiplicité de mondes différents et rattachés artificiellement entre eux laisse de côté l'idée de la nécessité d'un consensus contre la violence latente et la destruction de la nature. Ce fut certainement une erreur historique de la période du développement que de chercher la cohésion du monde dans son occidentalisation. La promesse de l'unité s'est transformée en menace d'uniformisation. *Un monde unique* peut-il pour autant être réduit au seul dialogue des civilisations ?

Wolfgang SACHS

Ce texte est le sixième chapitre du livre "Des ruines du développement", publié aux éditions Ecosociété, diffusé en France par Silence.



PETITES PHRASES

"L'homme n'est pas fait pour prouver qu'il peut vivre comme un animal mal nourri... Les agitateurs sont des gêneurs qui se mêlent de tout, et qui viennent semer le mécontentement dans les classes sociales jusque-là parfaitement contentes de leur sort. C'est justement pourquoi ils sont si nécessaires"

Oscar Wilde, "L'Homme et son Ame devant la société", 1891.

"Bonjour dit le petit prince.

- Bonjour dit le marchand.

C'était un marchand de pilules perfectionnées qui apaisent la soif. On en avale une par semaine et l'on n'éprouve plus le besoin de boire.

- Pourquoi vend-tu ça ? dit le petit prince.

- C'est une grosse économie de temps dit le marchand. Les experts ont fait des calculs. On épargne cinquante-trois minutes par semaine.

- Et que fait-on de ces cinquante-trois minutes ?

- On en fait ce qu'on veut...

- Moi, dit le petit prince, si j'avais cinquante-trois minutes à dépenser, je marcherais tout doucement vers une fontaine".

Antoine de Saint-Exupéry, "Le Petit Prince", Ed. Gallimard, 1946.

"Ce que je vous propose, c'est de faire une révolution. Ou plutôt, devrais-je dire une

évolution. Car une révolution n'a nul besoin d'être violente ou spectaculaire comme les révolutions d'antan.

Je la vois plutôt comme une révolution spirituelle. Une révolution de fourmis. Sans violence. Des séries de petites touches qu'on pourrait croire insignifiantes mais qui, rajoutées les unes aux autres, finissent par renverser des montagnes.

Je crois que les révolutions anciennes ont pêché par impatience et par intolérance. Les utopistes n'ont raisonné qu'à court terme. Parce qu'ils voulaient à tout prix voir de leur vivant le fruit de leur travail.

Il faut accepter de planter pour que d'autres récoltent ailleurs et plus tard.

Il est possible que je me trompe. Je ne suis pas un maître à penser, ni un gourou, ni quoi que ce soit de sacré. Je suis un homme conscient que l'aventure humaine ne fait que commencer. Nous ne sommes que des hommes préhistoriques. Notre ignorance est sans limites et tout reste à inventer.

Il y a tant à faire... Et vous êtes capables de tant de merveilles"

Bernard Werber, "La révolution des fourmis".

ARDECHE : ESPERANTO

Un stage d'espéranto gratuit se tiendra les 20 et 21 juin dans les Cévennes ardé-

choises animé par des écologistes mondialistes et pacifistes. Repas végétariens, lieu non-fumeur. Animé par un couple franco-japonais. Possibilité d'accueil toute l'année pour des stages intensifs de dix jours (sauf en septembre et octobre). Renseignements : *Espéranto, Laigère, 07140 Malarce, tél : 04 75 39 99 79.*

SEL ET ESPERANTO

La rencontre annoncée entre les SEL, les réseaux d'échanges de savoirs, les LET's et d'autres réseaux similaires, se tiendra en français et en espéranto du 28 au 30 juillet, au CIEPAD, à 25 km de Montpellier, à la veille du congrès mondial de l'espéranto. Le logement se fera en camping, en dortoir ou chez l'habitant. Possibilité de repas bios sur place. Garderie assurée. Au programme : échanges d'informations sur les problèmes et les perspectives dans les différents pays, débat sur les initiatives prises dans les réseaux en direction des responsabilités et de la démocratie interne, mises en place de collaboration, réseau électronique, rôle des économies non-matérielles dans les mutations socio-économiques en cours, liens avec d'autres associations.

Pour en savoir plus : *Emile Mas, 47190 Galapian, tél : 05 53 87 29 78* ou *René Balaguy, 12, rue Cousteau, 95000 Boisemont, tél : 01 34 42 30 27.*

MARCHE : L'AMI DU VENT

La toute nouvelle association "L'ami du vent" propose au marcheur néophyte ou expérimenté, de "cheminer" à son rythme, en petit groupe, accompagné d'une personne ayant un message original à présenter : conteurs, troubadours, écrivains, poètes, chanteurs, danseurs, musiciens, scientifiques, philosophes, thérapeutes, hommes d'ac-

GRANDE-BRETAGNE : TRAVAILLER DANS UNE FERME BIO

De nombreuses personnes sont prêtes à travailler sur une ferme biologique, pour le plaisir d'apprendre ; pour savoir comment sont fabriqués nos légumes et nos fromages... tandis que les agriculteurs bio n'ont pas les moyens d'embaucher de l'aide... L'association britannique WWOOF (Willing Workers On Organic Farms) regroupe des centaines de fermier-es, jardinier-es, communautés, qui sont prêt-es à fournir la nourriture et le logement à des volontaires en échange de 6 à 7 heures de travail par jour.

Des centaines de volontaires travaillent ainsi pour un week-end à la campagne "différent" ou un séjour d'une semaine, seul-e, en couple, entre copains, avec ou sans enfants... Pour les hôtes, cela va de la mamie qui demande une aide pour son jardin à des fermes de plusieurs centaines d'hectares sans oublier les choix alimentaires ou religieux. De nombreux hôtes indiquent également leur désir de voir passer des volontaires étrangers et le réseau commence à dépasser les frontières de la Grande-Bretagne (cela reste souvent des Britanniques émigrés).

WWOOF publie les annonces des hôtes en indiquant les conditions d'accueil, la nature et la durée des travaux et les volontaires peuvent prendre contact par courrier ou par téléphone. Ces derniers deviennent parfois des Wwoofers à temps complet : ils vivent en nomade alternant aides sur les fermes avec des périodes de vacances. Selon un de nos lecteurs qui a testé la formule, c'est excellent pour se former à l'agriculture biologique, mais aussi à l'autoconstruction, à l'anglais et aux relations sociales. Il ne faut pas sous-estimer le stress dû au dépaysement, ni les faux frais financiers que nécessitent les fréquents changements de lieux, enfin, il faut être en bonne condition physique et avoir plus de 16 ans.

Pour disposer de l'annuaire bimestriel WWOOF, il faut adhérer (15 £ soit environ 150 FF pour un an). Une telle initiative en France serait la bienvenue. Renseignements : *WWOOF, 19, Bradford Road, Lewes, Sussex, BN7 1RB, GB en joignant un coupon réponse international (en vente dans les bureaux de poste).*



"BÉBÉS ÉCOLOS"

Une vraie alternative au gaspillage et à la pollution

couches en coton lavables et réutilisables avec attaches velcro

Demandez notre brochure contre 3 F en timbre.

BÉBÉ ÉCOLOS
B.P. 11
34380 ST MARTIN DE LONDRES
Tél. et Fax : 04.67.55.08.78

tion, amoureux de la nature, sportifs... Les marches se font en France et à l'étranger. Pour en savoir plus : L'Ami du Vent, BP40427, 57105 Thionville cédex, tél : 03 82 88 42 32.

CONTACT-PANIC

Peut-on mettre en accord notre amour de la nature et nos émotions ? Le numéro 1 de la revue "Contact-Panic" vient de voir le jour et réunit des articles sur l'écologie radicale, des textes poétiques, des photos sensibles... On peut obtenir ce premier numéro à prix libre en le demandant à : Contact Panic, 2, rue des 3 rois, 69007 Lyon.

VELOXYGENE FARM

Veloxylene Farm est un projet de vie collective, végétarienne, en semi-autarcie, sans superflu. Ce projet s'adresse à des personnes capables de vivre avec moins de 2000 F par mois et donc pour qui 95 % du travail actuel est inutile. Ces personnes doivent être végétariennes, non-drogueuses (alcool, tabac, café, autres), non chasseur, non pêcheur, non doctrinaire (politique et religion), adepte d'une vie saine et simple. Le projet prévoit l'achat sous forme de SCI ou de GFA d'une ferme, de préférence en Vendée ou en Charente. Pour entrer dans le collectif, il faudra prendre une part de 50 000 F (revendable en cas de départ). La disposition des lieux permettra de définir des activités communes et des activités indépendantes. Le logement sera individuel. Culture bio, poules et coqs en liberté sans exploitation. Deux jours de travail commun par semaine sauf handicap. Possibilités d'utiliser les énergies renouvelables. Pour en savoir plus : Véloxygène, Hervé Gérard, 9, rue de Chabrol, 75010 Paris.

JARDINER AVEC LES ENFANTS

L'association GRAINE, groupement régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement, avec le soutien de Jardiniers de France, vient de publier un document pédagogique comprenant 13 fiches pratiques. Il est destiné aux éducateurs, aux enseignants, aux animateurs et aux personnes qui souhaitent faire découvrir les joies du jardinage aux enfants de 5 à 12 ans. Ce document de 100 pages est disponible contre 70 F + 20 F de port auprès de :

GRAINE-IDF, 26, avenue Gounod, 91260 Juvisy-sur-Orge, tél : 01 69 24 99 33.

ESPERANTO : TOUTE LA GRAMMAIRE !

Si nous voulions publier la grammaire d'une langue nationale (anglais, français...) il faudrait un numéro de Silence entier. Alors par manque de place, nous nous limiterons à publier l'intégralité de la grammaire de l'espéranto. Ce qui devrait faire comprendre aux non-convaincus pourquoi cette langue peut s'imposer comme langue internationale par sa facilité.

- Un seul article : **la** invariable en genre et en nombre. Pas d'article indéfini. Ex : *la patro* (le père), *la patrino* (la mère), *la gepatroj* (les parents), *lernanto* (un élève), *hundroj* (des chiens).
- Mot en espéranto : préfixe + racine + suffixe + terminaison. Ex : *patr-o*, *patr-in-o*, *bo-patr-in-o*, un père, une mère, une belle-mère.
- Tous les noms sont terminés par **O** : *parolo*, une parole.
- Tous les adjectifs sont terminés par **A** : *parola*, oral.
- Tous les noms et adjectifs au pluriel prennent un **J** (prononcé *i*) : *bonaj paroloj*, bonnes paroles.
- Tous les adverbes sont terminés par **E** : *parole*, oralement.
- Les terminaisons des ver-

bes ne changent ni pour les personnes, ni pour les nombres. A l'infinif, terminaison en **-i**, au présent **-as**, au passé **-is**, au futur **-os**, au conditionnel **-us**, à l'impératif et subjonctif **-u**.

• Les participes actifs se terminent au présent par **-anta**, au passé par **-inta**, au futur par **-onta**.

• Les participes passifs se terminent au présent par **-ata**, au passé **-ita**, au futur **-ota**. Ex : *Mi estas parolanta*. *Mi estas parolinta*. *Papero skribata*, *skribita*, *skibota*. *Je suis en train de parler*. *Je viens de parler*. *Je vais parler*. *Papier écrit*, *maintenant*, *hier*, *demain*.

• Pronoms personnels : **mi**, je, **vi**, tu, **li**, il **si**, elle, **gi**, neutre, **ni**, nous, **vi**, vous, **ili**, ils ou elles. (sur le s de **si** et le g de **gi**, il faut un **^**, mais on ne les a pas sur notre clavier américain !)

• Adjectifs et pronoms possessifs : aux personnels, on ajoute **a** : *mia*, mon ou ma, au pluriel : **+j**, *viaj*, tes.

Si le possesseur est de sexe masculin **lia kapo** sa tête (de Pierre), féminin : **sia kapo** sa tête (de Jeanne), neutre ou indéfini : **gia kapo** sa tête (d'un animal, d'une statue...).

• L'accusatif est marqué

par la terminaison **N**. *La kato mangas la muson*, le chat mange la souris.

• Adjectifs numériques cardinaux invariables : **uno** (1), **du** (2), **tri** (3), **kvar** (4), **kvin** (5), **ses** (6), **sep** (7), **ok** (8), **naŭ** (9), **dek** (10), **dek-uno** (11), **dek-du** (12), **dudek** (20), **dudek-uno** (21), **kvindek** (50), **cent** (100)...

• Adjectifs ordinaux : se forment avec les cardinaux auxquels on ajoute **a** : *unua*, premier, *dua*, deuxième...

• Chaque mot se prononce exactement comme il est écrit. Chaque lettre a toujours le même son. L'accent tonique est toujours sur l'avant-dernière syllabe.

Malgré sa simplicité, l'Espéranto est plus précis que certaines langues nationales. Exemple : *La kato saltas sur la tablo* et *la kato saltas sur la tabloN*. Dans les deux cas : le chat saute sur la table. Mais dans le premier cas, le chat et déjà sur la table et y fait des sauts, dans le deuxième cas, il est ailleurs et saute en direction de la table.

C'est tout ! Il ne vous reste plus qu'à apprendre le vocabulaire... Il aussi simplifié puisqu'un seul mot sert de racine à toute une famille de mots et d'expressions.

ECONOMIE SOLIDAIRE

Le RITIMO, réseau d'information sur le tiers-monde a publié une plaquette sur "l'économie solidaire" qui présente une cinquantaine de références sur le sujet. Dommage que Silence ait été totalement oublié !

On peut néanmoins se la procurer contre 30 F (+11,50 F) auprès de : CRIDEV, 41, avenue Janvier, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 27 20.

UNIVERSITE D'ETE DU SOUFFLE D'OR

Les Editions du Souffle d'Or organisent deux sessions pour leur université d'été :

• du 12 au 18 juillet, en Dordogne, autour du thème "donner du sens à mon histoire", comment à partir du développement personnel, avoir une réflexion sociale et une action dans le monde.

• du 9 au 15 août, dans l'arrière-pays niçois, autour du thème "le corps à vivre", expérimentations et pratiques du développement personnel sous forme d'ateliers. Renseignements : Souffle d'Or, BP3, 05300 Barret-le-Bas, tél : 04 92 65 52 24.

FINANCES : EPICEA

Epicéa est une association créée pour promouvoir l'épargne de proximité au service de la création, du développement et de la reprise de petites entreprises. Epicéa intervient en capitalisant des expériences, en orientant des porteurs de projet sur les filières alternatives de financement, en publiant des études, des statistiques sur ce type d'investissement, en réalisant des études pour des collectivités. Cette association, qui a vu le jour en 1996, est soutenue par différentes structures sociales ou de finances alternatives (Nef, Cigale, etc). Pour en savoir plus : Epicéa, 14, rue Lacuée, 75012 Paris, tél : 01 43 43 74 14.

BELGIQUE : DYNAMOBILE

Du 18 au 26 juillet, l'association Dynamobile organise en Belgique, dans le nord de la France et dans le Sud-Est de l'Angleterre, une randonnée cycliste familiale pour faire la

promotion de la qualité de l'air, pour promouvoir des modes de transport autonomes et non-polluants, pour favoriser la convivialité. Itinéraire : Bruxelles, Frasnès, Lille, Saint-Omer, Calais, Douvres, Canterbury, Douvres.

Vous n'êtes pas reliés au réseau EDF

Un vrai réfrigérateur en 12 ou 24 volts

319 litres, consommation :
36 Ah/jour en 12 V
ou 18 Ah/jour en 24 V
Electrolux AR8218

Basse consommation remotorisé BT

8080 F TTC
livraison comprise

Remise 10 %
aux membres d'associations écologiques
et aux abonnés à Silence

D'autres modèles sont disponibles.

G. Nallet
réfrigérateurs basse tension
Le Bois, 86190 Béruges.

JUSTICE DE "PAIX AU SEL"

Notre justice embarrassée
D'avoir à condamner
Service et solidarité
Au nom de la légalité
S'efforce d'atténuer
Une peine infligée
Peut-être à contre-cœur.

Il faut bien reconnaître
Que les lois et décrets
Laisent trop apparaître
Défense d'intérêts
Plus ou moins discutables
Des pauvres notables
Sous l'effet de la peur.

On écrase fourmis
On laisse l'éléphant
Saccager à loisir
Le système à nourrir
Et l'adulte, et l'Enfant,
Gloire à la
"guerre économique"
Quand elle exclut les démunis.

L'absurde économie
En mal de concurrence
Loyale ou déloyale
Selon son bon vouloir
Achèvé dans le noir
Sa course suicidaire.
Le mal devient une évidence
La pauvreté devient banale.

Alors surgit de la panique
Un SEL humain et fraternel
Qui donne à la JUSTICE
la chance
De recevoir neuve balance
Pour éviter l'erreur
De condamner le cœur.

Yves LEQUIME
SEL d'Abord
Hérault.

Ostende, Bruges, Gent, Ant-
werpen, Bruxelles.
Renseignements : *Dynamobile*,
28, rue E. Gossart, B 1180 Bru-
xelles, tél : 322 345 62 92.

CEVENNES : OCCUPATION D'UN SITE MENACE

L'association Aidex a décidé
l'occupation d'un site céve-
nal menacé par les pistes for-
restières et les projets touris-
tiques. Elle organise pour
cela un camping au col de
Mouzoules à partir de la sol-
rée du solstice, le 21 juin,
date à laquelle sera érigée
un monument mégalithique.
Il est demandé aux volon-
taires de prévoir d'être auto-

nomes. Une participation fi-
nancière est demandée : un
eurosél par semaine, l'euro-
sél étant — lecture de Silen-
ce oblige — un pot de confi-
ture.

Renseignements : *Aidex*, 30120
Mars (Le Vigan).

ARIEGE : NOTES EN BULLE

L'édition 98 de "Notes en
bulles" se déroulera à Ar-
tiges (Ariège) du 18 au 24
juillet. Cette sixième édition
réunira comme chaque an-
née des artistes plus ou
moins connus, dans un ca-
dre de détente et d'activités
diverses.

Programme : *Notes en Bulle*, *Els*
Segadors, 09460 Artigues, tél : 04
68 20 40 76.

LILLE : BIBLIOTHEQUE ALTERNATIVE

Afin de mettre la culture à la
portée de tous, le groupe
"Les effeuilleuses" vient de
lancer un projet de biblio-
thèque alternative, politique,
itinérante sur la région lilloise.
Cette initiative non mar-
chande lance un appel aux
revues, éditeurs pour leur faire
des dons ou des tarifs pré-
férentiels et cherche des
lieux lillois militants, alterna-
tifs, associatifs... Intéressés
pour participer à ce projet.
Contact : *(Caro)* 03 20 12 97 28.

RURALS : PRATIQUES ECOLOS

L'association Rurals organise
du 6 au 9 juillet, dans le Lot-
et-Garonne, un stage de for-
mation qui présente ce que
sont l'agrobiologie, la géo-
biologie, le lagunage, les
énergies renouvelables. A
partir de 100 F par jour.
Renseignements : *Rurals*, *Ha-*
meau de Boussac, 47130 Bazens,
tél : 05 53 47 61 80.

CREUSE : MARCHÉ BIO DE GLENIC

Pour la première fois, un mar-
ché bio sera associé à la foire
artisanale de Glénic, le 26
juillet, dans la Creuse.
Renseignements : *Foyer Rural*,
Mairie, 23380 Glénic.

CREUSE : FÊTE BIO-ÉCOLOGIQUE

La deuxième édition de la
fête bio-écologique de Gué-
ret aura lieu le 20 septembre
1998 de 10 h à 19 h, autour
de l'étang de Courtille. L'en-
trée est gratuite. Le thème
de l'édition 1998 est le jardi-
nage biologique.

Programme complet : *Associa-*
tion Colchique, 22, avenue de la
Sénatorerie, 23000 Guéret.

PARIS : MICROCLIMAT

L'émission Microclimat, sur
Radio Libertaire, 89.4 FM, ani-
mée par Perline, tous les jeu-
dis de 20h30 à 22 h, portera
le 25 juin sur les sectes avec
Jeanine Tavernier de l'ADFI,
le 2 juillet sur Tchernobyl
avec Jean-Michel Jacquem-
main, le 9 juillet, émission
commune avec "La pente
du Carmel" une autre émis-
sion de la radio (habituelle-
ment le lundi soir), émission
qui parle de politique sans
en oublier le côté érotique.
Contact : *Microclimat*, *Radio-Li-*
bertaire, 145, rue Amelot, 75011
Paris, tél : 01 48 05 34 08.

DROME : ÉCOLE DES CHAMPS

Un projet de lieu de vie a-
scolaire est en cours de
constitution à Dieulefit, dans
la Drôme. Ce lieu de vie qui
pourrait prendre la forme de
réhabilitation d'un hameau
abandonné, a pour objectif
majeur la sensibilisation de
jeunes à un certain art de
vivre dans la simplicité, le res-

pect de ce et ceux qui nous
entourent, à la notion d'ef-
fort, à une meilleure connais-
sance de la nature. Ce lieu
sera en lien avec les habi-
tants du ou des villages voi-
sins et pourrait bénéficier des
aides à la décentralisation.
Les initiateurs du projet cher-
chent des pédagogues (se-
cond degré, collège) inté-
ressés pour débattre et
construire un tel projet.
Contact : *Oria Aouli*, 40, rue du
Bourg, 26220 Dieulefit, tél : 04 75
46 32 06. (source : *Possible*, avril
1998)

LYON : ANNEAU DE JADE

L'anneau de Jade est une
nouvelle association qui es-
père, par la parole en petit
groupe (l'anneau), fait
prendre conscience à cha-
cun qu'il porte un joyau en
lui (le jade). L'anneau de
Jade propose une fois par
mois une soirée de réflexion
sur un thème avec d'autres
associations du quartier invi-
tées et la radio *Pluriel FM*, des
ateliers créatifs, du théâtre-
création, de l'éveil, des ate-
liers enfants.

Pour en savoir plus : *L'anneau de*
Jade, 5, rue Diderot, 69001 Lyon,
tél : 04 72 07 62 60.

DROIT PAYSAN

Nous avons présenté dans nos numéros de sep-
tembre et octobre 1997, le projet d'une structure dé-
nommée "Droit Paysan" dont le but est de lutter
contre les obstacles administratifs à l'installation en monde
rural. L'un de ces obstacles est l'attitude de la MSA, la mu-
tualité sociale agricole, passage obligé de toute personne
qui veut avoir une activité agricole. Cette institution a fait
récemment l'objet d'un rapport de la Cour des Comptes
qui confirme ce que dénonçait Droit Paysan : une pléthore
de salariés et des dirigeants qui se paient royalement, en-
traînant de fait un niveau de cotisation élevé et des pra-
tiques de saisies sur les biens des paysans peu compatible
avec ce que devrait être une mutuelle. Plusieurs démissions
ont eu lieu à la tête de l'organisme et des syndicats agri-
coles (Confédération paysanne, Coordination rurale) ont
mené des actions contre la MSA dirigée par l'Inébranlable
syndicat majoritaire, la FNSEA.

Droit Paysan s'étonne également du fonctionnement de la
DDASS en région Ile-de-France. Celle-ci dispose de terres
importantes qui jusqu'il y a peu étaient utilisées pour assurer
l'autonomie en alimentation des malades et du personnel
de ses établissements. Récemment la gestion de ces terres
a été confiée à de gros céréaliers. Un organisme à voca-
tion sociale n'aurait-il pas eu mieux à faire : proposer par
exemple que ces terres servent de jardins pour les popula-
tions les plus démunies ?

Droit Paysan a pris contact avec FIAN-International qui au
niveau international propose des campagnes pour des ré-
formes agraires en faveur des "sans terres". Droit Paysan se
propose de mener une campagne sur le même sujet pour
les "sans terres" français.

Contact : *Droit Paysan*, *Michel Olts*, *Coppéré*, 42830 Saint-Priest-la-
Prugne.

DIOXINES A TOUS LES REPAS

Le 25 mai dernier, le CNIID, centre national d'information indépendante sur les déchets, a rendu public les résultats d'analyse de cinq échantillons prouvant que la viande vendue dans le commerce peut contenir de la dioxine à des doses supérieures à celles autorisées. Cette analyse — une première en France — vient renforcer les précédentes révélations du CNIID sur la pollution du lait par ces mêmes dioxines.

reux... mais oublie de dire que les doses se cumulent jour après jour.

Au vue des analyses connues aujourd'hui, le CNIID a donc essayé de voir ce que contient un repas moyen pour un enfant. On trouve au petit déjeuner du cacao au lait (0,3 litre soit 12,1 picogramme de dioxine), deux tartines avec du beurre (8 pg de dioxine), au déjeuner : une viande (5 pg), une purée avec du beurre (4 pg), un yaourt (6,7 pg), au goûter : un verre de lait (8,1 pg), une tartine (4 pg), au

Que notre alimentation soit bio ou non, personne n'échappe à la pollution par les dioxines. Les dernières révélations du CNIID, centre national d'information indépendante sur les déchets, sont inquiétantes.

En janvier 1998, le préfet du département du Nord interdisait la vente de lait de vache contaminé par les dioxines relâchées par les incinérateurs proches. Il ne prenait aucune mesure concernant la viande de ces mêmes vaches. Début avril, un rapport du ministère de l'environnement révélait que les incinérateurs ne sont que rarement aux normes et que certains émettent jusqu'à 1000 fois plus de dioxines que la norme européenne.

Dioxines cumulées

Les autorités essaient de nous rassurer en nous disant qu'il faudrait qu'une personne mange beaucoup de viande pour que cela devienne dange-

reux : des raviolis avec viande et fromage rapé (2,5 + 11,1 pg), du fromage (16,6 pg), un flan (6,7 pg) soit un total journalier de 85,2 pg... soit **3 fois plus** que la norme autorisée en France... et **500 fois** la norme autorisée aux Etats-Unis !

On peut refaire le même calcul pour les repas quotidiens d'un adulte. On obtient par exemple : petit déjeuner avec corn flakes (16,2 pg), une tartine (4 pg), un yaourt (6,7 pg), au déjeuner, une viande (10 pg) avec de la crème (1,3 pg), des nouilles au beurre (4 pg), du fromage (33,3 pg), au dîner, une pizza (5 pg pour la viande, 11,1 pg pour le fromage, 4 pg pour le beurre), un yaourt (6,7 pg) soit 102,3 pg soit pour un adulte de 70 kg, **1,5 fois** la limite autorisée en France, **250 fois** celle autorisée aux USA.

Arrêter l'incinération des déchets

Bref le scandale enfle doucement au fur et à mesure des révélations du CNIID. Le CNIID est une association qui a été créée en 1997 par des personnes sensibilisées à la question des déchets suite à la suppression d'un poste de campagne chez Greenpeace, afin

de permettre à l'ex-campagneur de l'association écologiste, Pierre-Emmanuel Neurhor, de poursuivre son travail d'enquête qui déjà commençait à sentir la poudre. Depuis un an, prenant le temps d'aller faire faire des analyses dans des laboratoires correctement équipés, principalement en Allemagne, le CNIID n'arrête plus de multiplier les révélations sur l'intoxication générale de nos aliments par les dioxines réputées extrêmement cancérigènes.

Ces révélations provoquent l'embarras des autorités concernées (environnement, santé, industrie) et les obligent à chaque fois à prendre des mesures... souvent bien trop molles. Après le sang contaminé, l'amiante... ce nouveau scandale pose clairement un problème de société car l'origine des dioxines est essentiellement le fait de la politique de développement des incinérateurs mise en place pour fermer les décharges d'ordures ménagères. Sachant qu'aucune combustion des déchets ne peut se faire sans provoquer des pollutions graves (en plus des dioxines dans les fumées, il faudra aussi s'intéresser à la pollution par les mâchefers très riches en métaux lourds très toxiques), poser la question des dioxines, c'est poser la question de la manière dont nous gérons tous ces déchets. Pour supprimer les dioxines, il ne faut plus brûler de plastiques... et donc revoir notre manière d'utiliser les emballages jetables qui sont la principale cause du problème.

Diminuer sa consommation de viande

A court terme, individuellement, nous pouvons diminuer notre consommation de viande et de laitage. Sans aller forcément jusqu'au végétarisme qui implique quelques contraintes culinaires, il faut savoir que nous consommons dix fois trop de viande en moyenne selon les diététiciens. Il faut bien remarquer également que cette contamination ne provient pas de produits ajoutés pendant la culture des plantes ou l'élevage des animaux et que donc que le choix de la bio n'apporte ici aucune solution — comme c'est déjà le cas pour la pollution radioactive du nuage de Tchernobyl.

Mais ce changement dans nos comportements ne résoudra en rien le problème, pas plus que l'amélioration des filtres des cheminées des incinérateurs : que deviennent alors les dioxines piégées dans ces filtres ?

La solution proviendra de la fin du "tout jetable" mais pour qu'un tel changement politique se produise, il faudrait au moins une écologiste à la tête du ministère de l'environnement...

Michel BERNARD

Pour en savoir plus : CNIID, 26, rue d'Annam, 75020 Paris, tél : 01 43 58 68 65.

Le comité de prévention, dans son rapport publié le 3 avril 1998, à la demande du ministère de l'environnement, indique dans ses conclusions à propos des dioxines : "En considérant que le risque croît (...) au delà de la dose journalière totale définie par le CSHPF, un excès de risque de cancer serait associé à cette exposition moyenne, de l'ordre de 1800 à 2900 décès annuels en France (...). Le modèle de l'US EPA (agence de l'environnement US) appliqué à l'exposition de 2,3 pg/kg/j, produit quant à lui une estimation d'impact un peu supérieure, représentant selon le choix du modèle de l'ordre de 3200 à 5200 décès annuels par cancer".



PETITES PHRASES

"En France, on peut se soigner comme on veut". Bernard Kouchner, 5 février 1998. C'est une révolution et personne ne le savait ! Plus de vaccins obligatoires ! Plus d'interdiction des produits Solomidès, Beljanski, etc.

VACCIN HEPATITE B : 1000 VICTIMES

Entre 1000 et 3000 cas d'hépatite B sont diagnostiqués chaque année dont une infime minorité seront mortels. Mais que cela ne tienne, les laboratoires ont besoin d'argent frais et l'on continue à vacciner contre l'hépatite B avec un produit qui à l'évidence est dangereux. L'association Revahb, réseau pour l'évaluation du vaccin de l'hépatite B a déjà été contacté par plus de 1000 personnes qui sont tombés malades à la suite de la prise de ce vaccin. Et 14 décès ont déjà été enregistrés. Les médias ont commencé à ouvrir le dossier, mais malgré cela Kouchner se retranche derrière le manque de données pour ne pas intervenir. Le Revahb a envoyé en mai aux 1000 personnes recensées un questionnaire qui a reçu l'aval de l'Agence du Médicament. Cette enquête devrait permettre de préciser le lien entre le vaccin et ses conséquences néfastes. Contact : Revahb, 9, rue Corentin-Lille, 93360 Neuilly-Plaisance, tél : 01 69 05 79 81.

MEDICAMENTS MORTELS

Une étude publiée aux USA par le *Journal of the American Medical Association* révèle que les effets secondaires des médicaments constitueraient la quatrième cause de mortalité aux Etats-Unis, derrière les maladies cardio-vasculaires, le cancer et les attaques d'apoplexie. Les médicaments tuent plus que les accidents de la route ! Cela représenterait 76 000 à 137 000 décès par an et provoquerait 2,2 millions de cas non mortels,

ayant entraîné des troubles graves. Ces chiffres ont été obtenus en comparant 39 études publiées ces trente dernières années et ne tiennent pas compte des produits qui ont été mal prescrits ou mal utilisés. Deux causes principales à cette mortalité élevée : l'excès d'efficacité quand un médecin estime mal les doses à prendre ; et les réactions imprévues quand, en soignant une maladie, on en provoque une autre. Les auteurs de l'étude avancent plusieurs moyens de diminuer cette mortalité : faire en sorte que les médecins cèdent moins facilement aux demandes de médicament

de leurs patients, que l'administration de contrôle des médicaments, la FDA, dispose d'un budget plus conséquent (actuellement 9 millions de dollars par an... pour un chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique qui atteint 81 milliards !) ; enfin que la recherche médicale prenne en compte qu'un médicament n'a pas le même effet selon les individus. (source : *Courrier International*, 6 mai 1998)

AFFECTUEUX

Une étude publiée par un spécialiste du langage corporel montre que les hommes affectueux vivent plus vieux. En prenant le temps de prendre votre partenaire dans vos bras et de l'embrasser, vous pouvez gagner jusqu'à 5 ans de vie supplémentaire. (source : *Médecines Douces*, mai 1998)

MATERNITES EN VOIE DE DISPARITION

La circulaire de mai 1988 recommandant la fermeture

et le regroupement des petites maternités effectuant moins de 300 accouchements par an provoque toujours des vagues. La justification officielle est le manque de moyens suffisants de ces petites maternités... alors que les statistiques montrent que c'est dans les grands établissements parisiens que l'on a la plus forte proportion de décès de femmes. Dans les faits, il s'agit de rogner encore un peu plus sur les budgets sociaux, mouvement qui n'est pas récent : le décret Dieneh de 1972 avait déjà provoqué la fermeture de 52 % des maternités de l'époque. Une alternative serait de favoriser l'accouchement à domicile par une préparation du couple pendant la grossesse avec la possibilité d'avoir avec soi une sage-femme au moment crucial, ce qui coûterait beaucoup moins cher que la médicalisation actuelle, ce qui se fait par exemple aux Pays-Bas, mais cela serait redonner une autonomie à la mère, ce qui heurte, évidemment, les marchands du milieu médical.

PETITE PHRASE

"Il s'agit d'une farce grotesque et tragique, avec des échanges entre parties de corps animal et humain sur fond d'intérêts du marché et de mouvement d'argent qui provoquent chez moi un rejet mécanique". Mi-mars, Dario Fo, récent prix Nobel de littérature, invité à prendre la parole au Parlement Européen, a lancé un appel pour l'interdiction des organismes génétiquement modifiés.

LA FNSEA POUR

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, la FNSEA, syndicat majoritaire dans la plupart des départements, a pris position en faveur de l'usage du maïs transgénique. La FNSEA reprend à son compte les arguments avancés par les laboratoires : la lutte contre la faim dans le monde, entre autres ! La FNSEA, animée par les gros producteurs, n'avoue pas ses vraies raisons : l'espoir de gagner plus d'argent.

PANEL BIDON

Le gouvernement avait promis un grand débat sur le transgénique... après les semis de maïs, ce qui déjà est

OGM

trop tard. Mais la manière dont ce "débat" est organisé laisse rêveur. Il est censé se faire sous la coupelle de l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques dont le président est Christian Bataille, le socialiste farouche défenseur de l'enfouissement des déchets et dont une des vice-présidences est assurée par Michèle Rivasi (ex-CRIL-Rad). Ce groupe à l'habitude de travailler de la manière suivante : pendant une ou deux journées, il écoute les présentations du problème faites par les organismes concernés (industriels, services des ministères, grandes associations) puis fait un rapport qu'il transmet à titre indicatif à l'Assemblée nationale. Pour montrer son souci de démocratie, le gouvernement a jugé bon de faire ces audiences devant un panel représentatif de la société dont les personnes, a priori pas au fait de la question du transgénique, devront donner leur opinion à la suite des audiences. Ces personnes auront été choisies par l'institut de sondage IFOP. Outre le problème que ce genre d'audience — que nous

avons déjà suivi pour le nucléaire — fait la part belle aux technocrates (généralement, il n'y a que quelques associations pour toute une flopée d'administrations et d'industriels), le panel en question ne regroupera que 15 personnes ! L'opinion des Français réduit à 15 personnes, c'est extrêmement fort ! L'office parlementaire ferait mieux de tenir compte des sondages faits sur plus de 1000 personnes. L'un d'eux, réalisé pour le salon "Vivez nature", fin avril, indique que 71 % des Français ne veulent pas acheter de transgéniques... mais comment peuvent-ils faire le choix puisque rien n'est indiqué ?

BAHLEN PROTESTE

Suite à la publication du texte de 60 millions de consommateurs indiquant que du maïs et du soja transgéniques sont déjà présents dans nos aliments (voir Silence n°231), la société Bahlsen mise en cause pour ses biscuits a protesté indiquant que son fournisseur lui avait garanti l'absence de maïs transgénique. Le pire est sans doute que Bahlsen est honnête et cela prouve une fois de plus qu'une fois lancée, plus rien n'arrêtera la dissémination des gènes modifiés.



MAROC : RENCONTRE AVEC LES FEMMES BERBERES

L'association "L'Ami du Vent" propose du 8 au 15 août et du 5 au 12 septembre, une semaine de marche dans les vallées de l'Atlas, à la rencontre des femmes berbères. Cette marche est réservée à des femmes.

Renseignements : L'Ami du Vent, BP40427, 57105 Thionville cédex, tél : 03 82 88 42 32.

DU COTE DES FILLES

L'association "Du côté des filles" a été créée en 1994 avec comme but de lutter contre le sexisme dans l'éducation. Elle a démarré un travail de recherche sur les albums illustrés pour enfants de 0 à 9 ans en France, en

Espagne et en Italie pour faire un état des lieux du sexisme. Elle vient de publier une première synthèse de 8 pages : "Quels modèles pour les filles" que l'on peut obtenir contre une enveloppe timbrée auprès de : Du côté des filles, 8, rue Ballou, 75014 Paris.

FEMMES ET CHOMAGES

Si en France, les chômeuses sont plus nombreuses que les chômeurs (14,2 % de la population active contre 10,4 %), ce n'est pas le cas partout : en Grande-Bretagne (6,3 % contre 9,7%) et au Canada (9,4 % contre 9,9%) on observe même une tendance inverse. Les pays latins sont-ils les plus sexistes dans ce domaine ? On peut le croire si l'on regarde les

chiffres italiens (16,5 % contre 9,6 %) et espagnols (29,6 % contre 17,6%).

(source : OCDE 1997)

STRESS

Une étude portant sur les veufs et les veuves montrent que les premiers survivent moins longtemps. De manière générale, les femmes semblent avoir plus de capacités à rebondir face aux événements. Cela tiendrait à deux facteurs : leur capacité à se laisser aller à la dépression puis à en sortir, mais également à leur capacité à parler de leurs douleurs (grâce aux "papotages"). Autre facteur qui vient en aide aux femmes : leur plus grande polyvalence ; ce qu'elles perdent dans leur travail, elles le réinvestissent dans leur famille et vice-versa. Enfin, le stress est moindre chez les femmes... parce qu'elles ont encore très peu accès aux postes de responsabilités. (source : Réseaux Homme, mars 1998)

FEMMES ET TRAVAIL DOMESTIQUE

Un sondage européen réallisé dans différents pays demandait aux femmes si leur compagnon participait aux

tâches domestiques. En France, la réponse est non à 60,7 %. Les pays moins sexistes sont l'Irlande (32 %), les Pays-Bas (46,2 %), le Danemark (47,3 %), la Grèce (49,8 %), puis vient l'Italie (60,2 %), la Belgique (61 %), le Luxembourg (64,9 %), le Royaume-Uni (70,6 %), l'Espagne (79,7 %). La lutte pour l'égalité est encore loin d'être terminée ! (source : AFP, 8 mars 1998)

LYON : PLANNING FAMILIAL SACCAGE

Dans la nuit du 11 au 12 mai, le local du Mouvement français pour le planning familial de Lyon a été totalement saccagé. Les voisins alertés par le bruit ont appelé la police, mais celle-ci est arrivée trop tard. Matériel informatique, documentation sur la sexualité et la contraception, plaquettes de pilules et préservatifs, tout a été soigneusement détruit. Les dégâts se chiffrent en centaines de milliers de francs. Le centre a dû être fermé pendant une semaine et une manifestation de soutien a réuni environ 800 personnes.

Pour en savoir plus : MFPF, 2, rue Lakand, 69100 Villeurbanne.



RECHERCHE

- Cherche conseils en habitat sain sur le département de la Seine-Maritime. Denise Désan- naux, 18, place Georges-Bras- sens, 76360 Saventín.
- 18 ans, végétarien, élève de 1ère sciences et techniques de l'agronomie et de l'environnement, cherche maître de stage pour stage du 24 août au 4 septembre, sur le thème de la culture des champignons. Hébergement souhaité. Contact : Coubel Simon, 5, rue Sergent Leupe, 59820 Gravelines, tél : 03 28 23 06 45.
- Eric Bureau, 33, rue des Nollers, 17000 La Rochelle, tél : 05 46 27 37 63, cherche à suivre une formation de boulanger bio, de préférence dans un lieu de vie différente.
- Thlerry Mollmard, 7, rue du Piot, 63830 Nohanent, animateur pour

l'instant au RMI, avec idée de projet d'insertion, cherche documentation pratique sur les constructions écologiques, l'auto-construction, la bio-climatique, le bois cordé, la paille pressée, le lagunage, la petite culture et agriculture bio, l'élevage bio, la traction animale.

- Homme divorcé, deux enfants, difficulté financière passagère, CDI depuis quinze ans, coordinateur SEL dijonnais, cherche sur Dijon ou proche appartement F2 ou F3, 1500 F CC au 1er août 1998. Tél : 03 80 42 85 03.
- Cherche petite maison à la campagne à louer à l'année (région Aspet 09 ou 31). Faire proposition à Joël Touja, 82100 Gangarville, tél : 05 63 95 63 17.

RENCONTRE

• Réf 233.02. Femme rebelle, toujours plus belle, tu es jeune, tu

es athée, le lire peuple ton quotidien. Partageons des moments, des émotions, des rires, des plaisirs... Ecrire au journal qui transmettra.

VACANCES

- Pour vos week-ends, à la semaine... en plein parc régional des Bauges (Savoie), un appartement 4/5 personnes à louer : confort, calme, nature, proximité station (Aillon-Margériaz), été, hiver... Renseignements au 04 79 54 60 25.
- A 4 km du village de Tatti, commune de Massa Marittima, au milieu du maquis méditerranéen, dans notre ferme en biologie où nous élevons chèvres et oliviers, nous louons un petit appartement (2-4 places) à 450 000 lires la semaine (env. 1650 F). Baignades au lac (20km), à la mer (25 km) ou dans les rivières, eaux thermales près de Sienna (50 km). Patricia et Marco, tél : 00 39 0566 912962.

ECHANGES

• Donne bouc nain entier contre bons soins, à prendre à La Salvétat (Hérault). Cherche niches à chien de grande taille. Tél : 04 67 97 52 02.

VENDRE/LOUER

• Réf 233.01. Vends petite maison, Sud Saône et Loire, restaura-

tion (à finir) faite avec souci des matériaux utilisés, WC à compost, eaux usés par lagunage, terrain en bio (contrôle Ecocert depuis 95), possibilité reprise activité production de plantes aromatiques avec matériel (serres-tunnels, châssis...). Prix : 200 000 F. Ecrire au journal.

- Une pièce à louer dans maison partagée par 6 personnes. 2 SDB, cheminée, garage, deux jardins. Communauté d'intention souhaitée. 1800 F + charges. RER A, Champigny sur Marne (94). Tél : 01 48 81 17 31.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

LES CENTRES DE SANTE PRIMAIRES

En quoi consistent-ils exactement les "soins de santé primaires" ? Comment ont-ils été conçus et utilisés, en France particulièrement ?

Nous nous référerons aux textes officiels (2) produits par

nant la prise en charge de la santé, la déclaration dénonce dans son préambule une disparité entre les pays, inacceptable.

Elle situe les soins de santé primaires dans une dimension communautaire. (article VII).

Nous avons vu dans l'article précédent comment les femmes ont pu prendre en charge leur santé au sein de la Chrysalide. Cette expérience, bien que marginale a eu le mérite de poser des actes. Je vois déjà les sceptiques objecter : "C'est bien joli tout ça mais ce travail ne peut exister dans notre système de santé !" Ce serait oublier les dispositions prises par l'Organisation Mondiale de la Santé... (1)

(1) Cette série d'articles est publiée à l'occasion de la sortie du livre Femmes et santé publiée par l'auteure aux Editions Chronique Sociale. Les articles précédents ont été publiés dans les n° 216, 219, 222, 225, 230.

L'Organisation mondiale de la santé. Sous la houlette de cette organisation et du Fonds des nations unies pour l'Enfance, une conférence internationale organisée à Alma-Ata en Union Soviétique produisit une déclaration conceptualisant les soins de santé primaires et les définissant comme la **clé de la santé pour tous** (voir encart).

Née d'un constat de disparité entre les différents pays concer-

Ainsi les soins de santé primaires constitueraient le premier maillon d'une chaîne, une chaîne qui repartirait de la base, les individus, leurs familles, la communauté dans laquelle ils vivent, en tenant compte de leur niveau socio-économique. Ce maillon serait capable de les relier bien sûr au réseau sanitaire, celui du pays concerné, mais encore à tous les domaines élémentaires de la vie. (article VII)

La Chrysalide a permis la mise en place de ce premier maillon à un niveau individuel pour certaines femmes, réalisant le lien entre la santé et le travail, l'alimentation, la culture, les habitudes familiales... etc.

Une autre donnée nous a semblé importante, la volonté évidente de réintroduire les personnes concernées, les usagers dans l'action. (article IV)

Rééquilibrage et justice sociale

Rééquilibrage, solidarité, justice sociale, soutien, coordination sont les maîtres-mots de cette déclaration. L'objectif n'étant pas seulement la santé ou tout au moins la santé dans son sens commun, il est ambitieux et politique : la paix entre les peuples. (article X)

Ces soins de santé primaires visent avant tout les plus déshérités, et les pays du Tiers-Monde, mais il s'agit de recommandations adressées à tous les degrés de la population, gouvernants et gouvernés. Un appel est lancé à tous les pays, à tous les gouvernements signataires de prendre des mesures pour mettre en place de telles dispositions.

L'appel est aussi lancé à tous les acteurs sanitaires.

Basés sur des expériences vécues et reconnues, ils permettent en pratique de retrouver une politique de santé moins onéreuse et plus adaptée au besoin des populations. C'est une approche différente qui ouvre la voie aux initiatives qui doivent être encouragées.

Précisons que dans le registre de la Santé Publique (3), les soins de santé primaires sont répertoriés au chapitre "santé communautaire". La démarche communautaire est une préoccupation de l'Organisation des Nations Unies. Dès 1951, elle soulignait la nécessité d'établir des "services de santé de base":

"L'expression développé communautaire est entrée dans la langue internationale pour désigner l'ensemble des procédés par lesquels les habitants d'un pays unissent leurs efforts à ceux des pouvoirs publics en vue d'amélio-

rer la situation économique, sociale et culturelle des collectivités, d'associer ces collectivités à la vie de la nation et de leur permettre de contribuer sans réserve aux progrès du pays.

Ces procédés supposent deux éléments essentiels : les habitants participent activement aux efforts entrepris...; des services techniques et autres sont fournis en vue de favoriser et de rendre plus efficace l'initiative, les efforts personnels et l'aide mutuelle" (4).

Les soins de santé primaires font partie d'une approche plus vaste, les soins de santé communautaires qui recouvrent une démarche résolument différente ; ils souhaitent partir d'initiatives d'habitants ou les favoriser.

C'est intéressant, en théorie mais qu'en est-il de la pratique ? Les exemples sont nombreux et la littérature à ce sujet est abondante. Les soins de santé primaires ont en effet engendré de nombreuses initiatives dans les pays défavorisés essentiellement où ils constituèrent la base d'un réel développement.

En France, les soins de santé primaires ont plus de mal à s'introduire...

Les soins de santé primaires sont très souvent utilisés par les infirmières dans leur travail et nombreux sont les exemples : Prévention du sida, une action éducative en milieu carcéral, prévention du suicide, la prévention des maladies de coeur, l'éducation des diabétiques insulino-dépendants.. (5)

Les expériences en France sont assez isolées car, dans la grande majorité des expériences de soins de santé primaires, l'initiative part du haut, les soignants, pour arriver aux usagers. Nous pouvons bien souvent observer l'omniprésence du message unilatéral qui aurait un objectif, éduquer en fonction des critères déterminés par la médecine. Loin de critiquer ces initiatives, ne serait-il pas important de développer des initiatives qui partiraient vraiment des usagers ?

Nous ne sommes pas les seuls à faire ce constat et les soins



(photo : Madeleine Nutchey)

de santé communautaires peuvent sous-entendre différents sens :

"Pour les uns par exemple, la participation communautaire est un processus de redistribution des pouvoirs du centre vers la périphérie, pour les autres, c'est un mécanisme d'instrumentalisation et de manipulation." (6)

Ainsi le premier sens, que nous lui avons donné ne fait pas l'unanimité. La participation communautaire n'est pas si uniforme que nous pourrions le croire, une récente étude révèle différents degrés participatifs :

"Dans le premier degré, on trouve la non-participation, incluant la manipulation. Le second comprend différents degrés de participation purement symboliques

qui consistent à informer, à consulter ou encore à concéder. Les degrés les plus élevés sont le partenariat, la délégation de pouvoir et finalement le contrôle par les citoyens." (7)

La "participation communautaire" en matière de santé, semble être un terme fourre-tout, créant une grande confusion dans laquelle les usagers doivent apprendre à choisir leurs partenaires tout en ne perdant pas de vue leurs propres objectifs.

A ce niveau de notre recherche, nous constatons que nous avons laissé bien peu de place aux initiateurs de ces démarches. Si en théorie, les usagers doivent reprendre leur place d'acteurs en pratique, cette réintégration ne semble

(2) Organisation Mondiale de la Santé Les soins de santé primaires.

(3) "...tout ce qui est relatif à la santé d'une population dans son milieu de vie, qu'il s'agisse de prévention et d'éducation, d'hygiène du milieu et de vie sociale ; il regroupe l'ensemble de l'organisation et des structures sanitaires et sociales" Définition de C. Winscow introduite par l'Organisation Mondiale de la Santé dès 1952 cité par Ripoche Marie-Andrée Santé publique, santé communautaire, soins de santé primaires Revue Soins n°560 avril 1992

(4) Organisation des Nations Unies 1956 cité dans Action communautaire : une introduction J-F Salsberg et S. Welsh-Bonnard p 56

(5) Ministère des affaires sociales et de la solidarité

Les soins de santé primaires en institution...un pari à gagner N°10 Série Soins Infirmiers

(6) Miloud Kaddar La participation communautaire : une réponse à un double-échec in Sciences Sociales et santé vol 13 n°2, juin 1995, Erès

(7) Pierre Fournier et Louise Potvin Participation communautaire et programmes de santé : les fondements du dogme in Sciences sociales et santé, vol 13 n°2, juin 1995, Erès

pouvoir se faire seule, sans le soutien actif d'un personnel de santé qui aurait mûrement réfléchi, évolué pour se départir de sa supériorité. Si nous observons bien, dans les démarches des femmes à travers le self-help, le Mouvement Français pour le Planning Familial et la Chrysalide, les éléments mobilisateurs et acteurs étaient souvent des professionnels de santé, et encore plus souvent des infirmières. De par leur position entre usagers et médecins auraient-elles une place maîtresse sur ce grand échiquier ? Cet état de fait semble probable, il se vérifie en tous cas à travers les nombreux exemples de soins de santé primaires.

Définis comme tels les soins de santé primaires constituent une occasion inespérée pour développer des pratiques telles que celle de la Chrysalide.

Nous l'avons souligné les femmes interrogées reconnaissent en grande majorité avoir la responsabilité des soins et de la santé familiale.

En tant que telles, elles assument le premier niveau de soins de santé primaire, hors structures sanitaires :

"Les, soins de santé primaires sont actuellement dispensés, pour la plupart, en dehors du système de santé structuré, surtout par les femmes. En général, elles sont associées aux activités de base suivantes...l'éducation sanitaire, la préparation à la vie familiale, nutrition, santé maternelle et infantile..." (8)

Ainsi les soins de santé primaires seraient un moyen de s'intégrer dans le paysage sanitaire.

La grande (r)évolution des Soins de Santé Primaires est de nous engager à mettre nos actions de santé à la première personne du singulier et du pluriel:

"Qu'est-ce que je fais pour ma santé et celle de mon entourage ?"

"Qu'est-ce que nous faisons pour notre santé et celle de notre entourage ?"

Nous avons défini le cadre, il nous reste à envisager les moyens et nous y travaillons...

Françoise DESAILLY

Dans un monde où les quatre cinquièmes de la population n'ont accès à aucune forme permanente de services de santé, et où des millions de personnes sont déçues par ceux des systèmes conventionnels, les soins de santé primaires représentent la solution qui permettra d'atteindre un niveau de santé acceptable pour tous. La Conférence internationale sur les soins de santé primaires, tenue à Alma-Ata (URSS) du 6 au 12 septembre 1978, a énoncé les principes de ce concept, dont la portée est immense, dans la Déclaration d'Alma-Ata. Une action nationale et internationale doit maintenant être entreprise sans tarder pour que ces principes se traduisent en des programmes concrets et dynamiques.

La Conférence internationale sur les soins de santé primaires, réunie à Alma-Ata ce douze septembre mil neuf cent soixante-dix-huit, soulignant la nécessité d'une action urgente de tous les gouvernements, de tous les personnels des secteurs de santé et du développement ainsi que de la communauté mondiale pour protéger et promouvoir la santé de tous les peuples du monde, déclare ce qui suit :

I

La Conférence réaffirme avec force que la santé, qui est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en l'absence de maladie ou d'infirmité, est un droit fondamental de l'être humain, et que l'accession au niveau de santé le plus élevé possible est un objectif social extrêmement important qui intéresse le monde entier et suppose la participation de nombreux secteurs socio-économiques autres que celui de la santé.

II

Les inégalités flagrantes dans la situation sanitaire des peuples, aussi bien entre pays développés et pays en développement qu'à l'intérieur même des pays, sont politiquement, socialement et économiquement inacceptables et constituent de ce fait un sujet de préoccupation commun à tous les pays.

III

Le développement économique et social, fondé sur un nouvel ordre économique international, revêt une importance fondamentale si l'on veut donner à tous le niveau de santé le plus élevé possible et combler le fossé qui sépare sur le plan sanitaire les pays en développement des pays développés. La promotion et la protection de la santé des peuples est la condition sine qua non d'un progrès économique et social soutenu en même temps qu'elles contribuent à une meilleure qualité de la vie et à la paix mondiale.

IV

Les hommes ont le droit et le devoir de participer individuellement et collectivement à la planification et à la mise en œuvre des mesures de protection sanitaire qui leur sont destinées.

V

Les gouvernements ont vis-à-vis de la santé des populations une responsabilité dont ils ne peuvent s'acquitter qu'en assurant des prestations sanitaires et sociales adéquates. L'un des principaux objectifs sociaux des gouvernements, des organisations internationales et de la communauté mondiale tout entière au cours des prochaines décennies doit être de donner à tous les peuples du monde, d'ici l'an 2000, un niveau de santé qui leur permette de mener une vie socialement et économiquement productive. Les soins de santé primaires sont le moyen qui permettra d'atteindre cet objectif dans le cadre d'un développement conforme à la justice sociale.

VI

Les soins de santé primaires sont des soins de santé essentiels fondés sur des méthodes et une technologie pratiques, scientifiquement valables et socialement acceptables, rendus universellement accessibles aux individus et aux familles dans la communauté par leur pleine participation et à un coût que la communauté et le pays puissent assumer à chaque stade de leur développement dans un esprit d'autoresponsabilité et d'autodétermination. Ils font partie intégrante à la fois du système de santé national, dont ils

(8) Collectif Le rôle des femmes dans les soins de santé Organisation Mondiale de la Santé

DECLARATION D'ALMA-ATA

LES SOINS DE SANTE PRIMAIRES SONT LA CLE DE LA SANTE POUR TOUS

sont la cheville ouvrière et le point focal, et du développement économique et social d'ensemble de la communauté. Ils sont le premier niveau auquel les individus, la famille et la communauté entrent en contact avec le système national de santé, rapprochant le plus possible les soins de santé des lieux où les gens vivent et travaillent, et constituent le premier élément d'un processus continu de protection sanitaire.

VII

Les soins de santé primaires :

1. reflètent les conditions économiques et les caractéristiques socioculturelles et politiques du pays et des communautés dont ils émanent et sont fondés sur l'application des résultats pertinents de la recherche sociale et biomédicale et de la recherche sur les services de santé ainsi que sur l'expérience de la santé publique ;

2. visent les principaux problèmes sanitaires de la communauté, en assurant le services de promotion, de prévention, de soins et de réadaptation nécessaires pour résoudre ces problèmes ;

3. comprennent au minimum: une éducation concernant les problèmes de santé qui se posent ainsi que les méthodes de prévention et de lutte qui leur sont applicables, la promotion de bonnes conditions alimentaires et nutritionnelles, un approvisionnement suffisant en eau saine et des mesures d'assainissement de base, la protection maternelle et infantile, y compris la planification familiale, la vaccination contre les grandes maladies infectieuses, la prévention et le contrôle des endémies locales, le traitement des maladies et lésions courantes et la fourniture de médicaments essentiels ;

4. font intervenir, outre le secteur de la santé, tous les secteurs et domaines connexes du développement national et communautaire, en particulier l'agriculture, l'élevage, la production alimentaire, l'industrie, l'éducation, le logement, les travaux publics et les communications, et requièrent l'action coordonnée de tous ces secteurs ;

5. exigent et favorisent au maximum l'autoresponsabilité de la collectivité et des individus et leur participation à la planification, à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des soins de santé primaires, en tirant le plus large parti possible des ressources locales, nationales et autres, et favorisent à cette fin, par une éducation appropriée, l'aptitude des collectivités à participer ;

6. doivent être soutenus par des systèmes d'orientation/recours intégrés, fonctionnels et se soutenant mutuellement, afin de parvenir à l'amélioration progressive de services médico-sanitaires complets accessibles à tous et accordant la priorité aux plus démunis ;

7. font appel tant à l'échelon local qu'à celui des services de recours aux personnels de santé—médecins, infirmières, sages-femmes, auxiliaires et agents communautaires, selon le cas, ainsi que, s'il y a lieu, praticiens traditionnels — tous formés socialement et techniquement pour travailler en équipe et pour répondre aux besoins de santé exprimés par la collectivité.

VIII

Tous les gouvernements se doivent d'élaborer au plan national des politiques, des stratégies et des plans d'action visant à introduire et à maintenir les soins de santé primaires dans un système national de santé complet et à les coordonner avec l'action d'autres secteurs. A cette fin, il sera nécessaire que s'affirme une volonté politique, pour mobiliser les ressources du pays et utiliser rationnellement les ressources extérieures disponibles.

IX

Tous les pays se doivent de coopérer dans un esprit de solidarité et de service en vue de faire bénéficier des soins de santé primaires l'ensemble de leur population, puisque l'accession de la population d'un pays donné à un niveau de santé satisfaisant intéresse directement tous les autres pays et profite à tous. Dans ce contexte, le rapport conjoint FISE/OMS sur les soins de santé primaires constitue une

base solide pour l'avenir du développement et du fonctionnement des soins de santé primaires dans le monde entier.

X

L'humanité tout entière pourra accéder à un niveau acceptable de santé en l'an 2000 si l'on utilise de façon plus complète et plus efficace les ressources mondiales dont une part considérable est actuellement dépensée en armements et en conflits armés. Une politique authentique d'indépendance, de paix, de détente et de désarmement pourrait et devrait permettre de dégager des ressources supplémentaires qui pourraient très utilement être consacrées à des fins pacifiques et en particulier à l'accélération du développement économique et social, dont les soins de santé primaires, qui en sont un élément essentiel, devraient recevoir la part qui leur revient.

* *

La Conférence internationale sur les soins de santé primaires demande instamment que soit lancée d'urgence, aux plans national et international, une action efficace pour développer et mettre en œuvre les soins de santé primaires dans le monde entier et, en particulier, dans les pays en développement, conformément à l'esprit de la coopération technique et d'un nouvel ordre économique international. Elle appelle les gouvernements, l'OMS et le FISE et les autres organisations internationales, ainsi que les organismes multilatéraux et bilatéraux, les organisations non gouvernementales, les organismes de financement, tous les personnels de santé et l'ensemble de la communauté mondiale à appuyer au plan national et international l'engagement de promouvoir les soins de santé primaires et à lui fournir un soutien technique et financier accru, en particulier dans les pays en développement. La Conférence les exhorte tous à collaborer pour instaurer, développer et maintenir les soins de santé primaires conformément à l'esprit et à la lettre de la présente Déclaration.



PETITES PHRASES

"Si l'économie de marché est une notion acceptable, une société de marché ne

l'est certainement pas. L'important, ce n'est pas que le marché soit libre, mais que les individus le soient"
Frederico Mayor.

"Des milliards de dollars et des dizaines de milliers d'années de recherche ont été consacrés, de par le monde, à étudier seulement la drosophile. Mais, à ce jour, nous n'avons aucune idée de comment cette mouche du vinaigre survit pendant l'hiver au Canada, comment son œuf peut se transformer en une larve, comment cette larve pourra se transformer en nymphe et comment cette nymphe donne naissance à une mouche adulte. Comment peut-on alors imaginer que la science puisse "manager" la nature ?"

David Suzuki, directeur de Fondation Suzuki de Vancouver, "The Ecologist", Janvier 1998. (note de la rédaction la drosophile est très étudié en génétique parce que c'est un animal ayant un nombre de gènes extrêmement limité).

"On a souvent eu l'impression que l'Etat soutenait le milieu associatif comme la corde soutient le pendu pour mieux le récupérer, le contrôler et l'étrangler"
Erwan Ruty, éditorial de Pote à Pote, Janvier 1998.

LE MYTHE ECOLOGISTE : DE LA RUPTURE A LA BANALISATION ?

Silence a pris l'initiative de contacter, fin 1996, le centre de sociologie des représentations et des pratiques sociales et l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble pour co-organiser ensemble un colloque qui porterait sur la distance entre le discours et la pratique écologistes et l'idée que le public s'en fait. Un comité de pilotage a été mis en place et vous trouverez ci-dessous le programme tel qu'il sera développé à l'automne prochain.

Jeudi 19 novembre 1998
Après-Midi
Aux sources du mythe : héritages et ruptures, principes communs.

14h30 : Accueil
15 h : *La question de la nature* avec **Philippe Lebreton**, biologiste, membre fondateur de la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, ancien conseiller régional.

16 h : *Small is beautiful : autonomie et démocratie directe* avec **Agnès Bertrand**, ancienne directrice d'Ecoropa, directrice de l'Institut pour la relocalisation de l'Economie.
17 h : *Croissance zéro, refus de la consommation* avec **Daniel Cérézuelle**, philosophe, animateur du Groupe du Chêne, Université de Bordeaux.
18 h : *Lien social, convivialité ou individualisme* avec **Jean-Pierre Deslauriers**, professeur en travail social, Université de Hull, Québec, membre de l'Institut Ecosociété.

Vendredi 20 novembre 1998 - Matin
Du mythe à ses manifestations sociales concrètes : les divergences

9 h : *Ecologie sociale ou écologie profonde ?* avec **John Clark**, philosophe, Loyola University, Nouvelle-Orléans, auteur d'ouvrages sur la mouvance libertaire et écologiste.

10 h : *Ecologie interventionniste, libérale ou libertaire ?* avec **Dominique Allan-Michaud**, chercheur CNRS-ENS Paris, auteur du livre "L'avenir de la société alternative".

11 h : *Différentes formes de militantismes : communautarisme, coopératives, associations, engagement personnel, pratiques bio, NIM-BY...* avec **André Micoud**, chercheur au CRESAL à Saint-Etienne.

Vendredi 20 novembre 1998 - Après-midi
Quelles alternatives pour quelles ruptures ?

14 h 30 - Ateliers en parallèle
• *Ecologisme et pacifisme* avec **Hervé Ott**, du Cun du Larzac et **Philippe Bourdeau**, géographe, IGA Grenoble.
• *Ecologisme et féminisme* avec **Solange Fernex**, présidente de Femmes pour la Paix, ancienne députée européenne des Verts, et **Sylviane Poulenard**, de Silence.

• *Ecologisme et spiritualité* avec **Joel Jakubec**, théologien à Genève, membre du SEBES, groupe de réflexion sur l'écologie et la biosphère

et **Pierre Jacquot**, sociologue à Grenoble.

16 h 30 - Ateliers en parallèle
• *Associations et lobbies* avec **Pénélope Komitès**, ancienne directrice de Greenpeace, directrice d'Agir pour l'Environnement, à Paris.

• *Communautés, coopératives, entreprises alternatives, SEL...* avec **Michel Bernard** et **Sylviane Poulenard** de Silence.

• *Transmission du savoir et du mythe* avec **Roland Desbordes** de la CRII-Rad, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, et **Frédérique Resche-Rigon**, animatrice à la FRAPNA-Rhône.

Samedi 21 novembre
Matin
Ecologisme : banalisation, dérives, résistances

9 h : *Signification des résistances écologistes en France* avec **Guillaume Sainteny**, politologue à l'IEP de Paris.

9 h 50 : *Les dérives du discours écologiste* avec **Dominique Bourg**, philosophe, Université de Troyes.

10 h 40 : *Les clivages de l'écologisme en Europe* avec **Jean-Paul Bozonnet**, sociologue, IEP de Grenoble.

11 h 30 : Table-ronde avec tous les intervenants.

Samedi 21 novembre
Après-midi
Ecologie réalisée ou récupérée ?

14 h - Ateliers en parallèle
• *L'écologie revisitée par les partis* avec **Michel Hastings**,

politologue à l'IEP de Lille et **Agnès Roche**, politologue, Université de Clermont-Ferrand.

• *L'imaginaire écologiste au quotidien et la vision des médias* avec **Mimmo Pucciarelli**, sociologue et éditeur, qui rendra compte de l'enquête réalisée auprès du lectorat de Silence et des actionnaires de la NEF et **Michel Bernard** de Silence.

• *L'écologisme et les entreprises* avec **Françoise Holtz-Bonneau**, ancienne rédactrice en chef d'Ecologie-Infos, ancienne chercheuse à l'INA, et **Alain Tauveron**, géographe, Université de Grenoble.

16 h : *Ouverture : l'avenir du mythe écologiste* avec **Alain Pessin**, professeur au Centre de sociologie des représentations et des pratiques sociales de Grenoble.

Un programme plus détaillé sera inclus dans le numéro de septembre de Silence.

Prix du colloque pour les trois jours :

- Revenus mensuels inférieurs à 3000 F : 100 F
- Revenus mensuels entre 3000 et 9000 F : 250 F
- Revenus mensuels supérieurs à 9000 F : 400 F

Commande des actes du colloque : 200 F

Chèque à l'ordre de l'Agent comptable de l'Université Pierre Mendès France à retourner avant le **15 septembre** à :

Secrétariat du département de sociologie BP47
38040 Grenoble cédex 9

Pour les lecteurs de Silence, possibilité d'hébergement chez l'habitant : nous en faire la demande en nous écrivant.

ALLEMAGNE : 17 F LE LITRE D'ESSENCE

Les Verts Allemands ont décidé de faire monter la pression à six mois de l'élection du possible nouveau chancelier. Le leader du SPD (socialistes), Gérard Schröder, a absolument besoin de leurs voix pour bâtir un nouveau gouvernement de coalition rose vert et envisager sérieusement de mettre un terme au règne d'Helmut Kohl.

Les Verts Allemands demandent comme gage de leur soutien que le prix du litre d'essence passe à 5 marks (environ 17 FF). L'impact de cette demande est grand en Allemagne et permet enfin de débattre d'un certain nombre de problèmes fondamentaux propres à notre civilisation.

Le litre d'essence à 5 DM rapprocherait le coût à la pompe du coût réel lorsque l'on tente de tenir compte de tous les effets induits de l'usage des dérivés pétroliers.

On a déjà beaucoup parlé des effets sur la santé de la population. Des études récentes ont clairement démontré que, dans l'exemple de Paris, ce ne sont pas moins de 7 à 800 décès prématurés par année que l'on peut attribuer aux émissions excessives de particules nocives contenues dans les gaz d'échappement. Le cas n'est pas limité à Paris. Il suffit pour s'en convaincre de consulter régulièrement les taux d'oxydes d'azote de l'air dans votre ville.

Les effets sur l'environnement sont aussi clairement démontrés : réchauffement de la planète, modifications climatiques en tout genre...

Les effets sur l'économie sont moins souvent mis en évidence mais tout aussi patents. De récentes études de l'Inserm, de l'Ergurs et du Health Effects Institute ont démontré que l'impact des coûts sociaux de l'automobile pourraient représenter jusqu'à 5 % du produit national brut.

L'exigence des Verts allemands nous aidera donc à "remettre l'église au milieu du village" et à redéfinir les vrais responsables et les objectifs cohérents indispensables à la pérennité même de la vie sur notre planète.

Encourageons-nous réellement l'utilisation de moyens respectueux de l'environnement chaque fois que cela est possible ? Quel est le coût réel du transport par avion, des touristes, des hommes d'affaires (à l'heure du Web) et des marchandises fabriquées à si bon coût là-bas qu'il reste rentable de les transporter en avion en créant du chômage ici ?

Les Verts Allemands ont montré le chemin.
(Correspondance Alain Marquet, Genève)

USA : IMMIGRATION ET NATURE

Des responsables du Sierra Club, la plus importante organisation environnementale des USA, se sont prononcés pour une limitation de l'immigration car, selon eux, l'augmentation de la population est un facteur de dégradation de l'environnement du pays. Ceci a provoqué une bataille politique interne intense et finalement un référendum a eu lieu. Sur 550 000 membres, plus de 60 % se sont prononcés contre la proposition de demander une limitation de l'immigration. Comme quoi la prise de conscience que les ressources naturelles sont limitées peut conduire à des réflexes xénophobes puisque près de 40 % ont voté pour cette proposition.

(source : *Courrier International* du 2 avril et du 29 avril)

ISRAËL : TORTURE AU QUOTIDIEN

Alors qu'Israël revendique d'être le premier Etat démocratique du Moyen-Orient, une association israélienne de défense des droits de l'homme, Betsalem, affirme dans son dernier rapport que le Shin Beth (service de sécurité général) a exercé des sévices sur les prisonniers palestiniens dans 85 % des 850 interrogatoires réalisés en 1997. Le 19 mai dernier, l'association a fait une démonstration publique, avec deux acteurs, des méthodes utilisées par la police. Elle a fait une requête devant la Cour Suprême, la plus haute instance de justice, pour qu'elle examine les pratiques du Shin Beth. Le responsable de celui-ci, Ami Ayalon, a répondu aux juges que selon lui ces "moyens peu orthodoxes" sont "absolument es-

sentiels pour lutter contre le terrorisme". La Cour a observé qu'il n'y a pas eu de mort à la suite d'interrogatoire musclé et que la loi israélienne autorise des "pressions physiques modérées".
(source : *Libération*, 21 mai 1998)

ECOLOS NATIONALISTES

Nous présentons dans le numéro d'avril le groupe ADN, auto-défense naturaliste, dont l'adresse est à Rennes. Un lecteur nous a communiqué une interview de Hans Cany, l'animateur du groupe, parue dans Impact, une petite revue qui appelle ouvertement à voter Front National. Hans Cany, bien que se revendiquant libertaire, y affirme ses affinités avec le "nationalisme" prôné par le groupe "Nouvelle résistance", un pseudo-groupe écolo dont une partie a déjà rejoint le FN. A éviter donc.

PARIS : REVEILLON DU PREMIER MAI

Alors qu'ils n'étaient qu'une cinquantaine l'année précédente, plus d'un millier de personnes se sont retrouvées cette année devant la Bourse de Paris, le 30 avril au soir pour faire la "fête au travail" et dénoncer le capitalisme international. Après deux heures de bouffe, de boissons et de discours, la projection du film "Charlot banquier" a pu se faire en pleine rue. En même temps, des fêtes similaires ont eu lieu devant les bourses de Montréal, de Londres et de Canberra. Une initiative qui ne demande qu'à grossir...

PARIS : COHN-BENDIT ENTARTE

Alors qu'il revenait à l'université de Nanterre, le 5 mai dernier, pour raconter ses histoires d'ancien combattant, Daniel Cohn-Bendit, aujourd'hui quinquagénaire et sage député réaliste vert en Allemagne, a reçu en pleine figure une tarte lancée par des militants de la CNT, syndicat anarcho-syndicaliste. La CNT dans un communiqué remet Cohn-Bendit à sa place : aux côtés des réformistes mous que sont Serge July (directeur de *Libération*) et d'Alain Geismar (conseiller de Claude Allègre à l'éducation), autres anciens leaders de 68.

LA POESIE DU CAC 40

Quand les quartiers de la noblesse viennent frimer au Téléthon quand on veut guérir la déresse sur les affich's de Benetton quand les entreprises dégraisent pour mieux engraisser les patrons quand tu as la police aux fesses parc' que tu es jaune ou marron en prime aux frais de la princesse t'as l'choix entre balle et violon quand enfin le Pape professe l'abstinence au lieu du condom

te laisse pas aller au stress le Dow Jon's en pleine ascension et le Cac 40 qui progresse c'est un sacrée consolation

Quand la dernière des prouesses c'est de prendre un billet d'avion pour la Thaïlande ou Bénarès se taper des petits garçons quand on envoie les CRS déloger à grands coups de gnons les infirmiers les "sans adresse" de Barbès ou de Charenton quand on ne frapp' plus sa maîtresse sauf en cour de récréation quand l'autre nazillon redresse ce qu'il ose appeler un Front

vous laissez pas aller au stress Dow Jon's est en pleine érection Cac 40 a le feu aux fesses y'a des partouz' chez l'or étalon

Quand on propose à la jeunesse un avenir nauzéabond l'Humanité et sa kermesse Sida chômage et pollution ou Mercedes et sac Hermès et la secte pour les pigeons quand ici et là on oppresse pour l'une ou l'autre religion quand Sarejevo est en pièces l'Europe avance à reculons et quand au Zaïre on dépèce c'est qu'un scoop entre deux feuil' tons

Y'a pas de quoi céder au stress Dow Jon's passe le mur du son Nikkeï Cac 40 sont en liesse c'est un foutue révolution

Un copain du côté de la Bresse a promis d'm'écrire un' chanson un truc plein de délicatesse qui va m'rapporтер des millions il a décortiqué la presse s'est soûlé de télévision sorti Littré Larousse et qu'est-ce qu'il a trouvé en conclusion ? qu'on n'est pas sorti d'la merde, qu'la bours' va "Nikkeï ta mère" qu'tu sois Chinois Français ou Beur et qu'Dow Jon's va pas "chez ma tante"

et comme l'argent n'a pas d'odeur rallions-nous tous au CACA-RENTE rallions-nous tous au CACA-RENTE

Texte de **Roland Marx**
Mise en musique de **Gérard Delon**

(Trouvé parmi plein de bons textes et de poésies dans "Florilège 89", décembre 1997, revue trimestrielle de création littéraire, BP65, 21021 Dijon cédex)

REFLEXIONS SUR LE CHANGEMENT

Etes-vous complètement satisfait de votre existence et de celle de votre monde ? Certains disent vivre dans un monde parfait car ils sont comblés d'amour, d'argent, de sens, de santé, de foi dans l'avenir, et même dans ce qui se passera au delà de la mort. Le destin d'autrui, moins bien loti, ne semble pas les troubler, et ils ne revendiquent aucun changement.

la nature. Mais sinon, qui va changer les choses ? Qui croit encore qu'un homme providentiel ou un chevalier blanc nous tirera de là ? Qui compte encore sur un scientifique ou autre expert payé par une société multinationale pour résoudre nos problèmes ? La pensée unique au service d'une élite cherche à nous faire abandonner nos rêves, nos idéaux, nos visions d'une alternative à cette vie...

changements sont souhaitables. Sans parler de ceux qui ont un intérêt clair à s'y opposer.

Ainsi, au lieu de s'investir pour réaliser ces changements, certains passeront leur temps à se plaindre sans agir, à casser et détruire au lieu de construire, à débattre et polémiquer sans trouver de consensus, et à tâcher d'oublier leurs propres zones de contradiction, d'ombre et d'incohérence, au lieu de se remettre en question.

Les militants les plus engagés et convaincus sont eux-mêmes face à un dilemme : leurs paroles et leurs actes ne feront pas forcément avancer les changements et peuvent même les faire reculer s'ils sont mal conçus : chaque fois qu'une action échoue, cela confirmera aux sceptiques que le changement est impossible ; chaque fois que les discours évoquent la suppression de certains avantages, les gens qui en bénéficiaient prendront peur ; chaque fois qu'un exposé brillant présente les incohérences du système, l'humiliation de l'adversaire rompra tout dialogue, car les exigences de cohérence, de refus de compromission, d'aller droit au but sont souvent ressentis de manière très violente.

Afin de surmonter ces difficultés et de devenir les sages-femmes de l'accouchement des changements dans le respect d'autrui, tous ceux qui souhaitent ces changements devraient bien réfléchir sur la nature du changement avant de foncer tête baissée dans le mur.

Quelle est la nature du changement ?

Pour ma part, je suggérerai les points suivants à la réflexion de chacun.

Mes études de l'histoire me font penser d'abord que la **lenteur**

Si nous militons, c'est parce que nous avons l'espoir d'un changement. Mais plutôt que de chercher à convaincre l'autre, ne faut-il pas, à travers une attitude non-violente, favoriser le dialogue et le respect de l'autre, celui-ci pouvant ensuite faire lui-même sa propre démarche ?

D'autres disent également vivre dans un monde "parfait" mais c'est plutôt une façon d'exprimer leur acceptation des contraintes, les hauts et les bas, les manques et les satisfactions sans lesquels ils ne pensent qu'aucune évolution sur leur chemin, ni appréciation de l'existence ne serait possible. Ils ne sont pas loin de la phrase taoïste "il ne peut y avoir de lumière sans obscurité". La vie est ainsi faite, ce qui n'empêche pas d'avoir envie de changements, voire même de rêver d'un progrès.

Qui peut changer quelque chose ?

Si le statu quo vous plaît, il ne faut rien changer, même si un jour des changements risquent de vous être imposés par les hommes ou par

ce serait "utopique, pas réaliste, contre la nature humaine, contre les traditions"... D'aucuns cherchent à nous convaincre que nous ne sommes pas capables de mener un changement à bien, que nous sommes trop bêtes pour comprendre et que nous n'avons qu'à nous taire et à suivre les experts.

Quels obstacles aux changements ?

Et en effet, ce n'est pas très simple. Bien des gens voudraient des changements mais ne pensent pas que ce soit réalisable. D'autres ont peur que certains changements leur demandent trop de remises en question, de sacrifices, de pertes d'avantages ou de privilèges. Et bien sûr, il y a beaucoup de désaccords sur quels

du **changement** semble évident. Il y a beau y avoir des révolutions, il fallait des centaines d'années pour les préparer et d'autres centaines d'années pour les assimiler et les consolider. Malgré des accélérations visibles, accompagnées de violences et de mépris, elles sont souvent suivies de ralentissements, de retours en arrière, de réactions, de défaites. Vouloir accélérer les choses sans tenir compte de la mentalité générale et sans jauger si elle est prête peut mener à des choses terribles (cf. le règne de la Terreur de la Révolution Française et Napoléon, la "modernisation" de l'Iran et la Révolution Islamique qui l'a suivie, j'en passe et des meilleurs...)

Il me semble que le changement est **véhiculé par des individus**, et non pas par des institutions. Ces dernières peuvent codifier les demandes, mais rarement les imposer à longue échéance sans réaction. Ainsi la révolte des paysans au Moyen Age, la Réforme, la révolution scientifique, le mouvement pour l'abolition de l'esclavage, la décolonisation du Tiers Monde, le mouvement pour les droits civiques des femmes et des noirs étaient d'abord l'œuvre d'individus motivés. Pour que la société change, il faut que les individus changent.

Il me semble également que les changements doivent **apporter quelque chose à l'individu** ou ils seront voués à l'échec. La vaste majorité des gens vit d'abord pour elle-même, même si la vie collective peut lui apporter beaucoup et vice versa. Individualité ne veut pas dire égoïsme : rare est celui qui vit par pur altruisme sans but personnel, envie de plaisir ou intérêt financier, psychologique, spirituel, social, etc. Ainsi en va-t-il des antinucléaires NIMBY (not in my back yard), des adeptes du bio pour leur propre santé, des féministes pour moins de harcèlement et plus de salaires, des militants anti-voitures pour moins de bruit et pour avoir des transports moins chers... voire même de bien des écologistes dont les actions servent à avoir bonne conscience et à avoir d'eux-mêmes une bonne image. On peut même se douter que le pur défenseur d'une nature non-soumise aux utilisations anthropocentriques y retrouve son compte... La motivation pour le changement vient de l'intérieur. Le changement vient

de l'individu et sert à construire l'individu en même temps.

Tout tend à me convaincre que le changement n'est **durable que lorsque c'est consensuel**. D'ailleurs, les intérêts financiers font tout pour éviter qu'un consensus clair émerge contre le nucléaire, les hormones, le transgénique, la médecine pharmaceutique à outrance, la publicité et la consommation gaspilleuses sans bornes. Mais là où même un mini-consensus émerge quand même, ces groupes cherchent à engranger les bénéfices (alimentation bio, éoliennes — voir articles de Silence ces derniers mois). Pour créer un consensus, il y a tout un vécu et une expérience de vie à cultiver ; ce n'est souvent pas un tract que l'on lit en cinq minutes qui va changer l'avis des gens. Il ne s'agit pas non plus d'imposer des solutions toutes faites aux autres.

Si ces caractéristiques du changement sont valables, il serait bien d'en tenir compte dans sa façon de communiquer et d'agir.

Implications pour ceux qui voudraient changer de société : changer de communication pour aider les gens à se construire.

Bien que je sente toujours l'urgence d'agir pour sauver la planète, je sens aussi que le combat le plus efficace est celui du long terme. Ce n'est pas pour dénigrer toutes les manifestations, pétitions, tracts et autres campagnes électorales, mais si en faisant ces choses, on néglige l'éducation des enfants, les gestes quotidiens d'écoute, de convivialité (mais aussi d'écologie) qui nous permettent de toucher ceux qui ne font pas partie de ces luttes réservées en grande partie aux militants, nous nous trompons de priorités. Et cela parce que le changement est lent et doit pénétrer dans les habitudes et les références culturelles des uns et des autres.

D'abord l'écoute

Une écoute n'est pas une liste de propositions ni de revendications. Ce qui mobilisera l'autre viendra de lui et de ses valeurs quand quelqu'un lui aura permis d'explorer ce qu'il ressent et ce dont il a besoin. Il me semble que bien des militants écologistes sont très souvent assez loin

d'avoir compris ceci. On ne peut pas faire partager des valeurs que l'autre n'a pas. Il faut d'abord identifier ce qu'il veut et qu'il découvre lui-même où cela le mène. La plupart des gens ne partagent pas assez les valeurs et objectifs des militants pour être attirés aux manifestations, et une fois sur place, l'ambiance ne permet pas le dialogue intime souhaitable pour explorer avec chacun ses objectifs, craintes, limites, ses attitudes envers la politique, sa vision de la société et son rôle dans le changement. De plus, dans n'importe quelle grande assemblée, la concurrence pour la parole, la peur de prendre la parole devant un groupe (de se faire juger ou se rendre "ridicule"), l'absence d'accueil, de tranquillité, de place pour le nouveau sont autant d'obstacles à une communication bilatérale solide. Les manifestations attirent surtout des gens déjà convaincus, informés et engagés ou bien des gens dont la réflexion apolitique et associative à thème unique n'évolue que rarement vers un engagement politique global sans un contact plus approfondi... et les élections se résument souvent à des contacts trop superficiels pour toucher les indifférents ou ceux qui sont opposés. Quant aux médias, un message complexe a du mal à passer auprès des individus sur des chemins si divers, car il n'y a pas de "véritable" relation.

Une véritable relation

Pour moi, une "véritable" relation s'installe quand les individus se sentent entendus dans leurs besoins, respectés dans leurs valeurs et leurs connaissances, impliqués dans les décisions qui les concernent et acceptés dans leur façon d'être. Afin d'y parvenir, le mouvement de psychologie humaniste (Rogers, Gordon, Erickson, Salomé, et l'Espace Non-violence entre autres), propose des techniques de communication non-violente et de remise en question de nous-mêmes. Je cherche à appliquer ces principes un peu partout dans ma vie (avec plus ou moins de succès.)

Par exemple, supposons que la survie de l'espèce et de la planète soit la priorité pour moi. De quel droit puis-je affirmer que c'est l'essence **absolue** de la vie? Si quelqu'un veut une grosse bagnole rapide, l'accumulation de richesses, et des plaisirs de l'instant, en disant

"après moi, le déluge", je peux le traiter de "con irresponsable", mais en le jugeant, je nie son droit d'être dans d'autres préoccupations. Au fait, je lui demande de se sacrifier pour mes valeurs. Je refuse son droit objectif de me faire chier avec ses besoins destructifs alors que je trouve normal de l'empêcher avec mes demandes de respect pour ce qui m'est cher. Lui faire la morale, lui imposer mes règles de conduites, mes "il faut", "tu devrais" n'accomplissent rien, car se sentant non-accepté, il se fermera au dialogue, deviendra agressif, sortira des mots juste pour m'agacer, et n'évoluera surtout pas... et pourtant... en l'acceptant tel qu'il se présente avec ses qualités ou défauts sans jugement, avec ses complexes et peurs... en l'invitant à expliciter ses désirs, ses peurs, ses valeurs, en les reformulant pour lui montrer que je le comprends, je lui permets de devenir lui-même dans la relation. Je ne suis pas obligé d'approuver pour autant ses points de vues. Mais, se sentant du coup accepté, il est libre de prendre connaissance de ses insatisfactions refoulées... et d'évoluer. Même de se rendre compte éventuellement qu'il veut autre chose que ce qu'il affirmait... comme la paix, l'amour, l'harmonie... et que pour évoluer vers ces valeurs qu'il sera contraint de faire d'autres choix... de se changer... Ou sinon, au moins nous pourrions parler des conflits posés par nos valeurs et buts contradictoires de manière plus constructive, car pas pollués par des règlements de comptes avec notre passé.

Une autre éducation

Alors si l'on ne change pas sérieusement l'éducation des enfants, le plus souvent dominés par l'adulte, contraints d'obéir sans toujours être écoutés, sans véritable relation, qu'en sera-t-il de l'esprit critique de ces enfants et de la société dans vingt ans si l'approche à la communication ne bouge pas même parmi les militants ? La démocratie, une approche active, une véritable relation dans la famille et dans l'école, c'est vital. Et pourtant, bien des écologistes instituteurs et professeurs ne remettent pas du tout en question leur façon de faire, fortement influencés par leurs habitudes d'enfance, très difficiles à surmonter sans des années de travail sur soi-même. Combien sont bloqués par leurs peurs ? Combien militent inconsciemment par peur de la mort, envie de vie éternelle, par la soif d'appartenir, l'envie d'être aimé au lieu d'une envie lucide de changement ? Combien gueulent, s'acharnent, s'affirment avec certitude et mépris afin de dominer autrui, jugent autrui afin d'assouvir leur besoin de se sentir supérieurs et donc valables ? Combien, pris dans leurs propres besoins et valeurs n'arrivent plus à entendre l'autre ni à établir une "véritable" relation dans la famille, à l'école, dans le travail, dans les associations, et dans la rue ?

Peut-on se passer de ce travail très lent sur soi et avec les autres ?

Ce qui nous fait revenir au fait que le changement est lent. Car pour apprendre à appliquer ces principes de communication, malgré les habitudes apprises, il faut du temps (et du travail dans un groupe correctement formé !!!) J'ai déjà vu des enfants et des adultes qui se transforment tout de suite quand ils se sentent compris dans une relation. Bonne raison d'y prêter attention tout de suite. De plus, je ne suis pas sûr que l'on puisse faire l'économie de cette tâche lente si nous voulons changer de société, car je crois, comme Gandhi, que l'arbre est dans le fruit. C'est-à-dire, le but que nous atteindrons est déterminé par les moyens choisis. La Révolution Française était expéditive, mais peu durable car les mentalités n'y étaient pas encore massivement prêtes. Sa violence menait droit à Napoléon, parmi d'autres choses.

La société non-violente, alternative et écologiste voulue par un certain nombre d'entre nous manque encore d'un soutien massif. Les alternatives politiques avec des élus, dans une municipalité ou une région, savent la difficulté de faire évoluer les choses quand tant de forces s'y opposent ou sont indifférentes. Malgré quelques victoires ici et là, les résistances alternatives n'aboutiront pas globalement, jusqu'au jour où elles bénéficieront d'un soutien aussi massif que le mouvement en Inde avec Gandhi qui a fini par balayer les Anglais. Je pense que peu de monde dans notre société évoluera vers de telles valeurs tant que les personnes alternatives refusent d'entrer en véritable relation avec eux... les laissant justement libre de ne pas être d'accord ! Cette liberté, cette non-pression permettra peut-être au "fataliste" (qui n'a aucun espoir pour l'humanité) de se rendre compte que se changer peut tout de même LUI apporter quelque chose. Elle permettra au philosophe (qui trouve toute action ambiguë ou ignorante et préfère laisser venir les choses) de peut-être décider que l'écologie est une chose qui LUI est venue. Elle permettra éventuellement à l'opportuniste égoïste (face à quelqu'un qui ne cherche plus à le convaincre mais qui établit avec lui une "véritable" relation) de brusquement découvrir au fond de LUI une envie de vivre autre chose... J'appelle cela aider les gens à accoucher d'eux-mêmes.

Conclusion

Mes expériences depuis 1986 m'ont convaincu que l'engagement généralisé que nous espérons passe par une prise de conscience globale et individuelle qui ne se fera pas sans ces contacts, source essentielle de soutien et de changement. Mais rien ne peut garantir qu'un consensus pour tel ou tel changement existera quand les gens développent des relations véritables. Simplement, la capacité de le chercher de manière non-violente risque d'être aggrandi, le respect mutuel a de fortes chances d'être plus grand et la frustration larvée des millions d'incompris et révoltés sera peut-être moins forte.

Gregg WEST

PARIS DAKAR : PAS D'ACCORD

Hors-série n°2 de la revue Silence

Au sommaire : L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?

Rédaction :
Michel Bernard
J.M. Fardeau
et B. Delpeuch.

Bon de commande page 79.





NUCLEAIRE

PETITES PHRASES

"Il est temps qu'un grand débat démocratique reconfirme au nucléaire toute la légitimité qu'il mérite"
C'est la vision de la démoc-

cratie de Rémy Carle, ancien président de la NERSA, ancien directeur d'EDF, dans une tribune parue dans *Le Figaro* du 23 mars 1998 intitulé "Sauver Creys-Malville". Rappelez-lui que les deux tiers

des Français sont d'accord pour fermer Superphénix, que 85 % d'entre eux souhaitent que l'on ne construise plus de réacteurs et qu'autant souhaite que la recherche donne la priorité aux énergies renouvelables.

"La vérité n'est-elle pas que le nucléaire ne supporte pas la démocratie ?"

Corinne Lepage dans son livre "On ne peut rien faire, Madame le ministre".

"Quelle triste époque vivons-nous, où il est plus difficile de briser un préjugé qu'un atome"
Albert Einstein.

NAUFRAGES VOLONTAIRES

Dans une enquête serrée, l'émission *Thalassa* du 17 avril dernier a présenté une curieuse compagnie maritime, ODM, Oceanic Disposal Management, qui a la curieuse habitude d'avoir des naufrages dans la Méditerranée, toujours à des endroits où les fonds sont importants. La Justice calabraise a ouvert une enquête judiciaire sur 39 cas de naufrages suspects ; la Lloyd's, compagnie d'assurance, indique en effet qu'à chaque fois aucune assistance n'a été demandée, que le nom des capitaines ne fi-

DECHETS BALADEURS

On a nettoyé le site de Tchernobyl en grattant la terre en surface sur d'immenses territoires. Et que fait-on de la terre contaminée ? Top secret. Douze ans après, on vient d'en retrouver un plein hangar à 400 km à l'est de Moscou à proximité d'un lac qui s'est révélé complètement contaminé. Comment les fûts ont-ils parcouru les 700 km qui les séparent de Tchernobyl ? Top secret. Ce qu'on va bien pouvoir en faire. Top secret. (source : *Tam-Tam*, avril 1998)

UKRAINE ET BIELORUSSIE : RUINES

L'Ukraine et la Biélorussie étaient deux républiques riches de l'ancienne URSS. Après leur indépendance au début des années 90, on pouvait penser que ces deux pays allaient connaître une forte croissance. Il n'en a rien été. L'explication : selon le premier ministre biélorusse, 25 % du budget de l'Etat est consacré à la gestion de l'accident de Tchernobyl. Du côté ukrainien, on avance le chiffre de 20 % du budget national. Au total, l'accident a déjà coûté plus de 120 milliards de dollars — 750 milliards de francs — en douze ans... et il faudra encore soigner les gens pendant des dizaines d'années. Cette somme est à comparer avec le coût du programme nucléaire français qui depuis son lancement dans les années 50 a coûté environ 1000 milliards de francs. Les accidents ne sont pas fréquents, mais un seul suffit à entraîner la ruine.

HONGRIE : SUITES

Depuis 1995, les poissons meurent en nombre dans les

lacs de la région de Budapest. Des recherches ont permis de trouver que les algues qui leur servent de nourriture sont fortement contaminées par les retombées du nuage de Tchernobyl et neuf lacs ont été interdits à la pêche à l'automne 1997.

(source : *Gazette nucléaire*, novembre 1997)

GRANDE-BRETAGNE : TOUJOURS CONTAMINES

La consommation d'herbes contaminées par le nuage de Tchernobyl continue à poser problème dans certaines régions du Pays-de-Galles et d'Ecosse où les pluies de l'époque ont fortement pollué le sol en césium 137. Régulièrement des troupeaux sont interdits à la consommation et douze ans après la catastrophe, ce sont encore 14 000 têtes qui ont été déclarées inconsommables (plus de 1000 becquerels par kilo de viande). (source : *Tam-Tam*, mai 1998)

TCHERNOBYL



FRANCE : L'ART DU MENSONGE

6 mai 1986 : "le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées des radionucléides consécutives à l'accident de Tchernobyl". Communiqué du ministère de l'Agriculture.

Fin 1986, la France communique à la Communauté européenne des données officielles indiquant qu'en aucun lieu la radioactivité au sol ne dépasse 5400 becquerels de césium 137 par m².

Entre 1987 et 1992, la CRII-Rad réalise 152 carottages de sols, répartis sur l'ensemble du territoire et découvre des pointes de contamination à plus de 30 000 Bq de césium 137 par m².

En 1996, l'IPSN, organisme officiel, reconnaît qu'il existe, le long de la frontière italienne, dans le Mercantour, des "taches de faible dimension (quelques dm²) situés hors des passages fréquentés"

(...) "générant des risques d'irradiation extrêmement faibles". La CRII-Rad mène alors une campagne de mesures sur tout l'arc alpin afin d'essayer de reconstituer la carte de contamination de 1986 (sachant que le césium 137 perd la moitié de sa radioactivité en 30 ans). Quarante échantillons collectés entre 1500 et 2765 m sont analysés en ayant localisé des lieux d'accumulation par contrôles radiométriques de terrain.

Les résultats vont de 54 Bq par kilo à... 545 000 Bq/kg ! Huit échantillons dépassent 100 000 Bq/kg, 29 dépassent le seuil de 10 000 Bq/kg fixé par l'Europe pour déterminer les zones contaminées.

Outre le césium 137, la CRII-Rad a également mesuré la présence d'autres radioéléments comme le césium 134 et l'américium 241. Ce dernier a une période de 433 ans. Cet américium peut provenir directement de Tchernobyl ou être le résultat de la désintégration du plutonium... La CRII-Rad n'est pas équipée pour mesurer le plutonium... mais les échantillons ont été analysés par l'Université de Brême en Allemagne qui a détecté la présence de plutonium 238, 239 et 241 qui indique qu'il s'agirait plutôt de retombées des essais nucléaires atmosphériques des années 50 et 60.

Ces résultats, largement supérieurs à ceux mesurés en plaine, semblent indiquer que l'altitude a une importance dans la fixation des radioéléments et la CRII-Rad demande qu'une étude officielle soit mise en place pour faire une cartographie complète de la radioactivité dans les massifs montagneux.

Pour en savoir plus : CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

gure pas sur les fiches et qu'on ne retrouve jamais trace des équipages.

L'association Stop-Civaux a décidé de poursuivre l'enquête en ayant l'idée d'aller voir ce que la firme en question propose sur Internet. Surprise : elle propose d'étudier l'immersion d'ogives qui s'enfonceraient dans les vases en eaux profondes. Ces ogives pourraient contenir des déchets nucléaires car les ogives auraient une très longue durée de vie. La même firme propose d'utiliser ces ogives pour enfouir également des déchets dangereux de type amiante.

Vous êtes producteurs de déchets nucléaires. Vos administrés ne veulent pas de déchets dans leur voisinage. Vous tombez sur cette annonce sur Internet. Qu'est-ce que vous faites : vous appe-

CIVAUX : INCIDENT GRAVE

Dans la nuit du 12 au 13 mai, alors que la centrale n'avait que cinq mois de fonctionnement et n'avait pas encore atteint la pleine puissance, une canalisation du circuit primaire, contenant de l'eau bouillante radioactive, s'est rompue libérant un nuage de vapeur dans l'enceinte de confinement et provoquant un arrêt d'urgence du réacteur. Cet incident a été classé 2 sur l'échelle des risques (le niveau 0 est courant, le niveau 1 est fréquent, le niveau 2 est déjà rare... le niveau 6, c'est Tchernobyl).

Stop-Civaux dénonce l'attitude d'EDF qui, contrairement aux textes réglementaires, n'a pas alerté immédiatement la préfecture et les autorités de sûreté régionales. EDF essayant de résoudre le problème elle-même. Stop-Civaux demande qu'une étude soit effectuée sur les autres circuits de refroidissement primaires car le même défaut pourrait provoquer un accident plus grave. L'association s'étonne également de la vitesse de "décontamination" de l'enceinte de confinement où s'est échappé le nuage radioactif, l'opération ayant été effectuée, selon EDF, en moins de deux semaines. Stop-Civaux demande qui a eu la charge de ces travaux... et s'il s'agit d'intérimaires que soient publiées les doses reçues par ce personnel.

La DSIN, direction de la sûreté des installations nucléaires n'a pas accepté le scénario de réparation d'EDF et le 30 mai a annoncé non seulement la nécessité de vider le cœur du réacteur pour vérifier l'intégralité des soudures du circuit primaire, mais, en plus, elle a imposé la même démarche aux deux derniers réacteurs de Chooz (Ardenne), construits sur le même principe. Ce sont ainsi les trois réacteurs les plus récents qui sont mis à l'arrêt pour de longs mois.

Pour en savoir plus : Stop-Civaux, 20, route de Bonneuil-Matours, 86000 Poitiers, tél : 05 49 01 84 64.

SUPERPHENIX : DEMOBILISATION

Le calendrier proposé par EDF pour le démantèlement laisse la possibilité d'un redémarrage du réacteur jusqu'en 2002, date des prochaines législatives. A cette date, en effet, le plutonium sera totalement sorti du réacteur, le sodium commencera aussi à être évacué, ce qui sera le début d'oxydation des canalisations. Il existait un scénario plus rapide, mais qui n'a pas été obtenu par le ministère de l'environnement. A partir de 1999, le redémarrage deviendra toutefois extrêmement difficile sur le plan juridique. Enfin, le retrait effectif des partenaires étrangers ne pourrait plus permettre qu'un redémarrage français.

Ceci fait que pour beaucoup les jeux sont faits.

Du côté des antinucléaires, les Européens contre Superphénix se sont mis en veille au profit du réseau Sortir du nucléaire (avec la reconversion du personnel !) et c'est surtout le comité local qui a la charge du suivi du dossier. Le Réseau, qui a bénéficié de l'avoir financier de la lutte a toutefois pris l'engagement d'en faire l'action prioritaire si cela devenait nécessaire.

Du côté des pro-nucléaires, on assiste aussi à un changement de discours notable depuis le début de l'année.

Le gouvernement a débloqué 50 millions de francs pour renflouer les communes endettées et cela a calmé les élus. Le maire de Morestel, très virulent jusque-là, parle aujourd'hui (profession de foi des cantonales) du suivi du démantèlement. De même, au niveau des ouvriers, EDF dispose d'une agence immobilière qui garantit aux agents mutés qu'ils ne perdront pas d'argent sur la vente de leurs maisons. Les sous-traitants bénéficient déjà de priorités à l'embauche et d'aides diverses (la région bénéficie d'une aide européenne à la reconversion et l'Etat garantit 10 millions par an pendant 5 ans) et l'arrêt du réacteur apportera encore du travail jusqu'en 2020 (il n'y a eu que 50 licenciements depuis juin 1997). Les plus excités ont essayé d'installer un camp permanent devant le siège d'EDF à Paris mais se sont très vite retrouvés très isolés.

Reste une inconnue : si EDF admet la décision d'arrêt de Superphénix, le CEA — et donc l'armée — continue à faire un forcing au niveau des ministères car il ne veut pas que l'on officie l'arrêt de la surgénération. C'est donc à ce niveau qu'une mauvaise surprise pourrait se produire.

MB.

lez la compagnie ODM pour vérifier si cela est techniquement possible... et là, on vous propose une croisière en mer pour vos déchets... avec un aller simple bien sûr. Le serveur Internet indique par exemple qu'un contrat a été passé avec la Corée du Nord pour 200 000 fûts de déchets radioactifs, sans précision sur leur destination.

De là à penser que les bateaux ne coulent pas vide...

Contact : Stop-Civaux, 20, rue de Bonneuil Matours, 86000 Poitiers, tél : 05 49 01 84 64.

RUSSIE : POLLUTION RADIOACTIVE

Les rejets de Tchernobyl représentent environ 1,6 million de curies. Or les autres rejets produits essentiellement par trois sites militaires (Tomsk, Mayak et Krasnoïarsk) représentent au total 1,7 milliards de curies... soit 1000 fois plus. Cette pollution concerne essentiellement les cours d'eau de Sibérie (Ob et Ienisséï) qui se jettent dans l'Océan Arctique. Pour le seul site de Mayak, une étude officielle fait état de 500 000 personnes ayant reçu des doses "élevées" de radiation et 18 000 qui ont dû être déplacées.

(source : La Recherche, décembre 1997)

BULGARIE : KOSLO... DOUILLE !

La centrale nucléaire bulgare de Kosloduj sur le Danube, considérée comme l'une des plus dangereuses au monde, devrait bientôt bénéficier d'améliorations quant à sa sécurité. Un consortium formé de Framatome, Siemens et la

firme russe Atomenergoexport a obtenu, le 24 mars, de la société NEK le contrat afférent à la modernisation des réacteurs dans un état de délabrement effrayant. Le tout coûtera 200 millions de dollars (1220 millions de F). La première phase concernera le système de refroidissement, la protection contre le rayonnement et le feu ainsi que la distribution d'électricité de première urgence.

(correspondance René Hamm)

MAFIA ET NUCLEAIRE

Ça devait arriver. C'est fait. Fin mars, la police italienne a arrêté quatorze personnes de la mafia qui étaient en possession d'une barre d'uranium enrichi d'environ 10 kilos. L'enquête a montré que cette barre provenait des Etats-Unis où elle a été fabriquée en 1971, avant de transiter au Zaïre pour une hypothétique centrale nucléaire qui n'a jamais vu le jour. Les films de James Bond où celui-ci récupère la bombe atomique des méchants ne seront bientôt plus une fiction !

(source : Politis, 2 avril 1998)

AMSTERDAM : PERTE D'URANIUM

Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on apprend que l'avion cargo de la compagnie El Al qui s'est écrasé dans la banlieue d'Amsterdam le 4 octobre 1990 contenait 3000 kilos d'uranium. Le quotidien belge *Le Soir* du 30 mars dernier annonce même que l'avion s'étant disloqué dans l'accident, seuls 180 kilos ont été récupérés.

(source : Tam-Tam, mai 1998)

ALLEMAGNE : REACTEUR INTERDIT

Le réacteur de Mülheim-Kärlich, en Rhénanie-Palatinat, de 1300 MW connaît une histoire proche de celle de Superphénix : mis en fonctionnement en mars 1986, il a été arrêté en septembre 1988 et attend depuis une autorisation de redémarrage. Il présente un rendement actuel de 9,13 % et le tribunal de Berlin vient d'annoncer, le 14 janvier dernier, qu'il interdisait sa remise en route car il est construit sur une faille sismique. En France, tous les réacteurs de la vallée du Rhône (St-Maurice l'Exil, Cruas, Pierrelatte, Marcoule, Bugey, Superphénix) sont sur une immense faille sismique qui marque la limite des Alpes. (source : Tam-Tam, mai 1998)

GRANDE-BRETAGNE : DECHETS VOLANTS

Réalisant une analyse du plumage de pigeons habitant à proximité de Sellafield en Grande-Bretagne (usine de retraitement équivalent à celle de La Hague), l'ACRO, laboratoire indépendant d'analyse, mandaté par Greenpeace, a trouvé un taux de césium 137 qui atteint 430 000 becquerels/kg ! Différents produits chimiques trouvés sur les pigeons montrent que les rejets actuels sont toujours mal contrôlés. Greenpeace demande au gouvernement britannique comment éviter la contamination par ces "déchets volants". Le 14 février dernier, le gouvernement britannique a demandé à la population d'éviter de s'approcher des pigeons dans un rayon de 20 km autour de l'usine !

CIVAUX : MANQUE D'EAU ET RISQUE DE MALADIES

La centrale de Civaux est la dernière centrale démarrée

LA HAGUE : TRAINS D'ENFER

Le personnel de la SNCF a appris avec étonnement qu'il était exposé à la radioactivité contre son gré. Alors que les wagons de la Cogema ne doivent pas dépasser 4 bq/cm², des mesures de l'IPSN, institut de protection et de sûreté nucléaire, ont révélé, le 6 mai dernier, que l'on atteignait par endroit 8000 bq/cm²... soit 2000 fois plus ! Du côté de la presse allemande, on est plus précis : les dépassements de mesure ont concerné un tiers des 54 convois en provenance d'Allemagne, pour la seule année 1997 et le record annoncé est, cette fois, de 13 400 bq/cm² ! Dans un premier temps, le secrétariat d'Etat à l'industrie a tenté de minimiser la chose. Il a fallu un coup de gueule de Dominique Voynet au conseil des ministres pour que le gouvernement décide de mettre en place une commission d'enquête et que les transports soient suspendus pendant le temps de cette enquête... enquête qui n'a duré qu'une semaine et dont les conclusions sont lénifiantes. Les Verts ont annoncé, pour leur part, qu'ils étaient prêts à soutenir tout syndicat de la SNCF qui désirerait ouvrir une procédure judiciaire.

Pour en savoir plus : Les Verts, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.



en France... et elle est refroidie par les eaux de la Vienne dont le débit est très faible à certaines périodes de l'année... ce qui oblige à arrêter la centrale quand celle-ci augmente trop la température de l'eau.

Or il a déjà été constaté que ces rejets d'eaux chaudes provoquent des développements d'amibes importants pouvant être à l'origine de méningites, maladie souvent encore mortelle. Ainsi, le 18 juin 1996, devant la présence de ces amibes dans les eaux

de la centrale de Dampierre, le préfet de la région Centre avait dû interdire les baignades. On peut craindre qu'avec le faible débit de la Vienne, les risques soient encore plus grands. Plusieurs associations demandent que des mesures préventives soient prises ou, si cela est impossible, que la centrale de Civaux soit maintenue à l'arrêt.

Contact : Stop-Civaux, 20, route de Bonneuil-Matours, 86000 Poitiers, tél : 05 49 62 52 79.

LA HAGUE : POLLUTION CHIMIQUE

Un nouveau rapport de l'ANDRA vient d'être rendu public sur les risques liés au stockage des déchets radioactifs au CSM, centre de stockage de la Manche. Ce rapport liste mieux les produits chimiques. Alors que l'on annonçait jusqu'alors 7000 tonnes de plomb présents sur ce site, il est maintenant annoncé 20 000 tonnes... qui peuvent migrer dans l'eau. Pour le bore, on a un doublement de l'estimation qui atteint maintenant 242 tonnes. Il y aurait

également plus de 15 tonnes de cadmium, plus de 900 kg de mercure et même quelques kilos de cyanure libre ! Les Verts en Basse-Normandie s'inquiètent de ces estimations de plus en plus impressionnantes et demandent que l'entreposage des déchets soit repris à zéro avec un inventaire complet des produits entreposés puisque cela ne semble pas avoir été fait auparavant.

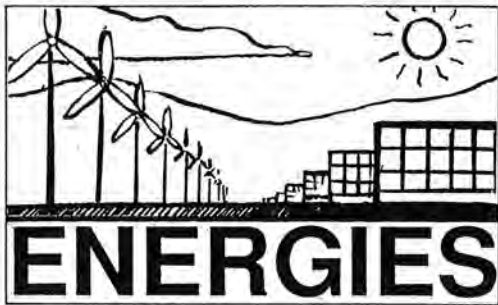
GORGES DU VERDON : FAUSSE VICTOIRE

Les médias ont annoncé qu'EDF avait renoncé à faire passer son projet de ligne à haute tension dans les gorges du Verdon, dans les Alpes-de-Haute-Provence. En fait, si EDF a reculé, le projet n'est pas abandonné... tout au plus EDF a accepté la mise en place d'une commission de débat public chargée d'étudier des solutions alternatives. Celle-ci se réunira... pendant l'été, jusqu'au 15 septembre.

Pour en savoir plus : Amis du Parc Naturel Régional du Verdon, Malrie, 04120 Rougon, tél : 04 92 83 72 43.

VOYNET PRO-NUCLÉAIRE !

Dominique Voynet a franchi la ligne blanche le 11 mai dernier en co-signant avec le ministre Christian Pierret un document sur l'après Kyoto qui affirme, selon l'AFP : "L'énergie nucléaire est en mesure de jouer un rôle significatif pour la production d'électricité sans impact sur l'effet de serre" sous condition de "l'assurance de la sûreté des installations et de la gestion des déchets et des rejets compatible avec la protection de l'environnement et le développement durable". Le reste du document présente bien la possibilité d'avoir recours aux renouvelables et à la maîtrise de l'énergie, mais justifie donc ainsi le maintien et la poursuite du nucléaire. Ou les Verts demandent à Voynet de quitter leur parti ou il faudra bien admettre qu'ils sont prêts à tout pour garder une parcelle de pouvoir.



JAPON : HYDROGENE SOLAIRE

Les moteurs à oxygène et hydrogène commencent à bien fonctionner et par explosion produisent de la vapeur d'eau, donc ne polluent pas à ce niveau-là. Mais reste à produire l'hydrogène et l'oxygène. Pour cela, des recherches sur l'hydrolyse de l'eau sont menées dans plusieurs pays. Des chercheurs de chez Nilkon viennent de trouver un processus de production dissociant l'eau en ses deux éléments fonctionnant directement à la lumière ambiante avec l'aide d'oxyde de cuivre. Le rendement est médiocre, mais permet de faire l'opération avec de l'énergie solaire à un coût extrêmement bas. Cela pourrait être le début d'un procédé de stockage de l'énergie solaire sous forme chimique.

CHINE : EDF ET LE CHARBON

Alors que la Banque Mondiale refuse systématiquement de prêter de l'argent pour l'énergie nucléaire - n'étant pas sûr d'être un jour remboursée - EDF vient de changer son fusil d'épaule en Chine en faisant maintenant la promotion des centrales au charbon à haute performance et peu polluante. Ce changement de stratégie, annoncé dans une conférence de presse le vendredi 30 mai, est lié au coût extrêmement faible du charbon sur le plan mondial et aux grandes réserves que possède la Chine. EDF s'est déjà engagée à construire un complexe de 3000 MW (soit l'équivalent de trois réacteurs nucléaires) pour un investissement de 12,5 milliards de francs via une société dans laquelle EDF est actionnaire à hauteur de 19,6 % des parts.

Alors qu'EDF cherche un site (Le Carnet de préférence) pour construire une centrale nucléaire de nouvelle génération pour servir de vitrine

technologique en direction du Sud-Est asiatique. Elle va maintenant y construire des centrales au charbon à hautes performances : est-ce une vitrine technologique pour nous vendre dans le futur des centrales thermiques ?

ENERGIE EN AFRIQUE

Le GERES, groupe énergies renouvelables et environnement, diffuse un dossier pédagogique sur le thème "énergie et développement durable en milieu rural en Afrique" qui fait le tour en dix fiches des développements actuels dans les domaines de la cuisson, du pompage de l'eau, de l'éclairage, des matériaux, dans les structures de santé, pour les télécommunications, le séchage des produits agricoles, la

mouture des céréales. On regrettera les choix idéologiques de certaines fiches : l'ensemble de la cuisson est consacré au bois avec comme seule mention pour le solaire : "compte tenu des habitudes des zones rurales, de la longueur du temps de cuisson et surtout du coût des appareils de cuisson, il ne semble pas réaliste de développer cette filière". Pour ce qui est du coût : les cuiseurs présentés dans Silence reviennent à 15 F pièce ! Ils ont été diffusés massivement par des ONG américaines dans les camps de réfugiés et particulièrement appréciés des femmes pour qui cela supprime la corvée de bois... avec les risques de viol non négligeables qui l'accompagnent. Cet argument du coût est à rapprocher de la fiche sur les télécommunications où on nous explique comment les paysans vont pouvoir bénéficier d'Internet ! Absolument indispensable évidemment ! Et un ordinateur est tellement plus facile à fabriquer et moins cher qu'un cuiseur fait dans un carton recyclé avec une simple feuille d'aluminium. Et là, soyons réaliste, pas de problèmes culturels ! Evidemment, c'est financé par les institutionnels, ceci

explique cela. Un manque d'indépendance criant. Dommage.
Contact : GERES, 2 cours Foch, 13400 Aubagne, tél : 04 42 18 55 88.

EOLIENNES : DE PLUS EN PLUS GROSSES

En 1983, la puissance moyenne des éoliennes fabriquées dans le monde était de 30 kW, on est passé à 100 kW en 1986 puis à 230 kW en 1991 pour atteindre aujourd'hui 600 kW. Cette augmentation de taille a fait grimper leur productivité de 55 % en dix ans et baisser le prix du kWh de manière spectaculaire. Les installations récentes les plus puissantes dépassent les 1000 kW (ou 1 MW). Vestas fabrique maintenant en série une éolienne de 1,65 MW avec un pylône de 67 mètres de haut comprenant un ascenseur, une nacelle et un rotor pesant 70 tonnes et des pales de 33 mètres de long. Conséquences : pour fournir 10 % de l'électricité du Danemark, il aurait fallu 100 000 éoliennes en 1980... seulement 1000 aujourd'hui. Cette tendance au gigantisme n'est pas terminée : les sites off-shore (au large des côtes) permettent d'envisa-

CONSERVATION DE L'ENERGIE

Une des critiques des nucléocrates contre les éoliennes est que celles-ci produisent du courant de manière irrégulière et que l'on a des difficultés à stocker le courant électrique. Ces mêmes nucléocrates oublient de nous dire que les centrales nucléaires n'ont pas une puissance modulable et que pour suivre la demande électrique, il faut déjà faire appel à différentes techniques de stockage de l'énergie. Quelles sont-elles ?

La plus connue du grand public est le turbinage de l'eau entre deux barrages ; quand il y a trop d'électricité produite, on fait marcher des pompes qui remontent l'eau dans le barrage supérieur et lorsque la demande électrique augmente, on refait de l'électricité avec une chute d'eau et l'eau retourne dans le barrage inférieur. Cela marche tellement bien que les Suisses achètent depuis des années du courant électrique à la France la nuit à bas prix,

remontent ainsi de l'eau et produisent de l'électricité pour les Italiens le jour.

La deuxième méthode est utilisée surtout dans l'industrie ; il s'agit des volants d'inertie. Cela marche pour éviter les petites variations de production : les turbines d'alternateurs sont couplées à une énorme masse circulaire qui du fait de sa masse peut continuer à tourner pendant des heures sans presque perdre de sa vitesse.

Une troisième méthode consiste à électrolyser de l'eau que l'on sépare ainsi en hydrogène et oxygène. Le mélange des deux gaz reproduit de l'eau en restituant l'électricité avec un bon rendement mais l'opération est délicate. C'est toutefois la théorie qui est envisagée pour les fameux moteurs dits "à eau" qui ne consomment pas de l'eau mais bien de l'électricité ! Cette méthode chimique peut être appliquée à de nombreux autres domaines : c'est dans cette catégorie que se trouvent

de multiples systèmes de batteries.

Une quatrième méthode consiste à utiliser des compresseurs qui mettent de l'air sous pression dans des bouteilles, bouteilles qui peuvent ensuite faire tourner des turbines quand le besoin en courant se fait sentir. Cette méthode peut avoir des conséquences intéressantes. Ainsi, à Mexico, les surplus de courant des centrales thermiques de la nuit servent à compresser de l'air dans des bouteilles qui ensuite alimentent le moteur d'une compagnie de taxis, lesquels, en journée, roulent avec comme seul gaz d'échappement de l'air. Une bouteille de la taille du réservoir contenant 300 litres d'air comprimé permet de faire 200 km. Le procédé a été mis au point par un ingénieur français : Guy Nègre. Tout ceci pour dire que l'argument anti-éolien ne tient pas la route et que cela fait longtemps que le problème a été résolu.

Michel Bernard

ger des tailles plus importantes... mais posent le problème du contrôle de l'énergie par les grandes entreprises qui, souvent après avoir misé sur le nucléaire, se sont jetées sur ce nouveau marché. (source : Usine Nouvelle, 23 avril 1998)

EOLIENNES CARENEES

Les calculs théoriques montrent que les éoliennes actuelles ne peuvent convertir plus de 59 % de l'énergie du vent en électricité. Les meilleures d'entre elles s'approchent de cette limite théorique en atteignant environ 50 %. La société néo-zélandaise Vortec a décidé d'étudier le principe de l'inclusion d'une éolienne dans une immense corolle : ce carénage devrait théoriquement permettre de dépasser le rendement de 59 % et les premiers essais réalisés depuis l'été 1997 à Auckland montrent qu'à taille d'éolienne équivalente, la corolle peut permettre de tripler le rendement (atteignant 172 % selon le constructeur). Si ce type d'éolienne s'avère suffisamment résistant, cela entraînerait une baisse énorme du prix de l'électricité... et concurrencerait même le gaz ou le charbon. (source : Usine Nouvelle, 23 avril 1998)

ALLEMAGNE : PHOTOELECTRIQUE

Le gouvernement allemand est convaincu que le prix des photopiles peut baisser considérablement si on passe à une phase industrielle plus grande. C'est pourquoi, il a mis en place tout un système d'aides afin de développer ce mode de production électrique via les toits solaires (photopiles installées sur les toits ou à la place des toits). Il y a actuellement 30 MW installés en Allemagne. Deux usines produisent déjà des photopiles et deux nouvelles usines sont en construction : la firme ASE devrait être en mesure de produire 13 MW de cellules par an dès la fin de l'année avec une possibilité d'extension à 25 MW. Une filiale de Shell a mis en chantier une usine d'une capacité de 25 MW annuels qui commencera à produire en 1999. (source : CLER Infos, 1er semestre 1998)

ALLEMAGNE : TOIT SOLAIRE DE 8000 M2

Le nouveau centre d'affaires et de commerces de Munich a prévu de couvrir six de ses

LA ROUTE DU SOLEIL

La "Route du Soleil" regroupe douze sites exceptionnels du sud de la France et de la Catalogne, permettant une découverte grandeur nature des techniques et applications des énergies solaires et éoliennes : Institut Catalan d'Energie de Barcelone, Ecole de Nature de Sant Miquel del Fai, restaurant à l'énergie solaire de Montseny, Centre de tourisme rural avec solaire et biomasse de La Vall d'Orca, Centre de tourisme rural avec solaire photovoltaïque de Olot, Centre International des énergies nouvelles de Tarbes, ancienne centrale électro-solaire Thémis de Targasonne, Four solaire d'Odello, cuisson solaire de céramiques au Mont-Louis, centre d'essais éoliens de Lastours, ferme éolienne de Port-la-Nouvelle, Enerplan, centre d'information énergies renouvelables du Castellet. Pour recevoir l'itinéraire : Enerplan, Chemin Ferrage, 83330 Castellet, tél : 04 94 32 70 08.



treize halls avec des modules photovoltaïques, soit une surface de 8000 m² assurant une puissance de 1 MW (un million de Watts soit en gros un millième de réacteur nucléaire). Il s'agit actuellement du plus grand toit solaire jamais construit au monde. (source : Alsace Nature, printemps 1998)

SUISSE : PRIX ETA

Chaque année, les entreprises suisses d'électricité décernent le prix *eta* pour une innovation technologique, permettant une utilisation rationnelle de l'énergie. Le jury a décerné son prix cette année à un Tessinois, Marco Brandestini, qui a mis au point une télécommande sans pile. Le principe en est simple : chaque bouton de la télécommande actionne en fait un petit générateur qui suffit à alimenter la télécommande. Cette application qui devrait pouvoir être appliquée à de nombreux appareils à pile devrait permettre à terme de diminuer l'usage des piles. Ce qui aurait deux effets : réduire la consommation d'énergie car pour fabriquer une pile, il faut 50 fois plus d'énergie qu'elle n'en restitue ; réduire la pollution chimique car les piles contiennent toutes des produits hautement toxiques. (source : Contratcom, mars 1998)

SUISSE : LA SOCIETE A 2000 WATTS

Le Conseil des Ecoles Polytechniques fédérales de Suisse a jeté un pavé dans la mare des politiques énergé-

tiques en annonçant qu'avec les technologies actuellement connues, il est possible aujourd'hui de réduire la consommation moyenne d'énergie par habitant en Suisse, sans modifier son confort, de 6500 à 2000 watts, soit une réduction des deux tiers. Cet objectif, présenté alors que la fin du moratoire sur le nucléaire interviendra dans deux ans, montre que les programmes du gouvernement ont négligé l'énorme ressource que représentent les économies d'énergies. Un tel objectif sur 20 ou 30 ans, par simple amélioration de l'efficacité énergétique, permettrait un meilleur partage des ressources au niveau mondial et d'éviter le risque climatique. Les Ecoles Polytechniques de Suisse ont passé des contrats de recherche avec le MIT de Boston (USA) et l'Université de Tokyo (Japon) pour une "alliance pour la durabilité globale". (source : Sortir du nucléaire en Suisse, mai 1998)

JURA : BOIS ENERGIE 1998

Le premier salon international du chauffage au bois se tiendra du 5 au 7 novembre à Juraparc, à Lons-le-Saunier. Renseignements : ITEBE/Bois Energie 98, 28, boulevard Gambetta, 39000 Lons-le-Saunier, tél : 03 84 24 76 60.

RENNES : ABRIBUS SOLAIRES

Quatre aribus de la ligne 55, à Mordelles, près de Rennes, ont été équipés de panneaux photovoltaïques ali-

mentant des batteries pour le stockage. L'éclairage de veille est déclenché par un détecteur crépusculaire couplé à une horloge. Dès qu'un usager est détecté, un point lumineux plus puissant entre en fonctionnement. (source : CLER Infos, 1er semestre 1998)

CALAIS : LYCEE ECOLOGIQUE

Si les Verts ne sont plus à la fête de la région Nord-Pas-de-Calais, ils seront bien présents pour l'inauguration du nouveau lycée de Calais, le premier en France à être classé "haute qualité environnementale". Construit avec des matériaux sains, il sera alimenté en électricité en partie par une éolienne de 35 m de haut (150 kW de puissance) et le complément proviendra d'une chaudière de cogénération qui assure également le chauffage de l'établissement. 75 m² de cellules photoélectriques placées sur le toit produiront de l'électricité basse tension pour les alarmes incendie et pour l'éclairage de sécurité. La totalité des eaux de pluie provenant des 3000 m² de toiture seront collectées, traitées et alimenteront les sanitaires de l'établissement... lesquelles fourniront ensuite une eau destinée à l'arrosage des jardins. Le chauffage de l'eau sanitaire est assuré par des capteurs solaires placés sur les toits des cuisines du lycée. Ces innovations ont entraîné un surcoût de construction de 15 % par rapport à un lycée classique, mais des économies de 30 % seront ensuite réalisées sur les dépenses liées à l'eau et à l'énergie.

EL NIÑO ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA TERRE BRÛLÉE

Comme partout ailleurs, les colonisations européennes de l'Amérique et du Sud-Est asiatique ont été riches en massacres d'écosystèmes et de populations. Mais, c'est avec l'essor des stratégies "de développement" (Révolution Verte (1), route trans-amazonienne, élevage extensif, transmigration, exploitation industrielle des bois et plantations pour l'exportation...), avec les déforestations massives lancées dans les années soixante que les incendies se sont multipliés, désertifiant des portions de plus en plus vastes de la biosphère (2).

En dépit de son nom, El Niño n'est pas un nouveau-né, d'ailleurs El Niño signifie plutôt l'enfant Jésus car, normalement, c'est à l'époque de Noël qu'il se manifeste. Il a été observé aussi en 1972/73, en 1964/65, en 1957/58, 1953, 1941, etc. Mais les grands feux de forêts, eux, sont un phénomène tout à fait nouveau.

El Niño est une résultante des pulsations d'un phénomène à l'échelle du Pacifique (fig. 1). Entre la côte sud-américaine et les côtes mélanésiennes et indonésiennes, les alizés poussent vers l'ouest la couche supérieure de l'océan. D'énormes masses d'eau voyagent d'un

qu'à la Californie. Les couches d'eau chaude de surface et d'eau froide profonde tendent à se rééquilibrer : tandis qu'à l'ouest la couche supérieure d'eau chaude s'amenuise, le niveau de l'océan peut descendre de 30, voire 40 cm, sur les rivages de la Micronésie et de la Mélanésie. De l'autre côté du Pacifique, le niveau s'élève légèrement et, surtout, les remontées ("upwellings") d'eaux froides riches en éléments nutritifs, en face de l'Équateur et du Pérou, diminuent puis disparaissent, provoquant la migration ou la mort de dizaines de milliers d'oiseaux, de mammifères marins et d'innombrables poissons (pour ceux-ci, la pêche industrielle s'exprime en milliers de tonnes). Le basculement des eaux chaudes vers l'est peut refouler les eaux froides jusqu'à 200 m. de la surface (dans le même temps, la limite des eaux froides peut s'élever d'une vingtaine de mètres à l'ouest). C'est cette inversion des eaux chaudes et des eaux froides qui a été baptisée El Niño et aussi ENSO (pour El Niño Southern Oscillation).

Les nombreuses évocations de El Niño dans la presse commerciale omettent toujours de mentionner que le phénomène est lié aux fluctuations de la circulation de Walker au-dessus du Pacifique. L'oubli est d'importance car, sans cette relation remarquée par **J. Bjerknes** dans les années soixante, on ne peut rien comprendre à l'enchaînement des dérèglements climatiques.

Recyclage planétaire

C'est dès le premier quart du siècle que **G.T. Walker** mit en évidence les brassages atmosphériques au-dessus des zones équatoriales. Il existe quatre cellules de la circulation de Walker : l'une entre l'Amazonie et la côte africaine, une au-dessus de l'Afrique, une entre l'Indonésie occidentale et la côte est-africaine, et la plus grande, celle du Pacifique, entre l'Indonésie orientale et l'Amérique du Sud.

Les alizés sont une composante de la circulation de Walker. En courant sur l'océan depuis les côtes américaines, ils ne font pas qu'entraîner l'eau de surface, créant un courant équatorial

Les forêts de l'Indonésie brûlent. Les forêts de l'Amazonie brûlent. Des intelligences innombrables partent en fumée, partent en douleur. Des histoires admirables de la vie s'éteignent. Qui est responsable?

L'enfant Jésus diabolisé

En 1982-1983, le feu a ravagé des dizaines de milliers de kilomètres carrés des forêts de l'Indonésie (36.000 km² à Bornéo-Kalimantan). Il y a eu d'autres très grands incendies en 1987 et en 1991. Et, depuis septembre 1997, l'Indonésie brûle à nouveau. A chaque fois, les incendies sont déclenchés au cours d'une période de sécheresse exceptionnelle, des sécheresses de plus en plus "exceptionnelles" qui affectent aussi l'Inde, les Philippines et l'Australie où des grands incendies et des remakes du Dust Bowl (3) dévastent le pays. Et pendant ce temps-là, il pleut abondamment au centre du Pacifique équatorial et les cyclones y sont plus nombreux et plus dévastateurs. A chaque fois, c'est El Niño qui est mis en avant comme origine de la sécheresse et, donc, des incendies. Il y a eu, en effet, des El Niño d'amplitude remarquable en parallèle des grandes sécheresses mais est-il raisonnable de focaliser toute l'attention sur "le petit"?

bord à l'autre du Pacifique et rencontrent, principalement entre les îles de la Sonde et l'Australie, les masses d'eau des courants de l'Océan indien qui tendent à s'opposer à leur mouvement. En profondeur du Pacifique se développe un mouvement en sens inverse : les masses d'eau froide de plus forte densité s'élèvent près de la surface le long des côtes équatoriales et péruviennes, et une partie des eaux froides qui baignent l'Antarctique remonte le long de la côte américaine, c'est le courant de Humbolt. C'est la configuration "normale".

Mais il arrive que les alizés faiblissent. Alors, la considérable énergie potentielle accumulée à l'ouest du Pacifique est libérée. Une onde parcourt l'océan vers l'Est ; elle peut mettre six mois pour atteindre la côte américaine. Le contre-courant équatorial qui, entre les courants créés par les alizés, comme un courant de décharge équilibrant le tout, parcourt à l'inverse le Pacifique de l'Indonésie à l'Amérique Centrale, peut enfler au point de mouiller le sud du continent jusqu'au Chili, refoulant le courant de Humbolt, et le nord jus-

(1) La Révolution Verte a consisté à proposer aux pays en voie de "développement" d'utiliser des variétés sélectionnées de semences au lieu d'utiliser les semences locales. Si les rendements ont augmenté, les paysans se sont ruinés en semences mais aussi en pesticides. Voir "Le retour des semences indigènes", Silence n°230, avril 1998. (2) voir "Siberut" : le développement destructeur", Silence n°162, février 1993 ; "L'Indonésie à feu et à sang", Ecologie Infos n°404, janvier 1992 ; "Agir concrètement pour les forêts tropicales".

sud et un courant équatorial nord, ils se chargent aussi de la vapeur d'eau levée par le rayonnement solaire et leur propre action mécanique (4). Quand ils parviennent au-dessus de la Mélanésie, des Philippines, de l'Indonésie, de la Malaisie, les forêts denses provoquent la condensation et la précipitation de l'humidité collectée, libérant l'énorme chaleur latente accumulée — l'équivalent du travail d'évaporation réalisé durant la traversée du Pacifique — qui va mettre en mouvement de puissants courants aériens (5).

Comme tous les êtres vivants, les forêts respirent pour réguler leur température : à couvert, il fait 24 à 27°C tout au long de l'année. Elles font mieux encore : elles régulent le taux d'humidité, qui est maintenu autour de 95% sous la canopée. L'évapotranspiration recycle dans l'atmosphère 50 à 75% de l'eau transportée par les alizés, vapeur qui se condensera en nouveaux nuages et nouvelles pluies plus loin, etc. De cette façon, même les régions boisées les plus éloignées de l'océan sont arrosées par les pluies. C'est aussi ainsi, en suscitant les brumes et les nuages, qu'elles régulent l'albédo, donc l'apport d'énergie solaire.

On peut dire que plus un écosystème terrestre est dense, plus la biomasse est importante, et plus les échanges avec l'atmosphère sont grands. En fait, les forêts denses régulent le climat de leurs régions, et bien au-delà puisque la libération de la chaleur latente de la vapeur d'eau est la principale force motrice de la circulation de Walker (6).

Des masses d'air chauffé s'élèvent au-dessus des forêts et deviennent des fleuves aériens qui traversent le Pacifique d'ouest en est (fig. 2). Ceux-ci se refroidissent et retombent là où les eaux sont plus froides, vers les côtes américaines où ils alimentent les alizés. En observant les "cellules", les boucles de Walker depuis les forêts, on réalise combien ces dernières agissent sur l'ensemble : en provoquant la dissipation de l'énergie captée au-dessus de l'océan, elles créent la puissante dépression qui appelle les alizés, lesquels les réalimentent en eau, etc.

Les forêts denses apparaissent donc comme des machines thermiques et, surtout, comme les régulateurs des systèmes atmosphériques et océaniques qui décident des climats (7). Elles les créent pour s'assurer les conditions de leur vie. Et l'on pressent que ces forêts denses, associations fortement intégrées d'une immense diversité, sont bien plus que des "machines".

Ce regard d'ensemble révèle l'étrangeté de la mise en accusation d'El Niño. Pourquoi focaliser sur une partie et ignorer le système en son entier ? Pourquoi ne rien dire du rôle des forêts et s'entêter à rechercher des explications purement mécaniques à l'autre bout du Pacifique ?

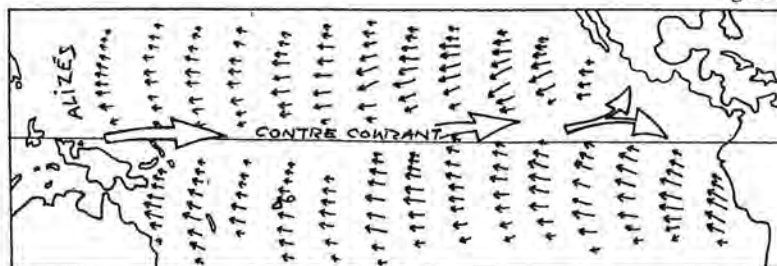


figure 1

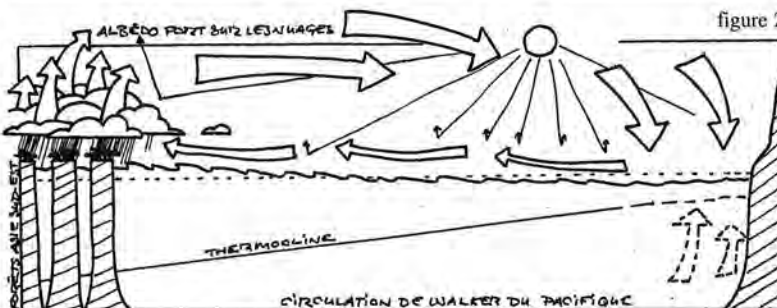


figure 2

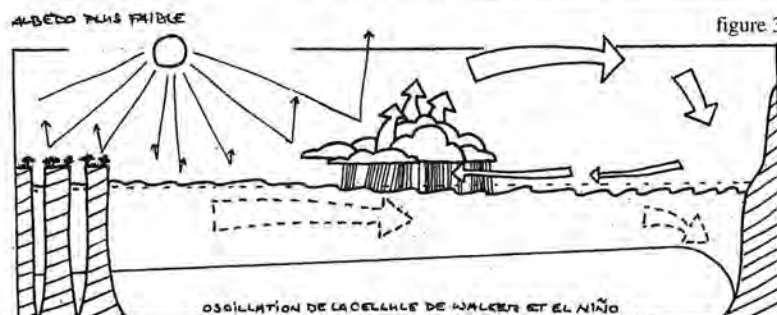


figure 3

Le projet de la vie et son anéantissement

Qui n'est pas prisonnier du dogme mécaniste (8), et accepte de voir que la vie règle l'économie de la planète, observe avec intérêt la corrélation qui semble se dessiner entre la destruction croissante des forêts denses et les apparitions d'El Niño, et des perturbations qui lui sont attribuées. El Niño existait avant les grandes déforestations perpétrées depuis une trentaine d'années, et même avant celles de la colonisation européenne. Il pourrait être la manifestation d'une phase de décharge d'énergie après une longue accumulation. La destruction des écosystèmes complexes dans tout le Sud-est asiatique, l'Indonésie bien sûr, la Mélanésie et l'Australie également ne serait donc pas la cause première des oscillations, mais elle pourrait être celle de leur amplification, donc de l'aggravation des perturbations induites. Car, comment croire que la dévastation d'immenses forêts denses soit sans conséquences d'importance ? A l'appui de cette idée, l'oscillation de 1982-1983 a été la plus importante de toutes celles connues ; au point qu'à l'ouest du Pacifique les alizés ont tourné, se dirigeant vers l'Est, comme si se créait une nouvelle cellule de Walker entre le centre équatorial du Pacifique et l'Indonésie, devenue zone de pressions plus hautes. L'oscillation commencée en 1986 aurait été la plus longue, et celle

qui est en cours pourrait être du même ordre que celle du début des années 1980 (fig. 3).

Détruire les forêts tropicales, c'est diminuer le pouvoir de dissipation de l'énergie véhiculée par les alizés et la force de la dépression qui les aspire. C'est aussi changer l'albédo de ces régions et les condamner à des températures excessives. C'est détruire les super-organismes qui engendrent les circulations de Walker et de Hadley et contribuent à réguler les climats de la zone intertropicale, et des deux hémisphères. Dans cette optique, les sécheresses et les grands incendies seraient, à la fois, les résultats locaux et immédiats de la dévastation des écosystèmes complexes par les affairistes et les programmes "de développement", et leurs effets à grande échelle, en retour, déphasés d'un cycle atmosphérique et océanique complet. De destructions locales en conséquences catastrophiques étendues et différées qui induisent d'autres destructions à grande échelle, jusqu'où va-t-on dériver ?

A force de crimes et d'aberrations économiques historiques, les affairistes et les ruineux experts "en développement" auraient-ils réussi, tel l'apprenti sorcier, à amorcer une spirale de destructions de plus en plus importantes, capable de parachever localement leur œuvre de mort et de bouleverser toute la planète ?

Alain-Claude GALTIE

Ecologie Infos n° 394, avril 1989 ; "Banking on disaster: international support for Transmigration" vol. N° 2/3 1986 de The Ecologist, consacré au programme colonialiste de la dictature indonésienne ; "La Transmigration ou l'obstination dans l'erreur", Ecologie Infos n° 395, juin/juillet 1989. (3) Le "Dust Bowl" ou "cuvette de poussières" a été le résultat de l'intensification de l'agriculture nord-américaine dans les années 20 : en supprimant les haies et les forêts du centre des Etats-Unis, les agriculteurs ont offert le terrain nu aux vents qui ont provoqué une énorme érosion. (4) L'océan est un bon capteur solaire : son albédo (ou fraction du rayonnement réfléchi) est faible. L'évaporation est donc importante. (5) Les transferts verticaux de la chaleur latente de condensation représentent 80% des échanges qui équilibrent le bilan énergétique de l'atmosphère (Malkus) (6) cf. Comejo-Garrido and P.H. Stone, 1977: "On the heat balance of the Walker circulation". (7) Les forêts tropicales jouent un rôle moteur tout aussi important dans le fonctionnement de l'autre grand système atmosphérique : la circulation de Hadley, entre l'équateur et les pôles. Voir "Les forêts tropicales", Ed. Solar avec la collaboration de l'UICN. (8) lire "Matérialisme, mécanisme et impérialisme", Silence n° 188, mars 1995 ; "Entre réduction et ouverture", Alternative Libertaire (Bruxelles), n° 188 et 189, octobre/novembre 1996.



GRECE : SERVICE POUR LES FEMMES

La Grèce vient de décider que les femmes de 18 à 50 ans sont désormais dans l'obligation de faire leur service militaire. Seules les femmes malades, enceintes ou ayant des enfants de moins de douze ans en seront exemptées. Cette décision a été prise suite aux tensions croissantes qui se développent avec la Turquie. La Grèce devient donc le premier pays européen à ouvrir la conscription aux femmes... à un moment où les autres pays la suppriment pour les hommes.

Un mouvement de refus s'est mis en place : *Association of Greek COs, Solomou 27, 10682 Athina, Grèce, tél : 30 1 3802 773. (source : Peace News, mai 1998)*

ENSEMBLE, CHOISSONS LA PAIX

L'Internationale des résistant(e)s à la guerre prépare son congrès triennal sur le thème "ensemble, choisissons la paix". Celui-ci se tiendra du 19 au 24 septembre en Croatie, avec l'aide du comité anti-guerre local. L'IRG qui regroupe des centaines d'associations pacifistes dans le monde entier. La rencontre se passe en anglais et est ouverte à tous. Des traductions sont assurées en espagnol et en serbo-croate. On peut obtenir le programme complet de cette manifestation auprès de *IRG-WRL, 5, Caledonian Road, London N1 9DX, Britain, tél : 44 171 278 40 40.*

LA NON-VIOLENCE EN VIDEO

L'IRNC, institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits vient de mettre en place une structure de réalisation vidéos dans le but de diffuser des documentaires sur la non-violence. Une première cassette est disponible sur le thème "la non-violence, une force", cinq autres sont déjà programmées : "pour une culture de la non-violence", "la non-violence à l'école", "les violences urbaines", "l'intervention civil-

le", "les résistances civiles dans l'histoire". La première cassette a pour fil conducteur une interview de Jean-Marie Muller, porte-parole du Mouvement pour une alternative non-violente, mais également des interventions de Federico Mayor, Albert Jacquard, Christian Delorme, Théodore Monod...

Elle est disponible contre 150 F (+ 12 F de port) auprès soit de *Non-Violence Actualité, BP 241, 45202 Montargis cédex, tél : 02 38 93 67 22* soit du *MAN, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 79 79 85.*

OBJECTEURS : SERVICE REDUIT

Si les objecteurs sans affectation (de plus en plus nombreux) voient bien leur temps de service diminuer au fur et à mesure des mois d'attente, contrairement à ce que nous écrivions dans le numéro d'avril, il ne leur est pas interdit de travailler pendant cette période.

Dans les faits, les objecteurs sans poste sont affectés à la DRASS, direction régionale des affaires sanitaires et sociales, pour une durée de deux mois théoriquement non renouvelable. Ils ne touchent alors aucune soldé ou indemnité, mais peuvent travailler, être demandeurs d'emploi ou étudiants. Ils sont seulement couverts pour la sécu. Au bout du délai accordé, une simple demande à la DRASS permet de prolonger la non-affectation d'autant... et ceci semble pouvoir durer jusqu'à la fin du service civil (17 mois actuellement en tenant compte de la possibilité de grouper trois mois de congés en fin de service). Autant dire que si vous connaissez des jeunes qui doivent faire leur service, ils peuvent demander leur statut, ne pas se fatiguer à trouver un poste dans une association et attendre sereinement une affectation qui — vu le décalage croissant entre les postes et les demandes — risque de ne jamais se produire.

ETES-VOUS PACIFISTE ?

Le Groupe Non-Violent Louis Lecolin de Dunkerque diffuse un "test" vous permettant de savoir si vous êtes pacifiste. Ce tract que chacun peut diffuser autour de lui a pour but de faire réfléchir tout un chacun sur le rôle exact de l'armée. Il est librement reproductible.

On peut en recevoir un en envoyant une enveloppe timbrée à son nom à : *Groupe Non-Violent Louis Lecolin, BP21, 59941 Dunkerque cedex 2.*

INDE - PAKISTAN : ESSAIS NUCLEAIRES

En procédant à 5 essais nucléaires, les 11 et 13 mai, dans un désert proche de la frontière pakistanaise, le nouveau gouvernement indien a provoqué une inquiétude au niveau mondial : la crainte d'assister à une relance de la course aux armements. L'Inde s'était déjà fait remarquer par son refus de signer le traité d'interdiction des essais, prétextant que celui-ci n'obligeait pas les puissances nucléaires à supprimer leurs propres armes. En passant, de fait, dans le clan des nations atomiques, l'Inde remet le sujet sur le tapis... au risque de provoquer une relance des tensions avec ses deux voisins : le Pakistan et la Chine. Le Pakistan n'a pas été long à réagir : il a procédé à 5 essais le 28 mai puis à deux nouveaux essais le 30 mai.

Nuage radioactif

Le quotidien indien "The Statesman" a révélé, le 17 mai, que les essais nucléaires indiens ne s'étaient pas passés comme prévu : il y a eu dégagement de radioactivité et les habitants des villages voisins ont été irradiés. La revue, reprenant des témoignages locaux, indique que dans le village de Khetlai, distant de seulement 5 km du lieu des essais, les habitants souffrent de la peau, des yeux et de l'estomac. Des saignements de nez ont été observés ainsi que des vomissements.

Le rôle de la France et des USA

La France a fait preuve d'une très grande retenue lors de ces essais nucléaires. Pourquoi ? Greenpeace rappelle qu'au mois de janvier 1998, Jacques Chirac a fait un voyage en Inde. Il était alors accompagné du PDG de Framatome. La France serait-elle prête à fermer les yeux sur ces actes nationalistes afin de conserver l'espoir de vendre de la technologie nucléaire à l'Inde et au Pakistan ? Greenpeace rappelle également le rôle des USA qui ont fourni les techniques permettant l'extraction du plutonium. Une fois de plus le nucléaire dit "civil" a servi à fabriquer la bombe. (Pour en savoir plus : *Greenpeace, tél : 01 53 43 85 85*)



ACTIONS NON-VIOLENTES CONTRE LES ARMES NUCLEAIRES

Le 8 juillet 1996, la Cour Internationale de Justice rendait, à la demande de l'Assemblée Générale de l'ONU, un avis consultatif stipulant que « la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international ». La Cour, en se référant tant sur le droit usuel international public que sur certains traités internationaux, déclarait illégales toutes les armes nucléaires, du fait qu'elles violent le droit à la sûreté des personnes, que leur utilisation signifierait un génocide pour l'humanité, qu'elles constituent une menace pour les générations futures. Ensuite, elles détruisent l'environnement et rendent impossible toute habitation. De même, ces armes ne permettent pas de distinguer entre des combattants et des civils, tout comme leur utilisation est susceptible de violer le territoire des Etats neutres. Enfin, leur utilisation est largement disproportionnée entre autre parce qu'elles sont susceptibles d'engendrer une escalade conduisant à une guerre nucléaire généralisée. Cet avis adopte enfin une position claire sur la bonne interpré-

tation des règles de droit international public en vigueur depuis plusieurs décennies. Il ajoute donc une caution juridique importante aux arguments antinucléaires.

Demander l'application de la loi

Or, il se trouve que plusieurs Etats ne respectent manifestement pas ces règles internationales. C'est pourquoi, dans de nombreux pays, se sont constitués des groupes de citoyens responsables pour les faire appliquer. Des actions ont été menées contre l'entreposage ou la fabrication d'armes nucléaires par des blocages, des sit-in, des manifestations et, mieux encore, par des inspections civiles de sites militaires. Parmi elles, on peut citer le Quartier Général de l'OTAN à Bruxelles, les bases des Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (S.N.L.E.) de Brest et de Faslane (Ecosse), les bases d'avions de combat porteurs de bombes nucléaires de Büchel (Allemagne) et de Volkel (Pays-Bas), et le laboratoire «militaro-nucléaire» de Cherbourg.

A Büchel, des militaires allemands s'entraînent à utiliser des armes nucléaires américaines avec leurs avions. C'est pourquoi, après plusieurs demandes refusées d'inspections civiles, une vingtaine de personnes a pénétré de façon non-violente dans cette base. Ils viennent d'être condamnés pour «violation de domicile» (!), le juge ne statuant pas sur l'objet de l'action elle-même. Dans l'attente d'un nouveau jugement, après avoir fait appel, la dénonciation la plus large possible du caractère illégal des armes nucléaires s'impose. Déjà, les personnes passant en procès demandent un jugement de la Cour Constitutionnelle Fédérale d'Allemagne sur ce problème.

Passer à l'action

Dans ce même registre, les militants regroupés au sein de «Ploughshares 2 000» sont allés plus loin. Ils ont adressé au gouvernement britannique un plan détaillé pour le désarmement des armes nucléaires «Trident». Ce plan est constitué de neuf étapes qui commencent avec l'enlèvement de l'état d'alerte

et aboutissent à la destruction totale des armes nucléaires. Fixant au gouvernement un ultimatum de quelques mois pour commencer au moins la première étape, ils ont annoncé qu'ils passeraient à l'action directe non-violente en cas de refus. Ils ont déjà prouvé par trois fois qu'ils étaient capables de s'approcher des armes sans être surpris.

Une autre association, For Mother Earth, organise un camp de la Paix près du Quartier Général de l'OTAN (Bruxelles) à partir du 2 juillet 1998 incluant des actions contre l'OTAN du 8 au 12 juillet. Le camp sera suivi d'une «Marche pour le Désarmement Nucléaire» jusqu'à la base de Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (S.N.L.E.) «Trident» à Faslane (Ecosse) du 12 juillet au 9 août 1998.

Le 9 août, jour tristement anniversaire du bombardement de Nagasaki, les actions de «Ploughshare 2000» commenceront.

Pour en savoir plus : For Mother Earth International, Lange Steenstraat 16-d, 9000 Gent, Belgique, tél. : 00 32-9-233 84 39 ou 233 49 24, Fax : 00 32-9-233 73 02, e-mail : international@mother-earth.org, serveur : http://www.motherearth.org.



SOCIETE

ILES PLUS RICHES

La liste des 358 familles les plus riches qui confisquent autant de richesses que les 2,5 milliards de personnes les plus pauvres est disponible à l'adresse suivante : Centre canadien de politiques alternatives, 251 Laurier avenue W, suite 804, Ottawa on K1P 5J6, Canada, tél : 613 563 13 41.

POUR UN MONDE SANS RACISME

Un groupe de moines bouddhistes britanniques et améri-

cains organisent, à l'occasion du 150ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage une double marche commémorative sur le thème "pour un monde sans racisme". Une branche traversera les USA, l'autre partira de Liverpool pour traverser l'Europe. Les deux branches se retrouveront à Dakar, d'où, par la côte ouest, elles rejoindront le Cap, en Afrique du Sud. Le départ des marches est prévu le 4 juillet 1998 (fête nationale US) pour arriver fin juin 1999 au Cap. Les organisa-

teurs cherchent pour le moment des relais pour les héberger lors de leur traversée de la France qui se fera vers le 13 août à Valenciennes, le 23 août à Paris, puis le Mans, Nantes (vers le 9 septembre), La Rochelle, Bordeaux (vers le 25 septembre)...

Si vous désirez aider cette initiative, fortement marquée par la religion, vous pouvez prendre contact avec Astrid, Nipponzan Nyohoji, Peace Pagoda, Willen, Milton Keynes MK1 50B1 Grande-Bretagne, tél : 019 08 663 652.

AC ! JOURNEES D'ETE

AC ! Agir ensemble contre le chômage organise du 11 au 14 juillet, au Cun du Larzac, dans l'Aveyron, des journées d'été alternant cogitations et respirations. Tarif : 120 F/jour par personne, péréquations pour les chômeurs et les petits budgets. Hébergement en camping.

Renseignements : AC 1, 42, rue d'Avron, 75020 Paris, tél : 01 43 73 36 57.

GUIDE DE RESISTANCE A LA RECLAME

La Coop Saint-Denis a publié un petit bulletin recensant tout ce qu'il faut savoir pour se protéger efficacement contre la réclame appelée abusivement "publicité". Ce fascicule est disponible contre 5 F + 3,50 F de port auprès de : La Coop, 2, parc de la Métairie, 93200 Saint-Denis.

LES VISITEURS : L'INTOXICATION PUBLICITAIRE

Pas moins d'une soixantaine de marques sont soit citées, soit montrées pendant le film "Les visiteurs II", ce qui constitue un record dans le genre. Les cadrages d'image sont prévus pour vanter les marques et le film se rapproche curieusement des clips publicitaires télévisuels. Faut-il payer pour voir ce genre de film ?

LES HIMBAS MENACES DE "PROGRES"

"Le territoire autour d'Epupa appartient à mon peuple. Nous ne nous en laisserons pas chasser. Le gouvernement devra plutôt nous faire exécuter l'un après l'autre" affirma Hikuminwe Kapika lors du périple européen en juin et juillet 1997 coordonné par diverses associations. Le 27 avril 1997, 36 chefs traditionnels himbas avaient convenu

centrale hydraulique sur le fleuve Kunene, dans le nord-ouest de la Namibie, à cheval sur la frontière avec l'Angola. L'édification du complexe engloutirait des aires où paissent les troupeaux et submergerait des sépultures. Le souvenir des défunts imprègne la culture des 35 000 descendants de communautés bantoues, lesquelles quittèrent vraisemblablement au début du XVIème siècle la province angolaise de Mocamedes

Un barrage anéantirait un territoire quasi inviolé, espace vital d'une des dernières peuplades nomades d'Afrique. La mobilisation de celle-ci et la solidarité internationale, la valorisation d'autres solutions énergétiques et les déficits criants des analyses d'impacts concourent à l'abandon du projet.

de dépêcher une délégation sur le vieux continent. Accompagné de Paulus Tjavarara, président du Haut-Conseil d'Okaoko, et de l'interprète Tjambazuko Kangumine, le juge et gardien de l'omawuro, le feu sacré, rencontra en Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Norvège et Suède des élus, des journalistes, des protecteurs de la nature, des tiers-mondistes, des directeurs d'organismes financiers. La campagne suscita un écho favorable, surtout en Scandinavie et outre-Rhin.

"Traîtres à la cause africaine" ? ...

Les deux chefs tribaux, qui saisirent l'occasion d'évoquer pour la première fois le sort des leurs sur la scène internationale, formulèrent invariablement leur inébranlable hostilité à la

pour s'implanter sur les vastes étendues vierges, apparemment inhospitalières, du Kaokoland, "la terre lointaine", 50 000 kilomètres carrés de montagnes épineuses. Le 26 juillet 1997, une unité spéciale de la police interrompit une rencontre de 70 Himbas avec Kapika et Andrew Corbett, le directeur du Centre d'aide judiciaire. La Haute Cour de justice déclara "illégal" cette irruption impromptue.

Au début des années 80, une sécheresse catastrophique décima 80 % du bétail. On ignore toujours l'ampleur exacte des cruautés perpétrées contre les Himbas lors des conflits meurtriers qui opposèrent de 1974 à 1989 l'Organisation Populaire du Sud-Ouest africain, fondée en 1966, et les troupes de Pretoria. Après la fin du régime d'apartheid et la création, le 21 mars 1990, d'un Etat namibien indépendant, des

militants de la SWAPO considérèrent les Himbas comme des collaborateurs avec les blancs, voire des "traîtres à la cause africaine". Début mars 1998, Roman Herzog, le président allemand, en déplacement officiel, exclut cyniquement toute excuse publique et versement de réparations pour l'assassinat par la soldatesque de l'empereur Guillaume II d'environ 18 000 Hereros entre 1884 et 1915 à l'époque où la Namibie était une colonie germanique !

Désireux d'accélérer la modernisation, le gouvernement de Windhoek espère garantir au pays, dont la superficie (824 292 km²) représentant 1,54 fois celle de la France, une autosuffisance énergétique. Or, non seulement la construction du barrage haut de 145 mètres avec un lac de retenue de 300 km² contraindrait des centaines de Himbas à la déportation, mais de plus son intérêt économique semble sujet à caution. Ainsi, la journaliste Brigitte Weydelich estima dans la revue *Afrika-Post* de mai-juin 1996 qu'une surcapacité prévisible en électricité entraînera une chute des prix dans la zone méridionale du continent noir. Le 5 décembre 1996, les mouvements Earthlife Africa et la Wildlife Society of Namibia avertirent des corollaires de ce mauvais investissement de 2,2 milliards de dollars namibiens (2,86 milliards de francs). Le consortium Namang, qui fédère depuis 1993 les entreprises nationales Nampower, Swawek, Burmeister & Partners, la firme angolaise Saopro, les trusts norvégiens Norad et Norpower, le Suédois Swedpower, préconisa d'emblée une usine de 650 mégawatts. Burmeister proposa également une variante de 350 mégawatts dans les monts Baynes, à 40 kilomètres à l'ouest du premier site.

Faisabilité sans ... impact

Dans les deux hypothèses, les conséquences humaines et écologiques seraient dramatiques : extension de la malaria et de la bilharziose, extermination d'espèces rares de poissons et de tortues, saccage de milliers de palmiers *omarungas* dont les noix constituent un aliment très apprécié, assèchement de

Avec Pieds nus sur la terre rouge. Voyage en Namibie d'une ethnologue en rêve, Solenn Bardet narre, dans un style vivant et dépouillé, sa rencontre, en juillet 1994, à l'âge de 18 ans, avec les Himbas, son attachement à ces êtres authentiques et à leur terre, ses émois... Quoique révoltée, on la sent un tantinet résignée aux malheurs qui guettent ses amis, du moins à l'issue de sa première expédition "du bout du bout du monde".

Ed. Robert Laffont - 1998 - 368 p. - 139 F.

plantations de maïs, salinisation de l'embouchure de l'Epupa. Plus de 1000 Himbas perdraient leur logis dans le *kraal* (le village), 9000 (5500 sur la rive angolaise) leurs pâturages. Le voisinage avec une micro-société d'ouvriers et de techniciens engendrerait inévitablement des fléaux que plusieurs connaissent jadis : alcoolisme (certains s'y adonnent déjà !), prostitution avec le risque de maladies y afférentes, criminalité... A l'instar de pratiques observées sous d'autres cieux, le pouvoir attise les rivalités entre les ethnies (Himbas, Hereros, Damaras, Ovambos...) et au sein des clans eux-mêmes. D'autres groupes, plus restreints, tels les Tjimbas, les Tjilenges, les Tjavikwas... subiraient également des désastres. Le président Samuel Nujamo a estampillé les adversaires du projet de "paternalistes écologistes et ethnologues typiquement occidentaux, soucieux de contrecarrer l'autodéveloppement africain" (!). Ni l'Union européenne, ni la Banque mondiale ne s'y engagent... La Norconsult d'Oslo et l'Agence suédoise de développement industriel ont participé à l'étude de faisabilité publiée en octobre dernier. Si le document synthétisant des données consignées dans 21 classeurs reconnaît explicitement des atteintes au cadre naturel, l'on n'y trouve nulle mention des déplacements forcés de populations, de compensations, au sujet desquelles les leaders himbas refusent de discuter, puisqu'ils s'enfermeraient de la sorte dans la spirale de l'acceptation conditionnelle du barrage. Selon l'International Rivers Network de Berkeley (Californie), le rapport truffé d'assertions erronées, de conclusions à l'emporte-pièce et souffrant de carences évidentes ne saurait se prêter à une délibération sérieuse en vue de la décision définitive. Il tait les impacts sociaux et environnementaux précis, ignore certains paramètres hydrologiques ainsi que l'apport favorable des énergies alternatives. Si les projections relatives à la demande d'électricité ont fait l'objet de surévaluations, les coûts afférents à d'autres ressources ont été négligés. Alors que les "experts" prétendent par exemple que le secteur éolien ne serait opérationnel que dans 20 ans, il contribuerait dans une proportion non négligeable à "l'enveloppe énergétique namibienne" autour de 2005. Les pertes liées à l'évaporation émanant du réservoir de l'Epupa correspondent plusieurs fois à la consommation d'eau des centres urbains.

Pour Andreas Selmeçci, de la Société pour les peuples menacés (1) de Göttingen (basse-Saxe), "les signes que la nécessité et la rationalité du barrage ne sont plus aussi grandes se multiplient. Il s'agit de continuer à gagner du temps...". La Nampower a obtenu, le 6 mai 1998, un prêt de 620 millions de rands (840 millions de F) de la Banque européenne de développement pour renforcer le réseau de distribution de courant. La Dresdner Bank et d'autres



Le site menacé

établissements financiers appuient l'exploitation des importants gisements de gaz naturels dans le sous-sol du Kudu, sur la côte atlantique. Shell compte y prendre part à hauteur de 25 %. Le deal dépend aussi de la demande du service public sud-africain Eskom, actionnaire à 10 % dans le combinat auquel se joindront la Nampower (45 %) et la UK's National Bank (20 %). La Namibie couvrirait ses besoins et exporterait même de l'électricité. De plus pourquoi ce pays, un des plus ensoleillés de la planète et particulièrement exposé aux vents, n'opterait-il pas résolument en faveur de sources renouvelables ?

Femmes émancipées

Iris Palmer (17 ans), élève au lycée Schiller à Offenbourg (Bade-Wurtemberg), relate dans les colonnes du quotidien *Badische Zeitung* (2) les six semaines qu'elle passa en Namibie auprès de Koos Verwey, lequel met l'accent sur la défense de la nature et le respect des autochtones. Elle vécut quelque temps dans le hameau d'Okapupa où l'organisateur de safaris se rend régulièrement pour approvisionner les habitants en eau fraîche et en médicaments ; il n'existe pas de médecin à 250 kilomètres à la ronde. Intervenant parfois en qualité de médiateur, il a établi en huit ans de bonnes relations avec les Himbas. Ceux-ci acceptent qu'il conduise dans leurs parages des petits groupes de quatre à six personnes. Iris Palmer déplore l'usage excessif de la voiture par les étrangers pressés qui tracent des pistes (off-road driving) hors des itinéraires balisés et détériorent les si fragiles écosystèmes. De plus, note la stagiaire, "trop souvent, les *Ovahimbas* ne sont pas traités en adultes". Appâtés par la promesse de subsides, certains posent pour les voyageurs et leur vendent quelques souvenirs. Mais la majorité des farouches bergers, dont le biorythme se calque sur les animaux et s'accorde à l'apparente austérité des paysages, fuient le regard et l'objectif des curieux en quête d'exotisme

inédit. D'autres tour-opérateurs profiteraient volontiers de l'inviolabilité du Kaokoland pour promouvoir, au départ de Windhoek et de Swapokmund, un tourisme de masse presque aussi nuisible que les grands travaux sur l'Epupa.

Des anthropologues se livrent une controverse quant à l'origine du nom "Himbas", traduit tantôt par "ceux de la rive", tantôt par "ceux qui se plastronnent", en raison des richesses (relatives) que leurs procurent leurs bovins, leurs caprins et leurs moutons, ou encore dans l'acception péjorative de l'idiome des Ngambwes angolais "les mendians". Alliant fierté et simplicité dans leurs us comme dans leur vision du monde, les pâtres contestent ces appellations académiques, préférant le vocable qui caractérise le plus fidèlement leur tempérament joyeux, symbolisé par la danse *ochango* : "les chantants". Les femmes, qui soignent leur corps avec des onguents et des crèmes à base de beurre, appréhendent avec soin leur chevelure. La forme des tresses livre des informations sur leur état civil. Elles entretiennent des relations très libres avec le sexe opposé ; elles partagent volontiers un partenaire avec leurs consœurs. Elles en rient parfois pendant qu'elles confectionnent de splendides bijoux et chaînes qui étincelleront sur l'ocre de leur peau enduite de poudre d'hématite. La plupart porte l'*ondengura*, un collier composé de spirales métalliques. L'*ohumba*, lourd coquillage blanc, ceint la poitrine des indigènes fécondes. Les Himbas vénèrent le *mopane*, dont l'écorce sert à la fabrication de cordes, de paniers, des armatures de pendentifs ; l'arbre sacré alimente aussi le feu et ses feuilles facilitent la communication avec les ancêtres lors de la cérémonie rituelle appelée "*okyambara*".

Les autorités namibiennes et leurs partenaires étrangers s'inclineront-ils devant le libre arbitre des Himbas dont les cantilènes résonnent encore dans la quiétude vespérale ?

René HAMM

SILENCE N°233-234 - ETE 1998

(1) La Gesellschaft für bedrohte Völker publie l'excellente revue bimestrielle Pogrom. Adresse : Postfach 2024 - D 37010 Göttingen - Tel : 00 49 551 49 906 0 - Fax : 00 49 551 58 028.
(2) Articles parus jusqu'ici dans les éditions des 24 avril et 13 mai 1998.

EST-CE AINSI QUE LES HOMMES VIVENT?

Comme le rappelle Alfred North Whitehead citant Platon: "La création du monde — je veux dire de l'ordre civilisé — est la victoire de la persuasion sur la force" (9). Mais la persuasion est inopérante sur ceux qui ne cultivent pas la sensibilité et l'empathie comme des valeurs premières. Ceux-là sont inaccessibles. Ils restent enfermés dans leurs certitudes, prisonniers d'un schéma mental borné aux rapports de prédation violents. Plutôt que les fruits d'un effort purement intellectuel, la paix, mais aussi la connaissance écologis-

conduit à rechercher des hommes et des structures "de confiance" pour leur abandonner l'organisation de la communauté. C'est là que tout se gâte.

Le sens de la démocratie

Une fois dépréciés tous les élans de la sympathie naturelle qui ont fait la grande communauté du vivant (10), les façons de s'organiser les uns avec les autres (le politique) ne pouvaient que dégénérer en "la politique politicienne" (11).

d'une réduction absolue de la qualité de citoyen par le jeu de la délégation "de pouvoir" qui se fait blanc-seing. C'est un complet détournement de sens et une flagrante usurpation des motivations. Au mieux, la démocratie revue et corrigée par les hiérarchies de pouvoir ne mise que sur l'intelligence, la conscience et la probité plus qu'incertaines de quelques individus, une "élite" automatiquement otage des lobbies. Et quand bien même elle ne le serait pas, quelle sorte d'élite sélectionne une hiérarchie de pouvoir ?

Loin, très loin de l'image que veulent se donner entreprises, associations bureaucratiques et partis, ce ne sont pas la compétence, la responsabilité, l'initiative, la concertation et l'esprit d'ensemble que l'on y cultive communément. Aucune de ces façons d'être inspirées par notre nature et par la connaissance de l'économie du vivant ne peut s'épanouir dans les fièvres de l'arrivisme, de l'électoratisme et des luttes intestines pour le moindre strapontin. Vivre sous les hiérarchies de pouvoir habitue même des braves gens à des valeurs et des pratiques très étrangères à celles que le bonheur individuel et l'avenir de la planète requièrent. Quelles que soient les motivations initiales, la lutte pour le pouvoir commandée par la structure verticale et centralisée ne sélectionne que la force brutale, le sadisme et leurs compléments: la dépersonnalisation, la soumission, la duplicité et la lâcheté (12). Rien que des qualités incompatibles avec la compétence nécessaire pour glisser dans la vie sans rien abîmer, si possible en créant avec tous les autres.

On peut rapidement identifier plusieurs causes d'incompétence inhérentes à ces organisations :

- L'aveuglement devant le caractère holistique de la plupart des choses. Par conséquent, l'incompréhension face à tout ce qui n'est pas

*Retrouver le sens de la démocratie,
de la liberté et de la vie : des objectifs
à redéfinir.*

(9) Alfred North Whitehead: "Aventures d'idées. Dynamique des concepts et évolution des sociétés", Ed. du Cerf.
(10) Charles Darwin: "The descent of man".

(11) "Restaurer le politique ; la dynamique de l'association", Silence n° 199/200, janvier 1996.
(12) On rencontre sans fard les deux faces de cette culture dans l'exemplaire bizzutage si prisé par nombre de celles et de ceux qui sont poussés vers des fonctions "respectables" et "responsables".

te, la convivialité et la démocratie procèdent d'abord d'une sensibilité ouverte et de l'empathie pour le monde. Elles sont les ferments de toutes les relations de bonne intelligence.

Mais comment la sensibilité et l'empathie auraient-elles pu prospérer dans une société où l'on prend les valeurs matérialistes et le célèbre individualisme français, objets idéologiques façonnés par la domination marchande, pour les levains de l'émancipation ? "L'animisme avait donné une âme à la chose, l'industrialisme transforme l'âme de l'homme en chose" constatent Max Horkheimer et Theodor Adorno.

Conséquence de l'atonie de l'empathie : la force de la défiance vis à vis de tous les autres et, donc, l'incapacité à croire en la viabilité de la démocratie — de la démocratie où, par définition, chacun participe effectivement. C'est cette défiance qui

La confiance se faisant rare, son travestissement est devenu le fonds de commerce des handicapés de l'intelligence qui ne savent vivre qu'au détriment des autres, en destructeurs. C'est pour soumettre les autres, pour substituer durablement leur loi à l'anarchisme naturel des communautés (la démocratie directe ou participative) que ceux-ci se sont rassemblés en hiérarchies pyramidales. Le sens de ces constructions est évidemment contraire à celui de l'esprit démocratique des communautés qu'elles parasitent. Ce sont des formations de combat qui n'ont pour but que leur propre conservation par le moyen d'une guerre perpétuelle. Que leur prétention à incarner la démocratie et l'intérêt général soit gobée par la majorité est indicatif du degré d'inconscience — ou de veulerie — auquel on est parvenu. Car, enfin, de quoi s'agit-il ? Il s'agit, d'abord,

centralisé et qui est baptisé "désordre" (en fait, à peu près tout ce qui s'est créé depuis le Big Bang).

- La sélection des compétences individuelles est subordonnée à la sélection de la capacité d'adaptation aux structures de pouvoir.

- L'éviction ou la démotivation des compétences relatives à l'économie du vivant qui ne peuvent que heurter la logique dominatrice.

- Les obstructions à la circulation de l'information, parce que, du haut en bas de la hiérarchie, celle-ci devient monnaie thésaurisable de pouvoir, parce que la prise en charge et la désresponsabilisation éteignent la plupart des neurones, parce que la peur des sanctions décourage les meilleures initiatives (13), etc.

Inutile de rêver que des Parfaits puissent faire le parcours sans se corrompre. Ils seraient vite évacués comme des corps étrangers ou mis au placard et objets d'un "mobbing" comme les employés-citoyens de la première aventure. Inutile de rêver que des génies politiques puissent développer une compétence capable de se substituer à l'intelligence foisonnante d'un ensemble démocratique. La faiblesse du système est structurelle. Là est un principe qui dépasse les principes de Peter et de Dilbert en les englobant "l'efficacité des modes d'organisation visant à la domination de quelques-uns sur la plupart ne s'affirme jamais tant que dans la production de la corruption, de l'incompétence et de la cruauté".

Je suis tenté d'appeler cela "le principe d'Ubu", car les prétentions à gérer la complexité depuis un "haut" auto-célébré dérivent inexorablement vers la tragédie grotesque.

Et quand bien même des mutants s'empareraient du pouvoir, que pourraient-ils en faire (à part le détruire)? Contraindre? Mais alors, comme nous l'a soufflé Arne Naess, il faudrait tant de lois et de règlements, tant de police que cela serait ingérable et invivable. Non, il n'est pas possible de réguler "par le haut" la multitude des actions dérégulatrices qui permettent à ce "haut" d'exister! Faire croire le contraire est le plus étonnant des tours réussis par le système dominant. Max Horkheimer et Theodor Adorno ont dénoncé cette illusion: "(...) la gestion a besoin de tout le monde. Le pouvoir des choses apprendra à tous à se passer finalement du pouvoir".

La démocratie a un sens qui n'est pas celui de ses simulacres actuels qui annulent l'égalité de droits et découragent la citoyenneté. Comme le clostige a permis la spoliation des communaux et l'essor du capitalisme, la division de l'espace politique entre

électeurs et élus hors contrôle, spectateurs impuissants et acteurs enivrés, s'est traduite en un double mouvement de démission et de dépossession du pouvoir de penser et d'agir par soi-même et avec les autres (14).

A l'inverse, le génie de l'idée démocratique c'est de vouloir cultiver cette intelligence qui se développe ENTRE les gens et les communautés qui communiquent sans entraves. Le sens de la démocratie, c'est celui de la coopération et de l'entraide, c'est celui de la conjugaison des sympathies, celui de la symbiose des motivations conviviales et des compétences pour atteindre un niveau d'organisation et de conscience supérieur à toutes les capacités particulières.

La vitalité de la démocratie, donc de l'intelligence communautaire, est inversement proportionnelle à celle des hiérarchies de pouvoir. Elle dépend de la qualité et de l'intensité des échanges entre des citoyens jouissant de toute leur liberté d'association. Nous en sommes loin!

Le sens de la liberté

Le fond prétendument mauvais de l'humain et les cas pathologiques n'expliquent pas grand-chose aux dérives spéculatives, impérialistes et totalitaires. Souvent invoquées, ces explications à l'emporte-pièce serviraient plutôt à dissimuler une origine bien plus convaincante: les références culturelles qui, précisément, inspirent, encouragent et justifient les comportements anti-sociaux, anti-démocratiques et anti-écologiques, après avoir brouillé la compréhension de l'économie de la nature.

Peut-on reconnaître l'association symbiotique et la construction holistique du vivant, donc la sympathie naturelle qui invite à la démocratie, tant qu'un dogme tel que le primat de l'individu égocentrique sur la communauté est admis généralement? Impossible puisque les deux logiques s'opposent. Là est un blocage essentiel, sinon Le Blocage. Doutez-vous de ce dogme? Vous trouvez-vous en sympathie avec la démarche communautaire? On vous brandit sous le nez l'exemple inusable des colonies d'insectes où l'individu est censé être un zombi écrasé par la communauté. Cela ne servira pas beaucoup mais vous pouvez toujours rétorquer que ce qui écrase les hommes — et la planète — ce sont les hiérarchies de pouvoir et qu'il est d'autres façons de vivre ensemble que dans la peur de manquer et la crainte des autres. Observez surtout que vos interlocuteurs sont, jus-

tement, friands de ces constructions pyramidales; cela remet les choses à leur place.

Toute l'histoire de la vie, qui a procédé par association d'associations, laisse à penser que c'est plutôt dans un divorce d'avec le sens communautaire que l'individu risque l'anéantissement; d'autant qu'il n'est "individu" que parce que l'on veut bien oublier qu'il est la création d'un long processus symbiotique (15). La lutte de "chacun contre tous" chère aux matérialistes néo-darwiniens est aussi absurde que la lutte de chaque organisme contre la cellule, de chaque être contre son écosystème, de chaque écosystème contre la biosphère.

La liberté s'étiole dans la solitude. Elle n'apprécie pas davantage les contraintes de la compétition conflictuelle encensée depuis plus de deux siècles. La liberté est relative au bien-être de chacun et de tous: mieux je me sens et plus je suis disponible et capable de lui apporter, et réciproquement. La liberté a donc un sens qui s'accorde avec le sens de la convivialité. C'est le sens de l'homéotélie (16). Il se trouve dans le respect de la vie et dans la coopération de chacun avec tous pour créer et maintenir les communautés sociales, les écosystèmes et la biosphère. Pourvu qu'ils ne soient pas parasités par des mécanismes réducteurs (tels les hiérarchies de pouvoir), ce sont ces ensembles à la construction desquels nous participons, et qui nous englobent, qui nous offrent les possibilités d'agir et de nous satisfaire. Et plus nous sommes libres de créer en association avec les autres, plus ces ensembles sont diversifiés et complexes, plus les possibilités d'action et de satisfaction sans conflit sont grandes. C'est tout le secret du **principe de divergence** énoncé par Charles Darwin (17).

Depuis la nuit des temps, la vie au sein des communautés et des écosystèmes (avant qu'ils ne soient dévastés) a rarement été synonyme d'oppression et de pénurie. Sinon l'opulence matérielle et une totale sécurité — dont le productivisme capitaliste nous éloigne tout autant que les pires cataclysmes — c'est plutôt la possibilité d'épanouir ses capacités et une abondance d'émotions et de satisfactions qu'elle a évoquées pour la plupart des gens. C'est un terrain stérile pour la domination, la spéculation et toutes les stratégies de spoliation. Pour faire naître les peurs propices à la manipulation, il fallait donc dissocier les complémentarités, les opposer et diaboliser les sources de

(13) Le contexte d'un récent accident surmédicalisé l'illustre magnifiquement, d'autant plus que, pour une fois, des hiérarques en ont été victimes: une bonne partie du personnel d'une entreprise marchant à la baguette savait qu'un responsable était hors d'état de conduire, mais la pression hiérarchique a interdit que quiconque l'en empêche (et, peut-être, que lui-même refuse).
(14) Sur le clostige et les communaux, et bien d'autres choses: Ivan Illich, "Dans le miroir du passé", Ed. Descartes et Cie.
(15) "L'univers bactériel", Lynn Margulis et Dorion Sagan, Ed. Albin Michel.
(16) "The way" (Le défi du XXIème siècle), Edward Goldsmith, Ed. du Rocher.
(17) "L'énorme quantité d'animaux dans le monde dépend de la variété et de la complexité de leurs structures. Comme les formes se compliquent, elle inaugurent de nouvelles façons d'accroître encore leur complexité". Charles Darwin rapporté par Donald Worster: "Nature's Economy" (Les pionniers de l'écologie), Ed. Sang de la terre. Et "L'Entr'aide" de Pierre Kropotkine, Ed. de L'Entr'aide.

l'abondance et de la convivialité. Tout un appareil idéologique visant à nous faire croire à l'inéluctabilité de la pénurie et de l'hostilité pour nous conditionner au repli sur soi, nous désespérer et nous précipiter dans les pièges les plus grossiers.

Certains, qui croyaient faire oeuvre émancipatrice ont prêté tant d'attention à l'individu qu'ils ont voulu l'affranchir de la tutelle de "la nature" et de la société, semblant ne plus voir dans ces ensembles, pourtant faits d'individus, que des forces hostiles et totalitaires. L'agressivité vis à vis de la communauté et l'agressivité vis à vis de la nature sont autorisées par une dichotomie schizophrène de ce qui est indissociable: l'esprit et le corps, l'individu et la communauté, la culture et la nature. Si l'on n'est plus capable d'embrasser la réalité dans un même regard, de relativiser une chose par rapport à son contexte, alors, toutes les déformations, toutes les inversions deviennent possibles. Dès lors que la priorité sur tout est accordée à l'individu, la définition de l'intérêt de celui-ci ne se fait plus au travers de la relation à l'économie des ensembles auxquels il devrait participer et dont il ne peut s'affranchir — le groupe social, l'écosystème, l'humanité, la biosphère... Se focaliser sur ce que l'on croit être l'essentiel est souvent contre-productif. C'est pareil avec la liberté. L'inversion de la hiérarchie des niveaux d'organisation autorise l'invention d'intérêts dérégulés qui s'opposent à la recreation des ensembles englobants, quand ils n'ont pas pour ambition leur destruction. A l'inverse du sens de l'économie du vivant, la plupart des hommes basculent alors vers la réduction intentionnelle des interrelations et des formes, et l'appauvrissement de la complexité sans laquelle les individus ne seraient même pas. C'est ainsi que l'idée individualiste libérale, en permettant la confusion entre liberté et permissivité, ouvre la voie à tout ce qui réduit les possibilités de satisfaction (les libertés) en prétendant favoriser leur développement.

La montée vers la puissance n'est pas la voie de l'émancipation. Le pouvoir sur les êtres et les choses entrave à des maîtres plus implacables que ceux dont on voulait s'affranchir.

Ce qui a pu être un incident de parcours philosophique est devenu une manipulation machiavélique. Entre naïveté conditionnée et duplicité politicienne, l'individualisme déforme la perception des réalités au point de faire prendre des vessies pour des lanternes. Par exemple: qu'une évolution sociale enfle depuis des années, qu'un individu se retrou-

ve au sommet de la vague — qu'il ait calculé sa trajectoire ou pas, qu'il soit bon surfeur ou barboteur calamiteux — et le voici promu initiateur du mouvement! Et tous les autres efforts, la multitude des évolutions, des initiatives et de leurs interactions qui ont fait le mouvement d'être gommés par l'élan de ferveur pour le nouveau "leader charismatique".

La négation de la structure holistique du vivant, l'occultation de l'action communautaire et la croyance dans les vertus de l'élitisme tuent la confiance qui s'épanouissait dans le mouvement social. Alors peut s'imposer l'encombrante idéologie du renard dans le poulailler: le "libéralisme". En jouant d'une conception de la liberté réduite à l'individu dissocié des autres et de l'environnement, en remplaçant le "penser avec" (avec l'autre, avec la nature) par le "penser contre", le libéralisme conduit vers la compétition sans merci ni répit ("compétition renforcée" disent-ils maintenant). Ainsi, en modifiant la compréhension de l'intérêt particulier et de la relation aux autres, la culture imposée par les dominations s'insinue dans les motivations les plus intimes et les déforme pour faire de chacun un artisan de la reproduction des hiérarchies de pouvoir. Et chacun de devenir un instrument de la dérégulation libérale, chacun d'offrir son effort au mécanisme qui broie les autres vies et la sienne.

Culture ignorante des interrelations et des interrelations d'interrelations qui construisent toute chose, culture des intérêts à la vue courte, culture de la dissociation et des antagonismes, culture de la fermeture aux autres et de l'hostilité à "la nature", culture de compétitions et de spéculations qui n'ont rien d'intellectuelles, culture de la quantification et du capital, culture de la délimitation et de la propriété privée, culture manichéenne génératrice de lois sans issue: "loi de la jungle", "lutte de chacun contre tous", "bouffer ou se faire bouffer"... Culture de brutes dans un monde fait de plus d'amours que de combats (quand il n'est pas déconstruit par un projet fou).

L'escroquerie est d'autant mieux ficelée que plus les communautés et les écosystèmes sont déstructurés par les dominations et le libéralisme et plus la pénurie et l'hostilité résultantes sont montrées comme des phénomènes naturels dont seule la domination capitaliste et les solutions macro-économiques peuvent nous sauver.

Tout cela nous renvoie à d'autres questions; à la même question, au fond. Par exemple, le travail et l'abondance pour tous. Pourvu que

l'on ne range pas sous ces mots le seul salariat et la consommation de marchandises superfétatoires dont la production coûte cher à la vie et qui iront dare dare ajouter à la pollution, pourvu que l'on pense plutôt en termes de diversification (de "divergence"), de proximité et de bien-être des individus et des communautés associées (18), alors, c'est, avec la domination et la spéculation, le chômage et la pénurie que l'on n'imagine même plus.

Sans doute savez-vous déjà que l'exploitation type chasse-pêche-cueillette-jardinage des forêts tropicales est au moins deux fois plus productive que l'exploitation industrielle la plus rentable et douze fois supérieure à la récolte régulière des bois (19). Pourtant, tout autour de la planète, la destruction des écosystèmes les plus complexes continue à progresser vertigineusement et les gens qui vivaient heureux en leur sein sont envoyés là où il n'y a même pas de chômage: dans la mort, directement ou via les bidonvilles aux portes des villes polluées. Et, bien entendu, tout cela se fait sous les couleurs du progrès, du développement et de la croissance, de la même façon que le sabotage des mouvements sociaux et la spoliation de la citoyenneté se font au nom de la démocratie.

Il n'y a pas que dans ce qui subsiste des riches écosystèmes d'hier que l'on peut faire ce genre de constat. Partout la coopération avec tous les autres êtres et la symbiose avec l'économie du vivant sont plus productives que la razzia. Mais la razzia triomphe presque partout.

C'est parce qu'elle ne dissocie pas l'intérêt de chacun de l'intérêt général, qu'elle comprend l'accomplissement de l'être au travers de la construction de la communauté, qu'elle est d'essence holistique et qu'elle favorise l'épanouissement de l'intelligence communautaire par l'action responsable de chacun, que la démocratie est le mode d'organisation le plus efficace, le plus créateur de satisfactions. C'est pour cela que les grands souffrants de l'ego n'ont d'autre but que de la casser et de lui substituer un simulacre. Car, comme avec l'exploitation écologique des forêts depuis toujours, comme avec le partage des communaux hier encore ici même, que les bénéfiques soient répartis entre tous, tout en maintenant les ensembles écologiques et sociaux, n'intéresse nullement les élites auto-proclamées. Leur structure de pensée et la position où elles se sont placées ne leur laissent guère le choix: elles ne veulent et ne savent que figer dans la servitude ou dans la mort pour

(18) E.F. Schumacher: "Small is beautiful", Ed. Le Seuil. Nicholas Georgescu-Roegen: "Demain la décroissance; entropie, écologie, économie", Ed. Sang de la terre. Ivan Illich: "La convivialité". (19) "5000 jours pour sauver la planète", Goldsmith, Hildyard, Bunyard, McCully, Ed. Chêne. "The economic value of non-timbers forest products in Southeast Asia", Jenne De Beer et Melanie McDermott, UJCN Pays-Bas.

contenir, uniformiser, conditionner, concentrer et capitaliser. Et tant pis si leur délire stérilise tout, sociétés et écosystèmes, tant pis si elles dominent un champ de ruines; "Après moi, le déluge!" est leur credo.

De "la loi du plus fort" néodarwinienne au "Les quatre-cinquièmes des hommes ne servent à rien et méritent d'être abandonnés" d'un économiste contemporain, le libéralisme n'emprunte à l'idée de liberté que pour la renverser. C'est une idéologie totalitaire. Sa mise en œuvre est un fascisme.

Le sens de la vie

Mon propos inciterait à rejoindre la cohorte de ceux qui n'ont plus de forces, plus de rêves et que la vie ne retient plus ? Attendez ! "Les grandes idées pénètrent dans la réalité associées au mal et alliées à des choses répugnantes" nous dit Alfred North Whitehead. Vous voyez, il reste un peu d'espoir.

Dans la vieille institution bien de chez nous, l'amiante ne pollue presque plus et quelques autres bêtises ont pu être évitées. Même le mouvement coopératif a découvert les produits bio. Le mouvement écologiste et libertaire n'est pas mort sous les coups. Il s'est, au contraire, enrichi de ses propres expériences malheureuses et ses idées et pratiques ont progressé et essaimé ailleurs. Même s'il est tout coururé, le héros de ces aventures sociales n'a pas perdu tout son temps.

Mais il serait peut-être plus efficace de compter davantage sur la conscience, la remotivation et la solidarité que sur ce qui survit au sacrifice de quelques enthousiasmes dans l'insouciance et la mauvaise volonté générales... Comment ? Inutile de s'obstiner à changer les marionnettes sur la scène du guignol (la farce jouée sera toujours la même) ou d'esquiver sa propre responsabilité en faisant monter à l'échafaud ces "responsables" qui savent à peine ce qu'ils font. Quand tout est tricoté de travers, la solution est en chacun; en chacun et ENTRE tous.

Beaucoup de gens se plaignent du climat pourrissant sans conscience qu'ils donnent quotidiennement un coup de main à leurs tourmenteurs. Ceux qui fantasment sur la bagnole au point de croire qu'ils ne peuvent s'en passer, quel que soit le coût pour la santé de leurs enfants et de leurs vieux parents, ceux qui prennent cette bagnole pour donner leur argent aux patrons des supermarchés, ceux qui, tout sourire, vous vendent

un produit frelaté en jurant que c'est du bio, ceux qui enfoncent leurs collègues tout en continuant à leur montrer bonne figure, ceux qui placent leurs économies dans des actions spéculatives ou des fonds de pension, tous ceux chez qui l'inconséquence et la fuite devant les responsabilités sont devenues une deuxième nature, ne sont pas tous viscéralement mauvais et irrécupérables. Ils le font comme par inadvertance, parce que c'est la normalité de l'environnement culturel et institutionnel qui imprime en eux ces habitudes que la pensée critique n'inquiète plus.

Le désir impuissant sous le délire tout puissant, peut-on changer cela ? Peut-on changer d'habitudes sans tomber dans une autre servitude ?

Sans doute, pourvu que l'on confonde les prétendues Lumières qui nous font servir l'oppression quand nous aspirons à plus de satisfaction. "Aujourd'hui, au moment où l'Utopie de Bacon, la "domination de la nature dans la pratique", est réalisée à une échelle tellurique, l'essence de la contrainte qu'il attribuait à la nature non dominée apparaît clairement. C'était la domination elle-même. Et le savoir, dans lequel Bacon voyait la "supériorité de l'homme", peut désormais entreprendre de la détruire. Mais en regard d'une telle possibilité, la Raison, au service du présent, devient une imposture totale pour les masses" car "Toute tentative ayant pour but de briser la contrainte exercée par la nature en brisant cette nature n'aboutit qu'à une soumission plus grande au joug de celle-ci" (20). C'est le renversement de la pensée émancipatrice, la pensée critique des Lumières, en une Raison froide, ré-

ductrice, sectaire et inséparable compagne de la domination et de la croissance — les deux ingrédients de l'impérialisme — qui est cause du déchirement entre la nature conviviale des motivations et le totalitarisme des projets.

Jamais la pensée critique ne doit s'arrêter pour s'endormir sur des lauriers dont la domination se parera aussitôt. Celle qui n'a pas divorcé d'avec la sensibilité et d'avec l'empathie pour le monde doit pouvoir voler de conscience en conscience pour libérer des fausses autorités et des fausses priorités. Elle seule permet à chacun de porter son regard plus loin que l'immédiateté matérialiste individualiste pour s'ouvrir aux autres et choisir avec eux un chemin sympathique s'accordant au sens de l'économie du vivant. C'est la voie indiquée par Pierre Kropotkine ; c'est aussi celle montrée par Arne Naess avec l'écologie profonde. C'est la voie de la vraie démocratie, la démocratie directe ou participative. Car c'est à chacun de devenir le stimulateur de l'intelligence communautaire, l'acteur des dynamiques holistiques, le régulateur de l'intérêt général qu'il aurait toujours dû être s'il ne s'était lui-même oublié. Cela s'appelle un citoyen.

Compagnons d'une vie, pour une vie seulement, ne croyez-vous pas qu'il est temps de sortir des logiques de guerre pour reconstruire la paix écologique et sociale? Nous avons dans les mains notre vie et les vies d'aujourd'hui et les vies à venir. Se désengager des unes, c'est laisser tomber la nôtre. Alors, un peu plus de cœur et de tripes!

Alain-Claude GALTIE

(20) Plus d'actualité que jamais, Max Horkheimer et Theodor Adorno: "La dialectique de la raison", 1944, Ed. Gallimard 1974.

LA LIBERTÉ DE CIRCULER

Pour en finir avec le mythe de l'automobile un livre de Colin Ward

préface de René Dumont, postface de Robert Joumart,

Co-édition Silence et Atelier de Création Libertaire.

Au XIXème siècle, le rail connaît un développement fulgurant. Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il développe ensuite les alternatives possibles.

144 pages format 14 x 21 cm.

Bon de commande page 79.





LIVRES

DE LA MAISON AUTONOME A L'AUTONOMIE DE PENSER

de Patrick Baronnet
Ed. Souffle d'Or
et L'Orée du Bois
1997 - 144 p. - 85 F

La famille Baronnet a fait le choix de l'installation à la campagne il y a maintenant près de 30 ans. Réfléchissant à ce qui ne va pas dans la société actuelle, les parents ont décidé d'essayer de réduire régulièrement leur consommation dans tous les domaines. Ils ont ainsi fait des choix successifs pour aller vers toujours plus d'autonomie.

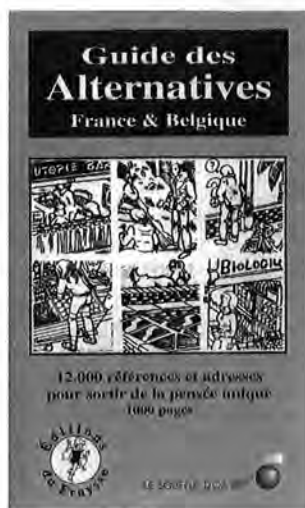
Dans un style très plaisant, Patrick Baronnet présente dans cet ouvrage un bilan illustré de ce qu'il est possible de faire dans une maison individuelle : capteurs solaires thermiques, photopiles, aérogénérateur, éolienne de pompage, récupération des eaux de pluie, jardinage, toilettes à compost, four à pain...

Patrick BARONNET

De la maison autonome à l'autonomie de penser



Un exemple concret marqué en 1997 par l'arrêt du compteur EDF. Beaucoup de réflexions philosophiques pour expliquer la démarche, pas de prosélytisme, mais la simple volonté de témoigner que c'est possible. Fort agréable à lire. MB.



GUIDE DES ALTERNATIVES
12000 références et adresses coordo. par Philippe Lécuyer
Ed. Souffle d'Or et Ed. du Fraysse
(diffusé par Silence)
1998 - 1000 p. - 95 F

Après une première version très brouillonne, cette deuxième édition représente une remarquable amélioration. D'une part, le nombre de références a doublé (notamment en s'ouvrant largement à la Belgique), par ailleurs de nombreuses adresses erronées ont été corrigées. La maquette a été revue et permet, tout en gardant sa lisibilité de diminuer le nombre de pages et donc d'offrir un guide à tout petit prix. Vous y retrouverez tous les thèmes chers à Silence avec pour chacun d'eux des adresses d'associations et des références de livres (dont beaucoup sont introuvables malheureusement). Des améliorations sont encore possibles : il manque cruellement un double index, un par nom et un par département, il y a des différences de traitement notables entre certains sujets qui ne s'expliquent guère : trois pages sur les méfaits du sucre, rien ou presque contre le tabac ! Des présentations plus détaillées

des communautés à l'étranger que pour celles en France... et donc le lecteur devra prendre cet ouvrage comme une porte d'entrée dans la mouvance alternatives et conserver son sens critique pour poursuivre lui-même ses recherches. MB.

L'OBJET FEMME

de Cégolène Frisque
Ed. Documentation Française
1997 - 150 p. - 90 F

Ce livre essaie de dégager les grands thèmes qui apparaissent dans les études sur les femmes, ces dernières ne provenant pas seulement de l'analyse féministe. Le livre se découpe ainsi en trois grands chapitres : le travail et la famille, le corps et la sexualité, le pouvoir et la politique et fait ressortir dans chacun des domaines l'opposition entre deux tendances : celles qui mettent l'accent sur le respect de la différence et celles qui opposent la revendication d'égalité aux processus de domination. Le respect de la différence s'appuie le plus souvent sur le respect de la nature différente des sexes, la revendication d'égalité met plus l'accent sur la construction sociale des individus.



La lecture du livre est loin d'être aisée. Cela tient à l'extrême concision — imposée par l'éditeur ? — qui fait que les présentations d'ouvrages se suivent de manière dense avec des raccourcis laissant peu de place à la pensée du lecteur/lectrice. Cela ouvre ainsi un nombre incroyable de débats possibles sur "la femme" mais cela laisse une frustration quant aux réalités des opinions qui s'affrontent, d'autant plus que l'auteure a es-

sayé de se maintenir dans une grande neutralité. Ce livre permet toutefois d'accéder à une large bibliographie, ce qui en fera un livre de référence. MB.

FACTEUR 4

Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources
de Ernst von Weizsäcker, Amory Lovins, Hunter Lovins
Ed. Terre Vivante
1997 - 320 p. - 118 F

Vingt-cinq ans après "Halte à la croissance", ce livre est un nouveau rapport du club de Rome qui montre que si les limites de la planète sont atteintes, il est possible de faire mieux avec moins en améliorant l'efficacité de nos méthodes de consommation des ressources. Les auteurs décrivent 50 pistes de recherche significatives : transport, habitat, bureaucratie. La première partie présente au niveau mondial ce que "L'énergie au futur" présente au niveau de la Suisse (parfois avec les mêmes exemples car les Suisses savent être "efficaces"). La deuxième partie s'attache à essayer de voir ce qui peut faire obstacle dans le passage de la théorie à la pratique, rappelant cette jolie devise de l'Institut de Santa Fe sur les systèmes chaotiques : "En théorie, pratique et théorie, c'est la même chose, mais dans la pratique, ce n'est pas le cas". Cette partie est assez novatrice, même si elle prête évidemment plus à discussion que le descriptif de la première partie. Un autre chapitre mérite le détour : "les solutions partielles et insatisfaisantes" qui dénonce la lutte antipollution... qui ne s'attaque pas à la pollution mais à sa gestion, les mirages de la haute-technologie (le nucléaire par exemple). L'ouvrage se termine sur des propositions plus philosophiques et que globalement nous soutiendrons. MB.

SORTIR DU NUCLEAIRE, C'EST POSSIBLE

Avant la catastrophe
de Bella et Roger Belbéoch
Ed. Dagorno/Espirit frappeur
1998 - 126 p. - 10 F

Cette édition reprend un texte paru pour la première fois en 1993 puis réédité en 1997 par Stop-Nogent et dont nous avons parlé à l'époque

(voir Silence n°222). Nous pensions que les auteurs prendraient le temps de corriger les erreurs qui leur ont été signalées (leurs connaissances sur les renouvelables remontent aux années 70), mais il n'en est rien. Pire, dans une post-face, ils se permettent d'attaquer l'ensemble des groupes antinucléaires aujourd'hui regroupés au sein du Réseau Sortir du nucléaire... en les accusant de faire le jeu d'EDF parce que, selon eux, en demandant le remplacement des centrales nucléaires par les énergies renouvelables, les économies d'énergies ou encore les centrales au gaz, on perdrait du temps... Ils ignorent ainsi totalement qu'EDF exporte actuellement des centrales au gaz installées en neuf mois, ou qu'il faut deux ans pour mettre en place une ferme éolienne... A la limite de la paranoïa, ils mentent en affirmant que les Européens contre Superphénix ont mis l'accent sur les risques du sodium en oubliant

les risques du plutonium (p.114). Bref, une mauvaise foi dans les commentaires qui décrédibilise toute leur argumentation pourtant correcte sur le côté technique de la sortie du nucléaire: On préférera le livre de Perline "Tout nucléaire, une exception française" paru chez le même éditeur. MB.

ENFANTS

TISTOU LES POUCES VERTS

de Maurice Druon
Ed. Hachette Jeunesse/cadet
1997 - 190 p. - 26 F

L'auteur, bien connu pour ses romans historiques, a écrit ce livre pour enfants en 1967. Une agréable surprise. L'histoire d'un enfant qui a la possibilité de faire pousser des fleurs où il veut et qui va résoudre ainsi les problèmes de la terre, jusqu'à empêcher la guerre en sabotant l'usine d'armement de son père. Une belle leçon d'optimisme. FV.

DELUGE SUR MONTEYRAC

d'Yves Frémion

LA MONTAGNE A DISPARU

de Marie Saint-Dizier
Ed. Hachette Jeunesse / bibliothèque verte
1997 - 128 p. - 26 F le volume

Quatre enfants et un adulte pour animer "planète verte" une association de jeunes écologistes qui découvrent les liens entre l'environnement et la politique. Le début d'une série prometteuse dont le premier tome a été écrit par Yves Frémion, auteur de nombreux ouvrages de SF, ancien député européen vert.

La première histoire part d'une inondation pour expliquer les problèmes que pose l'urbanisme à outrance et rappeler la force de la nature.

Le second s'attaque à la question des montagnes de déchets. Une initiative à encourager. FV.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

LE RACISME AU TRAVAIL
de Philippe Bataille
Ed. La Découverte
1997 - 266 p. - 120 F

Les politiques de l'immigration ont libéré des pulsions xénophobes qui se traduisent aujourd'hui par des relents racistes dans le monde du travail. Sous forme d'enquêtes, l'auteur montre comment ce racisme se manifeste et comment les syndicats sont souvent désarmés pour résister à cette évolution. Le rôle du Front National est énorme dans cette montée de l'intolérance qui se manifeste à tous les niveaux, dans le privé, dans le public, et qui se perpétue à l'embauche. Les résultats de cette enquête ne sont peut-être pas une nouveauté, mais c'est la vulgarisation du racisme qui étonne.

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Que faut-il croire ?

de J.-Pierre Chanteau, Denis Clerc ...
Ed. Syros
1997 - 180 p. - 75 F

Les auteurs, économistes, se penchent sur les conséquences que peut avoir le passage aux 35 h tant dans l'entreprise, dans les ménages, sur le chômage, sur le fonctionnement des entreprises ou sur les finances publiques. Les auteurs comparent également cette mesure avec les autres tentatives comme le recours au temps partiel, la semaine de quatre jours, selon que l'on procède ou non à des pertes de salaires... Ils restent toutefois prudents, insistant sur le fait que l'accompagnement de cette mesure, qui relève de choix politiques, peut influencer de manière importante sur les résultats. Le désir naturel de travailler moins qui ouvre le livre n'est guère pris en compte... ce qui pourrait amener d'autres pistes de réflexion... par des non-économistes.

ENTREPRISE ET ECOLOGIE

de Pierre Frois
Ed. L'Harmattan
1997 - 190 p. - 110 F

Rien que le titre du dernier chapitre donne le ton : "la finalité de l'écologie est de s'inscrire dans la stratégie d'une entreprise". Achetez ma peinture verte, pas cher ! Rappelons à l'auteur, que les écolos proposent des entreprises autogérées où le capital est disponible sous forme coopérative et en intégrant la coopération avec le voisinage, dans le but de produire ce qui est nécessaire et non ce qui se vend. Bouquin de marketing lamentable.

LES PLANTES A PARFUM ET HUILES ESSENTIELLES A GRASSE

de Guy Gilly
Ed. L'Harmattan
1997 - 430 p. - 250 F

Un livre extrêmement technique sur les cultures de plantes destinées à l'industrie du parfum. L'auteur, ancien chercheur à l'INRA, institut national de la recherche agronomique, présente les côtés biologiques, chimiques et agronomiques de chaque plante, les modes de transformation. Reste à découvrir comment faire les mélanges, mais là il s'agit évidemment des goûts de chacun. A réserver à ceux qui voudraient développer une activité professionnelle dans ce domaine.

Les livres du mois

LA GRANDE IMPLOSION

Rapport sur l'effondrement de l'occident 1999-2002

de Pierre Thuillier
Ed. Fayard
1995 - 479 p. - 130 F

LA REVANCHE DES SORCIERES

L'irrationnel et la pensée scientifique

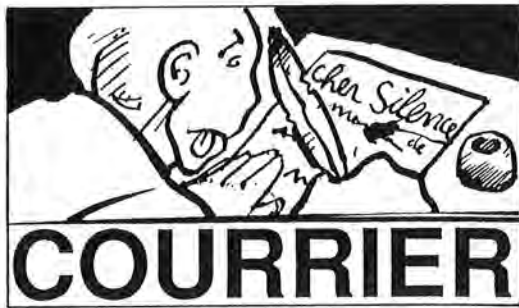
de Pierre Thuillier
Ed. Belin
1997 - 159 p. - 132 F

L'auteur tenait une rubrique consacrée à l'histoire des sciences dans la revue scientifique «La Recherche» depuis les premiers numéros en 1970 jusqu'en mai 92. La très grande qualité de ses textes était un délice, ce qui laisse supposer un livre de grande tenue. Chose promise, chose due. Loin de l'univers scientifique qui ambitionne d'organiser scientifiquement l'humanité, nous assistons au contraire à une vigoureuse défense d'une société «poétiquement et spirituellement vivable» (p.78). L'auteur a imaginé que les bases rationalistes et matérialistes nous menaient à la grande implosion de l'Occident à la fin du siècle. Dans un rapport daté de 2081, issu d'un groupe de travail qui s'est penché sur les actes fonda-

teurs annonçant l'effondrement, nous abordons toutes les étapes, dans une géographie essentiellement française, qui nous mènent vers la Raison. Celle-ci est accusée d'avoir fait du sentiment et de la poésie des actes honteux et dangereux. De l'apparition de la ville médiévale avec la figure du commerçant bourgeois à la corruption qui en découle, des techniques et de la technocratie omniprésente à la science dominante, les références ne manquent pas. Tout l'aspect historique est particulièrement impressionnant. Dommage que l'auteur qui s'est cristallisé sur les Lumières ne prenne pas en compte le système économique-financier d'obédience judéo-protestante qui s'est développé parallèlement. Ce dernier

domine actuellement le monde et répond à des ressorts de nature différente du rationalisme.

Dans le deuxième ouvrage, Pierre Thuillier nous démontre que la pensée scientifique a partie liée avec la poésie et que la technoscience a des «origines magiques». Nous apprenons à mieux connaître Francis Bacon (1561-1626), Giordano Bruno (1548-1600), Isaac Newton (1642-1727) et Hans Christian Ørsted (1777-1851) découvreur de l'électromagnétisme dans le cadre de la philosophie romantique. Le chapitre sur la mécanique quantique nous rassure sur «les dérives métaphysiques» de cette discipline qui fait tâtonner l'esprit rationnel. La partie sur les mythes de l'eau est la moins évidente, elle est la plus éloignée du propos du livre. L'ouvrage finit sur le chaos, réhabilité par la science très récemment. Le sous-titre du livre est plus pertinent que le titre lui-même mais il s'agit là d'un détail. Pierre Thuillier a le mérite de nous rappeler que la connaissance a une histoire qu'on ne peut pas ignorer. Elle est faite par des individus comme les autres, avec leurs croyances et leur «irrationalité». DZ.



TONTON, POURQUOI TU TOUSSES ?

Ayant bien écouté les informations depuis quelques jours, je peux répondre. C'est à cause du beau temps et du manque de vent. L'air est pollué par... le printemps. Le coupable machiavélique, c'est le Soleil. Quant aux ignorants des conjonctures économiques et du poids du lobby industriel qui pensent que le comportement schizo-phrénique des automobilistes est

en cause, ils ont tort. Escalader les pics de pollution, en vélo, c'est dur, croyez-moi ! Un doute m'étreint : avant l'ère de l'automobile reine, il y avait le Soleil, les grèves SNCF, le printemps en mai et pour-tant un air respirable ! Je dois être en-vert et contre tout.

Vincent LAGARRIGUE
Hauts-de-Seine.

AGRI BIO ET TRANSGENIQUE

Plusieurs de vos articles pour les produits bio m'ont fait bondir (n°230). Vous insinuez qu'il pourrait y avoir du soja transgénique (ou autre) dans les produits bio, ce qui est absolument faux. Ecocert et les autres organismes de contrôle ont fait passer une circulaire à tous les producteurs et transformateurs en bio mentionnant que les aliments transgéniques sont interdits en bio ainsi que les semences. Quant aux 5 % de produits non bio tolérés dans les produits transformés, il ne peut s'agir que de produits n'existant pas en bio ou ne pouvant pas avoir le label, en particulier les produits de la mer (algues, sel marin...). Vous ne pouvez pas obtenir le label AB sur vos produits si par exemple vous mettez du sucre non bio dans vos produits (même moins de 5 %) puisqu'il existe en bio. C'est la même chose pour le soja.

La moindre des choses serait de vous renseigner avant d'écrire des articles. Vous semez le trouble dans l'esprit des consommateurs et je ne pense pas que les producteurs et agriculteurs en bio aient besoin de cette mauvaise pub.

Véronique BENOIT
Ardèche

Silence : le dossier a été géré par Fabienne Kung, présidente de la FNAB, fédération nationale de l'agriculture biologique. Il est bien expliqué dans l'article que les logos n'ont pas tous la même valeur du fait des cahiers des charges différents. Nature & Progrès et Demeter sont les plus sérieux. Le logo officiel AB vient ensuite... puis il existe d'autres logos beaucoup moins sérieux que l'on trouve principalement dans les grandes surfaces et où là le risque d'avoir du transgénique est possible... d'autant plus qu'il est difficilement détectable.

UNE BANQUE MONDIALE ET POPULAIRE

Les problèmes monétaires sont devenus essentiels aujourd'hui. Ils sont débattus tant au niveau des plus hautes instances internationales que dans les quartiers populaires où se multiplient les SEL, systèmes d'échanges locaux. Il y a quelque temps, j'entendais un ami socialiste revendiquer, au nom du peuple, le droit d'émettre de la monnaie, droit qui, d'après lui, aurait jadis été "usurpé". Mais jamais, dans l'histoire, l'émission monétaire n'a été une fonction populaire. A l'origine, la frappe de la monnaie était un attribut du pouvoir royal, un privilège régalien. Avec les temps modernes et la création des grandes banques centrales cette fonction est devenue étatique. Plus récemment encore le pouvoir d'émission de la monnaie est tombé entre les mains de la grande communauté capitaliste internationale. Progressivement l'argent s'est démocratisé, même si cela peut paraître choquant à certains, en échappant au contrôle du pouvoir central, et l'on peut observer ici un bon exemple du mouvement réel qui se dirige vers les plus larges formes populaires. Mais ce mouvement n'est pas achevé car, aujourd'hui, la monnaie est un instrument servant de manière exclusive à un certain nombre de décideurs, et dont la grande majorité est spoliée. En fait, l'argent a souvent été manipulé par de nombreux agents,

d'abord par les princes qui détenaient le pouvoir d'émission et altéraient leurs monnaies (alliages ou rognages), ensuite par la politique monétaire des grandes puissances et, aujourd'hui, par les grandes banques qui jouent sur les taux d'intérêt et, surtout, par ceux qui ont capté d'immenses fortunes et spéculent en opérant de formidables mouvements de capitaux internationaux. A présent, presque toutes les devises du monde ont un cours libre et sous cette diversité considérable et mouvante se cache désormais une seule et unique réalité planétaire. Il existe, de facto, une monnaie mondiale unique, universelle, qui ne demande qu'à naître officiellement. Mais celle-ci ne pourra prendre une forme concrète que d'une manière réellement démocratique et populaire, tout comme le nouvel ordre mondial (pas celui de Bush) que nous sommes nombreux à appeler de nos vœux. Nous pouvons ainsi observer avec l'histoire de la monnaie ce qui se produit plus généralement avec toute l'histoire humaine : un mouvement réel contradictoire qui tend à la fois vers l'universel (la mondialisation) et l'individuel (avec le progrès des libertés). Nous retrouvons avec la monnaie la même évolution et les mêmes obstacles, que les espérantistes (dont je suis) rencontrent avec la langue, la culture, et les citoyens du monde (dont

je suis également) avec les institutions politiques. Dans tous ces domaines : financiers, politiques, linguistiques, culturels, beaucoup de jacobins déplorent l'abandon des souverainetés nationales mais ce phénomène est rendu nécessaire par l'évolution du mouvement réel de l'histoire universelle. Le problème tient en peu de mots. Que ce soit à travers les institutions politiques, la culture, la langue, la monnaie... il s'agit de faire naître une réalité humaine qui soit réellement planétaire, universaliste, donc, sans être impérialiste, il s'agit de construire cette grande République universelle, cette chose publique qui soit réellement à tous sans être manipulée ni imposée par aucun. Nous devons ici limiter notre étude au seul sujet financier de cette question, mais, dans ce domaine comme dans ceux de la politique et de la culture, la subsidiarité, principe juridique dont on parle fréquemment aujourd'hui, peut nous être d'un grand secours. Le principe de subsidiarité qui embarrasse toute entité hiérarchisée avec ses différents échelons : locaux, régionaux, nationaux voire internationaux, stipule que chaque instance supérieure ne doit aborder et régler certains problèmes que dans la mesure où ils ne peuvent être résolus au niveau inférieur. Son application est libératoire par excellence. Or, dans le domaine financier, il est techniquement possible de créer une

banque populaire mondiale avec différentes succursales : continentales, nationales, régionales, communales et jusqu'aux quartiers, la monnaie émise à ces différents niveaux étant fonction d'indices précis de l'activité économique, chaque instance supérieure intervenant à titre d'arbitre pour opérer une péréquation et obvier à certaines différences trop manifestes de richesse entre les échelons qui lui sont immédiatement inférieurs. Pour réguler cette nouvelle fonction financière internationale la mise en place d'un équipement informatique nouveau est nécessaire, un système décentralisé et suffisamment performant pour pouvoir tenir compte de l'offre et de la demande existant à chaque niveau.

Djémil KESSOUS
Paris

Silence : vouloir raisonner de l'universel vers le local nous semble risquer d'empêcher la mise en place d'une pratique. Si l'universel doit être le but à long terme, il nous semble qu'il faille d'abord commencer par développer le local (les SEL pour la monnaie) puis quand cela ne suffit pas, se demander comment se fédérer à un niveau supérieur (débat sur les possibilités inter-SEL actuellement en cours).

NI TELEVISION, NI RADIO

P lusieurs enquêtes ont été faites autour de Silence avec souvent cette question : comment expliquez-vous la longévité de la revue ? Jusqu'à maintenant, je ne trouve pas vraiment de réponse. Et puis en préparant le dossier sur la télévision, je tomba sur une phrase de Graham Greene, cité dans "Brisons nos chaînes", interviewé par Bernard Pivot, l'écrivain avoue qu'il n'a pas la télévision. "Vous ne l'aimez pas ?" "Oh si, c'est bien parce qu'il y a toujours quelque chose d'intéressant que je ne veux pas l'avoir chez moi : j'ai besoin de temps à moi pour créer". Je me dis que c'est peut-être ça la raison de ma permanence à Silence : non seulement je n'ai pas la télé, mais en plus je n'ai pas la radio !

Une télévision a un pouvoir d'hypnose extraordinairement fort. Et il faut une discipline de fer pour ne l'utiliser que pour une émission voulue. Rien de comparable avec un livre. La télé n'est pas qu'un média en plus de la radio et des journaux. Quand vous lisez un journal, vous lisez ce qui vous intéresse, passant rapidement sur les sujets qui ne vous attirent pas. A la télé, comme à la radio, le déroulement du programme est linéaire : vous devez attendre ce qui vous intéresse, et pendant que vous attendez, on en profite pour vous glisser de la publicité officielle ou officieuse. La solution est peut-être dans la vidéo qui apporte avec l'image, un réel plus au livre. Mais dans un cas comme dans l'autre, ce que vous gagnez en culture, vous le perdez peut-être en amitié.

Michel BERNARD
Rhône

SILENCE SUR INTERNET ?

B ien le bonjour aux amis de Silence qui depuis environ huit ans me servent utilement à entretenir ma conscience ternie par tant d'agressions commerciales, publicitaires. Agression de ces hommes et de ces femmes, maîtres à titre divers de ce monde, qui semblent se révolter contre la pensée unique tout en la gérant au mieux à leur propre intérêt. Enfin... Votre dossier sur la télé dans le numéro de mai 1998 m'a beaucoup intéressé. Pour ma part, je n'ai pas la télé. Vous dénoncez habilement les dangers d'une télé chewing-gum, une télé qui n'encourage qu'une activité contemplative et aucunement l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière. Ce qui me dépasse, c'est qu'il soit tellement inconcevable de faire autre chose que de regarder la télé que les actions proposées les plus "courageuses" en la matière, c'est de proposer de s'en passer pendant toute une semaine !

centaines de sites faisant autre chose qu'une activité commerciale et proposant au contraire d'étendre le contact, la connaissance, l'éducation, proposant une information facile à trouver, ou des bases documentaires importantes. Il me semble que c'est aujourd'hui qu'il faut se saisir de ce média, certes sans doute surveillé (pas plus qu'un autre), certes encore réservé à des personnes assez aisées, mais aussi à de plus en plus d'associations en recherche d'échanges et de rencontres dans et hors Internet bien sûr. Avant de titrer dans 5, 10 ou 15 ans, **une semaine sans le net** ou quelque chose dans ce goût qui sentira fortement l'échec de notre comportement face à ce média. Pour éviter ça, ne nions pas son existence qui va sans doute croître. Pourquoi ne pas installer dès maintenant un Internet citoyen, comme le site par exemple de Ras l'Front, intelligent comme celui du Monde Diplomatique. Internet n'est pas indispensable (heureusement). Contrairement à ce que voudrait nous faire croire not'bon ministre de l'Education nationale, on n'apprend pas à vivre avec Internet. Cela dit, nous sommes devant un enjeu de taille, est-ce qu'Internet sera uniquement l'Ultra chewing gum de demain, le supermarché du futur ou sera-t-il aussi, ne serait-ce qu'un peu, une base d'information et d'éducation fantastique pour aider chacun à résister face à la pensée libérale ultra-dominante ? Alors, à quand le site Web de Silence ?

Emmanuel LACROIX
Toulouse

Silence ; nous assumons la publication d'une revue sur papier et cela nous occupe suffisamment. Nos textes sont libres de reproduction... et certains sont déjà repris par d'autres sur leurs serveurs Internet. Cette diffusion en réseau nous semble suffisante.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 170 Racisme et environnement
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 178 Comment démanteler ?
- 181 Energies douces au Sud (1)
- 182 Energies douces au Sud (2)
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 187 Prolifération nucléaire (1)
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- 189 Autonomie toujours
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- 191 Santé et autonomie (1)
- 195 Stop Essais
- 196 Canal Rhin-Rhône
- 197 La défense par actions civiles (1)
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Radios actives
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 208 Pour des villes sans voitures
- 211 L'équivoque humanitaire
- 212-213 Ecologisme et Etat
- 216 Femmes et santé
- 217 L'impasse nucléaire
- 218 Alternatives en Alsace
- 219 Retrouver les forêts sauvages
- 225 Gandhi aujourd'hui
- 226-227 Vivre ensemble
- 229 Finances solidaires
- 230 Plantes folles en accusation
- 231 La télé... visée

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- SEL : pour changer échangeons 50 F
- La simplicité volontaire 80 F
- Le guide des alternatives 95 F
- L'énergie au futur 120 F
- Facteur 4 118 F
- Tout nucléaire, une exception française 10 F
- Rwanda, un génocide français 10 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
- La menace climatique 30 F
- Radioactivité, les faibles doses 30 F
- Energies renouvelables 30 F
- Les métiers de l'écologie 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table 89 F
- Séphastoche, mon premier cuisinier 36 F
- Un cuisinier solaire facile à faire 20 F
- Construisez votre cuisinière solaire 30 F
- Cuisiniers solaires pliable 20 F
- Nucléaire ? Non merci 75 F
- Le nucléaire déformé 30 F
- La liberté de circuler 70 F
- Quelle écologie radicale ? 70 F
- Ou va le climat ? 40 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)
- La belle vie 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F
- Pour un pays sans armée 65 F
- Pour que demain soit 65 F
- L'écophilosophie ou la sagesse de la nature 65 F
- Moi, ma santé 65 F
- Deux routes, un avenir 80 F
- L'écologie politique 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'autofinçait 85 F
- Des ruines du développement 65 F
- Les carnets d'un militant 80 F
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste 110 F
- Ed. Delcourt (Angers)**
- La dictature de la croissance 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F
- Société à refaire : une écologie de la liberté 88 F
- Philo écologie et politique de l'anarchisme 38 F
- Sociobiologie ou écologie sociale 20 F
- Le rêve au quotidien 75 F
- Un goût d'air libre 35 F
- Pensée sociale d'Élisée Reclus 70 F
- Ed. Utopie (Landes)**
- Nous sommes peut-être frères 36 F
- L'homme qui plantait des arbres 36 F
- N'hésitez pas à le dire 36 F
- La dernière chasse de Tim 36 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous 90 F
- Ed. Jeunesse (Genève)**
- Découvrez les vraies richesses 96 F
- Ed. WISE (Paris)**
- La France nucléaire : matières et sites 120 F
- Ed. Voici la Clé (Québec)**
- Les affranchis de l'an 2000 110 F
- Ed. Ruralis (Lot-et-garonne)**
- L'exode urbain est-il pour demain ? 89 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Additifs alimentaires 98 F
- Gestion des déchets 98 F
- Les sols 98 F
- L'eau 98 F
- La radioactivité 98 F
- L'alimentation 98 F
- La diversité biologique 98 F
- L'air 98 F
- Le bruit 98 F
- Les déchets dangereux 98 F
- Ed. Vague Verte (Somme)**
- Le diable des bois 90 F
- Ed. Ostal del libre (Catala)**
- Jouets de toujours 120 F
- Jouets sonores 120 F

Frais de port

- 1 ouvrage 15 F
- 2 ouvrages 28 F
- 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE		BELGIQUE	
METROPOLITAINE		<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 1740 FB
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 240 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 2880 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 480 FF	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 2520 FB
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 420 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 5700 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 950 FF	AUTRES PAYS ET DOM-TOM	
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° 190 FF	<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n° 290 FF

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain



NATURELLEMENT 98

7ème foire écologique de Nyons (Drôme)

Dimanche 5 juillet - Place de la libération

Renseignements : CEDER, 2, place de l'ancienne mairie,
26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53 ou 04 90 28 93 92

S t a n d s
E x p o s i t i o n s
C o n f é r e n c e s
C a u s e r i e s
A t e l i e r s
A n i m a t i o n s

P r o d u i t s b i o s
E n e r g i e s
r e n o u v e l a b l e s
E c o p r o d u i t s
E n v i r o n n e m e n t
H u m a n i t a i r e
P r e s s e



War Resisters' International 22nd Triennial Conference 19-24 September 1998 Poreč, Croatia

• Hosted by Antiwar Campaign Croatia •

Programme *Plenaries*

Choosing Peace Together | Justice After War | The Death of Conflict Resolution | Men's Agenda, Women's agenda | Civil Action for Peace

Theme Groups | Nonviolence and Social Empowerment | Neconstruction and Democratisation | Identity and Conflict

Peace Action and the Modernisation of the Military | Women crossing the line | Grassroots movement and Peace Processes

Grassroots Economy in Times of Globalisation | Civil Disobedience and Environmental Action | ...and many workshops

CHOOSING PEACE TOGETHER

...not imposing, or having imposed

...the condition where people can fulfil themselves,
secure that their rights are respected

...not separated by ethnic ideologies,
not oppressed by divisions of class or gender

Nearly everyone says "we want peace",
but what kind of peace,
and brought about by what means?

The WRI Triennial will bring together peaceworkers from the countries of ex-Yugoslavia with their counterparts from many other countries and every continent for an exchange of experience and vision, and to work out new strategies of cooperation.



For more information and a registration form, contact

War Resisters' International, 5 Caledonian Road, London N1 9DX, Britain
Tel.: +44 171-171-278-4040, fax: +44-171-278-0444, e-mail: warresisters@gn.apc.org
or consult our web page: <http://www.gn.apc.org/warresisters>



Bramo
CHOOSING
Mir
PEACE
Zajedno
TOGETHER